CA2ON XB -B56 Digitized by the Internet Archive in 2022 with funding from University of Toronto









1ST SESSION, 41ST LEGISLATURE, ONTARIO 64 ELIZABETH II, 2015

1^{re} SESSION, 41^e LÉGISLATURE, ONTARIO 64 ELIZABETH II, 2015

Bill 92

Projet de loi 92

An Act to amend the Home Care and Community Services Act, 1994 with respect to complaints and appeals Loi modifiant la Loi de 1994 sur les services de soins à domicile et les services communautaires en ce qui concerne les plaintes et les appels

Mrs. L. Gretzky



M^{me} L. Gretzky

Private Member's Bill

1st Reading April 28, 2015

2nd Reading

3rd Reading

Royal Assent

Projet de loi de député

1^{re} lecture 28 avril 2015

2^e lecture

3^e lecture

Sanction royale

Printed by the Legislative Assembly of Ontario





EXPLANATORY NOTE

Under section 39 of the *Home Care and Community Services Act, 1994*, an approved agency is required to establish a process for reviewing complaints about specified matters. The Bill shortens the time period, from 60 days to 30 days, during which an agency is required to respond to complaints respecting decisions about the particular community services a person is entitled to receive. The Bill requires the agency's response to include information about the process for appealing the decision to the Health Services Appeal and Review Board.

The Bill also provides that if the decision of the agency would have the effect of terminating or reducing the community services provided to a person, an appeal to the Board stays the decision.

NOTE EXPLICATIVE

En application de l'article 39 de la *Loi de 1994 sur les services de soins à domicile et les services communautaires*, un organisme agréé est tenu de mettre sur pied une procédure pour l'examen des plaintes relatives à des questions précisées. Le projet de loi abrège, de 60 à 30 jours, le délai accordé à l'organisme pour répondre aux plaintes relatives aux décisions visant les services communautaires particuliers qu'une personne est admissible à recevoir. Il exige aussi que l'organisme inclue, dans sa réponse, des renseignements sur le processus d'appel de la décision devant la Commission d'appel et de révision des services de santé.

Le projet de loi prévoit finalement que dans le cas où la décision de l'organisme aurait pour effet de mettre fin aux services communautaires qui sont fournis à une personne ou de les réduire, un appel interjeté devant la Commission y surseoit.

2015

An Act to amend the Home Care and Community Services Act, 1994 with respect to complaints and appeals

Loi modifiant la Loi de 1994 sur les services de soins à domicile et les services communautaires en ce qui concerne les plaintes et les appels

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

- 1. (1) Subsection 39 (3) of the Home Care and Community Services Act, 1994 is amended by striking out "60 days" in the portion before clause (a) and substituting "30 days".
- (2) Section 39 of the Act is amended by adding the following subsection:

Notice, contents

- (5) A notice under clause (3) (a) or (b) or a copy of a decision under clause (3) (c) shall include information about how the person to whom the notice is given may appeal the decision to the Appeal Board.
- 2. Clause 40 (1) (b) of the Act is amended by striking out "60 days" and substituting "30 days".
- 3. The Act is amended by adding the following section:

Stay on appeal

40.1 (1) If the decision of an approved agency, as affirmed, rescinded or substituted under subsection 39 (3), would have the effect of terminating or reducing the community services provided to a person, the appeal of the decision to the Appeal Board in accordance with section 40 stays the operation of the decision.

Same, transition

(2) Subsection (1) applies in respect of an appeal if the notice requiring a hearing has been given to the Appeal Board on or after the day the Empowering Home Care Patients Act, 2015 receives Royal Assent.

Commencement

4. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

5. The short title of this Act is the Empowering Home Care Patients Act, 2015.

- Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :
- 1. (1) Le paragraphe 39 (3) de la Loi de 1994 sur les services de soins à domicile et les services communautaires est modifié par remplacement de «60 jours» par «30 jours» dans le passage qui précède l'alinéa a).
- (2) L'article 39 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Contenu de l'avis

- (5) L'avis visé à l'alinéa (3) a) ou b) ou la copie de la décision visée à l'alinéa (3) c) comprend des renseignements sur la façon dont la personne qui reçoit l'avis peut interjeter appel de la décision devant la Commission d'appel.
- 2. L'alinéa 40 (1) b) de la Loi est modifié par remplacement de «60 jours» par «30 jours».
- 3. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant:

Sursis en cas d'appel

40.1 (1) Dans le cas où la décision d'un organisme agréé, telle qu'elle est confirmée, annulée ou substituée conformément au paragraphe 39 (3), aurait pour effet de mettre fin aux services communautaires qui sont fournis à une personne ou de les réduire, l'appel de la décision interjeté devant la Commission d'appel conformément à l'article 40 a pour effet de surseoir à l'application de la décision.

Idem: disposition transitoire

(2) Le paragraphe (1) s'applique à l'égard d'un appel si l'avis de demande d'audience a été donné à la Commission d'appel le jour où la Loi de 2015 donnant plus de pouvoir aux personnes recevant des soins à domicile reçoit la sanction royale ou par la suite.

Entrée en vigueur

4. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

5. Le titre abrégé de la présente loi est Loi de 2015 donnant plus de pouvoir aux personnes recevant des soins à domicile.



1ST SESSION, 41ST LEGISLATURE, ONTARIO 64 ELIZABETH II, 2015

1^{re} SESSION, 41^e LÉGISLATURE, ONTARIO 64 ELIZABETH II, 2015 Public

Bill 93

Projet de loi 93

An Act to proclaim the month of April as Testicular Cancer Awareness Month Loi visant à proclamer le mois d'avril Mois de la sensibilisation au cancer du testicule

Mr. M. Harris

M. M. Harris

Private Member's Bill

1st Reading

April 29, 2015

2nd Reading

3rd Reading

Royal Assent

Projet de loi de député

1^{re} lecture

29 avril 2015

2^e lecture

3^e lecture

Sanction royale

Printed by the Legislative Assembly of Ontario





An Act to proclaim the month of April as **Testicular Cancer Awareness Month**

Loi visant à proclamer le mois d'avril Mois de la sensibilisation au cancer du testicule

Preamble

Testicular cancer is the most common form of cancer in men between the ages of 15 and 34, with an estimated 1.000 Canadian men diagnosed with testicular cancer annually. The incidence of testicular cancer has increased steadily over the last several decades, but the reasons for this increase are not well understood.

April is important for cancer awareness in Canada as it is recognized as Daffodil Month, the national fundraising campaign of the Canadian Cancer Society. While Testicular Cancer Awareness Week is recognized in some jurisdictions as beginning on April 1st, it is desirable to extend the week to a month so that there is more time to bring awareness and education about the serious impacts of testicular cancer.

Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Testicular Cancer Awareness Month

1. The month of April in each year is proclaimed as Testicular Cancer Awareness Month.

Commencement

2. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

3. The short title of this Act is the Testicular Cancer Awareness Month Act, 2015.

EXPLANATORY NOTE

The Bill proclaims the month of April in each year as Testicular Cancer Awareness Month.

Préambule

Le cancer du testicule constitue le cancer le plus répandu chez les hommes de 15 à 34 ans. On estime que chaque année un millier de Canadiens reçoivent un diagnostic de cancer du testicule. L'incidence de ce cancer n'a cessé de s'accroître au cours des dernières décennies, sans que l'on comprenne bien les raisons de cette augmentation.

Avril est un mois important de sensibilisation au cancer au Canada puisqu'il s'agit du Mois de la jonquille, nom de la campagne de financement nationale de la Société canadienne du cancer. Même si la semaine qui débute le 1^{er} avril est reconnue en certains endroits comme Semaine de la sensibilisation au cancer du testicule, il est tout indiqué d'étendre cette semaine à un mois entier afin de disposer de plus de temps pour sensibiliser et éduquer la population quant aux profondes répercussions du cancer du testicule.

Pour ces motifs, Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

Mois de la sensibilisation au cancer du testicule

1. Le mois d'avril de chaque année est proclamé Mois de la sensibilisation au cancer du testicule.

Entrée en vigueur

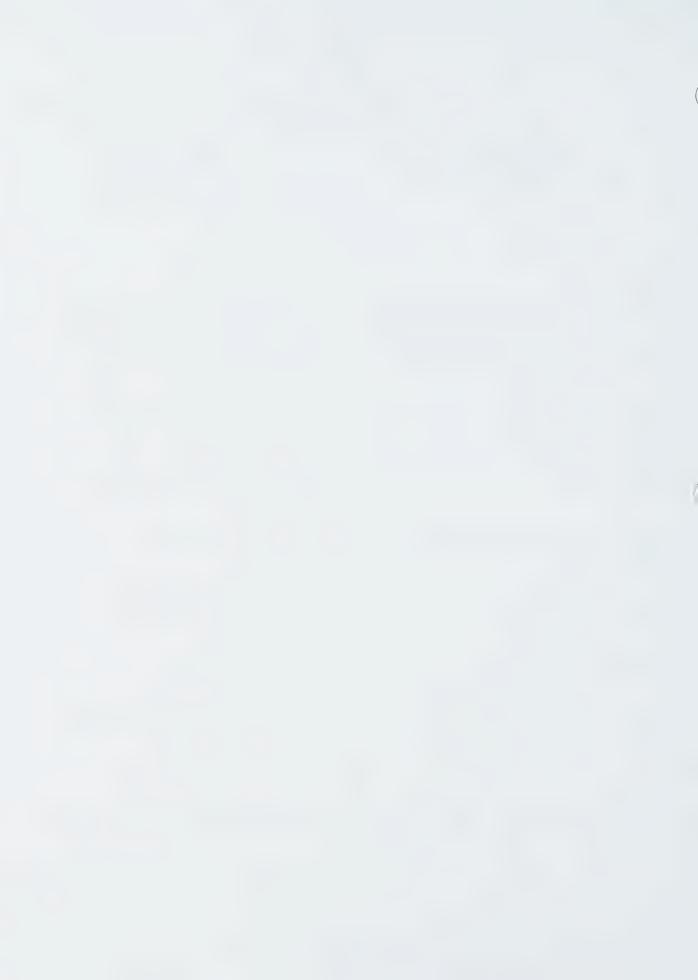
2. La présente loi entre en vigueur le jour où elle recoit la sanction royale.

Titre abrégé

3. Le titre abrégé de la présente loi est Loi de 2015 sur le Mois de la sensibilisation au cancer du testicule.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi proclame le mois d'avril de chaque année Mois de la sensibilisation au cancer du testicule.







1ST SESSION, 41ST LEGISLATURE, ONTARIO 64 ELIZABETH II, 2015

1^{re} SESSION, 41^e LÉGISLATURE, ONTARIO 64 ELIZABETH II, 2015

Bill 94

Projet de loi 94

An Act to repeal the Safe Streets Act, 1999

Loi abrogeant la Loi de 1999 sur la sécurité dans les rues

Ms C. DiNovo

Mme C. DiNovo

Private Member's Bill

1st Reading

April 29, 2015

2nd Reading

3rd Reading

Royal Assent

Projet de loi de député

1^{re} lecture

29 avril 2015

2^e lecture

3^e lecture

Sanction royale

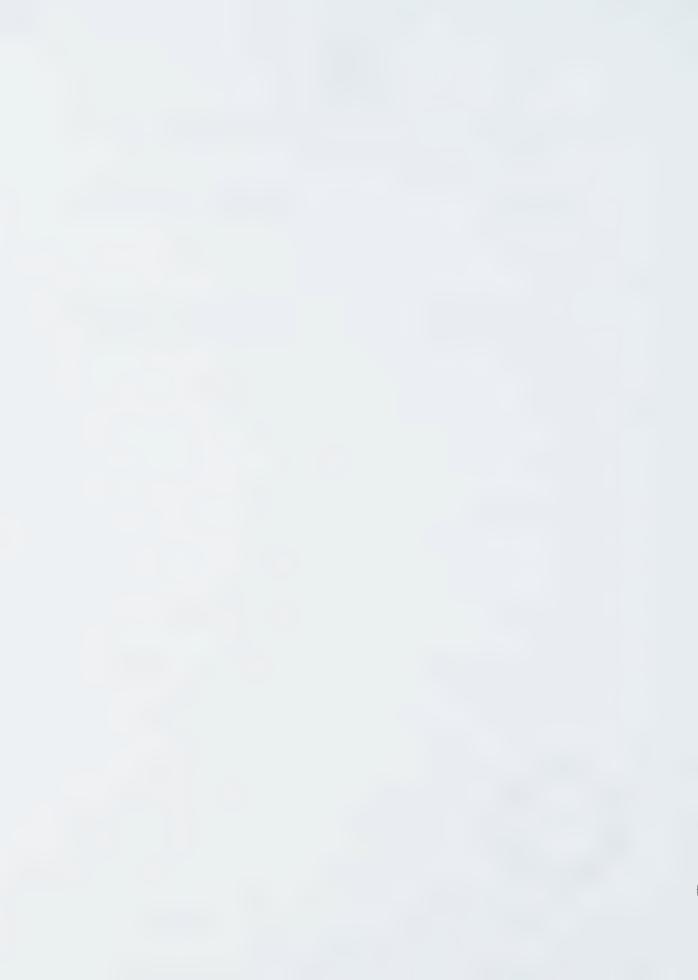


Printed by the Legislative Assembly of Ontario

Imprimé par l'Assemblée législative de l'Ontario







2015

An Act to repeal the Safe Streets Act, 1999

Loi abrogeant la Loi de 1999 sur la sécurité dans les rues

Preamble

The Safe Streets Act, 1999 is poorly conceived legislation that persecutes the poor by making it illegal to solicit money on streets, in parking lots, at transit stops or near bank machines.

Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Repeal

1. The Safe Streets Act, 1999 is repealed.

Commencement

2. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

3. The short title of this Act is the Peter Kormos Act (Repealing the Safe Streets Act), 2015.

EXPLANATORY NOTE

The Bill repeals the Safe Streets Act, 1999.

Préambule

La Loi de 1999 sur la sécurité dans les rues est une loi mal conçue qui persécute les pauvres en rendant illégale la sollicitation de contributions en argent dans les rues, les parcs de stationnement et les arrêts de transport en commun et près des guichets automatiques bancaires.

Pour ces motifs, Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

Abrogation

1. La Loi de 1999 sur la sécurité dans les rues est abrogée.

Entrée en vigueur

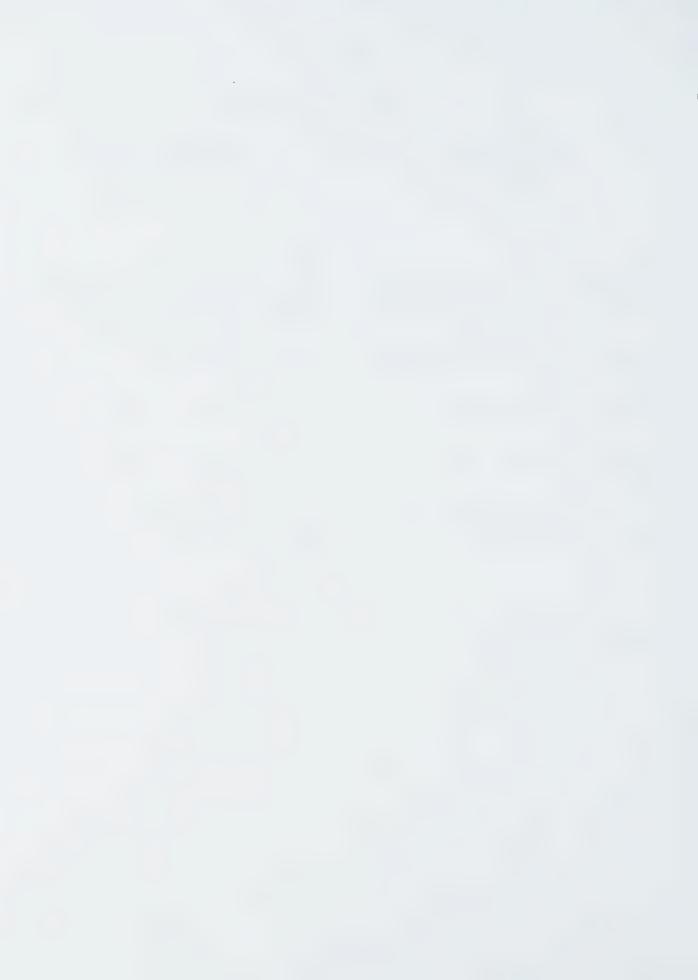
2. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

3. Le titre abrégé de la présente loi est Loi Peter Kormos de 2015 sur l'abrogation de la Loi sur la sécurité dans les rues.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi abroge la Loi de 1999 sur la sécurité dans les rues







1ST SESSION, 41ST LEGISLATURE, ONTARIO 64 ELIZABETH II, 2015 1^{re} SESSION, 41^e LÉGISLATURE, ONTARIO 64 ELIZABETH II, 2015

Bill 95

Projet de loi 95

Loi visant à proroger le Conseil consultatif pour

le leadership en santé mentale et

en lutte contre les dépendances et

An Act to continue
the Mental Health and Addictions
Leadership Advisory Council
and to amend the Ombudsman Act
in respect of providers of
mental health and addictions services

à modifier la Loi sur l'ombudsman à l'égard des fournisseurs de services de santé mentale et de lutte contre les dépendances

Ms T. Armstrong

Mme T. Armstrong

Private Member's Bill

1st Reading April 30, 2015

2nd Reading

3rd Reading

Royal Assent

Projet de loi de député

1^{re} lecture 30 avril 2015

2^e lecture

3^e lecture

Sanction royale



Imprimé par l'Assemblée législative de l'Ontario

Printed by the Legislative Assembly of Ontario





EXPLANATORY NOTE

The Bill continues the Mental Health and Addictions Leadership Advisory Council. The Council's mandate, set out in section 3 of the Bill, is to advise on and monitor the expeditious implementation of the recommendations made by the Select Committee of the Legislative Assembly on Mental Health and Addictions in its report released in August 2010. The Council is required to submit a plan to the Minister within one year with respect to matters related to mental health and addictions set out in subsections 3 (2) and (3) of the Bill. The Council is also empowered to make recommendations to the government with respect to improving mental health and addictions services in Ontario.

The *Ombudsman Act* is amended to permit the Ombudsman to conduct investigations in respect of providers of mental health and addictions services in Ontario.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi proroge le Conseil consultatif pour le leadership en santé mentale et en lutte contre les dépendances. Le mandat du Conseil, énoncé à l'article 3 du projet de loi, est de fournir des conseils sur la mise en oeuvre rapide des recommandations faites par le Comité spécial de la santé mentale et des dépendances de l'Assemblée législative dans son rapport publié en août 2010 et de surveiller cette mise en oeuvre. Le Conseil est tenu de présenter au ministre, dans un délai d'un an, un plan traitant des questions liées à la santé mentale et à la lutte contre les dépendances qui sont énoncées aux paragraphes 3 (2) et (3) du projet de loi. Le Conseil est également habilité à faire des recommandations au gouvernement à l'égard de l'amélioration des services de santé mentale et de lutte contre les dépendances en Ontario.

La *Loi sur l'ombudsman* est modifiée afin de permettre à l'ombudsman de mener des enquêtes à l'égard des fournisseurs de services de santé mentale et de lutte contre les dépendances en Ontario.

An Act to continue the Mental Health and Addictions Leadership Advisory Council and to amend the Ombudsman Act in respect of providers of mental health and addictions services Loi visant à proroger le Conseil consultatif pour le leadership en santé mentale et en lutte contre les dépendances et à modifier la Loi sur l'ombudsman à l'égard des fournisseurs de services de santé mentale et de lutte contre les dépendances

Preamble

For too long, mental health services in Ontario have not met the needs of all individuals, families, and communities. The absence of a coherent mental health system has left too many people to suffer, falling through the cracks and unable to access the appropriate care and services they need.

To address this mental health crisis and the toll it takes on our communities, the Legislative Assembly of Ontario gave unanimous consent on February 24, 2009 to a motion to appoint an all-party Select Committee on Mental Health and Addictions that would consider and report its observations and recommendations to improve access to mental health services in Ontario. The Select Committee's final report was completed in August 2010.

The Select Committee on Mental Health and Addictions heard many stories of distress and agreed, unanimously, that more must be done. Specifically, the Select Committee on Mental Health and Addictions recommended that a new umbrella organization should be created to design, manage, and coordinate the mental health and addictions system and ensure that programs and services are delivered consistently and comprehensively across Ontario. The umbrella organization would be known as Mental Health and Addictions Ontario in English and Santé mentale et dépendances Ontario in French and would be responsible to the Ministry of Health and Long-Term Care.

To date, the first recommendation of the Select Committee has not been implemented.

In communities across Ontario, mental health and addictions services remain inadequate, underfunded, and under immense pressure to meet the needs of individuals and families. Five years after the Select Committee delivered its recommendations for change, Ontario must take steps to act upon these recommendations so as to better coordinate and deliver mental health and addictions services in our province.

Préambule

Pendant trop longtemps, les services de santé mentale en Ontario n'ont pas répondu aux besoins de l'ensemble des particuliers, des familles et des collectivités. En l'absence d'un système de santé mentale cohérent, un trop grand nombre de personnes souffrent, passent entre les mailles du filet et ne peuvent avoir accès aux soins et aux services appropriés dont elles ont besoin.

Afin de contrecarrer cette crise dans le secteur de la santé mentale et les effets néfastes qu'elle a sur nos collectivités, l'Assemblée législative de l'Ontario a, le 24 février 2009, donné son consentement unanime à une motion créant un Comité spécial de la santé mentale et des dépendances, comité multipartite chargé de rendre compte de ses observations et recommandations à l'égard de l'amélioration de l'accès aux services de santé mentale en Ontario. Le Comité spécial a rendu son rapport final en août 2010.

Le Comité spécial de la santé mentale et des dépendances a entendu de nombreux témoignages de détresse et a unanimement convenu qu'il reste beaucoup à faire. En particulier, le Comité spécial a recommandé que soit créé un nouvel organisme cadre chargé de concevoir, de gérer et de coordonner le système de santé mentale et de lutte contre les dépendances et de veiller à ce que les programmes et services soient dispensés de façon uniforme et complète à l'échelle de l'Ontario. Cet organisme, appelé Santé mentale et dépendances Ontario en français et Mental Health and Addictions Ontario en anglais, relèverait du ministère de la Santé et des Soins de longue durée.

À ce jour, la première recommandation du Comité spécial n'a pas été mise en oeuvre.

Dans les collectivités partout en Ontario, les services de santé mentale et de lutte contre les dépendances sont toujours inadéquats, sous-financés et sous une pression énorme pour répondre aux besoins des particuliers et des familles. Cinq ans après que le Comité spécial a fait part de ses recommandations en vue de changer la situation, l'Ontario doit prendre des mesures pour y donner suite afin de mieux coordonner et dispenser les services de santé mentale et de lutte contre les dépendances dans notre province.

Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Definitions

- 1. In this Act.
- "Council" means the Mental Health and Addictions Leadership Advisory Council continued under section 2; ("Conseil")
- "geographic area" means the geographic area of a local health integration network within the meaning of the Local Health System Integration Act, 2006; ("zone géographique")
- "Minister" means the Minister of Health and Long-Term Care or such other member of the Executive Council as may be assigned the administration of this Act under the Executive Council Act. ("ministre")

Mental Health and Addictions Leadership Advisory Council continued

2. (1) The Council known as the Mental Health and Addictions Leadership Advisory Council in English and the Conseil consultatif pour le leadership en santé mentale et en lutte contre les dépendances in French established by the Minister is continued.

Membership

(2) The Council shall be composed of no more than 19 persons who shall be appointed by the Lieutenant Governor in Council on the Minister's recommendation.

Chair

(3) The Minister shall designate one member of the Council to be the Chair

Term

(4) Members of the Council shall be appointed for terms of two years and are eligible for reappointment.

Remuneration and expenses

(5) The members of the Council may be paid the remuneration and expenses the Lieutenant Governor in Council determines.

Transition

(6) For the purposes of subsections (2) and (3), the Council's members and the Chair as of the day this Act comes into force shall be appointed by the Lieutenant Governor in Council within 14 days after this Act comes into force and their term shall be counted beginning on the day of their appointment.

Council's mandate

3. (1) The Council's mandate is to advise on and monitor the expeditious implementation of the recommendations made by the Select Committee of the Legislative Assembly on Mental Health and Addictions in its report released in August 2010.

Plan for implementing first recommendation of Select Committee

(2) Within one year after this Act comes into force, the

Pour ces motifs, Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

Définitions

- 1. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.
- «Conseil» Le Conseil consultatif pour le leadership en santé mentale et en lutte contre les dépendances prorogé par l'article 2. («Council»)
- «ministre» Le ministre de la Santé et des Soins de longue durée ou l'autre membre du Conseil exécutif chargé de l'application de la présente loi en vertu de la *Loi sur le* Conseil exécutif. («Minister»)
- «zone géographique» Zone géographique d'un réseau local d'intégration des services de santé au sens de la Loi de 2006 sur l'intégration du système de santé local. («geographic area»)

Prorogation du Conseil consultatif pour le leadership en santé mentale et en lutte contre les dépendances

2. (1) Est prorogé le conseil nommé Conseil consultatif pour le leadership en santé mentale et en lutte contre les dépendances en français et Mental Health and Addictions Leadership Advisory Council en anglais créé par le ministre.

Membres

(2) Le Conseil se compose d'au plus 19 personnes que nomme le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre.

Président

(3) Le ministre désigne un des membres du Conseil à la présidence.

Mandat

(4) Les membres du Conseil sont nommés pour un mandat renouvelable de deux ans.

Rémunération et indemnités

(5) Les membres du Conseil peuvent recevoir la rémunération et les indemnités que fixe le lieutenant-gouverneur en conseil.

Disposition transitoire

(6) Pour l'application des paragraphes (2) et (3), les personnes membres du Conseil et la personne qui en est le président le jour de l'entrée en vigueur de la présente loi sont nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil dans les 14 jours qui suivent celui de cette entrée en vigueur et leur mandat court à partir du jour de leur nomination.

Mandat du Conseil

3. (1) Le mandat du Conseil est de fournir des conseils sur la mise en oeuvre rapide des recommandations faites par le Comité spécial de la santé mentale et des dépendances de l'Assemblée législative dans son rapport publié en août 2010 et de surveiller cette mise en oeuvre.

Plan de mise en oeuvre de la première recommandation du Comité spécial

(2) Dans l'année qui suit l'entrée en vigueur de la pré-

Council shall submit a plan to the Minister with respect to.

- (a) the expeditious establishment of a single body to be responsible for designing, managing and coordinating the mental health and addictions system and for ensuring that programs and services are delivered consistently and comprehensively across Ontario; and
- (b) the consolidation in the Ministry of Health and Long-Term Care of mental health and addictions programs and services for all geographic areas and for all ages.

Same

- (3) The plan shall include,
- (a) a timeline for establishing a new umbrella organization that shall be known as Mental Health and Addictions Ontario in English and Santé mentale et dépendances Ontario in French and that shall be responsible for designing, managing and coordinating the mental health and addictions system and for ensuring that programs and services are delivered consistently and comprehensively across Ontario;
- (b) a strategic plan respecting transitional matters in connection with establishing Mental Health and Addictions Ontario;
- (c) a recommended governance structure and accountability framework for Mental Health and Addictions Ontario;
- (d) the development of a framework for the improved delivery of mental health and addictions services;
- (e) a plan for improving centralized collection and provision of information regarding the availability of mental health and addictions services;
- (f) a complete inventory of mental health and addictions services and providers in Ontario;
- (g) a complete analysis of gaps, duplications and inequities in existing services in each geographic area and as between geographic areas and a plan to remedy them;
- (h) an assessment of existing provincial standards for mental health and addictions service delivery; and
- (i) a proposed budget for Mental Health and Addictions Ontario that would be sufficient to remedy existing service gaps.

Recommendations

4. The Council may make recommendations to the government with respect to improving mental health and addictions services in Ontario, including recommendations.

sente loi, le Conseil présente au ministre un plan traitant de ce qui suit :

- a) la création rapide d'une entité unique chargée de concevoir, de gérer et de coordonner le système de santé mentale et de lutte contre les dépendances et de veiller à ce que les programmes et services soient dispensés de façon uniforme et complète à l'échelle de l'Ontario;
- b) le regroupement au sein du ministère de la Santé et des Soins de longue durée des programmes et services de santé mentale et de lutte contre les dépendances pour toutes les zones géographiques et pour tous les âges.

Idem

- (3) Le plan comprend ce qui suit :
- a) un calendrier pour la création d'un nouvel organisme cadre nommé Santé mentale et dépendances
 Ontario en français et Mental Health and Addictions Ontario en anglais et chargé de concevoir, de gérer et de coordonner le système de santé mentale et de lutte contre les dépendances et de veiller à ce que les programmes et services soient dispensés de façon uniforme et complète à l'échelle de l'Ontario;
- b) un plan stratégique traitant des questions transitoires liées à la création de Santé mentale et dépendances Ontario;
- c) la structure de gouvernance et le cadre de responsabilisation recommandés pour Santé mentale et dépendances Ontario;
- d) l'élaboration d'un cadre pour l'amélioration de la prestation de services de santé mentale et de lutte contre les dépendances;
- e) un plan visant à améliorer la collecte centralisée et la fourniture de renseignements sur l'accessibilité des services de santé mentale et de lutte contre les dépendances;
- f) un inventaire complet des services et des fournisseurs de services de santé mentale et de lutte contre les dépendances en Ontario;
- g) une analyse complète des lacunes, des doubles emplois et des disparités dans les services existants dans chaque zone géographique et entre les zones géographiques et un plan pour y remédier;
- h) une évaluation des normes provinciales existantes en matière de prestation de services de santé mentale et de lutte contre les dépendances;
- i) un budget proposé pour Santé mentale et dépendances Ontario qui soit suffisant pour remédier aux lacunes dans les services existants.

Recommandations

4. Le Conseil peut faire des recommandations au gouvernement à l'égard de l'amélioration des services de santé mentale et de lutte contre les dépendances en Ontario, notamment des recommandations visant à faire ce qui suit :

- (a) to reduce the incidence, severity and mortality of mental illness and addictions; and
- (b) to reduce stigma associated with mental health and addictions.

Annual report

- **5.** (1) The Council shall prepare an annual report with respect to,
 - (a) the Council's progress on its mandate; and
 - (b) the government's progress on implementing the recommendations the Council may make under section 4.

Publication

(2) The Minister of Health and Long-Term Care shall table the Council's report in the Assembly and shall publish it on a Government of Ontario website.

COMPLEMENTARY AMENDMENT

6. The *Ombudsman Act* is amended by adding the following section:

Ombudsman may investigate mental health and addictions services

14.0.1 (1) Anything that the Ombudsman may do under this Act in respect of a governmental organization, the Ombudsman may do in respect of a provider of mental health and addictions services in Ontario.

Reference to a governmental organization

(2) If the Ombudsman does or proposes to do anything in respect of a provider mentioned in subsection (1), any reference in this Act to a governmental organization shall be read as a reference to the provider.

COMMENCEMENT AND SHORT TITLE

Commencement

7. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

8. The short title of this Act is the *Improving Mental Health and Addictions Services in Ontario Act, 2015.*

- a) réduire l'incidence et la gravité des troubles de santé mentale et des problèmes de dépendance de même que la mortalité connexe;
- b) réduire la stigmatisation liée aux troubles de santé mentale et aux problèmes de dépendance.

Rapport annuel

- 5. (1) Le Conseil prépare un rapport annuel traitant de ce qui suit :
 - a) les progrès qu'il a accomplis relativement à son mandat:
 - b) les progrès que le gouvernement a accomplis relativement à la mise en oeuvre des recommandations faites par le Conseil en vertu de l'article 4.

Publication

(2) Le ministre de la Santé et des Soins de longue durée dépose le rapport du Conseil devant l'Assemblée et le publie sur un site Web du gouvernement de l'Ontario.

MODIFICATION COMPLÉMENTAIRE

6. La *Loi sur l'ombudsman* est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Pouvoir de l'ombudsman d'enquêter sur les services de santé mentale et de lutte contre les dépendances

14.0.1 (1) L'ombudsman peut faire à l'égard d'un fournisseur de services de santé mentale et de lutte contre les dépendances en Ontario tout ce qu'il peut faire à l'égard d'une organisation gouvernementale en vertu de la présente loi.

Mention d'une organisation gouvernementale

(2) Si l'ombudsman fait ou propose de faire toute chose à l'égard d'un fournisseur visé au paragraphe (1), la mention, dans la présente loi, d'une organisation gouvernementale vaut mention du fournisseur.

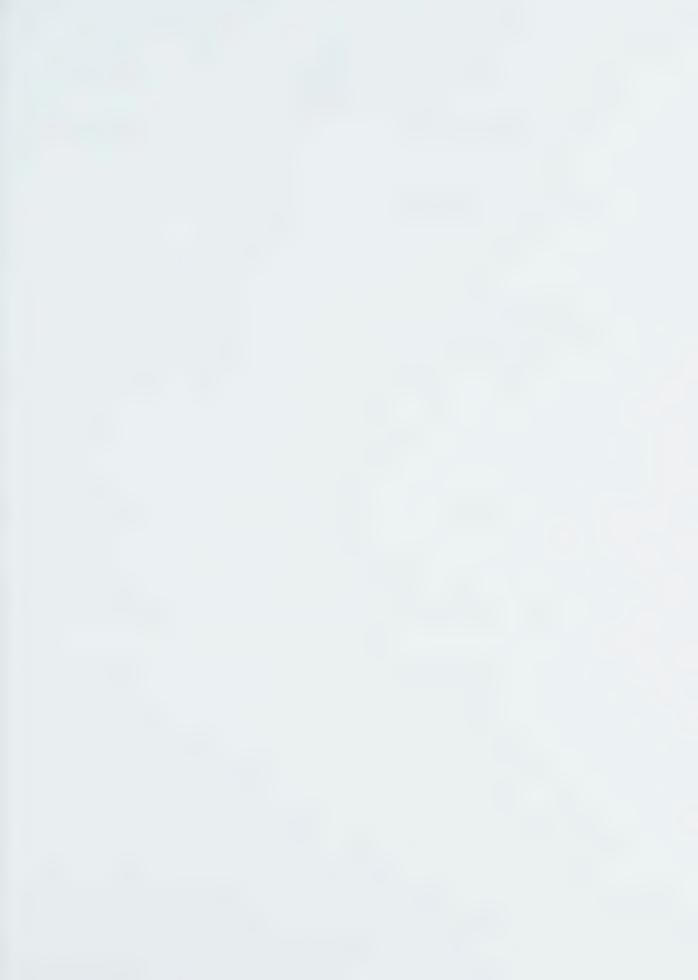
Entrée en vigueur et titre abrégé

Entrée en vigueur

7. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

8. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2015* sur l'amélioration des services de santé mentale et de lutte contre les dépendances en Ontario.









1ST SESSION, 41ST LEGISLATURE, ONTARIO 64 ELIZABETH II. 2015 1^{re} SESSION, 41^e LÉGISLATURE, ONTARIO 64 ELIZABETH II. 2015

Bill 96

Projet de loi 96

An Act to amend the Election Finances Act with respect to third party election advertising Loi modifiant la Loi sur le financement des élections à l'égard de la publicité électorale de tiers

Mr. B. Walker

M. B. Walker

Private Member's Bill

1st Reading May 4, 2015

2nd Reading

3rd Reading

Royal Assent

Projet de loi de député

1^{re} lecture 4 mai 2015

2^e lecture

3^e lecture

Sanction royale

Printed by the Legislative Assembly of Ontario

(4)



The Bill amends the Election Finances Act to expand the definition of third party election advertising to include issue advertising, which is defined as advertising with the purpose of taking a position on any issue within the legislative competence of the Legislative Assembly of Ontario. The Bill imposes the following limits on third party election advertising expenses: \$150,000 in relation to a general election and \$3,000 in relation to a given electoral district in a general election or a by-election. Those amounts are multiplied by an inflation adjustment factor. It is an offence to contravene the limits. The penalty for the offence is a fine equal to five times the full amount of the expenses incurred, not just the amount in excess of the applicable limit. If a third party is convicted of an offence of exceeding the limits applicable to an election period, the registration of the third party with the Chief Electoral Officer ceases to be valid and the third party is prohibited from re-applying for registration until after the polling day for the general election next following the end of that election period.

At present, section 38 of the Act limits the campaign expenses that a registered political party, a registered candidate, a constituency association endorsing the candidate or a person or body acting on their behalf is allowed to incur during a campaign period and section 42 requires each political party to file a financial statement of those expenses with the Chief Electoral Officer. The Bill expands those expenses to cover expenses that a person or body acting with the express or implied knowledge and consent of the party, candidate or constituency association incurs during a campaign period in relation to producing an election advertisement in support of the party or acquiring the means of transmitting such an election advertisement to the public.

Le projet de loi modifie la Loi sur le financement des élections afin d'élargir la définition de «publicité électorale d'un tiers» pour y inclure la publicité d'opinion, à savoir la publicité visant à prendre position sur une question qui relève de la compétence législative de l'Assemblée législative de l'Ontario. Le projet de loi impose des plafonds sur les dépenses liées à la publicité électorale de tiers : 150 000 \$ dans le cadre d'une élection générale et 3 000 \$ par circonscription électorale dans le cadre d'une élection générale ou partielle. Ces montants sont multipliés par un facteur d'ajustement à l'inflation. Le dépassement des plafonds constitue une infraction passible d'une amende égale à cinq fois la somme totale des dépenses engagées, et non pas seulement au montant du dépassement. Si un tiers est déclaré coupable d'une infraction pour dépassement des plafonds applicables à une période électorale, son inscription auprès du directeur général des élections cesse d'être valide et il est interdit au tiers de présenter une nouvelle demande d'inscription avant le lendemain du jour du scrutin de l'élection générale suivant la fin de cette période électorale.

À l'heure actuelle, l'article 38 de la Loi impose des plafonds sur les dépenses liées à une campagne électorale qu'un parti inscrit, un candidat inscrit ou une association de circonscription qui le parraine, ou un organisme agissant au nom du candidat ou de l'association peut engager au cours d'une période de campagne électorale, et l'article 42 exige que chaque parti politique dépose auprès du directeur général des élections un état financier qui présente ces dépenses. Le projet de loi élargit cette obligation aux dépenses engagées au cours d'une période de campagne électorale par une personne ou un organisme agissant à la connaissance et avec le consentement exprès ou implicites du parti, du candidat ou de l'association de circonscription pour produire des annonces électorales à l'appui du parti ou acquérir des moyens de diffusion au public de telles annonces.

An Act to amend the Election Finances Act with respect to third party election advertising

Loi modifiant la Loi sur le financement des élections à l'égard de la publicité électorale de tiers

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

- 1. (1) Section 37.1 of the *Election Finances Act* is amended by striking out "37.13" in the portion before the definition of "election period" and substituting "37.14".
- (2) Section 37.1 of the Act is amended by adding the following definition:
- "issue advertising" means advertising in any broadcast, print, electronic or other medium, including by telephone, internet or text messaging, if the purpose of the advertising is to take a position on any issue within the legislative competence of the Legislative Assembly of Ontario; ("publicité d'opinion")
- (3) The definition of "third party election advertising" in section 37.1 of the Act is amended by adding "or issue advertising" after "political advertising".
- 2. The following provisions of the Act are amended by striking out "37.13" wherever that expression appears and substituting in each case "37.14":
 - 1. Section 37.2, in the portion before paragraph 1.
 - 2. Section 37.3.
 - 3. Subsection 37.10 (5).
- 3. Subsection 37.5 (10) of the Act is repealed and the following substituted:

Registration ends

(10) The registration of a third party ceases to be valid when the election period ends or if the third party is convicted of contravening subsection 37.14 (1), (2) or (3).

Report required

(11) Even if the registration of a third party ceases to be valid, the third party continues to be subject to the requirement to file a third party election advertising report under subsection 37.12 (1).

Restriction on re-applying for registration

(12) A third party whose registration ceases to be valid because the third party has been convicted of contravenSa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

- 1. (1) L'article 37.1 de la *Loi sur le financement des élections* est modifié par remplacement de «37.13» par «37.14» dans le passage qui précède la définition de «dépenses».
- (2) L'article 37.1 de la Loi est modifié par adjonction de la définition suivante :
- «publicité d'opinion» Publicité diffusée par les médias imprimés, électroniques ou autres, y compris la radio-diffusion, et notamment par téléphone ou au moyen d'Internet ou de messages textes, si l'objet de la publicité est de prendre position sur une question qui relève de la compétence législative de l'Assemblée législative de l'Ontario. («issue advertising»)
- (3) La définition de «publicité électorale d'un tiers» à l'article 37.1 de la Loi est modifiée par insertion de «ou publicité d'opinion» après «publicité politique».
- 2. Les dispositions suivantes de la Loi sont modifiées par remplacement de «37.13» par «37.14» partout où figure cette expression :
 - 1. L'article 37.2, dans le passage qui précède la disposition 1.
 - 2. L'article 37.3.
 - 3. Le paragraphe 37.10 (5).
- 3. Le paragraphe 37.5 (10) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Durée de validité de l'inscription

(10) L'inscription du tiers cesse d'être valide lorsque la période électorale prend fin ou si le tiers est déclaré coupable d'une contravention au paragraphe 37.14 (1), (2) ou (3).

Rapport exigé

(11) Même si l'inscription du tiers cesse d'être valide, celui-ci reste assujetti à l'obligation de déposer un rapport sur sa publicité électorale en application du paragraphe 37.12 (1).

Restriction: nouvelle demande d'inscription

(12) Le tiers dont l'inscription cesse d'être valide parce qu'il a été déclaré coupable d'une contravention au para-

ing subsection 37.14 (1), (2) or (3) with respect to third party election advertising expenses incurred during an election period may not re-apply for registration under this section until after the polling day for the general election next following the end of that election period.

4. The Act is amended by adding the following section:

Limitation on amount of third party election advertising

37.14 (1) A third party shall not incur third party election advertising expenses in relation to a general election if the total amount of the expenses exceeds \$150,000 multiplied by the inflation adjustment factor prescribed under subsection (4) that is in effect on the day of the issue of the writs for the election.

Same, electoral district

(2) Out of the amount that a third party incurs in third party election advertising expenses in relation to a general election, the third party shall not incur third party election advertising expenses in relation to a given electoral district if the total amount of the latter expenses exceeds \$3,000 multiplied by the inflation adjustment factor prescribed under subsection (4) that is in effect on the day of the issue of the writ for the election in the given electoral district.

Same, by-election

(3) A third party shall not incur third party election advertising expenses in relation to a by-election if the total amount of the expenses exceeds \$3,000 multiplied by the inflation adjustment factor prescribed under subsection (4) that is in effect on the day of the issue of the writ for the by-election.

Inflation adjustment factor

(4) The Lieutenant Governor in Council may make regulations prescribing the inflation adjustment factor for the purposes of subsections (1), (2) and (3).

No combination to exceed limit

- (5) A third party shall not circumvent, or attempt to circumvent, a limit set out in this section in any manner, including by splitting itself into two or more third parties for the purpose of circumventing the limit or acting in collusion with another third party so that their combined third party election advertising expenses exceed the limit.
- 5. (1) Subsection 38 (1) of the Act is amended by striking out the portion before clause (a) and substituting the following:

Limitation on campaign expenses

- (1) The expenses of a registered party that are described in subsection (1.1) shall not exceed the amount determined by multiplying the applicable amount by,
- (2) Section 38 of the Act is amended by adding the following subsection:

graphe 37.14 (1), (2) ou (3) à l'égard de dépenses liées à sa publicité électorale engagées pendant une période électorale ne peut présenter de nouvelle demande d'inscription en application du présent article qu'après le jour du scrutin de l'élection générale suivant la fin de cette période électorale.

4. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Plafond du montant de la publicité électorale de tiers

37.14 (1) Il est interdit aux tiers d'engager, dans le cadre d'une élection générale, des dépenses liées à leur publicité électorale dont le montant total dépasse 150 000 \$ multipliés par le facteur d'ajustement à l'inflation prescrit en vertu du paragraphe (4) qui s'applique le jour de l'émission des décrets de convocation des électeurs pour l'élection.

Idem: circonscription électorale

(2) Du total qu'ils engagent dans les dépenses liées à leur publicité électorale dans le cadre d'une élection générale, il est interdit aux tiers d'engager, pour une circonscription électorale donnée, des dépenses dont le montant total dépasse 3 000 \$ multipliés par le facteur d'ajustement à l'inflation prescrit en vertu du paragraphe (4) qui s'applique le jour de l'émission des décrets de convocation des électeurs dans la circonscription électorale.

Idem: élections partielles

(3) Il est interdit aux tiers d'engager, dans le cadre d'une élection partielle, des dépenses liées à leur publicité électorale dont le montant total dépasse 3 000 \$ multipliés par le facteur d'ajustement à l'inflation prescrit en vertu du paragraphe (4) qui s'applique le jour de l'émission du décret de convocation des électeurs pour l'élection partielle.

Indexation

(4) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, prescrire le facteur d'ajustement à l'inflation pour l'application des paragraphes (1), (2) et (3).

Interdiction de division ou de collusion

- (5) Il est interdit à un tiers de contourner ou de tenter de contourner les plafonds prévus par le présent article, notamment en se divisant en plusieurs tiers ou en agissant de concert avec un autre tiers de sorte que la valeur totale des dépenses liées à leur publicité électorale dépasse le plafond.
- 5. (1) Le paragraphe 38 (1) de la Loi est modifié par remplacement du passage qui précède l'alinéa a) par ce qui suit :

Plafond des dépenses liées à la campagne électorale

- (1) Les dépenses d'un parti inscrit décrites au paragraphe (1.1) ne doivent pas être supérieures au montant obtenu en multipliant le montant applicable par :
- (2) L'article 38 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Total expenses

- (1.1) The expenses of a registered party that are mentioned in subsection (1) are the total of,
 - (a) the total campaign expenses that the party and any person, corporation, trade union, unincorporated association or organization acting on behalf of the party incurs during a campaign period; and
 - (b) the total expenses that a person, corporation, trade union, unincorporated association or organization acting with the express or implied knowledge and consent of the party incurs during a campaign period in relation to producing an election advertisement in support of the party or acquiring the means of transmitting such an election advertisement to the public.

(3) Subsection 38 (3) of the Act is repealed and the following substituted:

Limitation: candidate, constituency association

(3) The expenses of a registered candidate and a constituency association endorsing the candidate that are described in subsection (3.0.1) shall not exceed the amount determined by multiplying the applicable amount by the number of electors in the candidate's electoral district.

Total expenses

- (3.0.1) The expenses of a registered candidate and a constituency association endorsing the candidate that are mentioned in subsection (3) are the total of.
 - (a) the total campaign expenses that the candidate, the constituency association and any person, corporation, trade union, unincorporated association or organization acting on behalf of the candidate or constituency association incurs during a campaign period; and
 - (b) the total expenses that a person, corporation, trade union, unincorporated association or organization acting with the express or implied knowledge and consent of the candidate or constituency association incurs during a campaign period in relation to producing an election advertisement in support of the candidate or acquiring the means of transmitting such an election advertisement to the public.

(4) Subsection 38 (4) of the Act is repealed and the following substituted:

Reduction of subsidy

(4) If the expenses of a registered party that are described in subsection (1.1) exceed the amount determined under subsection (1) or if the expenses of a registered candidate and a constituency association endorsing the candidate that are described in subsection (3.0.1) exceed the amount determined under subsection (3), the amount of the subsidy, if any, payable to the political party's chief

Total des dépenses

- (1.1) Les dépenses d'un parti inscrit visées au paragraphe (1) correspondent au total de ce qui suit :
 - a) la somme totale des dépenses liées à la campagne électorale que le parti et les personnes, les personnes morales, les syndicats ou les associations ou organisations sans personnalité morale agissant au nom du parti engagent au cours de la période de campagne électorale;
 - b) la somme totale des dépenses que les personnes, les personnes morales, les syndicats et les associations ou organisations sans personnalité morale, agissant à la connaissance et avec le consentement exprès ou implicites du parti, engagent au cours de la période de campagne électorale pour produire des annonces électorales à l'appui du parti ou acquérir des moyens de diffusion au public de telles annonces.

(3) Le paragraphe 38 (3) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Plafond: candidat, association de circonscription

(3) Les dépenses d'un candidat inscrit et d'une association de circonscription qui le parraine décrites au paragraphe (3.0.1) ne doivent pas être supérieures au montant obtenu en multipliant le montant applicable par le nombre d'électeurs dans la circonscription électorale du candidat.

Total des dépenses

- (3.0.1) Les dépenses d'un candidat inscrit et d'une association de circonscription qui le parraine visées au paragraphe (3) correspondent au total de ce qui suit :
 - a) la somme totale des dépenses liées à la campagne électorale que le candidat, l'association de circonscription et les personnes, les personnes morales, les syndicats ou les associations ou organisations sans personnalité morale agissant au nom du candidat ou de l'association de circonscription engagent au cours de la période de campagne électorale;
 - b) la somme totale des dépenses que les personnes, les personnes morales, les syndicats ou les associations ou organisations sans personnalité morale, agissant à la connaissance et avec le consentement exprès ou implicites du parti, engagent au cours de la période de campagne électorale pour produire des annonces électorales à l'appui du parti ou acquérir des moyens de diffusion au public de telles annonces.

(4) Le paragraphe 38 (4) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Réduction de la subvention

(4) Si les dépenses d'un parti inscrit décrites au paragraphe (1.1) sont supérieures au montant fixé aux termes du paragraphe (1) ou que les dépenses d'un candidat inscrit ou d'une association de circonscription qui le parraine décrites au paragraphe (3.0.1) sont supérieures au montant fixé aux termes du paragraphe (3), le montant de la subvention, le cas échéant, payable au directeur des finances

financial officer under subsection 44 (6) or to the candidate's chief financial officer under subsection 44 (1), as the case may be, shall be reduced by an amount equal to such excess.

- 6. Subsection 42 (1) of the Act is amended by striking out "and" at the end of clause (b) and by adding the following clause:
- (b.1) of all expenses that a person, corporation, trade union, unincorporated association or organization acting with the express or implied knowledge and consent of the party, constituency association or candidate incurred during the campaign period and that related to producing an election advertisement in support of the party, constituency association or candidate or acquiring the means of transmitting such an election advertisement to the public; and
- 7. The Act is amended by adding the following section:

Third party election advertising expenses

46.2 (1) In this section.

"third party election advertising expense" has the same meaning as in section 37.1.

Offence

(2) A third party that contravenes subsection 37.14 (1), (2) or (3) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine equal to five times the amount of the third party election advertising expenses that it has incurred in relation to the election to which the applicable subsection relates.

Commencement

8. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

9. The short title of this Act is the Special Interest Groups Election Advertising Transparency Act, 2015.

de ce parti aux termes du paragraphe 44 (6) ou payable au directeur des finances du candidat aux termes du paragraphe 44 (1), selon le cas, est réduit d'un montant égal à cet excédent.

- 6. Le paragraphe 42 (1) de la Loi est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :
- b.1) la somme totale des dépenses que les personnes, les personnes morales, les syndicats ou les associations ou organisations sans personnalité morale, agissant à la connaissance et avec le consentement exprès ou implicites du parti, engagent au cours de la période de campagne électorale pour produire des annonces électorales à l'appui du parti, de l'association de circonscription ou du candidat ou acquérir des moyens de diffusion au public de telles annonces;
- 7. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Dépenses liées à la publicité électorale d'un tiers

46.2 (1) La définition qui suit s'applique au présent article.

«dépenses liées à la publicité électorale d'un tiers» S'entend au sens de l'article 37.1.

Infraction

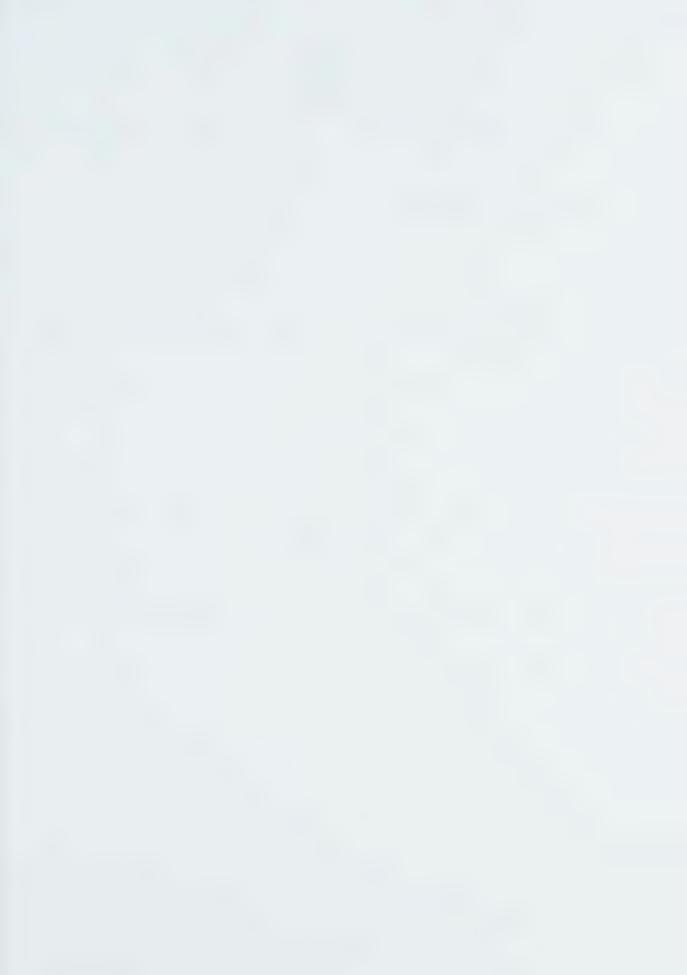
(2) Le tiers qui contrevient au paragraphe 37.14 (1), (2) ou (3) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende égale à cinq fois le montant des dépenses liées à la publicité électorale d'un tiers qu'il a engagées en ce qui concerne l'élection visée par le paragraphe applicable.

Entrée en vigueur

8. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

9. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2015* sur la transparence de la publicité électorale des groupes d'intérêt particulier.











1ST SESSION, 41ST LEGISLATURE, ONTARIO 64 ELIZABETH II, 2015

1^{re} SESSION, 41^e LÉGISLATURE, ONTARIO 64 ELIZABETH II, 2015

Bill 97

Projet de loi 97

An Act to amend the Public Service of Ontario Act, 2006 Loi de 2006 sur la fonction publique

Loi modifiant la de l'Ontario

Mr. J. Wilson



M. J. Wilson

Private Member's Bill

Projet de loi de député

1st Reading May 6, 2015

2nd Reading

3rd Reading

Royal Assent

1^{re} lecture 6 mai 2015

2^e lecture

3^e lecture

Sanction royale

Printed by the Legislative Assembly of Ontario



EXPLANATORY NOTE

The Bill adds a provision to the *Public Service of Ontario Act*, 2006 permitting certain current and past members of the Canadian Forces to participate in internal appointment processes for appointments in the public service of Ontario. The Act is also amended to give priority in external appointment processes to persons released from the Canadian Forces for medical reasons, persons who are in receipt of a pension by reason of war service and veterans or survivors of veterans. Related amendments are made.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi ajoute une disposition à la *Loi de 2006 sur la fonction publique de l'Ontario* afin de permettre à certains militaires et anciens militaires des Forces canadiennes de participer à des processus de nomination interne pour toute nomination à un poste dans la fonction publique de l'Ontario. La Loi est aussi modifiée pour donner priorité, dans le cadre des processus de nomination externe, aux personnes libérées des Forces canadiennes pour des raisons médicales, aux pensionnés de guerre et aux anciens combattants ou à leurs survivants. D'autres modifications connexes sont apportées.

An Act to amend the Public Service of Ontario Act, 2006

Loi modifiant la Loi de 2006 sur la fonction publique de l'Ontario

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. The *Public Service of Ontario Act*, 2006 is amended by adding the following sections:

PRIORITY FOR VETERANS, MEMBERS OF THE CANADIAN FORCES, ETC.

Interpretation and application

51.1 (1) In sections 51.2 and 51.3,

"external appointment process" means a process for making one or more appointments in which persons may be considered whether or not they are public servants employed under this Part; ("processus de nomination externe")

"internal appointment process" means a process for making one or more appointments in which only public servants employed under this Part may be considered. ("processus de nomination interne")

Same

- (2) The rules set out in sections 51.2 and 51.3 apply despite any provisions in any other Act or regulation or in a collective agreement respecting,
 - (a) eligibility to participate in an advertised internal appointment process; or
 - (b) priority of appointment in an advertised external appointment process.

Internal appointment process

- **51.2** (1) The following persons may participate in an advertised internal appointment process for filling a position in the public service:
 - A member of the Canadian Forces who has accumulated at least three years of service.
 - 2. A person who served at least three years in the Canadian Forces but is not currently a member of the Canadian Forces, and who was honourably released within the meaning of the regulations made under the *National Defence Act* (Canada).

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. La *Loi de 2006 sur la fonction publique de l'Ontario* est modifiée par adjonction des articles suivants :

PRIORITÉ AUX ANCIENS COMBATTANTS ET AUX MILITAIRES DES FORCES CANADIENNES

Interprétation et champ d'application

- **51.1** (1) Les définitions qui suivent s'appliquent aux articles 51.2 et 51.3.
- «processus de nomination externe» Processus de nomination dans lequel peuvent être pris en compte tant les fonctionnaires employés aux termes de la présente partie que d'autres personnes. («external appointment process»)
- «processus de nomination interne» Processus de nomination dans lequel seuls peuvent être pris en compte les fonctionnaires employés aux termes de la présente partie. («internal appointment process»)

Idem

- (2) Les règles énoncées aux articles 51.2 et 51.3 s'appliquent malgré les dispositions de toute autre loi, de tout règlement ou d'une convention collective traitant :
 - a) soit de l'admissibilité à participer à un processus de nomination interne annoncé:
 - b) soit de la priorité de nomination dans le cadre d'un processus de nomination externe annoncé.

Processus de nomination interne

- **51.2** (1) Les personnes suivantes peuvent participer à un processus de nomination interne annoncé visant à pourvoir à un poste dans la fonction publique :
 - 1. Un militaire des Forces canadiennes qui a accumulé au moins trois ans de service.
 - 2. Une personne qui, d'une part, a servi dans les Forces canadiennes pendant au moins trois ans mais qui n'est pas actuellement un militaire des Forces canadiennes et, d'autre part, a été libérée honorablement au sens des règlements pris en vertu de la *Loi sur la défense nationale* (Canada).

Expiry

(2) The right of a person described in paragraph 2 of subsection (1) to participate in an advertised internal appointment process expires five years after the date of the person's release from the Canadian Forces.

Deeming

(3) A person who participates in a process referred to in subsection (1) is, for the purpose of the process, deemed to be a person employed in the public service.

Complaint

- (4) Where the Public Service Commission has made or proposed an appointment in an advertised internal appointment process,
 - (a) if a person described in subsection (1) was not permitted to participate in the process or was not appointed to the position, he or she may file a complaint about the appointment with the Public Service Grievance Board; and
 - (b) if a person described in subsection (1) was appointed to the position, no other person may file a complaint about the appointment.

Right to participate

(5) In this section, the right to participate in an appointment process means the right to submit a résumé for consideration, but does not include a right to an interview or any other priority in the appointment process.

External appointment process

- **51.3** (1) In an advertised external appointment process, any of the following who, in the opinion of the Public Service Commission, meet the qualifications for the position advertised, shall be appointed ahead of other candidates, in the following order:
 - A person who was released from the Canadian Forces for medical reasons that the Minister of Veteran Affairs of Canada determines are attributable to service.
 - 2. A person who is in receipt of a pension by reason of war service, within the meaning of the *Public Service Employment Act* (Canada).
 - 3. A veteran or a survivor of a veteran, as defined in the *Public Service Employment Act* (Canada).

Complaint

- (2) Where the Public Service Commission has made or proposed an appointment in an advertised external appointment process,
 - (a) if a person described in subsection (1) was not appointed to the position, he or she may file a complaint about the appointment with the Public Service Grievance Board; and
 - (b) if a person described in subsection (1) was appointed to the position, no other person may file a complaint about the appointment.

Fin du droit

(2) Le droit d'une personne visée à la disposition 2 du paragraphe (1) de participer à un processus de nomination interne annoncé prend fin cinq ans après la date de sa libération des Forces canadiennes.

Personne réputée employée

(3) Quiconque participe au processus visé au paragraphe (1) est, aux fins du processus, réputé employé dans la fonction publique.

Plainte

- (4) Lorsque la Commission de la fonction publique fait une proposition de nomination ou une nomination dans le cadre d'un processus de nomination interne annoncé :
 - a) si une personne visée au paragraphe (1) n'a pas eu le droit de participer au processus ou n'a pas été nommée au poste, elle peut déposer une plainte au sujet de la nomination auprès de la Commission des griefs de la fonction publique;
 - b) si une personne visée au paragraphe (1) a été nommée au poste, aucune autre personne ne peut déposer de plainte au sujet de la nomination.

Droit de participer

(5) Le droit, prévu au présent article, de participer à un processus de nomination s'entend du droit de présenter son curriculum vitae pour examen, mais ne comprend pas le droit à une entrevue ou à toute autre priorité dans le cadre du processus de nomination.

Processus de nomination externe

- **51.3** (1) Dans le cadre d'un processus de nomination externe annoncé, l'une ou l'autre des personnes suivantes qui, de l'avis de la Commission de la fonction publique, possède les qualités requises pour le poste annoncé est nommée avant les autres candidats, dans l'ordre suivant :
 - Une personne libérée des Forces canadiennes pour des raisons médicales que le ministre des Anciens Combattants du Canada juge attribuables au service.
 - 2. Un pensionné de guerre, au sens de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique* (Canada).
 - 3. Un ancien combattant ou un survivant d'un ancien combattant, au sens de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique* (Canada).

Plainte

- (2) Lorsque la Commission de la fonction publique fait une proposition de nomination ou une nomination dans le cadre d'un processus de nomination externe annoncé :
 - a) si une personne visée au paragraphe (1) n'a pas été nommée au poste, elle peut déposer une plainte au sujet de la nomination auprès de la Commission des griefs de la fonction publique;
 - si une personne visée au paragraphe (1) a été nommée au poste, aucune autre personne ne peut déposer de plainte au sujet de la nomination.

- 2. Subsection 55 (1) of the Act is amended by adding the following clause:
 - (c) governing all matters relating to the participation of the persons mentioned in subsections 51.2 (1) and 51.3 (1) in internal and external appointment processes and their appointment to positions in the public service.

Commencement

3. This Act comes into force on six months after the day it receives Royal Assent.

Short title

4. The short title of this Act is the Veterans Employment Act, 2015.

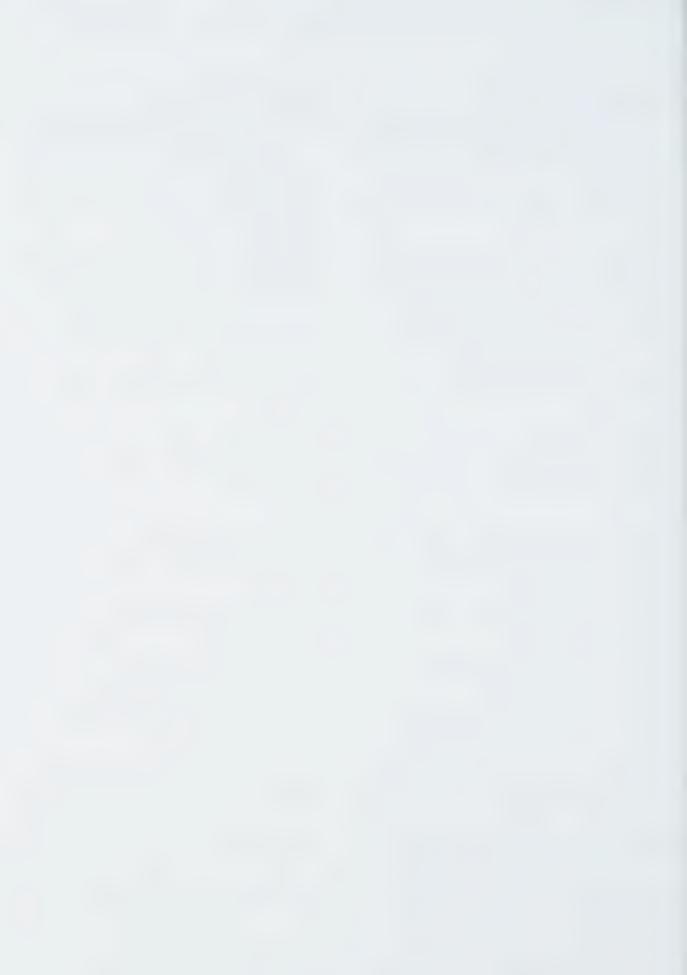
- 2. Le paragraphe 55 (1) de la Loi est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :
 - c) régir toutes les questions liées à la participation des personnes visées aux paragraphes 51.2 (1) et 51.3 (1) aux processus de nomination interne et externe de même que leur nomination à des postes dans la fonction publique.

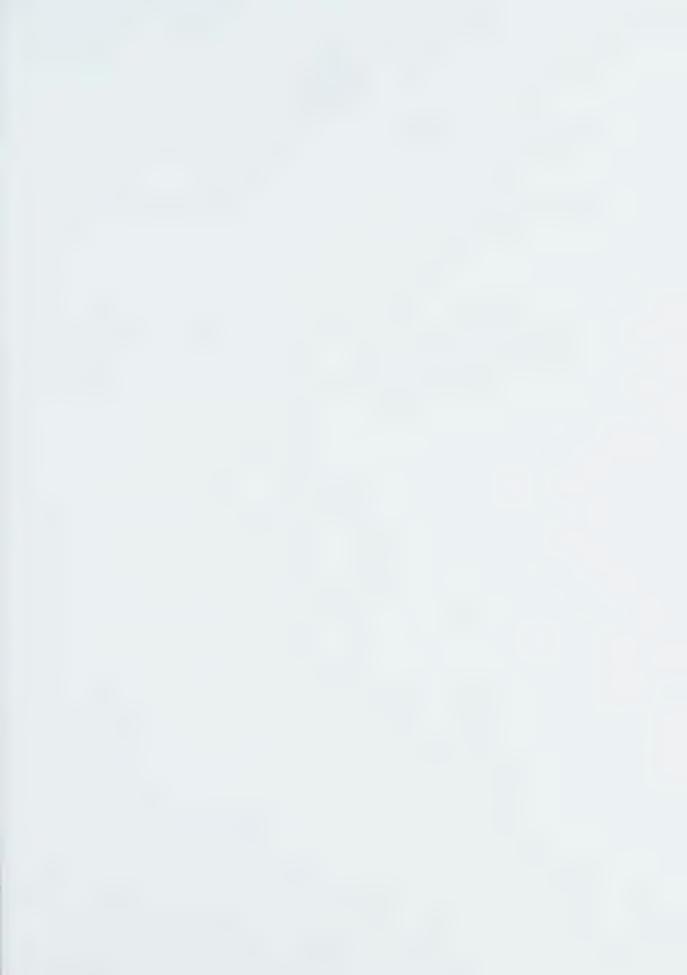
Entrée en vigueur

3. La présente loi entre en vigueur six mois après le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

4. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2015* sur l'emploi des anciens combattants.











1ST SESSION, 41ST LEGISLATURE, ONTARIO 64 ELIZABETH II, 2015 1^{re} SESSION, 41^e LÉGISLATURE, ONTARIO 64 ELIZABETH II, 2015

Bill 98

Projet de loi 98

An Act to amend the Workplace Safety and Insurance Act, 1997 with respect to loss of earnings and survivor benefits Loi modifiant la Loi de 1997 sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail en ce qui concerne les prestations de survivant

Ms J. French



Mme J. French

Private Member's Bill

Projet de loi de député

1st Reading May 7, 2015

2nd Reading

3rd Reading

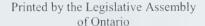
Royal Assent

1^{re} lecture 7 mai 2015

2^e lecture

3^e lecture

Sanction royale







EXPLANATORY NOTE

Section 43 of the *Workplace Safety and Insurance Act, 1997* provides for payments for loss of earnings to a worker where the loss of earnings results from an injury, which includes occupational disease. The Bill addresses the situation of a worker who is no longer working at the time of contracting an occupational disease by providing for loss of earnings to be determined in this case as if the worker had still been working at the time of the diagnosis.

Section 48 of the Act provides for death benefits to be paid to survivors when a worker dies due to an injury for which the worker would otherwise have been entitled to benefits under the insurance plan. The Bill amends that section to address situations where a deceased worker was no longer working at the time of the injury, including at the time of contracting an occupational disease. The amendments require the Workplace Safety and Insurance Board to calculate payments in these situations based on the average earnings of a fully qualified person engaged in the deceased worker's occupation or trade at the time of the diagnosis. The Bill also provides for previous determinations of death benefits to be reviewed based on the same criterion.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 43 de la Loi de 1997 sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail prévoit des versements pour toute perte de gains que subit un travailleur par suite d'une lésion, y compris une maladie professionnelle. Le projet de loi traite de la situation d'un travailleur qui ne travaille plus au moment de la contraction d'une maladie professionnelle en prévoyant que la perte de gains sera déterminée en pareil cas comme si le travailleur travaillait toujours au moment du diagnostic.

L'article 48 prévoit le versement de prestations de décès aux survivants d'un travailleur dont le décès résulte d'une lésion pour laquelle il aurait par ailleurs eu droit à des prestations dans le cadre du régime d'assurance. Le projet de loi modifie cet article afin de traiter des situations où le travailleur décédé ne travaillait plus au moment de la lésion, y compris au moment de la contraction d'une maladie professionnelle. Ainsi, la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail est tenue de calculer les versements dans ces situations sur la base des gains moyens que touchait une personne pleinement qualifiée exerçant le métier ou la profession du travailleur décédé au moment du diagnostic. Le projet de loi prévoit également la possibilité d'un réexamen, à l'aide des mêmes critères, des prestations de décès déjà déterminées.

An Act to amend the Workplace Safety and Insurance Act, 1997 with respect to loss of earnings and survivor benefits

Loi modifiant la Loi de 1997 sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail en ce qui concerne les prestations de survivant

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. (1) The Workplace Safety and Insurance Act, 1997 is amended by adding the following section:

Payments for loss of earnings, where worker is retired at time of injury

43.1 (1) This section applies if, at the time of a worker's injury, the worker was no longer engaged in the trade or occupation to which the injury was due and therefore did not have a loss of earnings as a result of the injury.

(2) A worker mentioned in subsection (1) is entitled to payments under section 43 beginning when the loss of earnings would have begun, had the worker still been working at the time of the injury.

(3) For the purposes of applying section 43 in respect of a worker mentioned in subsection (1), the net average earnings of the worker shall be the amount determined by the Board to be fair and equitable having regard to the average earnings of a fully qualified person engaged in the same trade or occupation before the injury.

Entitlement, before 2015 amendments

- (4) A worker who was not entitled to receive payments under section 43 before the day section 1 of the Protecting Victims of Occupational Disease Act, 2015 comes into force is entitled to receive payments under that section based on what the worker would have been entitled to receive, had section 1 of the Protecting Victims of Occupational Disease Act. 2015 been in force.
- 2. (1) Subsection 48 (24) of the Act is amended by adding "subject to subsection (25)" at the end.
- (2) Section 48 of the Act is amended by adding the following subsection before the heading "Annual Adjustments":

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte:

1. La Loi de 1997 sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Versements pour perte de gains : travailleur à la retraite au moment de la lésion

43.1 (1) Le présent article s'applique si, au moment où il a été blessé, le travailleur n'exerçait plus le métier ou la profession qui a causé la lésion, et n'a donc pas subi de perte de gains par suite de celle-ci.

(2) Un travailleur mentionné au paragraphe (1) a droit aux versements prévus à l'article 43 à compter du moment où aurait débuté la perte de gains s'il avait été encore en poste au moment de la lésion.

(3) Pour l'application de l'article 43 à l'égard d'un travailleur mentionné au paragraphe (1), les gains moyens nets de ce dernier correspondent au montant que la Commission considère juste et équitable compte tenu des gains moyens que touchait une personne pleinement qualifiée exerçant le même métier ou la même profession avant la

Droit aux versements avant les modifications de 2015

- (4) Le travailleur qui n'avait pas droit à des versements en vertu de l'article 43 avant le jour de l'entrée en vigueur de l'article 1 de la Loi de 2015 sur la protection des victimes de maladies professionnelles y a droit en vertu de cet article en fonction des versements auxquels il aurait eu droit si l'article 1 de la Loi de 2015 sur la protection des victimes de maladies professionnelles avait été en vigueur.
- 2. (1) Le paragraphe 48 (24) de la Loi est modifié par insertion de «, sous réserve du paragraphe (25)» à la fin du paragraphe.
- (2) L'article 48 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant avant l'intertitre «Rajustements annuels»:

Net average earnings, worker retired etc.

- (25) If the deceased worker was, at the time of the worker's injury, no longer engaged in the trade or occupation to which the injury was due, the worker's net average earnings shall be the amount determined by the Board to be fair and equitable having regard to the average earnings of a fully qualified person engaged in the same trade or occupation at the time of the injury.
- 3. The Act is amended by adding the following section:

Pre-2015 determinations of periodic payments

48.1 (1) In this section,

"pre-2015 determination" means a determination of periodic payments made by the Board under section 48 before the day section 1 of the *Protecting Victims of Occupational Disease Act, 2015* comes into force.

Application for review

(2) A person who was entitled to receive periodic payments under section 48 as a result of a pre-2015 determination may apply to the Board for a review of the pre-2015 determination if the deceased worker was, at the time of the worker's injury, no longer engaged in the trade or occupation to which the injury was due.

Entitlement of applicant

(3) A person who makes an application under subsection (2) is entitled to payment of the difference between the pre-2015 determination and the determination that would have been made, had section 2 of the *Protecting Victims of Occupational Disease Act, 2015* been in force at the time of the pre-2015 determination.

Commencement

4. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

5. The short title of this Act is the *Protecting Victims* of Occupational Disease Act, 2015.

Gains moyens nets : travailleur retraité ou autre

- (25) Si, au moment où il a été blessé, le travailleur décédé n'exerçait plus le métier ou la profession qui a causé la lésion, ses gains moyens nets correspondent au montant que la Commission considère juste et équitable compte tenu des gains moyens que touchait une personne pleinement qualifiée exerçant le même métier ou la même profession au moment de la lésion.
- 3. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Détermination des versements périodiques antérieure à 2015

- 48.1 (1) La définition qui suit s'applique au présent article.
- «détermination antérieure à 2015» Détermination des versements périodiques faite par la Commission aux termes de l'article 48 avant le jour de l'entrée en vigueur de l'article 1 de la Loi de 2015 sur la protection des victimes de maladies professionnelles.

Demande de réexamen

(2) La personne qui avait le droit de recevoir des versements périodiques aux termes de l'article 48 par suite d'une détermination antérieure à 2015 peut demander à la Commission de réexaminer cette détermination si, au moment où il a été blessé, le travailleur décédé n'exerçait plus le métier ou la profession qui a causé la lésion.

Droit de l'auteur de la demande

(3) La personne qui présente une demande en vertu du paragraphe (2) a droit au versement de la différence entre la détermination antérieure à 2015 et celle qui aurait été faite si l'article 2 de la *Loi de 2015 sur la protection des victimes de maladies professionnelles* avait été en vigueur au moment de la détermination antérieure à 2015.

Entrée en vigueur

4. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

5. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2015* sur la protection des victimes de maladies professionnelles.



1ST SESSION, 41ST LEGISLATURE, ONTARIO 64 ELIZABETH II. 2015 1^{re} SESSION, 41^e LÉGISLATURE, ONTARIO 64 ELIZABETH II, 2015

Bill 99

Projet de loi 99

An Act to amend the Highway Traffic Act with respect to safety cameras Loi modifiant le Code de la route en ce qui concerne les caméras de sécurité

Mr. T. Natyshak

M. T. Natyshak

Private Member's Bill

1st Reading May 11, 2015

2nd Reading

3rd Reading

Royal Assent



Projet de loi de député

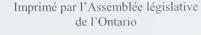
1^{re} lecture 11 mai 2015

2^e lecture

3^e lecture

Sanction royale

Printed by the Legislative Assembly of Ontario







EXPLANATORY NOTE

The Bill authorizes the Minister and municipal councils to require the use of safety cameras in construction zones and community safety zones.

Section 205.14.1 is added to the Act to create an exemption from the demerit point system for persons who are convicted of an offence based on safety camera evidence.

The Bill amends subsections 214.1 (1) and (2) of the Act to provide that a highway or a part of a highway may be designated as a community safety zone if the highway adjoins or is adjacent to land on which a school, schoolyard, daycare, seniors' residence, community centre or playground is located.

The Bill changes all references to photo-radar systems in the Act to safety cameras.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi autorise le ministre et les conseils municipaux à exiger l'utilisation de caméras de sécurité dans les zones de construction et les zones de sécurité communautaire.

L'article 205.14.1 est ajouté au Code afin que les personnes déclarées coupables d'une infraction fondée sur une preuve obtenue au moyen d'une caméra de sécurité bénéficient d'une exemption à l'égard du système de points d'inaptitude.

Les paragraphes 214.1 (1) et (2) du Code sont modifiés afin de prévoir qu'une voie publique ou une section de celle-ci peut être désignée comme zone de sécurité communautaire si la voie publique est contiguë ou adjacente à un bien-fonds sur lequel se situe une école, une cour d'école, une garderie, une résidence pour personnes âgées, un centre communautaire ou un terrain de jeu.

Le projet de loi remplace toutes les mentions de systèmes de radar photographique, dans le Code, par caméras de sécurité.

2015

An Act to amend the Highway Traffic Act with respect to safety cameras

Loi modifiant le Code de la route en ce qui concerne les caméras de sécurité

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. Subsection 7 (11.1) of the Highway Traffic Act is repealed and the following substituted:

No permit when safety camera fine unpaid

- (11.1) If an owner of a vehicle is in default of payment of a fine imposed for a conviction based on evidence obtained through the use of a safety camera, an order or direction may be made under section 69 of the Provincial Offences Act directing that,
 - (a) if the owner holds a permit, validation of that owner's permit be refused until the fine is paid; or
 - (b) if the owner does not hold a permit, the issuance of a permit be refused until the fine is paid.
- 2. Subsection 13 (3) of the Act is amended by striking out "photo-radar system" at the end and substituting "safety camera".
- 3. Subsection 128 (8) of the Act is repealed and the following substituted:

Construction zones

- (8) An official of the Ministry authorized by the Minister in writing shall, with respect to every part of the King's Highway that is under construction, designate that part of the King's Highway as a construction zone, and every construction zone designated under this subsection shall be marked by signs in accordance with the regula-
- 4. The heading immediately before section 205.1 of the Act is repealed and the following substituted:

PART XIV.1 SAFETY CAMERAS AND SAFETY CAMERA EVIDENCE

5. Subsection 205.1 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Safety cameras, non-municipal highways

(1) The Minister may require that a safety camera is used in any construction zone designated under subsecSa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario,

1. Le paragraphe 7 (11.1) du Code de la route est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Certificat non délivré

- (11.1) Si le propriétaire d'un véhicule ne paie pas l'amende imposée à la suite d'une déclaration de culpabilité fondée sur une preuve obtenue au moyen d'une caméra de sécurité, une ordonnance peut être rendue ou une directive donnée en vertu de l'article 69 de la Loi sur les infractions provinciales, portant que soit refusée, jusqu'au paiement de l'amende :
 - a) la validation du certificat d'immatriculation du propriétaire, si ce dernier est titulaire d'un certificat;
 - b) la délivrance d'un certificat d'immatriculation, si le propriétaire n'est pas titulaire d'un certificat.
- 2. Le paragraphe 13 (3) du Code est modifié par remplacement de «d'un système de radar photographique» par «d'une caméra de sécurité» à la fin du paragraphe.
- 3. Le paragraphe 128 (8) du Code est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Zones de construction

- (8) Le fonctionnaire du ministère autorisé par écrit par le ministre désigne comme zone de construction chaque section de la route principale qui est en construction, auquel cas cette zone doit comporter des panneaux conformes aux règlements.
- 4. L'intertitre qui précède l'article 205.1 du Code est abrogé et remplacé par ce qui suit :

PARTIE XIV.1 CAMÉRAS DE SÉCURITÉ ET PREUVE AU MOYEN D'UNE CAMÉRA DE SÉCURITÉ

5. Le paragraphe 205.1 (1) du Code est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Caméras de sécurité : voies publiques autres que municipales

(1) Le ministre peut exiger qu'une caméra de sécurité soit utilisée dans toute zone de construction désignée en tion 128 (8) and any community safety zone designated under subsection 214.1 (2).

Safety cameras, municipal highways

(1.1) The council of a municipality may by by-law require that a safety camera is used in any construction zone that the municipality designates under subsection 128 (8.1) and any community safety zone that the municipality designates under subsection 214.1 (1).

Use of safety cameras

(1.2) A safety camera that is required to be used under subsection (1) or (1.1) shall be used in accordance with the regulations.

Safety camera evidence

- (1.3) Subject to subsection (2), a photograph obtained through the use of a safety camera is admissible in evidence in a proceeding under the *Provincial Offences Act* respecting an alleged offence under section 128 of this Act if the alleged offence was committed within a construction zone designated under subsection 128 (8) or (8.1), a community safety zone designated under subsection 214.1 (1) or (2) or any other area of Ontario designated by the regulations.
- 6. Section 205.2 of the Act is amended by striking out "photo-radar system" and substituting "safety camera".
- 7. (1) Subsection 205.3 (1) of the Act is amended by striking out "photo-radar system" at the end and substituting "safety camera".
- (2) Subsection 205.3 (2) of the Act is amended by striking out "photo-radar system" at the end and substituting "safety camera".
- (3) Subsection 205.3 (3) of the Act is amended by striking out "photo-radar system" and substituting "safety camera".
- 8. Section 205.6 of the Act is amended by striking out "photo-radar system" and substituting "safety camera".
- 9. (1) Subsection 205.8 (1) of the Act is amended by striking out "photo-radar system" at the end and substituting "safety camera".
- (2) Subsection 205.8 (2) of the Act is amended by striking out "photo-radar system" and substituting "safety camera".
- 10. Subsection 205.9 (1) of the Act is amended by striking out "photo-radar system" and substituting "safety camera".
- 11. Clause 205.10 (2) (a) of the Act is amended by striking out "photo-radar system" and substituting "safety camera".

application du paragraphe 128 (8) et dans toute zone de sécurité communautaire désignée en vertu du paragraphe 214.1 (2).

Caméras de sécurité : voies publiques municipales

(1.1) Le conseil d'une municipalité peut, par règlement municipal, exiger qu'une caméra de sécurité soit utilisée dans toute zone de construction que désigne la municipalité en vertu du paragraphe 128 (8.1) et dans toute zone de sécurité communautaire qu'elle désigne en vertu du paragraphe 214.1 (1).

Utilisation de caméras de sécurité

(1.2) Toute caméra de sécurité dont le paragraphe (1) ou (1.1) exige l'utilisation est utilisée conformément aux règlements.

Preuve au moyen d'une caméra de sécurité

- (1.3) Sous réserve du paragraphe (2), la photographie obtenue au moyen d'une caméra de sécurité est admissible en preuve dans une instance introduite en vertu de la *Loi sur les infractions provinciales* à l'égard d'une infraction prétendue à l'article 128 du présent code, si l'infraction prétendue a été commise dans une zone de construction désignée en vertu du paragraphe 128 (8) ou (8.1), une zone de sécurité communautaire désignée en vertu du paragraphe 214.1 (1) ou (2) ou toute autre région de l'Ontario désignée par les règlements.
- 6. L'article 205.2 du Code est modifié par remplacement de «d'un système de radar photographique» par «d'une caméra de sécurité».
- 7. (1) Le paragraphe 205.3 (1) du Code est modifié par remplacement de «d'un système de radar photographique» par «d'une caméra de sécurité» à la fin du paragraphe.
- (2) Le paragraphe 205.3 (2) du Code est modifié par remplacement de «d'un système de radar photographique» par «d'une caméra de sécurité» à la fin du paragraphe.
- (3) Le paragraphe 205.3 (3) du Code est modifié par remplacement de «d'un système de radar photographique» par «d'une caméra de sécurité».
- 8. L'article 205.6 du Code est modifié par remplacement de «d'un système de radar photographique» par «d'une caméra de sécurité».
- 9. (1) Le paragraphe 205.8 (1) du Code est modifié par remplacement de «d'un système de radar photographique» par «d'une caméra de sécurité» à la fin du paragraphe.
- (2) Le paragraphe 205.8 (2) du Code est modifié par remplacement de «le système de radar photographique» par «la caméra de sécurité».
- 10. Le paragraphe 205.9 (1) du Code est modifié par remplacement de «d'un système de radar photographique» par «d'une caméra de sécurité».
- 11. L'alinéa 205.10 (2) a) du Code est modifié par remplacement de «le système de radar photographique» par «la caméra de sécurité».

- 12. Section 205.12 of the Act is amended by striking out "photo-radar system" and substituting "safety camera".
- 13. (1) Subsection 205.13 (3) of the Act is amended by striking out "photo-radar system" at the end and substituting "safety camera".
- (2) Subsection 205.13 (4) of the Act is amended by striking out "photo-radar system" and substituting "safety camera".
- 14. Section 205.14 of the Act is repealed and the following substituted:

Regulations, safety cameras and safety cameras evidence

- 205.14 The Lieutenant Governor in Council may make regulations,
 - (a) prescribing what constitutes a safety camera;
 - (b) governing the use of safety cameras for the purposes of subsection 205.1 (1.2);
 - (c) designating areas of Ontario for the purposes of subsection 205.1 (1.3);
 - (d) prescribing what constitutes evidence of ownership of a vehicle for the purposes of this Part;
 - (e) prescribing what constitutes a photographic equivalent of a photograph for the purposes of section 205.6;
 - (f) prescribing the form of certificate that a conviction has been struck out.
- 15. Part XIV.1 of the Act is amended by adding the following section:

Exemption, demerit point system

- **205.14.1** No demerit points shall be recorded in respect of a person who is convicted of an offence under section 128 of this Act if the conviction is based on a photograph obtained through the use of a safety camera.
- 16. (1) Subsection 207 (6) of the Act is repealed and the following substituted:

Owner liability, safety camera evidence

- (6) The owner of a motor vehicle shall not be charged as an owner with an offence under section 128 unless the evidence of the offence is obtained through the use of a safety camera.
- (2) Subsection 207 (7) of the Act is amended by striking out "photo-radar system" and substituting "safety camera".
- 17. Subsections 214.1 (1) and (2) of the Act are repealed and the following substituted:

Community safety zones, municipal highways

(1) The council of a municipality may by by-law des-

- 12. L'article 205.12 du Code est modifié par remplacement de «le système de radar photographique» par «la caméra de sécurité».
- 13. (1) Le paragraphe 205.13 (3) du Code est modifié par remplacement de «le système de radar photographique» par «la caméra de sécurité» à la fin du paragraphe.
- (2) Le paragraphe 205.13 (4) du Code est modifié par remplacement de «le système de radar photographique» par «la caméra de sécurité».
- 14. L'article 205.14 du Code est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Règlements : caméras de sécurité et preuve au moyen d'une caméra de sécurité

- 205.14 Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :
 - a) prescrire en quoi consiste une caméra de sécurité;
 - b) régir l'utilisation de caméras de sécurité pour l'application du paragraphe 205.1 (1.2);
 - c) désigner des régions de l'Ontario pour l'application du paragraphe 205.1 (1.3);
 - d) prescrire en quoi consiste une preuve du titre de propriété d'un véhicule pour l'application de la présente partie;
 - e) prescrire en quoi consiste un équivalent photographique d'une photographie pour l'application de l'article 205.6;
 - f) prescrire la formule du certificat d'annulation d'une déclaration de culpabilité.
- 15. La partie XIV.1 du Code est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Exemption : système de points d'inaptitude

- 205.14.1 Aucun point d'inaptitude ne doit être enregistré à l'égard d'une personne déclarée coupable d'une infraction à l'article 128 du présent code si la déclaration de culpabilité est fondée sur une photographie obtenue au moyen d'une caméra de sécurité.
- 16. (1) Le paragraphe 207 (6) du Code est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Responsabilité du propriétaire : preuve au moyen d'une caméra de sécurité

- (6) Le propriétaire d'un véhicule automobile ne doit pas être accusé, en tant que propriétaire, d'une infraction prévue à l'article 128 sauf si la preuve de l'infraction a été obtenue au moyen d'une caméra de sécurité.
- (2) Le paragraphe 207 (7) du Code est modifié par remplacement de «d'un système de radar photographique» par «d'une caméra de sécurité».
- 17. Les paragraphes 214.1 (1) et (2) du Code sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Zones de sécurité communautaire : voies publiques municipales

(1) Le conseil d'une municipalité peut, par règlement

ignate a part of a highway under its jurisdiction as a community safety zone if,

- (a) in the council's opinion, public safety is of a special concern on that part of the highway; or
- (b) that part of the highway adjoins or is adjacent to land on which a school, schoolyard, daycare, seniors' residence, community centre or playground is located.

Community safety zones, non-municipal highways

- (2) The Minister of Community Safety and Correctional Services may by regulation designate a part of a provincial highway or of any highway that is not under the jurisdiction of a municipality as a community safety zone if.
 - (a) in his or her opinion, public safety is of a special concern on that part of the highway; or
 - (b) that part of the highway adjoins or is adjacent to land on which a school, schoolyard, daycare, seniors' residence, community centre or playground is located.

Commencement

18. This Act comes into force six months after the day it receives Royal Assent.

Short title

19. The short title of this Act is the Safer Roads and Safer Communities Act, 2015.

municipal, désigner comme zone de sécurité communautaire une section de voie publique qui relève de sa compétence si, selon le cas :

- a) il est d'avis que la sécurité publique est un sujet de préoccupation particulier sur cette section de voie publique;
- b) cette section de voie publique est contiguë ou adjacente à un bien-fonds sur lequel se situe une école, une cour d'école, une garderie, une résidence pour personnes âgées, un centre communautaire ou un terrain de jeu.

Zones de sécurité communautaire : voies publiques autres que municipales

- (2) Le ministre de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels peut, par règlement, désigner comme zone de sécurité communautaire une section de voie publique provinciale ou de toute voie publique qui ne relève pas de la compétence d'une municipalité si, selon le cas:
 - a) il est d'avis que la sécurité publique est un sujet de préoccupation particulier sur cette section de voie publique;
 - b) cette section de voie publique est contiguë ou adjacente à un bien-fonds sur lequel se situe une école, une cour d'école, une garderie, une résidence pour personnes âgées, un centre communautaire ou un terrain de jeu.

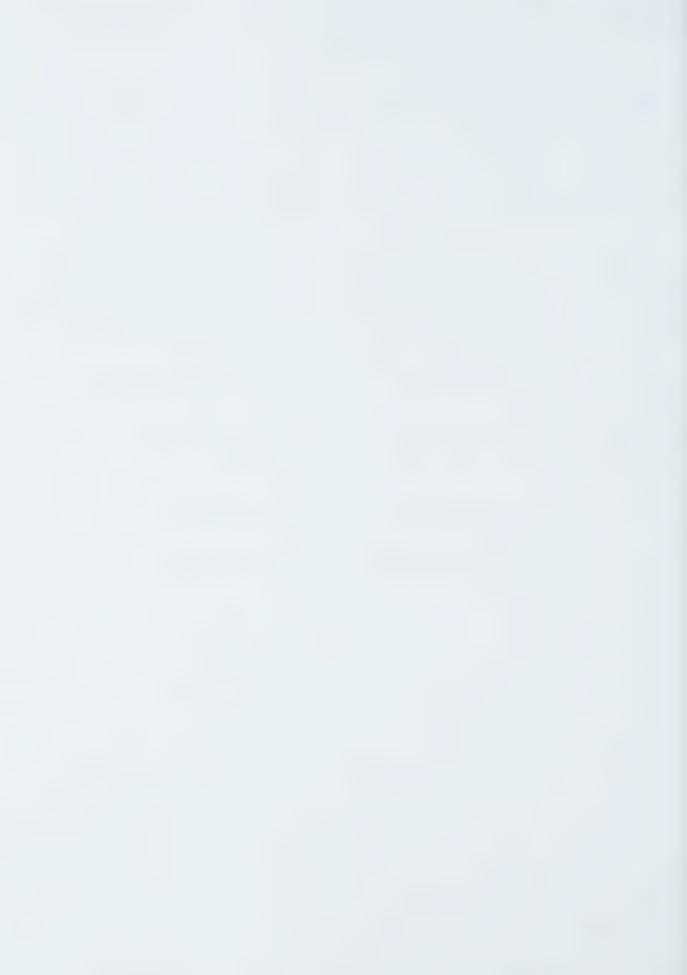
Entrée en vigueur

 La présente loi entre en vigueur six mois après le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

19. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2015* sur la sécurité accrue des routes et des collectivités.









1ST SESSION, 41ST LEGISLATURE, ONTARIO 64 ELIZABETH II, 2015

1^{re} SESSION, 41^e LÉGISLATURE, ONTARIO 64 ELIZABETH II, 2015

Bill 100

Projet de loi 100

An Act to enact the Ontario Trails Act, 2015 and to amend various Acts Loi édictant la Loi de 2015 sur les sentiers de l'Ontario et modifiant diverses lois

The Hon. M. Coteau Minister of Tourism, Culture and Sport L'honorable M. Coteau
Ministre du Tourisme, de la Culture et du Sport

Government Bill

1st Reading May 12, 2015

2nd Reading

3rd Reading

Royal Assent



Projet de loi du gouvernement

1^{re} lecture 12 mai 2015

2^e lecture

3^e lecture

Sanction royale

Printed by the Legislative Assembly of Ontario





Imprimé par l'Assemblée législative de l'Ontario



EXPLANATORY NOTE

The Bill enacts the *Ontario Trails Act*, 2015 and makes amendments to the *Motorized Snow Vehicles Act*, the *Occupiers' Liability Act*, the *Off-Road Vehicles Act*, the *Public Lands Act* and the *Trespass to Property Act*.

SCHEDULE 1 ONTARIO TRAILS ACT, 2015

The Schedule enacts the *Ontario Trails Act*, 2015. Here are some highlights:

The week beginning on the Monday immediately before the first Saturday in June in each year is proclaimed as Trails Week. The Minister may, however, declare that Trails Week begins on any other day of the year. (Section 4 of the Act)

The Minister may recognize trails as Ontario trails of distinction, establish a trail classification system and establish best practices for the purposes of the Act. Compliance with the trail classification system and best practices is voluntary. (Sections 5, 6 and 7 of the Act)

The Minister is required to maintain an Ontario trails strategy and must review the strategy and publish reports about the progress made in implementing the strategy. The Minister is required to prepare an initial report no later than the second anniversary of the day section 8 comes into force. (Section 8 of the Act)

The Minister may establish targets to further the purposes of the Act. (Section 9 of the Act.)

Consultation and publication requirements respecting the above matters are provided. (Sections 10 and 11 of the Act)

The Act includes rules with respect to easements and covenants that may be granted or entered into for various purposes relating to trails. Technical rules are included to facilitate the creation and preservation of easements and covenants. (Section 12 of the Act)

SCHEDULE 2 MOTORIZED SNOW VEHICLES ACT

Currently, section 22 of the *Motorized Snow Vehicles Act* provides that every person who drives or rides on a motorized snow vehicle or is being towed by such a vehicle on any premises is deemed, for the purposes of subsection 4 (1) of the *Occupiers' Liability Act*, to have willingly assumed all risks where the person is not being provided with living accommodation by the occupier and no fee is paid for the entry or activity of the person, other than a benefit or payment received from a government or government agency or non-profit recreation club or association. A new subsection 22 (2) provides that, for greater certainty, the following do not constitute a fee for entry or activity of the person:

- A fee charged for a purpose incidental to the entry or activity, such as for parking.
- The receipt by a non-profit recreation club or association of a benefit or payment from or under the authority of a government or government agency.

SCHEDULE 3 OCCUPIERS' LIABILITY ACT

Currently, subsection 4 (3) of the *Occupiers' Liability Act* specifies circumstances in which a person who enters on certain premises is deemed to have willingly assumed all risks and in which a modified duty of care applies. One of those circum-

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi édicte la Loi de 2015 sur les sentiers de l'Ontario et modifie la Loi sur les motoneiges, la Loi sur la responsabilité des occupants, la Loi sur les véhicules tout terrain, la Loi sur les terres publiques et la Loi sur l'entrée sans autorisation.

ANNEXE 1 LOI DE 2015 SUR LES SENTIERS DE L'ONTARIO

L'annexe édicte la *Loi de 2015 sur les sentiers de l'Ontario*. Les points saillants de l'annexe sont énoncés ci-après.

La semaine qui commence le lundi qui précède le premier samedi de juin de chaque année est proclamée Semaine des sentiers. Cependant, le ministre peut déclarer que la Semaine commence un autre jour de l'année (article 4).

Le ministre peut reconnaître des sentiers comme sentiers d'exception de l'Ontario, établir un système de classification des sentiers et établir les meilleures pratiques pour réaliser les objets de la Loi. L'application du système de classification et l'observation des meilleures pratiques sont volontaires (articles 5, 6 et 7).

Le ministre est tenu de poursuivre une stratégie ontarienne pour l'aménagement des sentiers, de procéder à un examen de la stratégie et de publier des rapports sur les progrès accomplis dans sa mise en oeuvre. Il est tenu de préparer un rapport initial à ce sujet au plus tard au deuxième anniversaire du jour de l'entrée en vigueur de l'article 8 (article 8).

Le ministre peut fixer des objectifs afin de réaliser les objets de la Loi (article 9).

Les exigences applicables à ces sujets en matière de consultation et de publication sont prévues aux articles 10 et 11.

Sont également prévues des règles concernant les servitudes qui peuvent être concédées et les engagements qui peuvent être conclus à diverses fins liées aux sentiers, ainsi que des règles techniques qui facilitent la création et la préservation des servitudes et des engagements (article 12).

ANNEXE 2 LOI SUR LES MOTONEIGES

À l'heure actuelle, l'article 22 de la *Loi sur les motoneiges* prévoit que, pour l'application du paragraphe 4 (1) de la *Loi sur la responsabilité des occupants*, quiconque conduit une motoneige, y prend place ou est remorqué par une motoneige dans un lieu quelconque est réputé avoir volontairement assumé tous les risques si l'occupant ne pourvoit pas à son logement et qu'aucun droit n'est versé pour son entrée ou l'exercice par lui d'une activité, à l'exclusion d'une prestation ou d'un paiement qu'ont versés un gouvernement, un organisme gouvernemental, un club ou une association de loisir à but non lucratif. Aux termes du nouveau paragraphe 22 (2), il est entendu que ne constituent pas des droits pour l'entrée de la personne ou l'exercice par elle d'une activité:

- 1. Les droits exigés à une fin accessoire à l'entrée ou à l'activité, telle que le stationnement.
- Les prestations ou paiements versés à un club ou une association de loisir à but non lucratif par un gouvernement ou un organisme gouvernemental ou sous l'autorité de celui-ci.

ANNEXE 3 LOI SUR LA RESPONSABILITÉ DES OCCUPANTS

À l'heure actuelle, le paragraphe 4 (3) de la *Loi sur la responsabilité des occupants* précise les circonstances dans lesquelles une personne qui entre dans certains lieux est réputée avoir volontairement assumé tous les risques et dans lesquelles s'applique une

stances is where a person enters certain premises for the purpose of a recreational activity and the person is not being provided with living accommodation by the occupier and no fee is paid for the entry or activity of the person, other than a benefit or payment received from a government or government agency or a non-profit recreation club or association. A new subsection 4 (3.1) provides that, for greater certainty, the following do not constitute a fee for entry or activity of the person:

- A fee charged for a purpose incidental to the entry or activity, such as for parking.
- The receipt by a non-profit recreation club or association of a benefit or payment from or under the authority of a government or government agency.

The Schedule amends subsection 4 (4) of the Act, which specifies premises for the purposes of subsection 4 (3), to include portage routes.

SCHEDULE 4 OFF-ROAD VEHICLES ACT

Currently, section 20 of the *Off-Road Vehicles Act* provides that every person who enters premises on an off-road vehicle or while being towed by an off-road vehicle is deemed, for the purposes of subsection 4 (1) of the *Occupiers' Liability Act*, to have willingly assumed all risks where the person is not being provided with living accommodation by the occupier and no fee is paid for the entry or activity of the person, other than a benefit or payment received from a government or government agency or non-profit recreation club or association. A new subsection 20 (2) provides that, for greater certainty, the following do not constitute a fee for entry or activity of the person:

- 1. A fee charged for a purpose incidental to the entry or activity, such as for parking.
- The receipt by a non-profit recreation club or association of a benefit or payment from or under the authority of a government or government agency.

SCHEDULE 5 PUBLIC LANDS ACT

The Schedule amends the *Public Lands Act* to protect public lands from damage and to strengthen enforcement under the Act.

Section 69.2 is added to the Act. Under this section, any person who causes a prescribed type of damage to Crown land or Crown property on Crown lands is guilty of an offence. If a person is found guilty of this offence, a court may, in addition to imposing a fine under the Act, order the person to rehabilitate the lands and repair any damage to Crown land or property.

Officers appointed under section 5 of the Act are given additional powers to enforce the Act. New section 70 would allow officers under the Act to stop conveyances on public land for purposes of ensuring compliance with the Act. New section 70.1 would allow officers to arrest a person without a warrant if the officer believes the person is committing or has committed an offence under this Act.

The majority of penalties imposed for offences under the Act are increased and strengthened. Maximum fines for individuals are increased for first time offenders and higher fines may be imposed for repeat offenders. Also, new subsection 70.3 (3) would

obligation particulière en termes de soins, notamment lorsqu'une personne entre dans certains lieux dans le but d'exercer une activité de loisirs, que l'occupant ne pourvoit pas au logement de cette personne et qu'aucun droit n'est acquitté pour son entrée ou l'exercice de l'activité, autre qu'une allocation ou un paiement reçu d'un gouvernement, d'un organisme gouvernemental, d'un club ou d'une association de loisirs à but non lucratif. Aux termes du nouveau paragraphe 4 (3.1), il est entendu que ne constituent pas des droits pour l'entrée de la personne ou l'exercice par elle d'une activité :

- Les droits exigés à une fin accessoire à l'entrée ou à l'activité, telle que le stationnement.
- Les allocations ou paiements versés à un club ou une association de loisirs à but non lucratif par un gouvernement ou un organisme gouvernemental ou sous l'autorité de celui-ci.

L'annexe modifie le paragraphe 4 (4) de la Loi, qui précise les lieux visés par le paragraphe 4 (3), pour inclure les chemins de portage.

ANNEXE 4 LOI SUR LES VÉHICULES TOUT TERRAIN

À l'heure actuelle, l'article 20 de la *Loi sur les véhicules tout terrain* prévoit que, pour l'application du paragraphe 4 (1) de la *Loi sur la responsabilité des occupants*, quiconque entre dans des lieux à bord d'un véhicule tout terrain ou remorqué par ce véhicule est réputé avoir volontairement assumé tous les risques si l'occupant ne pourvoit pas à son logement et qu'aucun droit n'est versé pour son entrée ou l'exercice par lui d'une activité, à l'exclusion d'une prestation ou d'un paiement qu'ont versés un gouvernement, un organisme gouvernemental, un club ou une association de loisir à but non lucratif. Aux termes du nouveau paragraphe 20 (2), il est entendu que ne constituent pas des droits pour l'entrée de la personne ou l'exercice par elle d'une activité:

- Les droits exigés à une fin accessoire à l'entrée ou à l'activité, telle que le stationnement.
- Les prestations ou paiements versés à un club ou une association de loisir à but non lucratif par un gouvernement ou un organisme gouvernemental ou sous l'autorité de celui-ci.

ANNEXE 5 LOI SUR LES TERRES PUBLIQUES

L'annexe modifie la *Loi sur les terres publiques* afin de protéger les terres publiques contre certains dommages et de renforcer les mesures d'exécution prévues par la Loi.

Est ajouté à la Loi l'article 69.2, aux termes duquel quiconque occasionne un type prescrit de dommages à des terres de la Couronne ou à des biens de la Couronne qui y sont situés est coupable d'une infraction. Si une personne est déclarée coupable de cette infraction, un tribunal peut, outre imposer une amende en vertu de la Loi, ordonner à la personne de remettre les terres de la Couronne en état et de réparer les dommages occasionnés aux terres ou aux biens de la Couronne.

Les agents nommés en vertu de l'article 5 de la Loi sont investis de pouvoirs supplémentaires pour exécuter la Loi. En vertu du nouvel article 70, la Loi autorise les agents à arrêter les moyens de transport qui se trouvent sur des terres publiques pour assurer la conformité à la Loi. Le nouvel article 70.1 autorise les agents à arrêter sans mandat une personne s'ils croient qu'elle est en train de commettre ou qu'elle a commis une infraction prévue par la présente loi.

La majorité des peines imposées pour les infractions prévues par la Loi sont augmentées et renforcées. Les amendes maximales sont augmentées pour les particuliers dans le cas d'une première infraction et des amendes plus élevées peuvent être imposées allow a court to impose higher fines for corporations that are found guilty of an offence under the Act, both as first time offenders or as repeat offenders. Finally, despite the maximum fines set out in new subsections 70.3 (2) and (3), if a person has acquired a monetary benefit as a result of committing an offence under the Act, new subsection 70.3 (5) would allow a court to impose a fine that is equal to the amount of the monetary benefit

The Schedule increases the limitation period for commencing proceedings for offences under the Act. Currently, such proceedings must be commenced within two years of the date the offence was committed. The Schedule increases the limitation period by providing that the two years does not begin to run until two years from the day the offence is discovered by an officer. However, in no case can the proceedings be commenced more than five years after the day the offence was committed.

SCHEDULE 6 TRESPASS TO PROPERTY ACT

Currently, a person who is convicted of trespassing under section 2 of the *Trespass to Property Act* is liable to a fine of not more than \$2,000. An amendment provides that the person is liable to a fine of not more than \$10,000.

Currently, under subsection 12 (1) of the Act, a court is permitted to award damages against a person convicted of trespassing under section 2, but the award cannot be for an amount in excess of \$1,000. An amendment removes the \$1,000 limit.

pour les récidivistes. De plus, le nouveau paragraphe 70.3 (3) permet au tribunal d'imposer des amendes plus élevées aux personnes morales qui sont déclarées coupables d'une infraction prévue par la Loi, qu'il s'agisse de leur première infraction ou d'un cas de récidive. Enfin, malgré les amendes maximales prévues aux nouveaux paragraphes 70.3 (2) et (3), si une personne a acquis un bénéfice pécuniaire par suite de la commission d'une infraction prévue par la Loi, le nouveau paragraphe 70.3 (5) permet au tribunal d'imposer une amende d'un montant équivalent au montant de ce bénéfice pécuniaire.

L'annexe prolonge le délai de prescription pour intenter des poursuites pour infraction à la Loi. Actuellement, ces poursuites doivent être intentées dans un délai de deux ans après la date à laquelle l'infraction a été commise. L'annexe prolonge le délai de prescription en prévoyant que le délai de deux ans ne commence à courir que deux ans après le jour où l'infraction a été constatée par un agent. Toutefois, les poursuites ne peuvent en aucun cas être intentées plus de cinq ans après le jour où l'infraction a été commise.

ANNEXE 6 LOI SUR L'ENTRÉE SANS AUTORISATION

À l'heure actuelle, quiconque est déclaré coupable d'entrée sans autorisation en application de l'article 2 de la *Loi sur l'entrée sans autorisation* est passible d'une amende d'au plus 2 000 \$. La Loi est modifiée pour que l'amende maximale passe à 10 000 \$.

Aux termes du paragraphe 12 (1) de la Loi, le tribunal peut rendre un jugement en dommages-intérêts contre une personne déclarée coupable d'entrée sans autorisation en application de l'article 2. Toutefois, aucun jugement ne peut accorder un montant supérieur à 1 000 \$. La Loi est modifiée pour supprimer cette limite.



An Act to enact the Ontario Trails Act, 2015 and to amend various Acts

Loi édictant la Loi de 2015 sur les sentiers de l'Ontario et modifiant diverses lois

CONTENTS

2.	Commencement
3.	Short title
Schedule 1	Ontario Trails Act, 2015
Schedule 2	Motorized Snow Vehicles Ac
Schedule 3	Occupiers' Liability Act
Schedule 4	Off-Road Vehicles Act
Schedule 5	Public Lands Act
Schedule 6	Trespass to Property Act

Contents of this Act

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Contents of this Act

1. This Act consists of this section, sections 2 and 3 and the Schedules to this Act.

Commencement

2. (1) Subject to subsections (2) and (3), this Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Same

(2) The Schedules to this Act come into force as provided in each Schedule.

Same

(3) If a Schedule to this Act provides that any provisions are to come into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor, a proclamation may apply to one or more of those provisions, and proclamations may be issued at different times with respect to any of those provisions.

Short title

3. The short title of this Act is the Supporting Ontario's Trails Act, 2015.

SOMMAIRE

1.	Contenu de la présente loi
2.	Entrée en vigueur
3.	Titre abrégé
Annexe 1	Loi de 2015 sur les sentiers de l'Ontario
Annexe 2	Loi sur les motoneiges
Annexe 3	Loi sur la responsabilité des occupants
Annexe 4	Loi sur les véhicules tout terrain
Annexe 5	Loi sur les terres publiques
Annexe 6	Loi sur l'entrée sans autorisation

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

Contenu de la présente loi

1. La présente loi est constituée du présent article, des articles 2 et 3 et de ses annexes.

Entrée en vigueur

2. (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), la présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Idem

(2) Les annexes de la présente loi entrent en vigueur comme le prévoit chacune d'elles.

Idem

(3) Si une annexe de la présente loi prévoit que l'une ou l'autre de ses dispositions entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation, la proclamation peut s'appliquer à une ou à plusieurs d'entre elles. En outre, des proclamations peuvent être prises à des dates différentes en ce qui concerne n'importe lesquelles de ces dispositions.

Titre abrégé

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2015* sur le soutien aux sentiers de l'Ontario.

SCHEDULE 1 ONTARIO TRAILS ACT, 2015

INTERPRETATION

Purposes

- 1. The purposes of this Act are as follows:
- To increase awareness about and encourage the use of trails.
- 2. To enhance trails and the trail experience.
- To protect trails for today's generation and future generations.
- 4. To recognize the contribution that trails make to quality of life in Ontario.

Existing aboriginal or treaty rights

2. For greater certainty, nothing in this Act shall be construed so as to abrogate or derogate from the protection provided for the existing aboriginal and treaty rights of the aboriginal peoples of Canada as recognized and affirmed in section 35 of the *Constitution Act*, 1982.

Definition

- 3. In this Act.
- "Minister" means the Minister of Tourism, Culture and Sport or such other member of the Executive Council to whom the administration of this Act may be assigned under the *Executive Council Act*.

TRAILS IN ONTARIO

Trails Week

4. (1) Subject to subsection (2), the week beginning on the Monday immediately before the first Saturday in June in each year is proclaimed as Trails Week.

Minister may declare a different week

(2) For any particular year, the Minister may declare that Trails Week begins on any day of the year other than the Monday immediately before the first Saturday in June.

Ontario trails of distinction

5. The Minister may recognize a trail as an Ontario trail of distinction.

Trail classification system

 $\mathbf{6.}$ (1) The Minister may establish a trail classification system.

Compliance voluntary

(2) Compliance with a trail classification system established under this section is voluntary.

Best practices

7. (1) The Minister may establish best practices to further the purposes of this Act.

ANNEXE 1 LOI DE 2015 SUR LES SENTIERS DE L'ONTARIO

INTERPRÉTATION

Objets

- 1. Les objets de la présente loi sont les suivants :
- Sensibiliser davantage la population aux sentiers et en encourager l'utilisation.
- 2. Améliorer les sentiers ainsi que l'expérience de leurs usagers.
- Protéger les sentiers pour les générations actuelles et futures.
- Reconnaître la contribution des sentiers à la qualité de vie en Ontario.

Droits ancestraux ou issus de traités

2. Il est entendu que la présente loi ne doit pas être interprétée de façon à porter atteinte à la protection des droits existants — ancestraux ou issus de traités — des peuples autochtones du Canada que reconnaît et confirme l'article 35 de la *Loi constitutionnelle de 1982*.

Définition

- 3. La définition qui suit s'applique à la présente loi.
- «ministre» Le ministre du Tourisme, de la Culture et du Sport ou l'autre membre du Conseil exécutif chargé de l'application de la présente loi en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif.*

SENTIERS EN ONTARIO

Semaine des sentiers

4. (1) Sous réserve du paragraphe (2), la semaine commençant le lundi qui précède le premier samedi de juin de chaque année est proclamée Semaine des sentiers.

Déclaration d'une semaine différente

(2) Pour une année donnée, le ministre peut déclarer que la Semaine des sentiers commence un autre jour de l'année que le lundi qui précède le premier samedi de juin.

Sentiers d'exception de l'Ontario

5. Le ministre peut reconnaître un sentier comme sentier d'exception de l'Ontario.

Système de classification des sentiers

6. (1) Le ministre peut établir un système de classification des sentiers.

Application volontaire

(2) L'application du système de classification des sentiers établi en vertu du présent article est volontaire.

Meilleures pratiques

7. (1) Le ministre peut établir les meilleures pratiques afin de réaliser les objets de la présente loi.

Compliance voluntary

(2) Compliance with best practices established under this section is voluntary.

Ontario trails strategy

- 8. (1) The Minister shall maintain an Ontario trails strategy,
 - (a) that sets out strategic directions for the establishment, management, promotion and use of trails in Ontario; and
 - (b) that is guided by the vision of a province that has a world-class system of diversified trails, that are planned and used in an environmentally responsible manner, and that enhance the health and prosperity of all Ontarians.

Periodic review of strategy

(2) At such times as the Minister considers appropriate, the Minister shall conduct a review of the Ontario trails strategy.

Progress reports re strategy

(3) The Minister shall, at such times as the Minister considers appropriate, prepare reports about the progress made in implementing the Ontario trails strategy.

Requirement re initial report

(4) The Minister shall prepare an initial report no later than the second anniversary of the day this section comes into force

Targets re purposes of the Act

9. The Minister may establish targets to further the purposes of this Act.

Consultation, etc.

- 10. (1) In the course of establishing a process for recognizing Ontario trails of distinction, establishing a trail classification system, establishing best practices, reviewing the Ontario trails strategy or establishing targets, the Minister shall,
 - (a) consult with any persons and entities the Minister considers appropriate;
 - (b) consider any government policies and programs that affect or relate to trails in Ontario.
 - (i) that the Minister believes are appropriate to consider, or
 - (ii) that the Minister has been advised by another minister are relevant.

Ontario legislation and policies

(2) The Minister shall ensure that the Ontario trails strategy, any trail classification system, any best practices, any targets and any process for recognizing Ontario trails of distinction are not inconsistent with Ontario legislation or provincial government policies that affect or relate to trails in Ontario or trail-related activities.

Observation volontaire

(2) L'observation des meilleures pratiques établies en vertu du présent article est volontaire.

Stratégie ontarienne pour l'aménagement des sentiers

- **8.** (1) Le ministre poursuit une stratégie ontarienne pour l'aménagement des sentiers qui :
 - a) d'une part, établit des orientations stratégiques en vue de la création, de la gestion, de la promotion et de l'utilisation des sentiers en Ontario;
 - b) d'autre part, s'inspire de la vision d'une province dotée d'un réseau hors pair de sentiers variés, planifié et utilisé dans le respect de l'environnement, qui contribue à la santé et à la prospérité de tous les Ontariens.

Examen périodique de la stratégie

(2) Aux moments qu'il estime indiqués, le ministre effectue un examen de la stratégie ontarienne pour l'aménagement des sentiers.

Rapports d'étape

(3) Aux moments qu'il estime indiqués, le ministre prépare des rapports sur les progrès accomplis dans la mise en oeuvre de la stratégie ontarienne pour l'aménagement des sentiers.

Rapport initial

(4) Le ministre prépare un rapport initial au plus tard au deuxième anniversaire du jour de l'entrée en vigueur du présent article.

Objectifs

9. Le ministre peut fixer des objectifs afin de réaliser les objets de la présente loi.

Consultation

- 10. (1) Lorsqu'il élabore un processus de reconnaissance des sentiers d'exception de l'Ontario, qu'il établit un système de classification des sentiers et les meilleures pratiques, qu'il procède à l'examen de la stratégie ontarienne pour l'aménagement des sentiers ou qu'il fixe des objectifs, le ministre :
 - a) consulte les personnes et entités qu'il juge appropriées;
 - b) tient compte des politiques et programmes gouvernementaux qui ont une incidence sur les sentiers en Ontario ou qui s'y rapportent et qui, selon le cas :
 - (i) méritent, de l'avis du ministre, qu'il en tienne compte.
 - (ii) sont pertinents dans le cadre de l'examen, d'après un autre ministre qui l'en informe.

Législation et politiques de l'Ontario

(2) Le ministre veille à ce que la stratégie ontarienne pour l'aménagement des sentiers, le système de classification des sentiers, les meilleures pratiques, les objectifs et le processus de reconnaissance des sentiers d'exception de l'Ontario ne soient pas incompatibles avec la législation de l'Ontario et les politiques du gouvernement provincial qui ont une incidence sur les sentiers en Ontario ou les activités liées aux sentiers ou qui s'y rapportent.

Public access to information

- 11. The Minister shall publish the following on a Government website:
 - 1. The name of every trail recognized as an Ontario trail of distinction under section 5.
 - 2. The trail classification system, if one is established under section 6.
 - 3. Best practices, if any are established under section 7.
 - 4. The Ontario trails strategy and every progress report required under section 8.
 - 5. Targets, if any are established under section 9.

EASEMENTS

Rules re easements

Definitions

12. (1) In this section,

"eligible body" means,

- (a) the Crown in right of Canada or in right of Ontario,
- (b) an agency, board or commission of the Crown in right of Canada or in right of Ontario that has the power to hold an interest in land,
- (c) a band within the meaning of the *Indian Act* (Canada),
- (d) an aboriginal community or organization prescribed by the regulations made under this Act,
- (e) a municipality within the meaning of the Municipal Act, 2001,
- (f) a conservation authority established under the *Conservation Authorities Act*.
- (g) a board within the meaning of the Education Act,
- (h) a corporation incorporated under Part III of the Corporations Act or Part II of the Canada Corporations Act that is a charity registered under the Income Tax Act (Canada),
- (i) a trustee of a charitable foundation that is a charity registered under the *Income Tax Act* (Canada),
- (j) a prescribed donee under the *Income Tax Act* (Canada).
- (k) a qualified organization, as defined under section 170 (h) of the *Internal Revenue Code* (United States) and Treasury Reg 1.170A-14 (United States),
- (1) a corporation created by statute that is a registered charity under the *Income Tax Act* (Canada),
- (m) any other person or body prescribed by the regulations made under this Act; ("organisme admissible")

"owner" means the registered owner of land under the *Registry Act* or the *Land Titles Act*. ("propriétaire")

Accès public aux renseignements

- 11. Le ministre publie ce qui suit sur un site Web du gouvernement :
 - 1. Le nom de chaque sentier reconnu comme sentier d'exception de l'Ontario en vertu de l'article 5.
 - 2. Le système de classification des sentiers établi en vertu de l'article 6, le cas échéant.
 - 3. Les meilleures pratiques établies en vertu de l'article 7, le cas échéant.
 - 4. La stratégie ontarienne pour l'aménagement des sentiers et chaque rapport d'étape exigé en application de l'article 8.
 - Les objectifs fixés en vertu de l'article 9, le cas échéant.

SERVITUDES

Règles applicables aux servitudes

Définitions

12. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

«organisme admissible» S'entend de ce qui suit :

- a) la Couronne du chef du Canada ou du chef de l'Ontario;
- b) un organisme, un conseil ou une commission de la Couronne du chef du Canada ou du chef de l'Ontario qui a le pouvoir de détenir un droit sur une terre;
- c) une bande au sens de la Loi sur les Indiens (Canada);
- d) une collectivité ou une organisation autochtone prescrite par les règlements pris en vertu de la présente loi;
- e) une municipalité au sens de la Loi de 2001 sur les municipalités;
- f) un office de protection de la nature créé en vertu de la *Loi sur les offices de protection de la nature*;
- g) un conseil ou un conseil scolaire au sens de la Loi sur l'éducation;
- h) une personne morale constituée en vertu de la partie III de la *Loi sur les personnes morales* ou une corporation constituée en vertu de la partie II de la *Loi sur les corporations canadiennes*, qui est un organisme de bienfaisance enregistré en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada);
- i) un fiduciaire d'une fondation de bienfaisance qui est un organisme de bienfaisance enregistré en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada);
- j) un donataire visé par règlement pris en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada);
- k) un organisme qualifié au sens que l'alinéa 170 h) du *Internal Revenue Code* (États-Unis) et le Treasury Reg. 1.170A-14 (États-Unis) donnent à l'expression «qualified organization»;

Nominee of eligible body

(2) For the purposes of this section, a reference to an eligible body includes a nominee of the eligible body who is acceptable for registration in the land registration system as a registered owner of an interest in land.

Granting of easements

- (3) An owner of land may grant an easement, with or without covenants, to one or more eligible bodies,
 - (a) for the preservation, enhancement or management of the use of, or access to, all or a portion of the land for purposes relating to trails or to activities relating to trails;
 - (b) for the creation, maintenance or management of trails for public use; or
 - (c) for the purposes as may be prescribed by the regulations made under this Act.

Easement reserved by a body

(4) When an eligible body conveys land, it may reserve an easement for a purpose referred to in subsection (3).

Same

(5) A reference in any Act or regulation to easements granted under this Act also applies to easements reserved in accordance with subsection (4).

Registration of easement

(6) An eligible body shall register the easement against the land affected in the proper land registry office and, once registered, the easement and any covenants contained in the easement run with the land against which it is registered.

Not valid unless registered

(7) An easement is not valid unless it is registered under subsection (6).

Assignment

(8) An easement may be assigned by an eligible body to another eligible body, but the assignment must be in writing and must be registered on title to the land.

Term

(9) An easement is valid for the term specified in it. The term must be specified as a period of months, years or in perpetuity.

- une personne morale créée en vertu d'une loi qui est un organisme de bienfaisance enregistré en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu (Canada);
- m) une autre personne ou un autre organisme prescrit par les règlements pris en vertu de la présente loi. («eligible body»)

«propriétaire» S'entend d'un propriétaire enregistré en vertu de la *Loi sur l'enregistrement des actes* ou de la *Loi sur l'enregistrement des droits immobiliers*. («owner»)

Personne désignée par un organisme admissible

(2) Pour l'application du présent article, toute mention d'un organisme admissible vaut mention de toute personne désignée par cet organisme comme pouvant être enregistrée dans le système d'enregistrement immobilier en qualité de propriétaire enregistré d'un intérêt sur une terre.

Concession de servitudes

- (3) Le propriétaire d'une terre peut, à l'une ou l'autre des fins suivantes, concéder une servitude, avec ou sans engagements, à un ou plusieurs organismes admissibles :
 - a) la préservation, l'amélioration ou la gestion de l'utilisation de tout ou partie de cette terre ou de l'accès à celle-ci à des fins liées aux sentiers ou aux activités qui s'y rapportent;
 - b) la création, l'entretien ou la gestion des sentiers pour l'usage public;
 - c) les fins prescrites, le cas échéant, par les règlements pris en vertu de la présente loi.

Servitude réservée par un organisme

(4) Lorsqu'il cède une terre, l'organisme admissible peut réserver une servitude à une fin visée au paragraphe (3).

Idem

(5) La mention, dans une loi ou un règlement, de servitudes concédées en vertu de la présente loi s'applique également aux servitudes réservées conformément au paragraphe (4).

Enregistrement de la servitude

(6) L'organisme admissible enregistre la servitude sur la terre visée au bureau d'enregistrement immobilier compétent. Une fois l'enregistrement effectué, la servitude et les éventuels engagements qui y sont stipulés, sont rattachés à la terre sur laquelle ils sont enregistrés.

Validité subordonnée à l'enregistrement

(7) Les servitudes ne sont valides que si elles sont enregistrées en application du paragraphe (6).

Cession

(8) L'organisme admissible peut céder la servitude à un autre organisme admissible, mais la cession doit être faite par écrit et être enregistrée sur le titre de la terre.

Duré

(9) La servitude est valide pour la période qui y est précisée (en nombre de mois ou d'années ou à perpétuité).

Validity

(10) An easement registered on title to land, including any covenants contained in the easement, is valid whether or not the eligible body owns appurtenant land or land capable of being accommodated or benefited by the easement or covenant and regardless of whether the covenant is positive or negative in nature.

Release

(11) The eligible body may execute a release of an easement and shall provide a signed copy of the release to the owner of the land.

Same, registration

(12) The eligible body shall register the release of the easement against title to the land affected in the proper land registry office. If the eligible body fails to register the release, the owner of the land shall register the release.

Enforcement of easement

(13) An eligible body may enforce an easement that is registered on title to the land, including any covenants contained in the easement, against the owner of the land and against any subsequent owner of the land against which it is registered.

Same

(14) The owner of land may enforce against the eligible body any covenants contained in an easement that is registered on title to the land.

No merger of registered easement

- (15) If an eligible body becomes the owner of land in respect of which it has the benefit of a registered easement.
 - (a) the easement does not merge in title; and
 - (b) if the eligible body transfers the land, the easement and any covenants continue to run with the land.

Rights preserved

(16) Nothing in this section limits a right or remedy that a person may have under any other Act, at common law or in equity in respect of an easement or a covenant, if the right or remedy is not inconsistent with this section.

Non-application of s. 12

13. Section 12 does not apply to any land owned by the Crown or to lands administered under the *Conservation Authorities Act*, the *Public Lands Act* or the *Provincial Parks and Conservation Reserves Act*, 2006.

GENERAL

Regulations

14. The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

Validité

(10) Une servitude enregistrée sur le titre de la terre, y compris les éventuels engagements qui y sont stipulés, est valide que l'organisme admissible soit propriétaire ou non d'une terre rattachée ou d'une terre susceptible d'être desservie par la servitude ou de profiter de l'engagement, et que l'engagement soit de nature positive ou négative.

Mainlevée

(11) L'organisme admissible peut donner mainlevée d'une servitude et doit fournir une copie signée de la mainlevée au propriétaire de la terre.

Idem: enregistrement

(12) L'organisme admissible enregistre la mainlevée de la servitude sur le titre de la terre visée au bureau d'enregistrement immobilier compétent. À défaut, le propriétaire de la terre enregistre la servitude.

Opposabilité de la servitude

(13) Un organisme admissible peut opposer une servitude enregistrée sur le titre de la terre, y compris les éventuels engagements qui y sont stipulés, au propriétaire de la terre et à tout propriétaire subséquent de la terre sur laquelle la servitude ou l'engagement est enregistré.

Idem

(14) Le propriétaire de la terre peut opposer à l'organisme admissible tout engagement éventuel qui est stipulé dans une servitude et qui est enregistré sur le titre de la terre.

Aucune fusion de servitudes enregistrées

- (15) Si un organisme admissible devient propriétaire de la terre à l'égard de laquelle elle bénéficie d'une servitude enregistrée :
 - a) d'une part, la servitude et le droit de propriété sur la terre ne fusionnent pas sous un seul titre;
 - b) d'autre part, en cas de cession de cette terre par l'organisme admissible, la servitude et les engagements continuent de s'y rattacher.

Droits conservés

(16) Le présent article n'a pas pour effet de restreindre les droits ou les recours qu'a une personne en vertu d'une autre loi ou selon la common law ou l'equity à l'égard d'une servitude ou d'un engagement si les droits ou les recours ne sont pas incompatibles avec le présent article.

Non-application de l'art. 12

13. L'article 12 ne s'applique pas aux terres dont la Couronne est propriétaire ou aux terres administrées sous le régime de la *Loi sur les offices de protection de la nature*, de la *Loi sur les terres publiques* ou de la *Loi de 2006 sur les parcs provinciaux et les réserves de conservation*.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Réglements

14. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

- (a) prescribing aboriginal communities or organizations for the purposes of clause (d) of the definition of "eligible body" in subsection 12 (1);
- (b) prescribing persons or bodies for the purposes of clause (m) of the definition of "eligible body" in subsection 12 (1);
- (c) prescribing purposes for the purpose of clause 12 (3) (c).

Commencement

15. The Act set out in this Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Short title

16. The short title of the Act set out in this Schedule is the *Ontario Trails Act*, 2015.

- a) prescrire des collectivités ou organisations autochtones pour l'application de l'alinéa d) de la définition de «organisme admissible» au paragraphe 12
- b) prescrire des personnes ou des organismes pour l'application de l'alinéa m) de la définition de «organisme admissible» au paragraphe 12 (1);
- c) prescrire des fins pour l'application de l'alinéa 12 (3) c).

Entrée en vigueur

15. La loi figurant à la présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Titre abrégé

16. Le titre abrégé de la loi figurant à la présente annexe est *Loi de 2015 sur les sentiers de l'Ontario*.

Loi sur les motoneiges

SCHEDULE 2 MOTORIZED SNOW VEHICLES ACT

1. Section 22 of the Motorized Snow Vehicles Act is amended by adding the following subsection:

Same

- (2) For greater certainty, the following do not constitute a fee for entry or activity of the person for the purposes of clause (1) (a):
 - 1. A fee charged for a purpose incidental to the entry or activity, such as for parking.
 - 2. The receipt by a non-profit recreation club or association of a benefit or payment from or under the authority of a government or government agency.

Commencement

2. This Schedule comes into force on the day subsection 1 (1) of Schedule 3 to the Supporting Ontario's Trails Act, 2015 comes into force.

ANNEXE 2 LOISUR LES MOTONEIGES

1. L'article 22 de la Loi sur les motoneiges est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Idem

- (2) Pour l'application de l'alinéa (1) a), il est entendu que ne constituent pas des droits pour l'entrée de la personne ou l'exercice par elle d'une activité :
 - 1. Les droits exigés à une fin accessoire à l'entrée ou à l'activité, telle que le stationnement.
 - 2. Les prestations ou paiements versés à un club ou une association de loisir à but non lucratif par un gouvernement ou un organisme gouvernemental ou sous l'autorité de celui-ci.

Entrée en vigueur

2. La présente annexe entre en vigueur le jour de l'entrée en vigueur du paragraphe 1 (1) de l'annexe 3 de la Loi de 2015 sur le soutien aux sentiers de l'Ontario.

Occupiers' Liability Act

Loi sur la responsabilité des occupants

SCHEDULE 3 OCCUPIERS' LIABILITY ACT

1. (1) Section 4 of the *Occupiers' Liability Act* is amended by adding the following subsection:

Same

- (3.1) For greater certainty, the following do not constitute a fee for entry or activity of the person for the purposes of subclause 4 (3) (c) (i):
 - 1. A fee charged for a purpose incidental to the entry or activity, such as for parking.
 - The receipt by a non-profit recreation club or association of a benefit or payment from or under the authority of a government or government agency.
- (2) Subsection 4 (4) of the Act is amended by striking out "and" at the end of clause (e), by adding "and" at the end of clause (f) and by adding the following clause:
 - (g) portage routes.

Commencement

2. This Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

ANNEXE 3 LOI SUR LA RESPONSABILITÉ DES OCCUPANTS

1. (1) L'article 4 de la *Loi sur la responsabilité des occupants* est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Idem

- (3.1) Pour l'application du sous-alinéa 4 (3) c) (i), il est entendu que ne constituent pas des droits pour l'entrée de la personne ou l'exercice par elle d'une activité :
 - 1. Les droits exigés à une fin accessoire à l'entrée ou à l'activité, telle que le stationnement.
 - Les allocations ou paiements versés à un club ou une association de loisirs à but non lucratif par un gouvernement ou un organisme gouvernemental ou sous l'autorité de celui-ci.
- (2) Le paragraphe 4 (4) de la Loi est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :
 - g) des chemins de portage.

Entrée en vigueur

2. La présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Loi sur les véhicules tout terrain

SCHEDULE 4 OFF-ROAD VEHICLES ACT

1. Section 20 of the *Off-Road Vehicles Act* is amended by adding the following subsection:

Same

- (2) For greater certainty, the following do not constitute a fee for entry or activity of the person for the purposes of clause (1) (a):
 - 1. A fee charged for a purpose incidental to the entry or activity, such as for parking.
 - The receipt by a non-profit recreation club or association of a benefit or payment from or under the authority of a government or government agency.

Commencement

2. This Schedule comes into force on the day subsection 1 (1) of Schedule 3 to the *Supporting Ontario's Trails Act*, 2015 comes into force.

ANNEXE 4 LOI SUR LES VÉHICULES TOUT TERRAIN

1. L'article 20 de la *Loi sur les véhicules tout terrain* est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Idem

- (2) Pour l'application de l'alinéa (1) a), il est entendu que ne constituent pas des droits pour l'entrée de la personne ou l'exercice par elle d'une activité :
 - 1. Les droits exigés à une fin accessoire à l'entrée ou à l'activité, telle que le stationnement.
 - Les prestations ou paiements versés à un club ou une association de loisir à but non lucratif par un gouvernement ou un organisme gouvernemental ou sous l'autorité de celui-ci.

Entrée en vigueur

2. La présente annexe entre en vigueur le jour de l'entrée en vigueur du paragraphe 1 (1) de l'annexe 3 de la Loi de 2015 sur le soutien aux sentiers de l'Ontario.

SCHEDULE 5 PUBLIC LANDS ACT

1. Section 1 of the *Public Lands Act* is amended by adding the following definitions:

- "boat" includes a motorboat, rowboat, canoe, punt, sailboat or raft: ("bateau")
- "conveyance" means a vehicle, boat or aircraft; ("moyen de transport")
- "officer" means an officer appointed to carry out and enforce this Act and the regulations under subsection 5 (1); ("agent")
- "vehicle" means any kind of vehicle that is driven, propelled or drawn on land or ice by any kind of power, including muscular power, and includes the rolling stock of a railway. ("véhicule")
 - 2. Subsection 5 (3) of the Act is repealed.
 - 3. Subsection 27 (3) of the Act is repealed.

4. The Act is amended by adding the following section:

No damage to Crown land or property

- 69.2 (1) No person shall cause a prescribed type of damage,
 - (a) to Crown land; or
 - (b) to Crown property that is situated on, or attached to, Crown land including,
 - (i) any road or trail or water crossing or any material used to construct the road, trail or water crossing, or
 - (ii) any sign, building, structure or thing.

Regulations

(2) The Lieutenant Governor in Council may make regulations defining types of damage for the purposes of subsection (1).

Order of court

- (3) If a person is found guilty of an offence for contravening subsection (1), the court may, in addition to imposing a fine under section 70.3, order the person,
 - (a) to cease the activity that has caused or is causing the prescribed type of damage;
 - (b) to take action, within such time as may be specified in the order, to rehabilitate the lands and repair any damage to property of the Crown,
 - (i) in accordance with a plan approved by the Minister, or

ANNEXE 5 LOI SUR LES TERRES PUBLIQUES

- 1. L'article 1 de la Loi sur les terres publiques est modifié par adjonction des définitions suivantes :
- «agent» Agent nommé en vertu du paragraphe 5 (1) pour l'application et l'exécution de la présente loi et des règlements. («officer»)
- «bateau» S'entend en outre d'un bateau à moteur, d'un bateau à rames, d'un canot, d'un bachot, d'un voilier ou d'un radeau. («boat»)
- «moyen de transport» Véhicule, bateau ou aéronef. («conveyance»)
- «véhicule» Tout genre de véhicule qui est mû, propulsé ou tiré sur le sol ou la glace par une force quelle qu'elle soit, y compris la force musculaire. S'entend en outre du matériel roulant d'un chemin de fer. («vehicle»)
 - 2. Le paragraphe 5 (3) de la Loi est abrogé.
 - 3. Le paragraphe 27 (3) de la Loi est abrogé.
- 4. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Interdiction d'endommager des terres ou des biens de la Couronne

- 69.2 (1) Nul ne doit occasionner un type prescrit de dommages:
 - a) soit à des terres de la Couronne;
 - b) soit à des biens de la Couronne qui sont situés sur des terres de la Couronne ou rattachés à ces terres, y compris:
 - (i) tout chemin ou sentier, tout ouvrage de franchissement de cours d'eau ou tout matériau utilisé dans la construction des chemins, des sentiers ou des ouvrages de franchissement de cours d'eau.
 - (ii) tout écriteau, tout bâtiment, toute structure ou tout objet.

Règlements

(2) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, définir des types de dommages pour l'application du paragraphe (1).

Ordonnance du tribunal

- (3) Si une personne est déclarée coupable d'une infraction pour avoir contrevenu au paragraphe (1), le tribunal peut, outre imposer une amende en vertu de l'article 70.3, ordonner à la personne :
 - a) d'interrompre l'activité qui a occasionné ou qui occasionne le type prescrit de dommages;
 - b) de prendre, dans le délai que précise l'ordonnance, des mesures pour remettre les terres de la Couronne en état et réparer les dommages occasionnés aux biens de la Couronne :
 - (i) conformément au plan approuvé par le ministre.

Loi sur les terres publiques

- (ii) if the Minister has not approved a plan, in such manner as the court considers appropriate; and
- (c) to obtain any work permit or other authorization under this Act that may be required in order to effect the rehabilitation of the lands and repair any damage to Crown property in accordance with the order of the court.

Compliance with order

(4) A person shall comply with an order made under subsection (3).

Failure to comply with an order

- (5) If a person fails to comply with an order under subsection (3), the Minister may take such action as he or she considers appropriate to rehabilitate the land and repair any damage to property of the Crown, and any cost or expense incurred in the rehabilitation and repair is a debt due to the Crown and may be recovered by the Minister in a court of competent jurisdiction in an action against the person.
- 5. The Act is amended by adding the following heading before section 70:

PART III.1 ENFORCEMENT AND GENERAL OFFENCES

6. Sections 70, 70.1 and 70.2 of the Act are repealed and the following substituted:

Officers stopping conveyances

70. (1) An officer may stop a conveyance if he or she has reasonable grounds to believe that stopping the conveyance would assist in determining compliance with this Act or the regulations.

Operator to stop

(2) On the officer's signal to stop, the operator of the conveyance shall immediately stop and produce for inspection any document or other thing requested by the officer that is relevant to the purpose of determining compliance with the Act or the regulations.

Stop signals

- (3) For the purpose of subsection (2), signals to stop include,
 - (a) intermittent flashes of red light, in the case of a vehicle;
 - (b) intermittent flashes of blue light, in the case of a boat; and
 - (c) a hand signal to stop, in the case of a vehicle or boat.

Arrest without warrant

70.1 (1) An officer may arrest without warrant a person that he or she has reasonable grounds to believe is committing or has committed an offence under this Act or the regulations.

- (ii) si le ministre n'a pas approuvé de plan, de la manière que le tribunal juge appropriée;
- c) d'obtenir les permis de travail ou les autres autorisations prévus par la présente loi qui peuvent être nécessaires pour remettre les terres de la Couronne en état et réparer les dommages occasionnés aux biens de la Couronne conformément à l'ordonnance du tribunal.

Conformité à l'ordonnance

(4) Toute personne visée par une ordonnance rendue en vertu du paragraphe (3) s'y conforme.

Non-conformité à l'ordonnance

- (5) Si une personne ne se conforme pas à une ordonnance rendue en vertu du paragraphe (3), le ministre peut prendre les mesures qu'il juge appropriées pour remettre les terres de la Couronne en état et réparer les dommages occasionnés aux biens de la Couronne. Les frais ou dépenses engagés à cette fin constituent une créance de la Couronne que le ministre peut recouvrer au moyen d'une action intentée contre la personne devant un tribunal compétent.
- 5. La Loi est modifiée par adjonction de l'intertitre suivant avant l'article 70 :

PARTIE III.1 EXÉCUTION ET INFRACTIONS GÉNÉRALES

6. Les articles 70, 70.1 et 70.2 de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Immobilisation de moyens de transport par les agents

70. (1) Un agent peut arrêter un moyen de transport s'il a des motifs raisonnables de croire que cela aiderait à déterminer s'il y a conformité à la présente loi ou aux règlements.

Arrêt par le conducteur

(2) Au signal d'arrêt de l'agent, le conducteur du moyen de transport s'arrête immédiatement et présente aux fins d'inspection tout document ou autre chose que demande l'agent et qui est pertinent pour déterminer s'il y a conformité à la présente loi ou aux règlements.

Signaux d'arrêt

- (3) Pour l'application du paragraphe (2), les signaux d'arrêt comprennent :
 - a) un clignotement de lumière rouge, dans le cas d'un véhicule;
 - b) un clignotement de lumière bleue, dans le cas d'un bateau:
 - c) un signal d'arrêt manuel, dans le cas d'un véhicule ou d'un bateau.

Arrestation sans mandat

70.1 (1) Un agent peut arrêter sans mandat une personne s'il a des motifs raisonnables de croire qu'elle est en train de commettre ou a commis une infraction prévue par la présente loi ou les règlements.

Loi sur les terres publiques

Release by officer

- (2) If an officer arrests a person under this section, he or she shall, as soon as practicable, release the person from custody, unless the officer has reasonable grounds to believe that,
 - (a) it is necessary in the public interest for the person arrested to be detained, having regard to all the circumstances, including the need to,
 - (i) establish the identity of the person,
 - (ii) secure or preserve evidence of or relating to the offence, or
 - (iii) prevent the continuation or repetition of the offence or the commission of another offence;
 - (b) the person arrested, if released, will not respond to a summons or offence notice or will not appear in court.

Person not released

(3) Subsections 149 (2) and (3) and section 150 of the *Provincial Offences Act* apply if the person arrested is not released under subsection (2).

Necessary force

(4) An officer may use as much force as is necessary to make an arrest under this section.

Obstruction of officer

70.2 A person shall not,

- (a) knowingly make a false or misleading statement to an officer who is acting under this Act; or
- (b) otherwise obstruct an officer who is acting under this Act.

Offences

70.3 (1) A person is guilty of an offence if the person contravenes this Act or the regulations.

Penalty

- (2) Subject to subsections (6) and (7), an individual found guilty of an offence under this Act is liable on conviction.
 - (a) to a fine of not more than \$15,000 for the first offence and to an additional fine of not more than \$1,000 for each day during which the offence continues: and
 - (b) to a fine of not more than \$25,000 for the second or subsequent offence and to an additional fine of not more than \$1,000 for each day during which the offence continues.

Same, corporations

(3) Subject to subsections (6) and (7), a corporation

Mise en liberté par l'agent

- (2) S'il arrête une personne en vertu du présent article, l'agent met la personne en liberté, dès que possible dans les circonstances, à moins qu'il n'ait des motifs raisonnables de croire que, selon le cas :
 - a) il est nécessaire, dans l'intérêt public, que la personne soit détenue, eu égard à toutes les circonstances, notamment à l'une ou l'autre des fins suivantes :
 - (i) établir l'identité de la personne,
 - (ii) recueillir ou conserver des éléments de preuve de l'infraction ou relatifs à celle-ci,
 - (iii) empêcher que l'infraction se poursuive ou se répète ou qu'une autre infraction soit commise;
 - b) la personne, si elle est mise en liberté, ne se conformera pas à une assignation ou à un avis d'infraction ou ne comparaîtra pas devant le tribunal.

Personne non mise en liberté

(3) Les paragraphes 149 (2) et (3) et l'article 150 de la *Loi sur les infractions provinciales* s'appliquent si la personne arrêtée n'est pas mise en liberté en application du paragraphe (2).

Force nécessaire

(4) L'agent peut avoir recours à toute la force nécessaire pour procéder à une arrestation en vertu du présent article

Entrave au travail d'un agent

70.2 Nul ne doit, selon le cas:

- a) faire sciemment une déclaration fausse ou trompeuse à l'agent qui agit en vertu de la présente loi;
- b) entraver d'une autre façon le travail de l'agent qui agit en vertu de la présente loi.

Infractions

70.3 (1) Quiconque contrevient à la présente loi ou aux règlements est coupable d'une infraction.

Peine

- (2) Sous réserve des paragraphes (6) et (7), tout particulier déclaré coupable d'une infraction visée à la présente loi est passible, sur déclaration de culpabilité :
 - a) d'une amende maximale de 15 000 \$ et d'une amende supplémentaire maximale de 1 000 \$ pour chaque journée pendant laquelle l'infraction se poursuit, dans le cas d'une première infraction;
 - b) d'une amende maximale de 25 000 \$ et d'une amende supplémentaire maximale de 1 000 \$ pour chaque journée pendant laquelle l'infraction se poursuit, dans le cas d'une deuxième infraction ou d'une infraction subséquente.

Idem: personnes morales

(3) Sous réserve des paragraphes (6) et (7), la personne

Loi sur les terres publiques

found guilty of an offence under this Act is liable on conviction.

- (a) to a fine of not more than \$25,000 for the first offence and to an additional fine of not more than \$1,000 for each day during which the offence continues; and
- (b) to a fine of not more than \$50,000 for the second or subsequent offence and to an additional fine of not more than \$1,000 for each day during which the offence continues.

Officers, directors, etc.

(4) If a corporation commits an offence under this Act or the regulations, an officer, director, employee or agent of the corporation who directed, authorized, assented to, acquiesced in or participated in the commission of the offence is a party to the offence and on conviction is liable to the penalty for the offence provided in this Act, whether or not the corporation is prosecuted for the offence.

Additional orders of the court

- (5) Upon convicting a person of an offence under this Act, the court may,
 - (a) despite any maximum fine provided for under subsection (2) or (3), increase the fine that may be imposed on the person by an amount equal to the amount of any monetary benefit acquired by the person or that accrued to the person, as a result of the commission of the offence:
 - (b) order that a fine provided for under subsection (2) or (3) be paid in addition to any penalty specifically provided for in any other provision of this Act, subject to subsections (6) and (7); and
 - (c) make such order as the court considers proper to obtain compliance with this Act or the regulations.

Exception

(6) The maximum fine that may be imposed under subsection (2) or (3) for each day during which the offence continues does not apply in the case of a daily fine imposed for an offence described in subsection 13 (4) or 14 (6).

Same

(7) Subsections (2), (3), (4) and (5) do not apply to an offence described in subsection 24 (9).

Limitation period

70.4 A prosecution for an offence under this Act,

- (a) shall not be commenced more than two years after the day evidence of the offence first came to the attention of an officer; and
- (b) shall not be commenced more than five years after the offence was committed.

morale qui est déclarée coupable d'une infraction prévue par la présente loi est passible, sur déclaration de culpabilité :

- a) d'une amende maximale de 25 000 \$ et d'une amende supplémentaire maximale de 1 000 \$ pour chaque journée pendant laquelle l'infraction se poursuit, dans le cas d'une première infraction;
- b) d'une amende maximale de 50 000 \$ et d'une amende supplémentaire maximale de 1 000 \$ pour chaque journée pendant laquelle l'infraction se poursuit, dans le cas d'une deuxième infraction ou d'une infraction subséquente.

Dirigeants et administrateurs

(4) Si une personne morale commet une infraction prévue par la présente loi ou les règlements, un dirigeant, un administrateur, un employé ou un mandataire de la personne morale qui a ordonné ou autorisé la commission de l'infraction ou y a consenti, acquiescé ou participé, est partie à l'infraction et est passible, sur déclaration de culpabilité, de la peine prévue dans la présente loi pour l'infraction, que la personne morale ait été poursuivie ou non pour cette infraction.

Autres ordonnances du tribunal

- (5) Le tribunal qui déclare une personne coupable d'une infraction prévue par la présente loi peut :
 - a) malgré toute amende maximale prévue au paragraphe (2) ou (3), augmenter l'amende qui peut être imposée à la personne d'un montant équivalent au montant de tout bénéfice pécuniaire que la personne a acquis ou qui lui est revenu par suite de la commission de l'infraction;
 - b) sous réserve des paragraphes (6) et (7), ordonner qu'une amende prévue au paragraphe (2) ou (3) soit payée en plus de toute autre peine expressément prévue par toute autre disposition de la présente loi;
 - c) rendre l'ordonnance qu'il estime indiquée pour qu'il y ait conformité à la présente loi ou aux règlements.

Exception

(6) L'amende maximale qui peut être imposée en vertu du paragraphe (2) ou (3) pour chaque journée pendant laquelle l'infraction se poursuit ne s'applique pas dans le cas d'une amende journalière imposée pour une infraction visée au paragraphe 13 (4) ou 14 (6).

Idem

(7) Les paragraphes (2), (3), (4) et (5) ne s'appliquent pas à une infraction visée au paragraphe 24 (9).

Délai de prescription

70.4 Sont irrecevables les poursuites pour infraction à la présente loi intentées :

- a) soit plus de deux ans après le jour où des éléments de preuve de l'infraction ont été portés pour la première fois à la connaissance d'un agent;
- soit plus de cinq ans après que l'infraction a été commise.

Public Lands Act Loi sur les terres publiques

Commencement

7. This Schedule comes into force on the day the Supporting Ontario's Trails Act, 2015 receives Royal Assent.

Entrée en vigueur

7. La présente annexe entre en vigueur le jour où la *Loi de 2015 sur le soutien aux sentiers de l'Ontario* reçoit la sanction royale.

Trespass to Property Act

Loi sur l'entrée sans autorisation

SCHEDULE 6 TRESPASS TO PROPERTY ACT

- 1. Subsection 2 (1) of the *Trespass to Property Act* is amended by striking out "not more than \$2,000" at the end of the portion after clause (b) and substituting "not more than \$10,000".
- 2. Subsection 12 (1) of the Act is amended by striking out "but no judgment shall be for an amount in excess of \$1,000" at the end.

Commencement

3. This Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

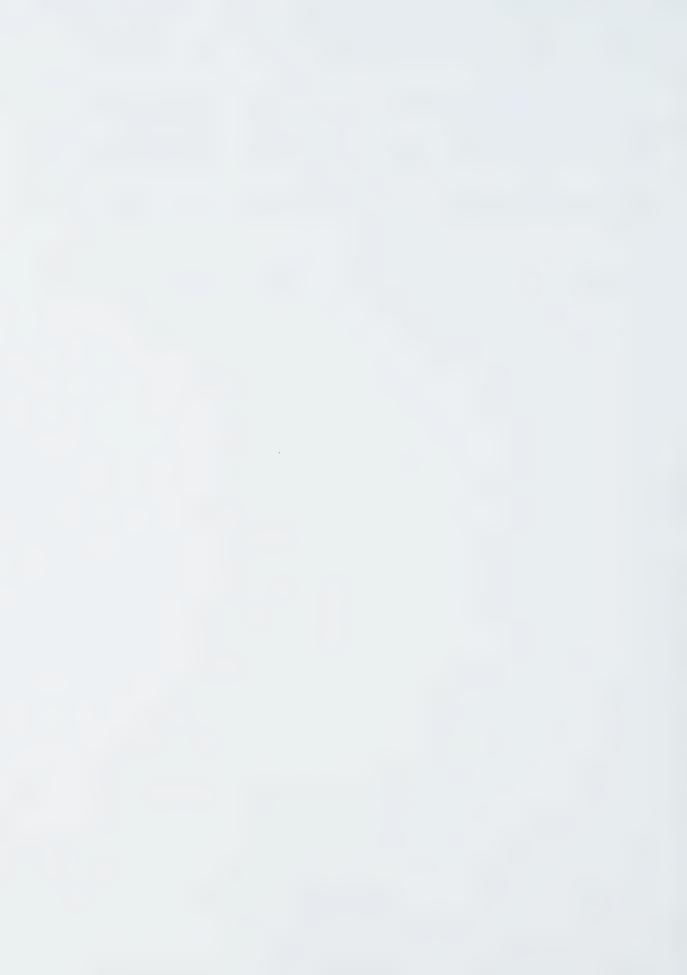
ANNEXE 6 LOI SUR L'ENTRÉE SANS AUTORISATION

- 1. Le paragraphe 2 (1) de la *Loi sur l'entrée sans autorisation* est modifié par remplacement de «d'au plus 2 000 \$» par «d'au plus 10 000 \$» dans le passage qui précède l'alinéa a).
- 2. Le paragraphe 12 (1) de la Loi est modifié par suppression de «Toutefois, aucun jugement n'accorde un montant supérieur à 1 000 \$» à la fin du paragraphe.

Entrée en vigueur

3. La présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.







1ST SESSION, 41ST LEGISLATURE, ONTARIO 65 ELIZABETH II, 2016

1^{re} SESSION, 41^e LÉGISLATURE, ONTARIO 65 ELIZABETH II. 2016

Bill 100



Projet de loi 100

An Act to enact the Ontario Trails Act, 2016 and to amend various Acts Loi édictant la Loi de 2016 sur les sentiers de l'Ontario et modifiant diverses lois

The Hon. M. Coteau

Minister of Tourism, Culture and Sport

L'honorable M. Coteau Ministre du Tourisme, de la Culture et du Sport

Government Bill

1st Reading

May 12, 2015

2nd Reading

April 14, 2016

3rd Reading

Royal Assent

(Reprinted as amended by the Standing Committee on the Legislative Assembly and as reported to the Legislative Assembly May 18, 2016)

(The provisions in this bill will be renumbered after 3rd Reading)

Printed by the Legislative Assembly of Ontario

Projet de loi du gouvernement

1^{re} lecture

12 mai 2015

2^e lecture

14 avril 2016

3^e lecture

Sanction royale

(Réimprimé tel qu'il a été modifié par le Comité permanent de l'Assemblée législative et rapporté à l'Assemblée législative le 18 mai 2016)

(Les dispositions du présent projet de loi seront renumérotées après la 3^e lecture)

Imprimé par l'Assemblée législative de l'Ontario





This reprint of the Bill is marked to indicate the changes that were made in Committee.

The changes are indicated by <u>underlines</u> for new text and a strikethrough for deleted text.

La présente réimpression du projet de loi comporte des symboles qui indiquent les modifications apportées en comité.

Le nouveau texte est souligné et le texte supprimé est rayé.

EXPLANATORY NOTE

The Bill enacts the *Ontario Trails Act, 2016* and makes amendments to the *Motorized Snow Vehicles Act,* the *Occupiers' Liability Act,* the *Off-Road Vehicles Act,* the *Public Lands Act* and the *Trespass to Property Act.*

SCHEDULE 1 ONTARIO TRAILS ACT, 2016

The Schedule enacts the *Ontario Trails Act, 2016.* Here are some highlights:

The week beginning on the Monday immediately before the first Saturday in June in each year is proclaimed as Trails Week. The Minister may, however, declare that Trails Week begins on any other day of the year. (Section 4 of the Act)

The Minister may recognize trails as Ontario trails of distinction, establish a trail classification system and establish best practices for the purposes of the Act. Compliance with the trail classification system and best practices is voluntary. (Sections 5, 6 and 7 of the Act)

The Minister is required to maintain an Ontario trails strategy and must review the strategy and publish reports about the progress made in implementing the strategy. The Minister is required to prepare an initial report no later than the second anniversary of the day section 8 comes into force. (Section 8 of the Act)

The Minister may establish targets to further the purposes of the Act. (Section 9 of the Act)

Consultation and publication requirements respecting the above matters are provided. (Sections 10 and 11 of the Act)

The Act includes rules with respect to easements and covenants that may be granted or entered into for various purposes relating to trails. Technical rules are included to facilitate the creation and preservation of easements and covenants. (Section 12 of the Act)

SCHEDULE 2 MOTORIZED SNOW VEHICLES ACT

Currently, section 22 of the *Motorized Snow Vehicles Act* provides that every person who drives or rides on a motorized snow vehicle or is being towed by such a vehicle on any premises is deemed, for the purposes of subsection 4 (1) of the *Occupiers' Liability Act*, to have willingly assumed all risks where the person is not being provided with living accommodation by the occupier and no fee is paid for the entry or activity of the person, other than a benefit or payment received from a government or government agency or non-profit recreation club or association. A new subsection 22 (2) provides that, for greater certainty, the following do not constitute a fee for entry or activity of the person:

 A fee charged for a purpose incidental to the entry or activity, such as for parking.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi édicte la Loi de 2016 sur les sentiers de l'Ontario et modifie la Loi sur les motoneiges, la Loi sur la responsabilité des occupants, la Loi sur les véhicules tout terrain, la Loi sur les terres publiques et la Loi sur l'entrée sans autorisation.

ANNEXE 1 LOI DE 2016 SUR LES SENTIERS DE L'ONTARIO

L'annexe édicte la *Loi de 2016 sur les sentiers de l'Ontario*. Les points saillants de l'annexe sont énoncés ci-après.

La semaine qui commence le lundi qui précède le premier samedi de juin de chaque année est proclamée Semaine des sentiers. Cependant, le ministre peut déclarer que la Semaine commence un autre jour de l'année (article 4).

Le ministre peut reconnaître des sentiers comme sentiers d'exception de l'Ontario, établir un système de classification des sentiers et établir les meilleures pratiques pour réaliser les objets de la Loi. L'application du système de classification et l'observation des meilleures pratiques sont volontaires (articles 5, 6 et 7).

Le ministre est tenu de poursuivre une stratégie ontarienne pour l'aménagement des sentiers, de procéder à un examen de la stratégie et de publier des rapports sur les progrès accomplis dans sa mise en oeuvre. Il est tenu de préparer un rapport initial à ce sujet au plus tard au deuxième anniversaire du jour de l'entrée en vigueur de l'article 8 (article 8).

Le ministre peut fixer des objectifs afin de réaliser les objets de la Loi (article 9).

Les exigences applicables à ces sujets en matière de consultation et de publication sont prévues aux articles 10 et 11.

Sont également prévues des règles concernant les servitudes qui peuvent être concédées et les engagements qui peuvent être conclus à diverses fins liées aux sentiers, ainsi que des règles techniques qui facilitent la création et la préservation des servitudes et des engagements (article 12).

ANNEXE 2 LOI SUR LES MOTONEIGES

À l'heure actuelle, l'article 22 de la Loi sur les motoneiges prévoit que, pour l'application du paragraphe 4 (1) de la Loi sur la responsabilité des occupants, quiconque conduit une motoneige, y prend place ou est remorqué par une motoneige dans un lieu quelconque est réputé avoir volontairement assumé tous les risques si l'occupant ne pourvoit pas à son logement et qu'aucun droit n'est versé pour son entrée ou l'exercice par lui d'une activité, à l'exclusion d'une prestation ou d'un paiement qu'ont versés un gouvernement, un organisme gouvernemental, un club ou une association de loisir à but non lucratif. Aux termes du nouveau paragraphe 22 (2), il est entendu que ne constituent pas des droits pour l'entrée de la personne ou l'exercice par elle d'une activité:

 Les droits exigés à une fin accessoire à l'entrée ou à l'activité, telle que le stationnement.

i

2. The receipt by a non-profit recreation club or association of a benefit or payment from or under the authority of a government or government agency.

SCHEDULE 3 OCCUPIERS' LIABILITY ACT

Currently, subsection 4 (3) of the *Occupiers' Liability Act* specifies circumstances in which a person who enters on certain premises is deemed to have willingly assumed all risks and in which a modified duty of care applies. One of those circumstances is where a person enters certain premises for the purpose of a recreational activity and the person is not being provided with living accommodation by the occupier and no fee is paid for the entry or activity of the person, other than a benefit or payment received from a government or government agency or a non-profit recreation club or association. A new subsection 4 (3.1) provides that, for greater certainty, the following do not constitute a fee for entry or activity of the person:

- A fee charged for a purpose incidental to the entry or activity, such as for parking.
- The receipt by a non-profit recreation club or association of a benefit or payment from or under the authority of a government or government agency.

The Schedule amends subsection 4 (4) of the Act, which specifies premises for the purposes of subsection 4 (3), to include portage routes.

SCHEDULE 4 OFF-ROAD VEHICLES ACT

Currently, section 20 of the *Off-Road Vehicles Act* provides that every person who enters premises on an off-road vehicle or while being towed by an off-road vehicle is deemed, for the purposes of subsection 4 (1) of the *Occupiers' Liability Act*, to have willingly assumed all risks where the person is not being provided with living accommodation by the occupier and no fee is paid for the entry or activity of the person, other than a benefit or payment received from a government or government agency or non-profit recreation club or association. A new subsection 20 (2) provides that, for greater certainty, the following do not constitute a fee for entry or activity of the person:

- A fee charged for a purpose incidental to the entry or activity, such as for parking.
- The receipt by a non-profit recreation club or association of a benefit or payment from or under the authority of a government or government agency.

SCHEDULE 5 PUBLIC LANDS ACT

The Schedule amends the *Public Lands Act* to protect public lands from damage and to strengthen enforcement under the Act.

Section 69.2 is added to the Act. Under this section, any person who causes a prescribed type of damage to Crown land or Crown property on Crown lands is guilty of an offence. If a person is found guilty of this offence, a court may, in addition to imposing a fine under the Act, order the person to rehabilitate the lands and repair any damage to Crown land or property.

Officers appointed under section 5 of the Act are given additional powers to enforce the Act. New section 70 would allow offic-

 Les prestations ou paiements versés à un club ou une association de loisir à but non lucratif par un gouvernement ou un organisme gouvernemental ou sous l'autorité de celui-ci.

ANNEXE 3 LOI SUR LA RESPONSABILITÉ DES OCCUPANTS

À l'heure actuelle, le paragraphe 4 (3) de la *Loi sur la responsabilité des occupants* précise les circonstances dans lesquelles une personne qui entre dans certains lieux est réputée avoir volontairement assumé tous les risques et dans lesquelles s'applique une obligation particulière en termes de soins, notamment lorsqu'une personne entre dans certains lieux dans le but d'exercer une activité de loisirs, que l'occupant ne pourvoit pas au logement de cette personne et qu'aucun droit n'est acquitté pour son entrée ou l'exercice de l'activité, autre qu'une allocation ou un paiement reçu d'un gouvernement, d'un organisme gouvernemental, d'un club ou d'une association de loisirs à but non lucratif. Aux termes du nouveau paragraphe 4 (3.1), il est entendu que ne constituent pas des droits pour l'entrée de la personne ou l'exercice par elle d'une activité :

- Les droits exigés à une fin accessoire à l'entrée ou à l'activité, telle que le stationnement.
- 2. Les allocations ou paiements versés à un club ou une association de loisirs à but non lucratif par un gouvernement ou un organisme gouvernemental ou sous l'autorité de celui-ci.

L'annexe modifie le paragraphe 4 (4) de la Loi, qui précise les lieux visés par le paragraphe 4 (3), pour inclure les chemins de portage.

ANNEXE 4 LOI SUR LES VÉHICULES TOUT TERRAIN

À l'heure actuelle, l'article 20 de la Loi sur les véhicules tout terrain prévoit que, pour l'application du paragraphe 4 (1) de la Loi sur la responsabilité des occupants, quiconque entre dans des lieux à bord d'un véhicule tout terrain ou remorqué par ce véhicule est réputé avoir volontairement assumé tous les risques si l'occupant ne pourvoit pas à son logement et qu'aucun droit n'est versé pour son entrée ou l'exercice par lui d'une activité, à l'exclusion d'une prestation ou d'un paiement qu'ont versés un gouvernement, un organisme gouvernemental, un club ou une association de loisir à but non lucratif. Aux termes du nouveau paragraphe 20 (2), il est entendu que ne constituent pas des droits pour l'entrée de la personne ou l'exercice par elle d'une activité:

- 1. Les droits exigés à une fin accessoire à l'entrée ou à l'activité, telle que le stationnement.
- Les prestations ou paiements versés à un club ou une association de loisir à but non lucratif par un gouvernement ou un organisme gouvernemental ou sous l'autorité de celui-ci.

ANNEXE 5 LOI SUR LES TERRES PUBLIQUES

L'annexe modifie la *Loi sur les terres publiques* afin de protéger les terres publiques contre certains dommages et de renforcer les mesures d'exécution prévues par la Loi.

Est ajouté à la Loi l'article 69.2, aux termes duquel quiconque occasionne un type prescrit de dommages à des terres de la Couronne ou à des biens de la Couronne qui y sont situés est coupable d'une infraction. Si une personne est déclarée coupable de cette infraction, un tribunal peut, outre imposer une amende en vertu de la Loi, ordonner à la personne de remettre les terres de la Couronne en état et de réparer les dommages occasionnés aux terres ou aux biens de la Couronne.

Les agents nommés en vertu de l'article 5 de la Loi sont investis de pouvoirs supplémentaires pour exécuter la Loi. En vertu du ers under the Act to stop conveyances on public land for purposes of ensuring compliance with the Act. New section 70.1 would allow officers to arrest a person without a warrant if the officer believes the person is committing or has committed an offence under this Act.

The majority of penalties imposed for offences under the Act are increased and strengthened. Maximum fines for individuals are increased for first time offenders and higher fines may be imposed for repeat offenders. Also, new subsection 70.3 (3) would allow a court to impose higher fines for corporations that are found guilty of an offence under the Act, both as first time offenders or as repeat offenders. Finally, despite the maximum fines set out in new subsections 70.3 (2) and (3), if a person has acquired a monetary benefit as a result of committing an offence under the Act, new subsection 70.3 (5) would allow a court to impose a fine that is equal to the amount of the monetary benefit.

The Schedule increases the limitation period for commencing proceedings for offences under the Act. Currently, such proceedings must be commenced within two years of the date the offence was committed. The Schedule increases the limitation period by providing that the two years does not begin to run until two years from the day the offence is discovered by an officer. However, in no case can the proceedings be commenced more than five years after the day the offence was committed.

SCHEDULE 6 TRESPASS TO PROPERTY ACT

Currently, a person who is convicted of trespassing under section 2 of the *Trespass to Property Act* is liable to a fine of not more than \$2,000. An amendment provides that the person is liable to a fine of not more than \$10,000.

Currently, under subsection 12 (1) of the Act, a court is permitted to award damages against a person convicted of trespassing under section 2, but the award cannot be for an amount in excess of \$1,000. An amendment removes the \$1,000 limit.

nouvel article 70, la Loi autorise les agents à arrêter les moyens de transport qui se trouvent sur des terres publiques pour assurer la conformité à la Loi. Le nouvel article 70.1 autorise les agents à arrêter sans mandat une personne s'ils croient qu'elle est en train de commettre ou qu'elle a commis une infraction prévue par la présente loi.

La majorité des peines imposées pour les infractions prévues par la Loi sont augmentées et renforcées. Les amendes maximales sont augmentées pour les particuliers dans le cas d'une première infraction et des amendes plus élevées peuvent être imposées pour les récidivistes. De plus, le nouveau paragraphe 70.3 (3) permet au tribunal d'imposer des amendes plus élevées aux personnes morales qui sont déclarées coupables d'une infraction prévue par la Loi, qu'il s'agisse de leur première infraction ou d'un cas de récidive. Enfin, malgré les amendes maximales prévues aux nouveaux paragraphes 70.3 (2) et (3), si une personne a acquis un bénéfice pécuniaire par suite de la commission d'une infraction prévue par la Loi, le nouveau paragraphe 70.3 (5) permet au tribunal d'imposer une amende d'un montant équivalent au montant de ce bénéfice pécuniaire.

L'annexe prolonge le délai de prescription pour intenter des poursuites pour infraction à la Loi. Actuellement, ces poursuites doivent être intentées dans un délai de deux ans après la date à laquelle l'infraction a été commise. L'annexe prolonge le délai de prescription en prévoyant que le délai de deux ans ne commence à courir que deux ans après le jour où l'infraction a été constatée par un agent. Toutefois, les poursuites ne peuvent en aucun cas être intentées plus de cinq ans après le jour où l'infraction a été commise.

ANNEXE 6 LOI SUR L'ENTRÉE SANS AUTORISATION

À l'heure actuelle, quiconque est déclaré coupable d'entrée sans autorisation en application de l'article 2 de la *Loi sur l'entrée sans autorisation* est passible d'une amende d'au plus 2 000 \$. La Loi est modifiée pour que l'amende maximale passe à 10 000 \$.

Aux termes du paragraphe 12 (1) de la Loi, le tribunal peut rendre un jugement en dommages-intérêts contre une personne déclarée coupable d'entrée sans autorisation en application de l'article 2. Toutefois, aucun jugement ne peut accorder un montant supérieur à 1 000 \$. La Loi est modifiée pour supprimer cette limite.

1.

Annexe 5

Annexe 6

An Act to enact the Ontario Trails Act, 2016 and to amend various Acts

Loi édictant la Loi de 2016 sur les sentiers de l'Ontario et modifiant diverses lois

CONTENTS

2.	Commencement
3.	Short title
Schedule 1	Ontario Trails Act, 2016
Schedule 2	Motorized Snow Vehicles Act
Schedule 3	Occupiers' Liability Act
Schedule 4	Off-Road Vehicles Act
Schedule 5	Public Lands Act
Schedule 6	Trespass to Property Act

Contents of this Act

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Contents of this Act

1. This Act consists of this section, sections 2 and 3 and the Schedules to this Act.

Commencement

2. (1) Subject to subsections (2) and (3), this Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Same

(2) The Schedules to this Act come into force as provided in each Schedule.

Same

(3) If a Schedule to this Act provides that any provisions are to come into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor, a proclamation may apply to one or more of those provisions, and proclamations may be issued at different times with respect to any of those provisions.

Short title

3. The short title of this Act is the Supporting Ontario's Trails Act, 2016.

SOMMAIRE

2.	Entrée en vigueur
3.	Titre abrégé
Annexe 1	Loi de 2016 sur les sentiers de l'Ontari
Annexe 2	Loi sur les motoneiges
Annexe 3	Loi sur la responsabilité des occupants
Annexe 4	Loi sur les véhicules tout terrain

Loi sur les terres publiques

Loi sur l'entrée sans autorisation

Contenu de la présente loi

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

Contenu de la présente loi

1. La présente loi est constituée du présent article, des articles 2 et 3 et de ses annexes.

Entrée en vigueur

2. (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), la présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Idem

(2) Les annexes de la présente loi entrent en vigueur comme le prévoit chacune d'elles.

Idem

(3) Si une annexe de la présente loi prévoit que l'une ou l'autre de ses dispositions entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation, la proclamation peut s'appliquer à une ou à plusieurs d'entre elles. En outre, des proclamations peuvent être prises à des dates différentes en ce qui concerne n'importe lesquelles de ces dispositions.

Titre abrégé

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2016* sur le soutien aux sentiers de l'Ontario.

SCHEDULE 1 ONTARIO TRAILS ACT, 2016

INTERPRETATION

Purposes

- 1. The purposes of this Act are as follows:
- To increase awareness about and encourage the use of trails.
- 2. To enhance trails and the trail experience.
- 3. To protect trails for today's generation and future generations.
- 4. To recognize the contribution that trails make to quality of life in Ontario.

Existing aboriginal or treaty rights

2. For greater certainty, nothing in this Act shall be construed so as to abrogate or derogate from the protection provided for the existing aboriginal and treaty rights of the aboriginal peoples of Canada as recognized and affirmed in section 35 of the *Constitution Act*, 1982.

Definition

- 3. In this Act,
- "Minister" means the Minister of Tourism, Culture and Sport or such other member of the Executive Council to whom the administration of this Act may be assigned under the *Executive Council Act*.

TRAILS IN ONTARIO

Trails Week

4. (1) Subject to subsection (2), the week beginning on the Monday immediately before the first Saturday in June in each year is proclaimed as Trails Week.

Minister may declare a different week

(2) For any particular year, the Minister may declare that Trails Week begins on any day of the year other than the Monday immediately before the first Saturday in June.

Ontario trails of distinction

5. The Minister may recognize a trail as an Ontario trail of distinction.

Trail classification system

6. (1) The Minister may establish a trail classification system.

Compliance voluntary

(2) Compliance with a trail classification system established under this section is voluntary.

Best practices

7. (1) The Minister may establish best practices to further the purposes of this Act.

Compliance voluntary

(2) Compliance with best practices established under this section is voluntary.

ANNEXE 1 LOI DE 2016 SUR LES SENTIERS DE L'ONTARIO

INTERPRÉTATION

Obiets

- 1. Les objets de la présente loi sont les suivants :
- Sensibiliser davantage la population aux sentiers et en encourager l'utilisation.
- Améliorer les sentiers ainsi que l'expérience de leurs usagers.
- 3. Protéger les sentiers pour les générations actuelles et futures.
- Reconnaître la contribution des sentiers à la qualité de vie en Ontario.

Droits ancestraux ou issus de traités

2. Il est entendu que la présente loi ne doit pas être interprétée de façon à porter atteinte à la protection des droits existants — ancestraux ou issus de traités — des peuples autochtones du Canada que reconnaît et confirme l'article 35 de la *Loi constitutionnelle de 1982*.

Définition

3. La définition qui suit s'applique à la présente loi.

«ministre» Le ministre du Tourisme, de la Culture et du Sport ou l'autre membre du Conseil exécutif chargé de l'application de la présente loi en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*.

SENTIERS EN ONTARIO

Semaine des sentiers

4. (1) Sous réserve du paragraphe (2), la semaine commençant le lundi qui précède le premier samedi de juin de chaque année est proclamée Semaine des sentiers.

Déclaration d'une semaine différente

(2) Pour une année donnée, le ministre peut déclarer que la Semaine des sentiers commence un autre jour de l'année que le lundi qui précède le premier samedi de juin.

Sentiers d'exception de l'Ontario

5. Le ministre peut reconnaître un sentier comme sentier d'exception de l'Ontario.

Système de classification des sentiers

6. (1) Le ministre peut établir un système de classification des sentiers.

Application volontaire

(2) L'application du système de classification des sentiers établi en vertu du présent article est volontaire.

Meilleures pratiques

7. (1) Le ministre peut établir les meilleures pratiques afin de réaliser les objets de la présente loi.

Observation volontaire

(2) L'observation des meilleures pratiques établies en vertu du présent article est volontaire.

Ontario trails strategy

- **8.** (1) The Minister shall maintain an Ontario trails strategy,
 - (a) that sets out strategic directions for the establishment, management, promotion and use of trails in Ontario; and
 - (b) that is guided by the vision of a province that has a world-class system of diversified trails, that are planned and used in an environmentally responsible manner, and that enhance the health and prosperity of all Ontarians.

Periodic review of strategy

(2) At such times as the Minister considers appropriate, the Minister shall conduct a review of the Ontario trails strategy.

Progress reports re strategy

(3) The Minister shall, at such times as the Minister considers appropriate, prepare reports about the progress made in implementing the Ontario trails strategy.

Requirement re initial report

(4) The Minister shall prepare an initial report no later than the second anniversary of the day this section comes into force.

Targets re purposes of the Act

9. The Minister may establish targets to further the purposes of this Act.

Consultation, etc.

- 10. (1) In the course of establishing a process for recognizing Ontario trails of distinction, establishing a trail classification system, establishing best practices, reviewing the Ontario trails strategy or establishing targets, the Minister shall,
 - (a) consult with any persons and entities the Minister considers appropriate;
 - (b) consider any government policies and programs that affect or relate to trails in Ontario,
 - (i) that the Minister believes are appropriate to consider, or
 - (ii) that the Minister has been advised by another minister are relevant.

Ontario legislation and policies

(2) The Minister shall ensure that the Ontario trails strategy, any trail classification system, any best practices, any targets and any process for recognizing Ontario trails of distinction are not inconsistent with Ontario legislation or provincial government policies that affect or relate to trails in Ontario or trail-related activities.

Public access to information

11. The Minister shall publish the following on a Government website:

Stratégie ontarienne pour l'aménagement des sentiers

- **8.** (1) Le ministre poursuit une stratégie ontarienne pour l'aménagement des sentiers qui :
 - a) d'une part, établit des orientations stratégiques en vue de la création, de la gestion, de la promotion et de l'utilisation des sentiers en Ontario;
 - b) d'autre part, s'inspire de la vision d'une province dotée d'un réseau hors pair de sentiers variés, planifié et utilisé dans le respect de l'environnement, qui contribue à la santé et à la prospérité de tous les Ontariens.

Examen périodique de la stratégie

(2) Aux moments qu'il estime indiqués, le ministre effectue un examen de la stratégie ontarienne pour l'aménagement des sentiers.

Rapports d'étape

(3) Aux moments qu'il estime indiqués, le ministre prépare des rapports sur les progrès accomplis dans la mise en oeuvre de la stratégie ontarienne pour l'aménagement des sentiers.

Rapport initial

(4) Le ministre prépare un rapport initial au plus tard au deuxième anniversaire du jour de l'entrée en vigueur du présent article.

Objectifs

9. Le ministre peut fixer des objectifs afin de réaliser les objets de la présente loi.

Consultation

- 10. (1) Lorsqu'il élabore un processus de reconnaissance des sentiers d'exception de l'Ontario, qu'il établit un système de classification des sentiers et les meilleures pratiques, qu'il procède à l'examen de la stratégie ontarienne pour l'aménagement des sentiers ou qu'il fixe des objectifs, le ministre :
 - a) consulte les personnes et entités qu'il juge appropriées;
 - b) tient compte des politiques et programmes gouvernementaux qui ont une incidence sur les sentiers en Ontario ou qui s'y rapportent et qui, selon le cas :
 - (i) méritent, de l'avis du ministre, qu'il en tienne compte,
 - (ii) sont pertinents dans le cadre de l'examen, d'après un autre ministre qui l'en informe.

Législation et politiques de l'Ontario

(2) Le ministre veille à ce que la stratégie ontarienne pour l'aménagement des sentiers, le système de classification des sentiers, les meilleures pratiques, les objectifs et le processus de reconnaissance des sentiers d'exception de l'Ontario ne soient pas incompatibles avec la législation de l'Ontario et les politiques du gouvernement provincial qui ont une incidence sur les sentiers en Ontario ou les activités liées aux sentiers ou qui s'y rapportent.

Accès public aux renseignements

11. Le ministre publie ce qui suit sur un site Web du gouvernement :

- 1. The name of every trail recognized as an Ontario trail of distinction under section 5.
- 2. The trail classification system, if one is established under section 6.
- 3. Best practices, if any are established under section 7
- 4. The Ontario trails strategy and every progress report required under section 8.
- 5. Targets, if any are established under section 9.

EASEMENTS

Rules re easements

Definitions

12. (1) In this section,

"eligible body" means,

- (a) the Crown in right of Canada or in right of Ontario,
- (b) an agency, board or commission of the Crown in right of Canada or in right of Ontario that has the power to hold an interest in land,
- (c) a band within the meaning of the *Indian Act* (Canada),
- (d) an aboriginal community or organization prescribed by the regulations made under this Act,
- (e) a municipality within the meaning of the *Municipal*
- (e) a municipality,
 - (f) a conservation authority established under the *Conservation Authorities Act*.
 - (g) a board within the meaning of the Education Act,
- (h) a corporation incorporated under Part III of the Corporations Act or Part II of the Canada Corporations Act that is a charity registered under the Income Tax Act (Canada);
- (h) a corporation incorporated under Part III of the Corporations Act or under the Canada Not-for-profit Corporations Act or a predecessor of that Act, and that is a charity registered under the Income Tax Act (Canada);
 - (i) a trustee of a charitable foundation that is a charity registered under the *Income Tax Act* (Canada),
 - (j) a prescribed donee under the *Income Tax Act* (Canada),
 - (k) a qualified organization, as defined under section 170 (h) of the *Internal Revenue Code* (United States) and Treasury Reg 1.170A-14 (United States),
 - (l) a corporation created by statute that is a registered charity under the *Income Tax Act* (Canada),
- (m) any other person or body prescribed by the regula-

- 1. Le nom de chaque sentier reconnu comme sentier d'exception de l'Ontario en vertu de l'article 5.
- 2. Le système de classification des sentiers établi en vertu de l'article 6, le cas échéant.
- 3. Les meilleures pratiques établies en vertu de l'article 7, le cas échéant.
- 4. La stratégie ontarienne pour l'aménagement des sentiers et chaque rapport d'étape exigé en application de l'article 8.
- 5. Les objectifs fixés en vertu de l'article 9, le cas échéant.

SERVITUDES

Règles applicables aux servitudes

Définitions

12. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

«organisme admissible» S'entend de ce qui suit :

- a) la Couronne du chef du Canada ou du chef de l'Ontario;
- b) un organisme, un conseil ou une commission de la Couronne du chef du Canada ou du chef de l'Ontario qui a le pouvoir de détenir un droit sur une terre;
- c) une bande au sens de la Loi sur les Indiens (Canada);
- d) une collectivité ou une organisation autochtone prescrite par les règlements pris en vertu de la présente loi;
- e) une municipalité au sens de la *Loi de 2001 sur les municipalités*;
 - e) une municipalité;
 - f) un office de protection de la nature créé en vertu de la Loi sur les offices de protection de la nature;
 - g) un conseil ou un conseil scolaire au sens de la Loi sur l'éducation;
- h) une personne morale constituée en vertu de la partie III de la Loi sur les personnes morales ou une corporation constituée en vertu de la partie II de la Loi sur les corporations canadiennes, qui est un organisme de bienfaisance enregistré en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu (Canada);
- h) une personne morale constituée en vertu de la partie III de la *Loi sur les personnes morales*, ou une organisation constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif* ou d'une loi qu'elle remplace, qui est un organisme de bienfaisance enregistré en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada);
 - i) un fiduciaire d'une fondation de bienfaisance qui est un organisme de bienfaisance enregistré en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada);
 - j) un donataire visé par règlement pris en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada);

Ontario Trails Act, 2016

tions made under this Act; ("organisme admissible")

"owner" means the registered owner of land under the *Registry Act* or the *Land Titles Act*. ("propriétaire")

Nominee of eligible body

(2) For the purposes of this section, a reference to an eligible body includes a nominee of the eligible body who is acceptable for registration in the land registration system as a registered owner of an interest in land.

Granting of easements

- (3) An owner of land may grant an easement, with or without covenants with covenants, to one or more eligible bodies,
 - (a) for the preservation, enhancement or management of the use of, or access to, all or a portion of the land for purposes relating to trails or to activities relating to trails;
 - (b) for the creation, maintenance or management of trails for public use; or
 - (c) for the purposes as may be prescribed by the regulations made under this Act.

Granting of easement voluntary

(3.1) For greater certainty, the decision to grant an easement under subsection (3) is voluntary.

Easement reserved by a body

(4) When an eligible body conveys land, it may reserve an easement for a purpose referred to in subsection (3).

Same

(5) A reference in any Act or regulation to easements granted under this Act also applies to easements reserved in accordance with subsection (4).

Covenant re uses and activities

(5.1) An easement shall contain one or more covenants, as may be agreed upon by the owner of the land and the eligible body, stating the uses and activities permitted, restricted or prohibited on the land to which the easement relates and a description of those uses and activities.

- k) un organisme qualifié au sens que l'alinéa 170 h) du *Internal Revenue Code* (États-Unis) et le Treasury Reg. 1.170A-14 (États-Unis) donnent à l'expression «qualified organization»;
- une personne morale créée en vertu d'une loi qui est un organisme de bienfaisance enregistré en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu (Canada);
- m) une autre personne ou un autre organisme prescrit par les règlements pris en vertu de la présente loi. («eligible body»)
- «propriétaire» S'entend d'un propriétaire enregistré en vertu de la *Loi sur l'enregistrement des actes* ou de la *Loi sur l'enregistrement des droits immobiliers*. («owner»)

Personne désignée par un organisme admissible

(2) Pour l'application du présent article, toute mention d'un organisme admissible vaut mention de toute personne désignée par cet organisme comme pouvant être enregistrée dans le système d'enregistrement immobilier en qualité de propriétaire enregistré d'un intérêt sur une terre.

Concession de servitudes

- (3) Le propriétaire d'une terre peut, à l'une ou l'autre des fins suivantes, concéder une servitude, avec ou sans engagementsen y stipulant des engagements, à un ou plusieurs organismes admissibles :
 - a) la préservation, l'amélioration ou la gestion de l'utilisation de tout ou partie de cette terre ou de l'accès à celle-ci à des fins liées aux sentiers ou aux activités qui s'y rapportent;
 - b) la création, l'entretien ou la gestion des sentiers pour l'usage public;
 - c) les fins prescrites, le cas échéant, par les règlements pris en vertu de la présente loi.

Concession volontaire de servitudes

(3.1) Il est entendu que la décision de concéder une servitude en vertu du paragraphe (3) est volontaire.

Servitude réservée par un organisme

(4) Lorsqu'il cède une terre, l'organisme admissible peut réserver une servitude à une fin visée au paragraphe (3).

Idem

(5) La mention, dans une loi ou un règlement, de servitudes concédées en vertu de la présente loi s'applique également aux servitudes réservées conformément au paragraphe (4).

Engagements relatifs aux utilisations et activités

(5.1) La servitude doit stipuler un ou plusieurs engagements, dont conviennent le propriétaire de la terre et l'organisme admissible, précisant les utilisations et les activités qui sont permises, limitées ou interdites sur la terre à laquelle elle se rapporte. Elle doit également contenir une description de ces utilisations et activités.

Same

(5.2) A covenant required under subsection (5.1) has effect for the term of the easement.

Registration of easement

(6) An eligible body shall register the easement against the land affected in the proper land registry office and, once registered, the easement and any covenants the covenants contained in the easement run with the land against which it is registered.

Not valid unless registered

(7) An easement is not valid unless it is registered under subsection (6).

Assignment

(8) An easement may be assigned by an eligible body to another eligible body, but the assignment must be in writing and must be registered on title to the land.

(8) An easement shall contain one or more covenants, as may be agreed upon by the owner of the land and the eligible body, with respect to the assignment of the easement to another eligible body.

Same

- (8.1) An easement may be assigned by an eligible body only to another eligible body and only if the following requirements are met:
 - 1. The eligible body gives the owner of the land reasonable notice of the assignment.
 - 2. The assignment is in writing.
 - 3. The assignment is made in accordance with the covenant or covenants referred to in subsection (8).

Same, registration

(8.2) An assignment under subsection (8.1) must be registered on title to the land.

(9) An easement is valid for the term specified in it. The term must be specified as a period of months, years or in perpetuity.

Validity

(10) An easement registered on title to land, including any covenants the covenants contained in the easement, is valid whether or not the eligible body owns appurtenant land or land capable of being accommodated or benefited by the easement or covenant and regardless of whether the covenant is positive or negative in nature.

Release

(11) The eligible body may execute a release of an easement and shall provide a signed copy of the release to the owner of the land.

Same, registration

(12) The eligible body shall register the release of the easement against title to the land affected in the proper land registry office. If the eligible body fails to register the release, the owner of the land shall register the release.

Idem

(5.2) Les engagements exigés en application du paragraphe (5.1) s'appliquent pendant la période de la servi-

Enregistrement de la servitude

(6) L'organisme admissible enregistre la servitude sur la terre visée au bureau d'enregistrement immobilier compétent. Une fois l'enregistrement effectué, la servitude et les éventuels engagements les engagements qui y sont stipulés, sont rattachés à la terre sur laquelle ils sont enregistrésla servitude est enregistrée.

Validité subordonnée à l'enregistrement

(7) Les servitudes ne sont valides que si elles sont enregistrées en application du paragraphe (6).

Cession

(8) L'organisme admissible peut céder la servitude à un autre organisme admissible, mais la cession doit être faite par écrit et être enregistrée sur le titre de la terre.

(8) La servitude doit stipuler un ou plusieurs engagements, dont conviennent le propriétaire de la terre et l'organisme admissible, concernant la cession de la servitude à un autre organisme admissible.

- (8.1) L'organisme admissible ne peut céder la servitude qu'à un autre organisme admissible et seulement si les conditions suivantes sont réunies :
- 1. L'organisme admissible donne au propriétaire de la terre un préavis raisonnable de la cession.
- 2. La cession est faite par écrit.
- 3. La cession est faite conformément aux engagements visés au paragraphe (8).

Idem: enregistrement

(8.2) La cession visée au paragraphe (8.1) doit être enregistrée sur le titre de la terre.

Durée

(9) La servitude est valide pour la période qui y est précisée (en nombre de mois ou d'années ou à perpétuité).

Validité

(10) Une servitude enregistrée sur le titre de la terre, y compris les éventuels engagements les engagements qui y sont stipulés, est valide que l'organisme admissible soit propriétaire ou non d'une terre rattachée ou d'une terre susceptible d'être desservie par la servitude ou de profiter de l'engagement, et que l'engagement soit de nature positive ou négative.

Mainlevée

(11) L'organisme admissible peut donner mainlevée d'une servitude et doit fournir une copie signée de la mainlevée au propriétaire de la terre.

Idem: enregistrement

(12) L'organisme admissible enregistre la mainlevée de la servitude sur le titre de la terre visée au bureau d'enregistrement immobilier compétent. À défaut, le propriétaire de la terre enregistre la servitude.

Enforcement of easement

(13) An eligible body may enforce an easement that is registered on title to the land, including any covenants the covenants contained in the easement, against the owner of the land and against any subsequent owner of the land against which it is registered.

Same

(14) The owner of land may enforce against the eligible body any covenants the covenants contained in an easement that is registered on title to the land.

No merger of registered easement

- (15) If an eligible body becomes the owner of land in respect of which it has the benefit of a registered easement.
 - (a) the easement does not merge in title; and
 - (b) if the eligible body transfers the land, the easement and any covenants the covenants continue to run with the land.

Rights preserved

(16) Nothing in this section limits a right or remedy that a person may have under any other Act, at common law or in equity in respect of an easement or a covenant, if the right or remedy is not inconsistent with this section.

Non-application of s. 12

13. Section 12 does not apply to any land owned by the Crown or to lands administered under the *Conservation Authorities Act*, the *Public Lands Act* or the *Provincial Parks and Conservation Reserves Act*, 2006.

GENERAL

Regulations

- 14. The Lieutenant Governor in Council may make regulations,
 - (a) prescribing aboriginal communities or organizations for the purposes of clause (d) of the definition of "eligible body" in subsection 12 (1);
 - (b) prescribing persons or bodies for the purposes of clause (m) of the definition of "eligible body" in subsection 12 (1);
 - (c) prescribing purposes for the purpose of clause 12 (3) (c).

Commencement

15. The Act set out in this Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Short title

16. The short title of the Act set out in this Schedule is the *Ontario Trails Act*, 2016.

Opposabilité de la servitude

(13) Un organisme admissible peut opposer une servitude enregistrée sur le titre de la terre, y compris les éventuels engagements qui y sont stipulés, au propriétaire de la terre et à tout propriétaire subséquent de la terre sur laquelle la servitude ou l'engagement est enregistréla servitude est enregistrée.

Idem

(14) Le propriétaire de la terre peut opposer à l'organisme admissible tout engagement éventuel qui est stipulé dans une servitude et qui est enregistréles engagements qui sont stipulés dans une servitude enregistrée sur le titre de la terre.

Aucune fusion de servitudes enregistrées

- (15) Si un organisme admissible devient propriétaire de la terre à l'égard de laquelle elle bénéficie d'une servitude enregistrée :
 - a) d'une part, la servitude et le droit de propriété sur la terre ne fusionnent pas sous un seul titre;
 - b) d'autre part, en cas de cession de cette terre par l'organisme admissible, la servitude et les engagements continuent de s'y rattacher.

Droits conservés

(16) Le présent article n'a pas pour effet de restreindre les droits ou les recours qu'a une personne en vertu d'une autre loi ou selon la common law ou l'equity à l'égard d'une servitude ou d'un engagement si les droits ou les recours ne sont pas incompatibles avec le présent article.

Non-application de l'art. 12

13. L'article 12 ne s'applique pas aux terres dont la Couronne est propriétaire ou aux terres administrées sous le régime de la Loi sur les offices de protection de la nature, de la Loi sur les terres publiques ou de la Loi de 2006 sur les parcs provinciaux et les réserves de conservation.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Règlements

- 14. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :
 - a) prescrire des collectivités ou organisations autochtones pour l'application de l'alinéa d) de la définition de «organisme admissible» au paragraphe 12 (1);
 - b) prescrire des personnes ou des organismes pour l'application de l'alinéa m) de la définition de «organisme admissible» au paragraphe 12 (1);
 - c) prescrire des fins pour l'application de l'alinéa 12 (3) c).

Entrée en vigueur

15. La loi figurant à la présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Titre abrégé

16. Le titre abrégé de la loi figurant à la présente annexe est *Loi de 2016 sur les sentiers de l'Ontario*.

Loi sur les motoneiges

SCHEDULE 2 MOTORIZED SNOW VEHICLES ACT

1. Section 22 of the *Motorized Snow Vehicles Act* is amended by adding the following subsection:

Same

- (2) For greater certainty, the following do not constitute a fee for entry or activity of the person for the purposes of clause (1) (a):
 - 1. A fee charged for a purpose incidental to the entry or activity, such as for parking.
 - The receipt by a non-profit recreation club or association of a benefit or payment from or under the authority of a government or government agency.

Commencement

2. This Schedule comes into force on the day subsection 1 (1) of Schedule 3 to the Supporting Ontario's Trails Act, 2016 comes into force.

ANNEXE 2 LOI SUR LES MOTONEIGES

1. L'article 22 de la *Loi sur les motoneiges* est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Idem

- (2) Pour l'application de l'alinéa (1) a), il est entendu que ne constituent pas des droits pour l'entrée de la personne ou l'exercice par elle d'une activité :
 - 1. Les droits exigés à une fin accessoire à l'entrée ou à l'activité, telle que le stationnement.
 - Les prestations ou paiements versés à un club ou une association de loisir à but non lucratif par un gouvernement ou un organisme gouvernemental ou sous l'autorité de celui-ci.

Entrée en vigueur

2. La présente annexe entre en vigueur le jour de l'entrée en vigueur du paragraphe 1 (1) de l'annexe 3 de la Loi de 2016 sur le soutien aux sentiers de l'Ontario.

Loi sur la responsabilité des occupants

SCHEDULE 3 OCCUPIERS' LIABILITY ACT

1. (1) Section 4 of the *Occupiers' Liability Act* is amended by adding the following subsection:

Same

- (3.1) For greater certainty, the following do not constitute a fee for entry or activity of the person for the purposes of subclause 4 (3) (c) (i):
 - A fee charged for a purpose incidental to the entry or activity, such as for parking.
 - The receipt by a non-profit recreation club or association of a benefit or payment from or under the authority of a government or government agency.
- (2) Subsection 4 (4) of the Act is amended by striking out "and" at the end of clause (e), by adding "and" at the end of clause (f) and by adding the following clause:
 - (g) portage routes.

Commencement

2. This Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

ANNEXE 3 LOI SUR LA RESPONSABILITÉ DES OCCUPANTS

1. (1) L'article 4 de la *Loi sur la responsabilité des occupants* est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Idem

- (3.1) Pour l'application du sous-alinéa 4 (3) c) (i), il est entendu que ne constituent pas des droits pour l'entrée de la personne ou l'exercice par elle d'une activité :
 - Les droits exigés à une fin accessoire à l'entrée ou à l'activité, telle que le stationnement.
 - Les allocations ou paiements versés à un club ou une association de loisirs à but non lucratif par un gouvernement ou un organisme gouvernemental ou sous l'autorité de celui-ci.
- (2) Le paragraphe 4 (4) de la Loi est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :
 - g) des chemins de portage.

Entrée en vigueur

2. La présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Loi sur les véhicules tout terrain

SCHEDULE 4 OFF-ROAD VEHICLES ACT

1. Section 20 of the *Off-Road Vehicles Act* is amended by adding the following subsection:

Same

- (2) For greater certainty, the following do not constitute a fee for entry or activity of the person for the purposes of clause (1) (a):
 - 1. A fee charged for a purpose incidental to the entry or activity, such as for parking.
 - 2. The receipt by a non-profit recreation club or association of a benefit or payment from or under the authority of a government or government agency.

Commencement

2. This Schedule comes into force on the day subsection 1 (1) of Schedule 3 to the Supporting Ontario's Trails Act, 2016 comes into force.

ANNEXE 4 LOI SUR LES VÉHICULES TOUT TERRAIN

1. L'article 20 de la *Loi sur les véhicules tout terrain* est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Idem

- (2) Pour l'application de l'alinéa (1) a), il est entendu que ne constituent pas des droits pour l'entrée de la personne ou l'exercice par elle d'une activité :
 - 1. Les droits exigés à une fin accessoire à l'entrée ou à l'activité, telle que le stationnement.
 - Les prestations ou paiements versés à un club ou une association de loisir à but non lucratif par un gouvernement ou un organisme gouvernemental ou sous l'autorité de celui-ci.

Entrée en vigueur

2. La présente annexe entre en vigueur le jour de l'entrée en vigueur du paragraphe 1 (1) de l'annexe 3 de la Loi de 2016 sur le soutien aux sentiers de l'Ontario.

11

SCHEDULE 5 PUBLIC LANDS ACT

1. Section 1 of the *Public Lands Act* is amended by adding the following definitions:

- "boat" includes a motorboat, rowboat, canoe, punt, sailboat or raft; ("bateau")
- "conveyance" means a vehicle, boat or aircraft; ("moyen de transport")
- "officer" means an officer appointed to carry out and enforce this Act and the regulations under subsection 5 (1); ("agent")
- "vehicle" means any kind of vehicle that is driven, propelled or drawn on land or ice by any kind of power, including muscular power, and includes the rolling stock of a railway. ("véhicule")
 - 2. Subsection 5 (3) of the Act is repealed.
 - 3. Subsection 27 (3) of the Act is repealed.
- 4. The Act is amended by adding the following section:

No damage to Crown land or property

- **69.2** (1) No person shall cause a prescribed type of damage,
 - (a) to Crown land; or
 - (b) to Crown property that is situated on, or attached to, Crown land including,
 - (i) any road or trail or water crossing or any material used to construct the road, trail or water crossing, or
 - (ii) any sign, building, structure or thing.

Regulations

(2) The Lieutenant Governor in Council may make regulations defining types of damage for the purposes of subsection (1).

Order of court

- (3) If a person is found guilty of an offence for contravening subsection (1), the court may, in addition to imposing a fine under section 70.3, order the person,
 - (a) to cease the activity that has caused or is causing the prescribed type of damage;
 - (b) to take action, within such time as may be specified in the order, to rehabilitate the lands and repair any damage to property of the Crown,
 - (i) in accordance with a plan approved by the Minister, or

ANNEXE 5 LOI SUR LES TERRES PUBLIQUES

- 1. L'article 1 de la *Loi sur les terres publiques* est modifié par adjonction des définitions suivantes :
- «agent» Agent nommé en vertu du paragraphe 5 (1) pour l'application et l'exécution de la présente loi et des règlements. («officer»)
- «bateau» S'entend en outre d'un bateau à moteur, d'un bateau à rames, d'un canot, d'un bachot, d'un voilier ou d'un radeau. («boat»)
- «moyen de transport» Véhicule, bateau ou aéronef. («conveyance»)
- «véhicule» Tout genre de véhicule qui est mû, propulsé ou tiré sur le sol ou la glace par une force quelle qu'elle soit, y compris la force musculaire. S'entend en outre du matériel roulant d'un chemin de fer. («vehicle»)
 - 2. Le paragraphe 5 (3) de la Loi est abrogé.
 - 3. Le paragraphe 27 (3) de la Loi est abrogé.
- 4. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Interdiction d'endommager des terres ou des biens de la Couronne

- **69.2** (1) Nul ne doit occasionner un type prescrit de dommages :
 - a) soit à des terres de la Couronne;
 - b) soit à des biens de la Couronne qui sont situés sur des terres de la Couronne ou rattachés à ces terres, y compris :
 - (i) tout chemin ou sentier, tout ouvrage de franchissement de cours d'eau ou tout matériau utilisé dans la construction des chemins, des sentiers ou des ouvrages de franchissement de cours d'eau,
 - (ii) tout écriteau, tout bâtiment, toute structure ou tout objet.

Règlements

(2) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, définir des types de dommages pour l'application du paragraphe (1).

Ordonnance du tribunal

- (3) Si une personne est déclarée coupable d'une infraction pour avoir contrevenu au paragraphe (1), le tribunal peut, outre imposer une amende en vertu de l'article 70.3, ordonner à la personne :
 - a) d'interrompre l'activité qui a occasionné ou qui occasionne le type prescrit de dommages;
 - b) de prendre, dans le délai que précise l'ordonnance, des mesures pour remettre les terres de la Couronne en état et réparer les dommages occasionnés aux biens de la Couronne :
 - (i) conformément au plan approuvé par le ministre,

- (ii) if the Minister has not approved a plan, in such manner as the court considers appropriate: and
- (c) to obtain any work permit or other authorization under this Act that may be required in order to effect the rehabilitation of the lands and repair any damage to Crown property in accordance with the order of the court.

Compliance with order

(4) A person shall comply with an order made under subsection (3).

Failure to comply with an order

- (5) If a person fails to comply with an order under subsection (3), the Minister may take such action as he or she considers appropriate to rehabilitate the land and repair any damage to property of the Crown, and any cost or expense incurred in the rehabilitation and repair is a debt due to the Crown and may be recovered by the Minister in a court of competent jurisdiction in an action against the person.
- 5. The Act is amended by adding the following heading before section 70:

PART III.1 ENFORCEMENT AND GENERAL OFFENCES

6. Sections 70, 70.1 and 70.2 of the Act are repealed and the following substituted:

Officers stopping conveyances

70. (1) An officer may stop a conveyance if he or she has reasonable grounds to believe that stopping the conveyance would assist in determining compliance with this Act or the regulations.

Operator to stop

(2) On the officer's signal to stop, the operator of the conveyance shall immediately stop and produce for inspection any document or other thing requested by the officer that is relevant to the purpose of determining compliance with the Act or the regulations.

Stop signals

- (3) For the purpose of subsection (2), signals to stop include,
 - (a) intermittent flashes of red light, in the case of a vehicle:
 - (b) intermittent flashes of blue light, in the case of a boat; and
 - (c) a hand signal to stop, in the case of a vehicle or boat.

Arrest without warrant

70.1 (1) An officer may arrest without warrant a person that he or she has reasonable grounds to believe is committing or has committed an offence under this Act or the regulations.

(ii) si le ministre n'a pas approuvé de plan, de la manière que le tribunal juge appropriée;

Sched. 5

c) d'obtenir les permis de travail ou les autres autorisations prévus par la présente loi qui peuvent être nécessaires pour remettre les terres de la Couronne en état et réparer les dommages occasionnés aux biens de la Couronne conformément l'ordonnance du tribunal.

Conformité à l'ordonnance

(4) Toute personne visée par une ordonnance rendue en vertu du paragraphe (3) s'y conforme.

Non-conformité à l'ordonnance

- (5) Si une personne ne se conforme pas à une ordonnance rendue en vertu du paragraphe (3), le ministre peut prendre les mesures qu'il juge appropriées pour remettre les terres de la Couronne en état et réparer les dommages occasionnés aux biens de la Couronne. Les frais ou dépenses engagés à cette fin constituent une créance de la Couronne que le ministre peut recouvrer au moyen d'une action intentée contre la personne devant un tribunal compétent.
- 5. La Loi est modifiée par adjonction de l'intertitre suivant avant l'article 70 :

PARTIE III.1 EXÉCUTION ET INFRACTIONS GÉNÉRALES

6. Les articles 70, 70.1 et 70.2 de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Immobilisation de moyens de transport par les agents

70. (1) Un agent peut arrêter un moyen de transport s'il a des motifs raisonnables de croire que cela aiderait à déterminer s'il y a conformité à la présente loi ou aux règlements.

Arrêt par le conducteur

(2) Au signal d'arrêt de l'agent, le conducteur du moyen de transport s'arrête immédiatement et présente aux fins d'inspection tout document ou autre chose que demande l'agent et qui est pertinent pour déterminer s'il y a conformité à la présente loi ou aux règlements.

Signaux d'arrêt

- (3) Pour l'application du paragraphe (2), les signaux d'arrêt comprennent :
 - a) un clignotement de lumière rouge, dans le cas d'un véhicule:
 - b) un clignotement de lumière bleue, dans le cas d'un bateau;
 - c) un signal d'arrêt manuel, dans le cas d'un véhicule ou d'un bateau.

Arrestation sans mandat

70.1 (1) Un agent peut arrêter sans mandat une personne s'il a des motifs raisonnables de croire qu'elle est en train de commettre ou a commis une infraction prévue par la présente loi ou les règlements.

Loi sur les terres publiques

Release by officer

- (2) If an officer arrests a person under this section, he or she shall, as soon as practicable, release the person from custody, unless the officer has reasonable grounds to believe that.
 - (a) it is necessary in the public interest for the person arrested to be detained, having regard to all the circumstances, including the need to,
 - (i) establish the identity of the person,
 - (ii) secure or preserve evidence of or relating to the offence, or
 - (iii) prevent the continuation or repetition of the offence or the commission of another offence;
 - (b) the person arrested, if released, will not respond to a summons or offence notice or will not appear in court.

Person not released

(3) Subsections 149 (2) and (3) and section 150 of the *Provincial Offences Act* apply if the person arrested is not released under subsection (2).

Necessary force

(4) An officer may use as much force as is necessary to make an arrest under this section.

Obstruction of officer

70.2 A person shall not,

- (a) knowingly make a false or misleading statement to an officer who is acting under this Act; or
- (b) otherwise obstruct an officer who is acting under this Act.

Offences

70.3 (1) A person is guilty of an offence if the person contravenes this Act or the regulations.

Penalty

- (2) Subject to subsections (6) and (7), an individual found guilty of an offence under this Act is liable on conviction.
 - (a) to a fine of not more than \$15,000 for the first offence and to an additional fine of not more than \$1,000 for each day during which the offence continues; and
 - (b) to a fine of not more than \$25,000 for the second or subsequent offence and to an additional fine of not more than \$1,000 for each day during which the offence continues.

Same, corporations

(3) Subject to subsections (6) and (7), a corporation

Mise en liberté par l'agent

- (2) S'il arrête une personne en vertu du présent article, l'agent met la personne en liberté, dès que possible dans les circonstances, à moins qu'il n'ait des motifs raisonnables de croire que, selon le cas :
 - a) il est nécessaire, dans l'intérêt public, que la personne soit détenue, eu égard à toutes les circonstances, notamment à l'une ou l'autre des fins suivantes :
 - (i) établir l'identité de la personne,
 - (ii) recueillir ou conserver des éléments de preuve de l'infraction ou relatifs à celle-ci,
 - (iii) empêcher que l'infraction se poursuive ou se répète ou qu'une autre infraction soit commise;
 - b) la personne, si elle est mise en liberté, ne se conformera pas à une assignation ou à un avis d'infraction ou ne comparaîtra pas devant le tribunal.

Personne non mise en liberté

(3) Les paragraphes 149 (2) et (3) et l'article 150 de la *Loi sur les infractions provinciales* s'appliquent si la personne arrêtée n'est pas mise en liberté en application du paragraphe (2).

Force nécessaire

(4) L'agent peut avoir recours à toute la force nécessaire pour procéder à une arrestation en vertu du présent article.

Entrave au travail d'un agent

70.2 Nul ne doit, selon le cas :

- a) faire sciemment une déclaration fausse ou trompeuse à l'agent qui agit en vertu de la présente loi;
- b) entraver d'une autre façon le travail de l'agent qui agit en vertu de la présente loi.

Infractions

70.3 (1) Quiconque contrevient à la présente loi ou aux règlements est coupable d'une infraction.

Paine

- (2) Sous réserve des paragraphes (6) et (7), tout particulier déclaré coupable d'une infraction visée à la présente loi est passible, sur déclaration de culpabilité :
 - a) d'une amende maximale de 15 000 \$ et d'une amende supplémentaire maximale de 1 000 \$ pour chaque journée pendant laquelle l'infraction se poursuit, dans le cas d'une première infraction;
 - b) d'une amende maximale de 25 000 \$ et d'une amende supplémentaire maximale de 1 000 \$ pour chaque journée pendant laquelle l'infraction se poursuit, dans le cas d'une deuxième infraction ou d'une infraction subséquente.

Idem: personnes morales

(3) Sous réserve des paragraphes (6) et (7), la personne

Loi sur les terres publiques

found guilty of an offence under this Act is liable on conviction.

- (a) to a fine of not more than \$25,000 for the first offence and to an additional fine of not more than \$1,000 for each day during which the offence continues; and
- (b) to a fine of not more than \$50,000 for the second or subsequent offence and to an additional fine of not more than \$1,000 for each day during which the offence continues.

Officers, directors, etc.

(4) If a corporation commits an offence under this Act or the regulations, an officer, director, employee or agent of the corporation who directed, authorized, assented to, acquiesced in or participated in the commission of the offence is a party to the offence and on conviction is liable to the penalty for the offence provided in this Act, whether or not the corporation is prosecuted for the offence.

Additional orders of the court

- (5) Upon convicting a person of an offence under this Act, the court may,
 - (a) despite any maximum fine provided for under subsection (2) or (3), increase the fine that may be imposed on the person by an amount equal to the amount of any monetary benefit acquired by the person or that accrued to the person, as a result of the commission of the offence:
 - (b) order that a fine provided for under subsection (2) or (3) be paid in addition to any penalty specifically provided for in any other provision of this Act, subject to subsections (6) and (7); and
 - (c) make such order as the court considers proper to obtain compliance with this Act or the regulations.

Exception

(6) The maximum fine that may be imposed under subsection (2) or (3) for each day during which the offence continues does not apply in the case of a daily fine imposed for an offence described in subsection 13 (4) or 14 (6).

Same

(7) Subsections (2), (3), (4) and (5) do not apply to an offence described in subsection 24 (9).

Limitation period

- 70.4 A prosecution for an offence under this Act,
- (a) shall not be commenced more than two years after the day evidence of the offence first came to the attention of an officer; and
- (b) shall not be commenced more than five years after the offence was committed.

morale qui est déclarée coupable d'une infraction prévue par la présente loi est passible, sur déclaration de culpabilité:

- a) d'une amende maximale de 25 000 \$ et d'une amende supplémentaire maximale de 1 000 \$ pour chaque journée pendant laquelle l'infraction se poursuit, dans le cas d'une première infraction;
- b) d'une amende maximale de 50 000 \$ et d'une amende supplémentaire maximale de 1 000 \$ pour chaque journée pendant laquelle l'infraction se poursuit, dans le cas d'une deuxième infraction ou d'une infraction subséquente.

Dirigeants et administrateurs

(4) Si une personne morale commet une infraction prévue par la présente loi ou les règlements, un dirigeant, un administrateur, un employé ou un mandataire de la personne morale qui a ordonné ou autorisé la commission de l'infraction ou y a consenti, acquiescé ou participé, est partie à l'infraction et est passible, sur déclaration de culpabilité, de la peine prévue dans la présente loi pour l'infraction, que la personne morale ait été poursuivie ou non pour cette infraction.

Autres ordonnances du tribunal

- (5) Le tribunal qui déclare une personne coupable d'une infraction prévue par la présente loi peut :
 - a) malgré toute amende maximale prévue au paragraphe (2) ou (3), augmenter l'amende qui peut être imposée à la personne d'un montant équivalent au montant de tout bénéfice pécuniaire que la personne a acquis ou qui lui est revenu par suite de la commission de l'infraction;
 - b) sous réserve des paragraphes (6) et (7), ordonner qu'une amende prévue au paragraphe (2) ou (3) soit payée en plus de toute autre peine expressément prévue par toute autre disposition de la présente loi;
 - c) rendre l'ordonnance qu'il estime indiquée pour qu'il y ait conformité à la présente loi ou aux règlements.

Exception

(6) L'amende maximale qui peut être imposée en vertu du paragraphe (2) ou (3) pour chaque journée pendant laquelle l'infraction se poursuit ne s'applique pas dans le cas d'une amende journalière imposée pour une infraction visée au paragraphe 13 (4) ou 14 (6).

Idem

(7) Les paragraphes (2), (3), (4) et (5) ne s'appliquent pas à une infraction visée au paragraphe 24 (9).

Délai de prescription

- **70.4** Sont irrecevables les poursuites pour infraction à la présente loi intentées :
 - a) soit plus de deux ans après le jour où des éléments de preuve de l'infraction ont été portés pour la première fois à la connaissance d'un agent;
 - b) soit plus de cinq ans après que l'infraction a été commise.

Public Lands Act Loi sur les terres publiques

Commencement

7. This Schedule comes into force on the day the Supporting Ontario's Trails Act, 2016 receives Royal Assent.

Entrée en vigueur

7. La présente annexe entre en vigueur le jour où la *Loi de 2016 sur le soutien aux sentiers de l'Ontario* reçoit la sanction royale.

Loi sur l'entrée sans autorisation

SCHEDULE 6 TRESPASS TO PROPERTY ACT

- 1. Subsection 2 (1) of the *Trespass to Property Act* is amended by striking out "not more than \$2,000" at the end of the portion after clause (b) and substituting "not more than \$10,000".
- 2. Subsection 12 (1) of the Act is amended by striking out "but no judgment shall be for an amount in excess of \$1,000" at the end.

Commencement

3. This Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

ANNEXE 6 LOI SUR L'ENTRÉE SANS AUTORISATION

- 1. Le paragraphe 2 (1) de la *Loi sur l'entrée sans autorisation* est modifié par remplacement de «d'au plus 2 000 \$» par «d'au plus 10 000 \$» dans le passage qui précède l'alinéa a).
- 2. Le paragraphe 12 (1) de la Loi est modifié par suppression de «Toutefois, aucun jugement n'accorde un montant supérieur à 1 000 \$>> à la fin du paragraphe.

Entrée en vigueur

3. La présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.





1ST SESSION, 41ST LEGISLATURE, ONTARIO 65 ELIZABETH II, 2016

1^{re} SESSION, 41^e LÉGISLATURE, ONTARIO 65 ELIZABETH II, 2016

Bill 100

(Chapter 8 Statutes of Ontario, 2016)

An Act to enact the Ontario Trails Act, 2016 and to amend various Acts

The Hon. M. Coteau

Minister of Tourism, Culture and Sport

1st Reading May 12, 2015 2nd Reading April 14, 2016 3rd Reading June 1, 2016

Royal Assent June 9, 2016

Projet de loi 100

(Chapitre 8 Lois de l'Ontario de 2016)

Loi édictant la Loi de 2016 sur les sentiers de l'Ontario et modifiant diverses lois

L'honorable M. Coteau Ministre du Tourisme, de la Culture et du Sport

1^{re} lecture 12 mai 2015

2^e lecture 14 avril 2016

3^e lecture 1^{er} juin 2016

Sanction royale 9 juin 2016



Printed by the Legislative Assembly of Ontario





EXPLANATORY NOTE

This Explanatory Note was written as a reader's aid to Bill 100 and does not form part of the law. Bill 100 has been enacted as Chapter 8 of the Statutes of Ontario, 2016.

The Bill enacts the *Ontario Trails Act, 2016* and makes amendments to the *Motorized Snow Vehicles Act,* the *Occupiers' Liability Act,* the *Off-Road Vehicles Act,* the *Public Lands Act* and the *Trespass to Property Act.*

SCHEDULE 1 ONTARIO TRAILS ACT, 2016

The Schedule enacts the *Ontario Trails Act*, 2016. Here are some highlights:

The week beginning on the Monday immediately before the first Saturday in June in each year is proclaimed as Trails Week. The Minister may, however, declare that Trails Week begins on any other day of the year. (Section 4 of the Act)

The Minister may recognize trails as Ontario trails of distinction, establish a trail classification system and establish best practices for the purposes of the Act. Compliance with the trail classification system and best practices is voluntary. (Sections 5, 6 and 7 of the Act)

The Minister is required to maintain an Ontario trails strategy and must review the strategy and publish reports about the progress made in implementing the strategy. The Minister is required to prepare an initial report no later than the second anniversary of the day section 8 comes into force. (Section 8 of the Act)

The Minister may establish targets to further the purposes of the Act. (Section 9 of the Act)

Consultation and publication requirements respecting the above matters are provided. (Sections 10 and 11 of the Act)

The Act includes rules with respect to easements and covenants that may be granted or entered into for various purposes relating to trails. Technical rules are included to facilitate the creation and preservation of easements and covenants. (Section 12 of the Act)

SCHEDULE 2 MOTORIZED SNOW VEHICLES ACT

Currently, section 22 of the *Motorized Snow Vehicles Act* provides that every person who drives or rides on a motorized snow vehicle or is being towed by such a vehicle on any premises is deemed, for the purposes of subsection 4 (1) of the *Occupiers' Liability Act*, to have willingly assumed all risks where the person is not being provided with living accommodation by the occupier and no fee is paid for the entry or activity of the person, other than a benefit or payment received from a government or government agency or non-profit recreation club or association. A new subsection 22 (2) provides that, for greater certainty, the following do not constitute a fee for entry or activity of the person:

- 1. A fee charged for a purpose incidental to the entry or activity, such as for parking.
- The receipt by a non-profit recreation club or association of a benefit or payment from or under the authority of a government or government agency.

NOTE EXPLICATIVE

La note explicative, rédigée à titre de service aux lecteurs du projet de loi 100, ne fait pas partie de la loi. Le projet de loi 100 a été édicté et constitue maintenant le chapitre 8 des Lois de l'Ontario de 2016.

Le projet de loi édicte la Loi de 2016 sur les sentiers de l'Ontario et modifie la Loi sur les motoneiges, la Loi sur la responsabilité des occupants, la Loi sur les véhicules tout terrain, la Loi sur les terres publiques et la Loi sur l'entrée sans autorisation.

ANNEXE 1 LOI DE 2016 SUR LES SENTIERS DE L'ONTARIO

L'annexe édicte la *Loi de 2016 sur les sentiers de l'Ontario*. Les points saillants de l'annexe sont énoncés ci-après.

La semaine qui commence le lundi qui précède le premier samedi de juin de chaque année est proclamée Semaine des sentiers. Cependant, le ministre peut déclarer que la Semaine commence un autre jour de l'année (article 4).

Le ministre peut reconnaître des sentiers comme sentiers d'exception de l'Ontario, établir un système de classification des sentiers et établir les meilleures pratiques pour réaliser les objets de la Loi. L'application du système de classification et l'observation des meilleures pratiques sont volontaires (articles 5, 6 et 7).

Le ministre est tenu de poursuivre une stratégie ontarienne pour l'aménagement des sentiers, de procéder à un examen de la stratégie et de publier des rapports sur les progrès accomplis dans sa mise en oeuvre. Il est tenu de préparer un rapport initial à ce sujet au plus tard au deuxième anniversaire du jour de l'entrée en vigueur de l'article 8 (article 8).

Le ministre peut fixer des objectifs afin de réaliser les objets de la Loi (article 9).

Les exigences applicables à ces sujets en matière de consultation et de publication sont prévues aux articles 10 et 11.

Sont également prévues des règles concernant les servitudes qui peuvent être concédées et les engagements qui peuvent être conclus à diverses fins liées aux sentiers, ainsi que des règles techniques qui facilitent la création et la préservation des servitudes et des engagements (article 12).

ANNEXE 2 LOI SUR LES MOTONEIGES

À l'heure actuelle, l'article 22 de la Loi sur les motoneiges prévoit que, pour l'application du paragraphe 4 (1) de la Loi sur la responsabilité des occupants, quiconque conduit une motoneige, y prend place ou est remorqué par une motoneige dans un lieu quelconque est réputé avoir volontairement assumé tous les risques si l'occupant ne pourvoit pas à son logement et qu'aucun droit n'est versé pour son entrée ou l'exercice par lui d'une activité, à l'exclusion d'une prestation ou d'un paiement qu'ont versés un gouvernement, un organisme gouvernemental, un club ou une association de loisir à but non lucratif. Aux termes du nouveau paragraphe 22 (2), il est entendu que ne constituent pas des droits pour l'entrée de la personne ou l'exercice par elle d'une activité:

- 1. Les droits exigés à une fin accessoire à l'entrée ou à l'activité, telle que le stationnement.
- Les prestations ou paiements versés à un club ou une association de loisir à but non lucratif par un gouvernement ou un organisme gouvernemental ou sous l'autorité de celui-ci.

SCHEDULE 3 OCCUPIERS' LIABILITY ACT

Currently, subsection 4 (3) of the *Occupiers' Liability Act* specifies circumstances in which a person who enters on certain premises is deemed to have willingly assumed all risks and in which a modified duty of care applies. One of those circumstances is where a person enters certain premises for the purpose of a recreational activity and the person is not being provided with living accommodation by the occupier and no fee is paid for the entry or activity of the person, other than a benefit or payment received from a government or government agency or a non-profit recreation club or association. A new subsection 4 (3.1) provides that, for greater certainty, the following do not constitute a fee for entry or activity of the person:

- A fee charged for a purpose incidental to the entry or activity, such as for parking.
- The receipt by a non-profit recreation club or association of a benefit or payment from or under the authority of a government or government agency.

The Schedule amends subsection 4 (4) of the Act, which specifies premises for the purposes of subsection 4 (3), to include portage routes.

SCHEDULE 4 OFF-ROAD VEHICLES ACT

Currently, section 20 of the *Off-Road Vehicles Act* provides that every person who enters premises on an off-road vehicle or while being towed by an off-road vehicle is deemed, for the purposes of subsection 4 (1) of the *Occupiers' Liability Act*, to have willingly assumed all risks where the person is not being provided with living accommodation by the occupier and no fee is paid for the entry or activity of the person, other than a benefit or payment received from a government or government agency or non-profit recreation club or association. A new subsection 20 (2) provides that, for greater certainty, the following do not constitute a fee for entry or activity of the person:

- A fee charged for a purpose incidental to the entry or activity, such as for parking.
- The receipt by a non-profit recreation club or association of a benefit or payment from or under the authority of a government or government agency.

SCHEDULE 5 PUBLIC LANDS ACT

The Schedule amends the *Public Lands Act* to protect public lands from damage and to strengthen enforcement under the Act.

Section 69.2 is added to the Act. Under this section, any person who causes a prescribed type of damage to Crown land or Crown property on Crown lands is guilty of an offence. If a person is found guilty of this offence, a court may, in addition to imposing a fine under the Act, order the person to rehabilitate the lands and repair any damage to Crown land or property.

Officers appointed under section 5 of the Act are given additional powers to enforce the Act. New section 70 would allow officers under the Act to stop conveyances on public land for purposes of ensuring compliance with the Act. New section 70.1 would allow officers to arrest a person without a warrant if the officer

ANNEXE 3 LOI SUR LA RESPONSABILITÉ DES OCCUPANTS

À l'heure actuelle, le paragraphe 4 (3) de la *Loi sur la responsabilité des occupants* précise les circonstances dans lesquelles une personne qui entre dans certains lieux est réputée avoir volontairement assumé tous les risques et dans lesquelles s'applique une obligation particulière en termes de soins, notamment lorsqu'une personne entre dans certains lieux dans le but d'exercer une activité de loisirs, que l'occupant ne pourvoit pas au logement de cette personne et qu'aucun droit n'est acquitté pour son entrée ou l'exercice de l'activité, autre qu'une allocation ou un paiement reçu d'un gouvernement, d'un organisme gouvernemental, d'un club ou d'une association de loisirs à but non lucratif. Aux termes du nouveau paragraphe 4 (3.1), il est entendu que ne constituent pas des droits pour l'entrée de la personne ou l'exercice par elle d'une activité:

- 1. Les droits exigés à une fin accessoire à l'entrée ou à l'activité, telle que le stationnement.
- Les allocations ou paiements versés à un club ou une association de loisirs à but non lucratif par un gouvernement ou un organisme gouvernemental ou sous l'autorité de celui-ci.

L'annexe modifie le paragraphe 4 (4) de la Loi, qui précise les lieux visés par le paragraphe 4 (3), pour inclure les chemins de portage.

ANNEXE 4 LOI SUR LES VÉHICULES TOUT TERRAIN

À l'heure actuelle, l'article 20 de la Loi sur les véhicules tout terrain prévoit que, pour l'application du paragraphe 4 (1) de la Loi sur la responsabilité des occupants, quiconque entre dans des lieux à bord d'un véhicule tout terrain ou remorqué par ce véhicule est réputé avoir volontairement assumé tous les risques si l'occupant ne pourvoit pas à son logement et qu'aucun droit n'est versé pour son entrée ou l'exercice par lui d'une activité, à l'exclusion d'une prestation ou d'un paiement qu'ont versés un gouvernement, un organisme gouvernemental, un club ou une association de loisir à but non lucratif. Aux termes du nouveau paragraphe 20 (2), il est entendu que ne constituent pas des droits pour l'entrée de la personne ou l'exercice par elle d'une activité:

- Les droits exigés à une fin accessoire à l'entrée ou à l'activité, telle que le stationnement.
- Les prestations ou paiements versés à un club ou une association de loisir à but non lucratif par un gouvernement ou un organisme gouvernemental ou sous l'autorité de celui-ci.

ANNEXE 5 LOI SUR LES TERRES PUBLIQUES

L'annexe modifie la *Loi sur les terres publiques* afin de protéger les terres publiques contre certains dommages et de renforcer les mesures d'exécution prévues par la Loi.

Est ajouté à la Loi l'article 69.2, aux termes duquel quiconque occasionne un type prescrit de dommages à des terres de la Couronne ou à des biens de la Couronne qui y sont situés est coupable d'une infraction. Si une personne est déclarée coupable de cette infraction, un tribunal peut, outre imposer une amende en vertu de la Loi, ordonner à la personne de remettre les terres de la Couronne en état et de réparer les dommages occasionnés aux terres ou aux biens de la Couronne.

Les agents nommés en vertu de l'article 5 de la Loi sont investis de pouvoirs supplémentaires pour exécuter la Loi. En vertu du nouvel article 70, la Loi autorise les agents à arrêter les moyens de transport qui se trouvent sur des terres publiques pour assurer la conformité à la Loi. Le nouvel article 70.1 autorise les agents

believes the person is committing or has committed an offence under this Act.

The majority of penalties imposed for offences under the Act are increased and strengthened. Maximum fines for individuals are increased for first time offenders and higher fines may be imposed for repeat offenders. Also, new subsection 70.3 (3) would allow a court to impose higher fines for corporations that are found guilty of an offence under the Act, both as first time offenders or as repeat offenders. Finally, despite the maximum fines set out in new subsections 70.3 (2) and (3), if a person has acquired a monetary benefit as a result of committing an offence under the Act, new subsection 70.3 (5) would allow a court to impose a fine that is equal to the amount of the monetary benefit.

The Schedule increases the limitation period for commencing proceedings for offences under the Act. Currently, such proceedings must be commenced within two years of the date the offence was committed. The Schedule increases the limitation period by providing that the two years does not begin to run until two years from the day the offence is discovered by an officer. However, in no case can the proceedings be commenced more than five years after the day the offence was committed.

SCHEDULE 6 TRESPASS TO PROPERTY ACT

Currently, a person who is convicted of trespassing under section 2 of the *Trespass to Property Act* is liable to a fine of not more than \$2,000. An amendment provides that the person is liable to a fine of not more than \$10,000.

Currently, under subsection 12 (1) of the Act, a court is permitted to award damages against a person convicted of trespassing under section 2, but the award cannot be for an amount in excess of \$1,000. An amendment removes the \$1,000 limit.

à arrêter sans mandat une personne s'ils croient qu'elle est en train de commettre ou qu'elle a commis une infraction prévue par la présente loi.

La majorité des peines imposées pour les infractions prévues par la Loi sont augmentées et renforcées. Les amendes maximales sont augmentées pour les particuliers dans le cas d'une première infraction et des amendes plus élevées peuvent être imposées pour les récidivistes. De plus, le nouveau paragraphe 70.3 (3) permet au tribunal d'imposer des amendes plus élevées aux personnes morales qui sont déclarées coupables d'une infraction prévue par la Loi, qu'il s'agisse de leur première infraction ou d'un cas de récidive. Enfin, malgré les amendes maximales prévues aux nouveaux paragraphes 70.3 (2) et (3), si une personne a acquis un bénéfice pécuniaire par suite de la commission d'une infraction prévue par la Loi, le nouveau paragraphe 70.3 (5) permet au tribunal d'imposer une amende d'un montant équivalent au montant de ce bénéfice pécuniaire.

L'annexe prolonge le délai de prescription pour intenter des poursuites pour infraction à la Loi. Actuellement, ces poursuites doivent être intentées dans un délai de deux ans après la date à laquelle l'infraction a été commise. L'annexe prolonge le délai de prescription en prévoyant que le délai de deux ans ne commence à courir que deux ans après le jour où l'infraction a été constatée par un agent. Toutefois, les poursuites ne peuvent en aucun cas être intentées plus de cinq ans après le jour où l'infraction a été commise.

ANNEXE 6 LOI SUR L'ENTRÉE SANS AUTORISATION

À l'heure actuelle, quiconque est déclaré coupable d'entrée sans autorisation en application de l'article 2 de la *Loi sur l'entrée sans autorisation* est passible d'une amende d'au plus 2 000 \$. La Loi est modifiée pour que l'amende maximale passe à 10 000 \$.

Aux termes du paragraphe 12 (1) de la Loi, le tribunal peut rendre un jugement en dommages-intérêts contre une personne déclarée coupable d'entrée sans autorisation en application de l'article 2. Toutefois, aucun jugement ne peut accorder un montant supérieur à 1 000 \$. La Loi est modifiée pour supprimer cette limite.

An Act to enact the Ontario Trails Act, 2016 and to amend various Acts

Loi édictant la Loi de 2016 sur les sentiers de l'Ontario et modifiant diverses lois

CONTENTS

0.11

1.	Contents of this Act
2.	Commencement
3.	Short title
Schedule 1	Ontario Trails Act, 2016
Schedule 2	Motorized Snow Vehicles Act
Schedule 3	Occupiers' Liability Act
Schedule 4	Off-Road Vehicles Act
Schedule 5	Public Lands Act
Schedule 6	Trespass to Property Act

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Contents of this Act

1. This Act consists of this section, sections 2 and 3 and the Schedules to this Act.

Commencement

2. (1) Subject to subsections (2) and (3), this Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Same

(2) The Schedules to this Act come into force as provided in each Schedule.

Same

(3) If a Schedule to this Act provides that any provisions are to come into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor, a proclamation may apply to one or more of those provisions, and proclamations may be issued at different times with respect to any of those provisions.

Short title

3. The short title of this Act is the Supporting Ontario's Trails Act, 2016.

SOMMAIRE

Contenu de la présente loi
 Entrée en vigueur
 Titre abrégé
 Annexe 1 Loi de 2016 sur les sentiers de l'Ontario
 Annexe 2 Loi sur les motoneiges
 Annexe 3 Loi sur la responsabilité des occupants
 Annexe 4 Loi sur les véhicules tout terrain
 Annexe 5 Loi sur les terres publiques
 Annexe 6 Loi sur l'entrée sans autorisation

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

Contenu de la présente loi

1. La présente loi est constituée du présent article, des articles 2 et 3 et de ses annexes.

Entrée en vigueur

2. (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), la présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Idem

(2) Les annexes de la présente loi entrent en vigueur comme le prévoit chacune d'elles.

Idem

(3) Si une annexe de la présente loi prévoit que l'une ou l'autre de ses dispositions entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation, la proclamation peut s'appliquer à une ou à plusieurs d'entre elles. En outre, des proclamations peuvent être prises à des dates différentes en ce qui concerne n'importe lesquelles de ces dispositions.

Titre abrégé

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2016* sur le soutien aux sentiers de l'Ontario.

SCHEDULE 1 ONTARIO TRAILS ACT, 2016

INTERPRETATION

Purposes

- 1. The purposes of this Act are as follows:
- To increase awareness about and encourage the use of trails.
- 2. To enhance trails and the trail experience.
- 3. To protect trails for today's generation and future generations.
- 4. To recognize the contribution that trails make to quality of life in Ontario.

Existing aboriginal or treaty rights

2. For greater certainty, nothing in this Act shall be construed so as to abrogate or derogate from the protection provided for the existing aboriginal and treaty rights of the aboriginal peoples of Canada as recognized and affirmed in section 35 of the *Constitution Act*, 1982.

Definition

- 3. In this Act.
- "Minister" means the Minister of Tourism, Culture and Sport or such other member of the Executive Council to whom the administration of this Act may be assigned under the *Executive Council Act*.

TRAILS IN ONTARIO

Trails Week

4. (1) Subject to subsection (2), the week beginning on the Monday immediately before the first Saturday in June in each year is proclaimed as Trails Week.

Minister may declare a different week

(2) For any particular year, the Minister may declare that Trails Week begins on any day of the year other than the Monday immediately before the first Saturday in June.

Ontario trails of distinction

5. The Minister may recognize a trail as an Ontario trail of distinction.

Trail classification system

 $\mathbf{6.}\ (1)$ The Minister may establish a trail classification system.

Compliance voluntary

(2) Compliance with a trail classification system established under this section is voluntary.

Best practices

7. (1) The Minister may establish best practices to further the purposes of this Act.

Compliance voluntary

(2) Compliance with best practices established under this section is voluntary.

ANNEXE 1 LOI DE 2016 SUR LES SENTIERS DE L'ONTARIO

Sched 1

INTERPRÉTATION

Obiets

- 1. Les objets de la présente loi sont les suivants :
- 1. Sensibiliser davantage la population aux sentiers et en encourager l'utilisation.
- Améliorer les sentiers ainsi que l'expérience de leurs usagers.
- 3. Protéger les sentiers pour les générations actuelles et futures.
- Reconnaître la contribution des sentiers à la qualité de vie en Ontario.

Droits ancestraux ou issus de traités

2. Il est entendu que la présente loi ne doit pas être interprétée de façon à porter atteinte à la protection des droits existants — ancestraux ou issus de traités — des peuples autochtones du Canada que reconnaît et confirme l'article 35 de la *Loi constitutionnelle de 1982*.

Définition

3. La définition qui suit s'applique à la présente loi.

«ministre» Le ministre du Tourisme, de la Culture et du Sport ou l'autre membre du Conseil exécutif chargé de l'application de la présente loi en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*.

SENTIERS EN ONTARIO

Semaine des sentiers

4. (1) Sous réserve du paragraphe (2), la semaine commençant le lundi qui précède le premier samedi de juin de chaque année est proclamée Semaine des sentiers.

Déclaration d'une semaine différente

(2) Pour une année donnée, le ministre peut déclarer que la Semaine des sentiers commence un autre jour de l'année que le lundi qui précède le premier samedi de juin.

Sentiers d'exception de l'Ontario

5. Le ministre peut reconnaître un sentier comme sentier d'exception de l'Ontario.

Système de classification des sentiers

6. (1) Le ministre peut établir un système de classification des sentiers.

Application volontaire

(2) L'application du système de classification des sentiers établi en vertu du présent article est volontaire.

Meilleures pratiques

7. (1) Le ministre peut établir les meilleures pratiques afin de réaliser les objets de la présente loi.

Observation volontaire

(2) L'observation des meilleures pratiques établies en vertu du présent article est volontaire.

Ontario trails strategy

- **8.** (1) The Minister shall maintain an Ontario trails strategy,
 - (a) that sets out strategic directions for the establishment, management, promotion and use of trails in Ontario; and
 - (b) that is guided by the vision of a province that has a world-class system of diversified trails, that are planned and used in an environmentally responsible manner, and that enhance the health and prosperity of all Ontarians.

Periodic review of strategy

(2) At such times as the Minister considers appropriate, the Minister shall conduct a review of the Ontario trails strategy.

Progress reports re strategy

(3) The Minister shall, at such times as the Minister considers appropriate, prepare reports about the progress made in implementing the Ontario trails strategy.

Requirement re initial report

(4) The Minister shall prepare an initial report no later than the second anniversary of the day this section comes into force.

Targets re purposes of the Act

9. The Minister may establish targets to further the purposes of this Act.

Consultation, etc.

- 10. (1) In the course of establishing a process for recognizing Ontario trails of distinction, establishing a trail classification system, establishing best practices, reviewing the Ontario trails strategy or establishing targets, the Minister shall,
 - (a) consult with any persons and entities the Minister considers appropriate;
 - (b) consider any government policies and programs that affect or relate to trails in Ontario,
 - (i) that the Minister believes are appropriate to consider, or
 - (ii) that the Minister has been advised by another minister are relevant.

Ontario legislation and policies

(2) The Minister shall ensure that the Ontario trails strategy, any trail classification system, any best practices, any targets and any process for recognizing Ontario trails of distinction are not inconsistent with Ontario legislation or provincial government policies that affect or relate to trails in Ontario or trail-related activities.

Public access to information

11. The Minister shall publish the following on a Government website:

Stratégie ontarienne pour l'aménagement des sentiers

- **8.** (1) Le ministre poursuit une stratégie ontarienne pour l'aménagement des sentiers qui :
 - a) d'une part, établit des orientations stratégiques en vue de la création, de la gestion, de la promotion et de l'utilisation des sentiers en Ontario;
 - b) d'autre part, s'inspire de la vision d'une province dotée d'un réseau hors pair de sentiers variés, planifié et utilisé dans le respect de l'environnement, qui contribue à la santé et à la prospérité de tous les Ontariens.

Examen périodique de la stratégie

(2) Aux moments qu'il estime indiqués, le ministre effectue un examen de la stratégie ontarienne pour l'aménagement des sentiers.

Rapports d'étape

(3) Aux moments qu'il estime indiqués, le ministre prépare des rapports sur les progrès accomplis dans la mise en oeuvre de la stratégie ontarienne pour l'aménagement des sentiers.

Rapport initial

(4) Le ministre prépare un rapport initial au plus tard au deuxième anniversaire du jour de l'entrée en vigueur du présent article.

Objectif

9. Le ministre peut fixer des objectifs afin de réaliser les objets de la présente loi.

Consultation

- 10. (1) Lorsqu'il élabore un processus de reconnaissance des sentiers d'exception de l'Ontario, qu'il établit un système de classification des sentiers et les meilleures pratiques, qu'il procède à l'examen de la stratégie ontarienne pour l'aménagement des sentiers ou qu'il fixe des objectifs, le ministre :
 - a) consulte les personnes et entités qu'il juge appropriées;
 - tient compte des politiques et programmes gouvernementaux qui ont une incidence sur les sentiers en Ontario ou qui s'y rapportent et qui, selon le cas :
 - (i) méritent, de l'avis du ministre, qu'il en tienne compte,
 - (ii) sont pertinents dans le cadre de l'examen, d'après un autre ministre qui l'en informe.

Législation et politiques de l'Ontario

(2) Le ministre veille à ce que la stratégie ontarienne pour l'aménagement des sentiers, le système de classification des sentiers, les meilleures pratiques, les objectifs et le processus de reconnaissance des sentiers d'exception de l'Ontario ne soient pas incompatibles avec la législation de l'Ontario et les politiques du gouvernement provincial qui ont une incidence sur les sentiers en Ontario ou les activités liées aux sentiers ou qui s'y rapportent.

Accès public aux renseignements

11. Le ministre publie ce qui suit sur un site Web du gouvernement :

- 1. The name of every trail recognized as an Ontario trail of distinction under section 5.
- 2. The trail classification system, if one is established under section 6.
- 3. Best practices, if any are established under section 7.
- 4. The Ontario trails strategy and every progress report required under section 8.
- 5. Targets, if any are established under section 9.

EASEMENTS

Rules re easements

Definitions

12. (1) In this section,

"eligible body" means,

- (a) the Crown in right of Canada or in right of Ontario.
- (b) an agency, board or commission of the Crown in right of Canada or in right of Ontario that has the power to hold an interest in land,
- (c) a band within the meaning of the *Indian Act* (Canada),
- (d) an aboriginal community or organization prescribed by the regulations made under this Act,
- (e) a municipality,
- (f) a conservation authority established under the Conservation Authorities Act,
- (g) a board within the meaning of the Education Act,
- (h) a corporation incorporated under Part III of the Corporations Act or under the Canada Not-forprofit Corporations Act or a predecessor of that Act, and that is a charity registered under the Income Tax Act (Canada);
- (i) a trustee of a charitable foundation that is a charity registered under the *Income Tax Act* (Canada),
- (j) a prescribed donee under the *Income Tax Act* (Canada),
- (k) a qualified organization, as defined under section 170 (h) of the *Internal Revenue Code* (United States) and Treasury Reg 1.170A-14 (United States),
- (1) a corporation created by statute that is a registered charity under the *Income Tax Act* (Canada),
- (m) any other person or body prescribed by the regulations made under this Act; ("organisme admissible")
- "owner" means the registered owner of land under the *Registry Act* or the *Land Titles Act*. ("propriétaire")

- 1. Le nom de chaque sentier reconnu comme sentier d'exception de l'Ontario en vertu de l'article 5.
- 2. Le système de classification des sentiers établi en vertu de l'article 6, le cas échéant.
- 3. Les meilleures pratiques établies en vertu de l'article 7, le cas échéant.
- 4. La stratégie ontarienne pour l'aménagement des sentiers et chaque rapport d'étape exigé en application de l'article 8.
- 5. Les objectifs fixés en vertu de l'article 9, le cas échéant.

SERVITUDES

Règles applicables aux servitudes

Définitions

12. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

«organisme admissible» S'entend de ce qui suit :

- a) la Couronne du chef du Canada ou du chef de l'Ontario;
- b) un organisme, un conseil ou une commission de la Couronne du chef du Canada ou du chef de l'Ontario qui a le pouvoir de détenir un droit sur une terre;
- c) une bande au sens de la Loi sur les Indiens (Canada);
- d) une collectivité ou une organisation autochtone prescrite par les règlements pris en vertu de la présente loi;
- e) une municipalité;
- f) un office de protection de la nature créé en vertu de la *Loi sur les offices de protection de la nature*;
- g) un conseil ou un conseil scolaire au sens de la *Loi* sur l'éducation;
- h) une personne morale constituée en vertu de la partie III de la *Loi sur les personnes morales*, ou une organisation constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif* ou d'une loi qu'elle remplace, qui est un organisme de bienfaisance enregistré en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada);
- i) un fiduciaire d'une fondation de bienfaisance qui est un organisme de bienfaisance enregistré en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu (Canada);
- j) un donataire visé par règlement pris en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu (Canada);
- k) un organisme qualifié au sens que l'alinéa 170 h) du *Internal Revenue Code* (États-Unis) et le Treasury Reg. 1.170A-14 (États-Unis) donnent à l'expression «qualified organization»;
- une personne morale créée en vertu d'une loi qui est un organisme de bienfaisance enregistré en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu (Canada);

Nominee of eligible body

(2) For the purposes of this section, a reference to an eligible body includes a nominee of the eligible body who is acceptable for registration in the land registration system as a registered owner of an interest in land.

Granting of easements

- (3) An owner of land may grant an easement, with covenants, to one or more eligible bodies,
 - (a) for the preservation, enhancement or management of the use of, or access to, all or a portion of the land for purposes relating to trails or to activities relating to trails;
 - (b) for the creation, maintenance or management of trails for public use; or
 - (c) for the purposes as may be prescribed by the regulations made under this Act.

Granting of easement voluntary

(4) For greater certainty, the decision to grant an easement under subsection (3) is voluntary.

Easement reserved by a body

(5) When an eligible body conveys land, it may reserve an easement for a purpose referred to in subsection (3).

Same

(6) A reference in any Act or regulation to easements granted under this Act also applies to easements reserved in accordance with subsection (5).

Covenant re uses and activities

(7) An easement shall contain one or more covenants, as may be agreed upon by the owner of the land and the eligible body, stating the uses and activities permitted, restricted or prohibited on the land to which the easement relates and a description of those uses and activities.

Same

(8) A covenant required under subsection (7) has effect for the term of the easement.

Registration of easement

(9) An eligible body shall register the easement against the land affected in the proper land registry office and, once registered, the easement and the covenants contained in the easement run with the land against which it is registered.

- m) une autre personne ou un autre organisme prescrit par les règlements pris en vertu de la présente loi. («eligible body»)
- «propriétaire» S'entend d'un propriétaire enregistré en vertu de la *Loi sur l'enregistrement des actes* ou de la *Loi sur l'enregistrement des droits immobiliers*. («owner»)

Personne désignée par un organisme admissible

(2) Pour l'application du présent article, toute mention d'un organisme admissible vaut mention de toute personne désignée par cet organisme comme pouvant être enregistrée dans le système d'enregistrement immobilier en qualité de propriétaire enregistré d'un intérêt sur une terre

Concession de servitudes

- (3) Le propriétaire d'une terre peut, à l'une ou l'autre des fins suivantes, concéder une servitude, en y stipulant des engagements, à un ou plusieurs organismes admissibles :
 - a) la préservation, l'amélioration ou la gestion de l'utilisation de tout ou partie de cette terre ou de l'accès à celle-ci à des fins liées aux sentiers ou aux activités qui s'y rapportent;
 - b) la création, l'entretien ou la gestion des sentiers pour l'usage public;
 - c) les fins prescrites, le cas échéant, par les règlements pris en vertu de la présente loi.

Concession volontaire de servitudes

(4) Il est entendu que la décision de concéder une servitude en vertu du paragraphe (3) est volontaire.

Servitude réservée par un organisme

(5) Lorsqu'il cède une terre, l'organisme admissible peut réserver une servitude à une fin visée au paragraphe (3).

Idem

(6) La mention, dans une loi ou un règlement, de servitudes concédées en vertu de la présente loi s'applique également aux servitudes réservées conformément au paragraphe (5).

Engagements relatifs aux utilisations et activités

(7) La servitude doit stipuler un ou plusieurs engagements, dont conviennent le propriétaire de la terre et l'organisme admissible, précisant les utilisations et les activités qui sont permises, limitées ou interdites sur la terre à laquelle elle se rapporte. Elle doit également contenir une description de ces utilisations et activités.

Idem

(8) Les engagements exigés en application du paragraphe (7) s'appliquent pendant la période de la servitude.

Enregistrement de la servitude

(9) L'organisme admissible enregistre la servitude sur la terre visée au bureau d'enregistrement immobilier compétent. Une fois l'enregistrement effectué, la servitude et les engagements qui y sont stipulés, sont rattachés à la terre sur laquelle la servitude est enregistrée.

Not valid unless registered

(10) An easement is not valid unless it is registered under subsection (9).

Assignment

(11) An easement shall contain one or more covenants, as may be agreed upon by the owner of the land and the eligible body, with respect to the assignment of the easement to another eligible body.

Same

- (12) An easement may be assigned by an eligible body only to another eligible body and only if the following requirements are met:
 - 1. The eligible body gives the owner of the land reasonable notice of the assignment.
 - 2. The assignment is in writing.
 - 3. The assignment is made in accordance with the covenant or covenants referred to in subsection (11).

Same, registration

(13) An assignment under subsection (12) must be registered on title to the land.

Term

(14) An easement is valid for the term specified in it. The term must be specified as a period of months, years or in perpetuity.

Validity

(15) An easement registered on title to land, including the covenants contained in the easement, is valid whether or not the eligible body owns appurtenant land or land capable of being accommodated or benefited by the easement or covenant and regardless of whether the covenant is positive or negative in nature.

Release

(16) The eligible body may execute a release of an easement and shall provide a signed copy of the release to the owner of the land.

Same, registration

(17) The eligible body shall register the release of the easement against title to the land affected in the proper land registry office. If the eligible body fails to register the release, the owner of the land shall register the release.

Enforcement of easement

(18) An eligible body may enforce an easement that is registered on title to the land, including the covenants contained in the easement, against the owner of the land and against any subsequent owner of the land against which it is registered.

Same

(19) The owner of land may enforce against the eligible body the covenants contained in an easement that is registered on title to the land.

No merger of registered easement

(20) If an eligible body becomes the owner of land in respect of which it has the benefit of a registered easement.

Validité subordonnée à l'enregistrement

(10) Les servitudes ne sont valides que si elles sont enregistrées en application du paragraphe (9).

Cession

(11) La servitude doit stipuler un ou plusieurs engagements, dont conviennent le propriétaire de la terre et l'organisme admissible, concernant la cession de la servitude à un autre organisme admissible.

Idem

- (12) L'organisme admissible ne peut céder la servitude qu'à un autre organisme admissible et seulement si les conditions suivantes sont réunies :
 - L'organisme admissible donne au propriétaire de la terre un préavis raisonnable de la cession.
 - 2. La cession est faite par écrit.
 - 3. La cession est faite conformément aux engagements visés au paragraphe (11).

Idem: enregistrement

(13) La cession visée au paragraphe (12) doit être enregistrée sur le titre de la terre.

Durée

(14) La servitude est valide pour la période qui y est précisée (en nombre de mois ou d'années ou à perpétuité).

Validité

(15) Une servitude enregistrée sur le titre de la terre, y compris les engagements qui y sont stipulés, est valide que l'organisme admissible soit propriétaire ou non d'une terre rattachée ou d'une terre susceptible d'être desservie par la servitude ou de profiter de l'engagement, et que l'engagement soit de nature positive ou négative.

Mainlevée

(16) L'organisme admissible peut donner mainlevée d'une servitude et doit fournir une copie signée de la mainlevée au propriétaire de la terre.

Idem: enregistrement

(17) L'organisme admissible enregistre la mainlevée de la servitude sur le titre de la terre visée au bureau d'enregistrement immobilier compétent. À défaut, le propriétaire de la terre enregistre la servitude.

Opposabilité de la servitude

(18) Un organisme admissible peut opposer une servitude enregistrée sur le titre de la terre, y compris les engagements qui y sont stipulés, au propriétaire de la terre et à tout propriétaire subséquent de la terre sur laquelle la servitude est enregistrée.

Idem

(19) Le propriétaire de la terre peut opposer à l'organisme admissible les engagements qui sont stipulés dans une servitude enregistrée sur le titre de la terre.

Aucune fusion de servitudes enregistrées

(20) Si un organisme admissible devient propriétaire de la terre à l'égard de laquelle elle bénéficie d'une servitude enregistrée :

- (a) the easement does not merge in title; and
- (b) if the eligible body transfers the land, the easement and the covenants continue to run with the land.

Rights preserved

(21) Nothing in this section limits a right or remedy that a person may have under any other Act, at common law or in equity in respect of an easement or a covenant, if the right or remedy is not inconsistent with this section.

Non-application of s. 12

13. Section 12 does not apply to any land owned by the Crown or to lands administered under the *Conservation Authorities Act*, the *Public Lands Act* or the *Provincial Parks and Conservation Reserves Act*, 2006.

GENERAL

Regulations

- **14.** The Lieutenant Governor in Council may make regulations,
 - (a) prescribing aboriginal communities or organizations for the purposes of clause (d) of the definition of "eligible body" in subsection 12 (1);
 - (b) prescribing persons or bodies for the purposes of clause (m) of the definition of "eligible body" in subsection 12 (1);
 - (c) prescribing purposes for the purpose of clause 12 (3) (c).

Commencement

15. The Act set out in this Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Short title

16. The short title of the Act set out in this Schedule is the *Ontario Trails Act*, 2016.

- a) d'une part, la servitude et le droit de propriété sur la terre ne fusionnent pas sous un seul titre;
- d'autre part, en cas de cession de cette terre par l'organisme admissible, la servitude et les engagements continuent de s'y rattacher.

Droits conservés

(21) Le présent article n'a pas pour effet de restreindre les droits ou les recours qu'a une personne en vertu d'une autre loi ou selon la common law ou l'equity à l'égard d'une servitude ou d'un engagement si les droits ou les recours ne sont pas incompatibles avec le présent article.

Non-application de l'art. 12

13. L'article 12 ne s'applique pas aux terres dont la Couronne est propriétaire ou aux terres administrées sous le régime de la Loi sur les offices de protection de la nature, de la Loi sur les terres publiques ou de la Loi de 2006 sur les parcs provinciaux et les réserves de conservation

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Règlements

- 14. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :
 - a) prescrire des collectivités ou organisations autochtones pour l'application de l'alinéa d) de la définition de «organisme admissible» au paragraphe 12 (1);
 - b) prescrire des personnes ou des organismes pour l'application de l'alinéa m) de la définition de «organisme admissible» au paragraphe 12 (1);
 - c) prescrire des fins pour l'application de l'alinéa 12 (3) c).

Entrée en vigueur

15. La loi figurant à la présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Titre abrégé

16. Le titre abrégé de la loi figurant à la présente annexe est *Loi de 2016 sur les sentiers de l'Ontario*.

Loi sur les motoneiges

SCHEDULE 2 MOTORIZED SNOW VEHICLES ACT

1. Section 22 of the *Motorized Snow Vehicles Act* is amended by adding the following subsection:

Same

- (2) For greater certainty, the following do not constitute a fee for entry or activity of the person for the purposes of clause (1) (a):
 - 1. A fee charged for a purpose incidental to the entry or activity, such as for parking.
 - The receipt by a non-profit recreation club or association of a benefit or payment from or under the authority of a government or government agency.

Commencement

2. This Schedule comes into force on the day subsection 1 (1) of Schedule 3 to the Supporting Ontario's Trails Act, 2016 comes into force.

ANNEXE 2 LOI SUR LES MOTONEIGES

1. L'article 22 de la *Loi sur les motoneiges* est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Idem

- (2) Pour l'application de l'alinéa (1) a), il est entendu que ne constituent pas des droits pour l'entrée de la personne ou l'exercice par elle d'une activité :
 - 1. Les droits exigés à une fin accessoire à l'entrée ou à l'activité, telle que le stationnement.
 - Les prestations ou paiements versés à un club ou une association de loisir à but non lucratif par un gouvernement ou un organisme gouvernemental ou sous l'autorité de celui-ci.

Entrée en vigueur

2. La présente annexe entre en vigueur le jour de l'entrée en vigueur du paragraphe 1 (1) de l'annexe 3 de la Loi de 2016 sur le soutien aux sentiers de l'Ontario.

SCHEDULE 3 OCCUPIERS' LIABILITY ACT

1. (1) Section 4 of the *Occupiers' Liability Act* is amended by adding the following subsection:

Same

- (3.1) For greater certainty, the following do not constitute a fee for entry or activity of the person for the purposes of subclause (3) (c) (i):
 - 1. A fee charged for a purpose incidental to the entry or activity, such as for parking.
 - 2. The receipt by a non-profit recreation club or association of a benefit or payment from or under the authority of a government or government agency.
- (2) Subsection 4 (4) of the Act is amended by striking out "and" at the end of clause (e), by adding "and" at the end of clause (f) and by adding the following clause:
 - (g) portage routes.

Commencement

2. This Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

ANNEXE 3 LOI SUR LA RESPONSABILITÉ DES OCCUPANTS

1. (1) L'article 4 de la *Loi sur la responsabilité des occupants* est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Idem

- (3.1) Pour l'application du sous-alinéa (3) c) (i), il est entendu que ne constituent pas des droits pour l'entrée de la personne ou l'exercice par elle d'une activité :
 - Les droits exigés à une fin accessoire à l'entrée ou à l'activité, telle que le stationnement.
 - Les allocations ou paiements versés à un club ou une association de loisirs à but non lucratif par un gouvernement ou un organisme gouvernemental ou sous l'autorité de celui-ci.
- (2) Le paragraphe 4 (4) de la Loi est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :
 - g) des chemins de portage.

Entrée en vigueur

2. La présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Loi sur les véhicules tout terrain

SCHEDULE 4 OFF-ROAD VEHICLES ACT

1. Section 20 of the *Off-Road Vehicles Act* is amended by adding the following subsection:

Same

- (2) For greater certainty, the following do not constitute a fee for entry or activity of the person for the purposes of clause (1) (a):
 - 1. A fee charged for a purpose incidental to the entry or activity, such as for parking.
 - 2. The receipt by a non-profit recreation club or association of a benefit or payment from or under the authority of a government or government agency.

Commencement

2. This Schedule comes into force on the day subsection 1 (1) of Schedule 3 to the Supporting Ontario's Trails Act, 2016 comes into force.

ANNEXE 4 LOI SUR LES VÉHICULES TOUT TERRAIN

1. L'article 20 de la *Loi sur les véhicules tout terrain* est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Idem

- (2) Pour l'application de l'alinéa (1) a), il est entendu que ne constituent pas des droits pour l'entrée de la personne ou l'exercice par elle d'une activité :
 - 1. Les droits exigés à une fin accessoire à l'entrée ou à l'activité, telle que le stationnement.
 - Les prestations ou paiements versés à un club ou une association de loisir à but non lucratif par un gouvernement ou un organisme gouvernemental ou sous l'autorité de celui-ci.

Entrée en vigueur

2. La présente annexe entre en vigueur le jour de l'entrée en vigueur du paragraphe 1 (1) de l'annexe 3 de la Loi de 2016 sur le soutien aux sentiers de l'Ontario.

SCHEDULE 5 PUBLIC LANDS ACT

1. Section 1 of the *Public Lands Act* is amended by adding the following definitions:

- "boat" includes a motorboat, rowboat, canoe, punt, sailboat or raft; ("bateau")
- "conveyance" means a vehicle, boat or aircraft; ("moyen de transport")
- "officer" means an officer appointed to carry out and enforce this Act and the regulations under subsection 5 (1); ("agent")
- "vehicle" means any kind of vehicle that is driven, propelled or drawn on land or ice by any kind of power, including muscular power, and includes the rolling stock of a railway. ("véhicule")
 - 2. Subsection 5 (3) of the Act is repealed.
 - 3. Subsection 27 (3) of the Act is repealed.
- 4. The Act is amended by adding the following section:

No damage to Crown land or property

- **69.2** (1) No person shall cause a prescribed type of damage,
 - (a) to Crown land; or
 - (b) to Crown property that is situated on, or attached to, Crown land including,
 - (i) any road or trail or water crossing or any material used to construct the road, trail or water crossing, or
 - (ii) any sign, building, structure or thing.

Regulations

(2) The Lieutenant Governor in Council may make regulations defining types of damage for the purposes of subsection (1).

Order of court

- (3) If a person is found guilty of an offence for contravening subsection (1), the court may, in addition to imposing a fine under section 70.3, order the person,
 - (a) to cease the activity that has caused or is causing the prescribed type of damage;
 - (b) to take action, within such time as may be specified in the order, to rehabilitate the lands and repair any damage to property of the Crown,
 - (i) in accordance with a plan approved by the Minister, or

ANNEXE 5 LOI SUR LES TERRES PUBLIQUES

1. L'article 1 de la *Loi sur les terres publiques* est modifié par adjonction des définitions suivantes :

- «agent» Agent nommé en vertu du paragraphe 5 (1) pour l'application et l'exécution de la présente loi et des règlements. («officer»)
- «bateau» S'entend en outre d'un bateau à moteur, d'un bateau à rames, d'un canot, d'un bachot, d'un voilier ou d'un radeau. («boat»)
- «moyen de transport» Véhicule, bateau ou aéronef. («conveyance»)
- «véhicule» Tout genre de véhicule qui est mû, propulsé ou tiré sur le sol ou la glace par une force quelle qu'elle soit, y compris la force musculaire. S'entend en outre du matériel roulant d'un chemin de fer. («vehicle»)
 - 2. Le paragraphe 5 (3) de la Loi est abrogé.
 - 3. Le paragraphe 27 (3) de la Loi est abrogé.
- 4. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Interdiction d'endommager des terres ou des biens de la Couronne

- **69.2** (1) Nul ne doit occasionner un type prescrit de dommages :
 - a) soit à des terres de la Couronne;
 - soit à des biens de la Couronne qui sont situés sur des terres de la Couronne ou rattachés à ces terres, y compris :
 - (i) tout chemin ou sentier, tout ouvrage de franchissement de cours d'eau ou tout matériau utilisé dans la construction des chemins, des sentiers ou des ouvrages de franchissement de cours d'eau,
 - (ii) tout écriteau, tout bâtiment, toute structure ou tout objet.

Règlements

(2) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, définir des types de dommages pour l'application du paragraphe (1).

Ordonnance du tribunal

- (3) Si une personne est déclarée coupable d'une infraction pour avoir contrevenu au paragraphe (1), le tribunal peut, outre imposer une amende en vertu de l'article 70.3, ordonner à la personne :
 - a) d'interrompre l'activité qui a occasionné ou qui occasionne le type prescrit de dommages;
 - b) de prendre, dans le délai que précise l'ordonnance, des mesures pour remettre les terres de la Couronne en état et réparer les dommages occasionnés aux biens de la Couronne :
 - (i) conformément au plan approuvé par le ministre.

- (ii) if the Minister has not approved a plan, in such manner as the court considers appropriate: and
- (c) to obtain any work permit or other authorization under this Act that may be required in order to effect the rehabilitation of the lands and repair any damage to Crown property in accordance with the order of the court.

Compliance with order

(4) A person shall comply with an order made under subsection (3).

Failure to comply with an order

- (5) If a person fails to comply with an order under subsection (3), the Minister may take such action as he or she considers appropriate to rehabilitate the land and repair any damage to property of the Crown, and any cost or expense incurred in the rehabilitation and repair is a debt due to the Crown and may be recovered by the Minister in a court of competent jurisdiction in an action against the person.
- 5. The Act is amended by adding the following heading before section 70:

PART III.1 ENFORCEMENT AND GENERAL OFFENCES

6. Sections 70, 70.1 and 70.2 of the Act are repealed and the following substituted:

Officers stopping conveyances

70. (1) An officer may stop a conveyance if he or she has reasonable grounds to believe that stopping the conveyance would assist in determining compliance with this Act or the regulations.

Operator to stop

(2) On the officer's signal to stop, the operator of the conveyance shall immediately stop and produce for inspection any document or other thing requested by the officer that is relevant to the purpose of determining compliance with the Act or the regulations.

Stop signals

- (3) For the purpose of subsection (2), signals to stop include.
 - (a) intermittent flashes of red light, in the case of a vehicle;
 - (b) intermittent flashes of blue light, in the case of a boat; and
 - (c) a hand signal to stop, in the case of a vehicle or boat.

Arrest without warrant

70.1 (1) An officer may arrest without warrant a person that he or she has reasonable grounds to believe is committing or has committed an offence under this Act or the regulations.

- (ii) si le ministre n'a pas approuvé de plan, de la manière que le tribunal juge appropriée;
- c) d'obtenir les permis de travail ou les autres autorisations prévus par la présente loi qui peuvent être nécessaires pour remettre les terres de la Couronne en état et réparer les dommages occasionnés aux biens de la Couronne conformément à l'ordonnance du tribunal.

Conformité à l'ordonnance

(4) Toute personne visée par une ordonnance rendue en vertu du paragraphe (3) s'y conforme.

Non-conformité à l'ordonnance

- (5) Si une personne ne se conforme pas à une ordonnance rendue en vertu du paragraphe (3), le ministre peut prendre les mesures qu'il juge appropriées pour remettre les terres de la Couronne en état et réparer les dommages occasionnés aux biens de la Couronne. Les frais ou dépenses engagés à cette fin constituent une créance de la Couronne que le ministre peut recouvrer au moyen d'une action intentée contre la personne devant un tribunal compétent.
- 5. La Loi est modifiée par adjonction de l'intertitre suivant avant l'article 70 :

PARTIE III.1 EXÉCUTION ET INFRACTIONS GÉNÉRALES

6. Les articles 70, 70.1 et 70.2 de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Immobilisation de moyens de transport par les agents

70. (1) Un agent peut arrêter un moyen de transport s'il a des motifs raisonnables de croire que cela aiderait à déterminer s'il y a conformité à la présente loi ou aux règlements.

Arrêt par le conducteur

(2) Au signal d'arrêt de l'agent, le conducteur du moyen de transport s'arrête immédiatement et présente aux fins d'inspection tout document ou autre chose que demande l'agent et qui est pertinent pour déterminer s'il y a conformité à la présente loi ou aux règlements.

Signaux d'arrêt

- (3) Pour l'application du paragraphe (2), les signaux d'arrêt comprennent :
 - a) un clignotement de lumière rouge, dans le cas d'un véhicule;
 - b) un clignotement de lumière bleue, dans le cas d'un bateau;
 - c) un signal d'arrêt manuel, dans le cas d'un véhicule ou d'un bateau.

Arrestation sans mandat

70.1 (1) Un agent peut arrêter sans mandat une personne s'il a des motifs raisonnables de croire qu'elle est en train de commettre ou a commis une infraction prévue par la présente loi ou les règlements.

Loi sur les terres publiques

Release by officer

- (2) If an officer arrests a person under this section, he or she shall, as soon as practicable, release the person from custody, unless the officer has reasonable grounds to believe that.
 - (a) it is necessary in the public interest for the person arrested to be detained, having regard to all the circumstances, including the need to,
 - (i) establish the identity of the person,
 - (ii) secure or preserve evidence of or relating to the offence, or
 - (iii) prevent the continuation or repetition of the offence or the commission of another offence;
 - (b) the person arrested, if released, will not respond to a summons or offence notice or will not appear in court.

Person not released

(3) Subsections 149 (2) and (3) and section 150 of the *Provincial Offences Act* apply if the person arrested is not released under subsection (2).

Necessary force

(4) An officer may use as much force as is necessary to make an arrest under this section.

Obstruction of officer

70.2 A person shall not,

- (a) knowingly make a false or misleading statement to an officer who is acting under this Act; or
- (b) otherwise obstruct an officer who is acting under this Act.

Offences

70.3 (1) A person is guilty of an offence if the person contravenes this Act or the regulations.

Penalty

- (2) Subject to subsections (6) and (7), an individual found guilty of an offence under this Act is liable on conviction
 - (a) to a fine of not more than \$15,000 for the first offence and to an additional fine of not more than \$1,000 for each day during which the offence continues; and
 - (b) to a fine of not more than \$25,000 for the second or subsequent offence and to an additional fine of not more than \$1,000 for each day during which the offence continues.

Same, corporations

(3) Subject to subsections (6) and (7), a corporation

Mise en liberté par l'agent

- (2) S'il arrête une personne en vertu du présent article, l'agent met la personne en liberté, dès que possible dans les circonstances, à moins qu'il n'ait des motifs raisonnables de croire que, selon le cas :
 - a) il est nécessaire, dans l'intérêt public, que la personne soit détenue, eu égard à toutes les circonstances, notamment à l'une ou l'autre des fins suivantes;
 - (i) établir l'identité de la personne,
 - (ii) recueillir ou conserver des éléments de preuve de l'infraction ou relatifs à celle-ci,
 - (iii) empêcher que l'infraction se poursuive ou se répète ou qu'une autre infraction soit commise;
 - b) la personne, si elle est mise en liberté, ne se conformera pas à une assignation ou à un avis d'infraction ou ne comparaîtra pas devant le tribunal.

Personne non mise en liberté

(3) Les paragraphes 149 (2) et (3) et l'article 150 de la *Loi sur les infractions provinciales* s'appliquent si la personne arrêtée n'est pas mise en liberté en application du paragraphe (2).

Force nécessaire

(4) L'agent peut avoir recours à toute la force nécessaire pour procéder à une arrestation en vertu du présent article.

Entrave au travail d'un agent

70.2 Nul ne doit, selon le cas :

- a) faire sciemment une déclaration fausse ou trompeuse à l'agent qui agit en vertu de la présente loi;
- b) entraver d'une autre façon le travail de l'agent qui agit en vertu de la présente loi.

Infractions

70.3 (1) Quiconque contrevient à la présente loi ou aux règlements est coupable d'une infraction.

Peine

- (2) Sous réserve des paragraphes (6) et (7), tout particulier déclaré coupable d'une infraction visée à la présente loi est passible, sur déclaration de culpabilité :
 - a) d'une amende maximale de 15 000 \$ et d'une amende supplémentaire maximale de 1 000 \$ pour chaque journée pendant laquelle l'infraction se poursuit, dans le cas d'une première infraction;
 - b) d'une amende maximale de 25 000 \$ et d'une amende supplémentaire maximale de 1 000 \$ pour chaque journée pendant laquelle l'infraction se poursuit, dans le cas d'une deuxième infraction ou d'une infraction subséquente.

Idem: personnes morales

(3) Sous réserve des paragraphes (6) et (7), la personne

Loi sur les terres publiques

found guilty of an offence under this Act is liable on conviction.

- (a) to a fine of not more than \$25,000 for the first offence and to an additional fine of not more than \$1,000 for each day during which the offence continues; and
- (b) to a fine of not more than \$50,000 for the second or subsequent offence and to an additional fine of not more than \$1,000 for each day during which the offence continues.

Officers, directors, etc.

(4) If a corporation commits an offence under this Act or the regulations, an officer, director, employee or agent of the corporation who directed, authorized, assented to, acquiesced in or participated in the commission of the offence is a party to the offence and on conviction is liable to the penalty for the offence provided in this Act, whether or not the corporation is prosecuted for the offence.

Additional orders of the court

- (5) Upon convicting a person of an offence under this Act, the court may,
 - (a) despite any maximum fine provided for under subsection (2) or (3), increase the fine that may be imposed on the person by an amount equal to the amount of any monetary benefit acquired by the person or that accrued to the person, as a result of the commission of the offence;
 - (b) order that a fine provided for under subsection (2) or (3) be paid in addition to any penalty specifically provided for in any other provision of this Act, subject to subsections (6) and (7); and
 - (c) make such order as the court considers proper to obtain compliance with this Act or the regulations.

Exception

(6) The maximum fine that may be imposed under subsection (2) or (3) for each day during which the offence continues does not apply in the case of a daily fine imposed for an offence described in subsection 13 (4) or 14 (6).

Same

(7) Subsections (2), (3), (4) and (5) do not apply to an offence described in subsection 24 (9).

Limitation period

- 70.4 A prosecution for an offence under this Act,
- (a) shall not be commenced more than two years after the day evidence of the offence first came to the attention of an officer; and
- (b) shall not be commenced more than five years after the offence was committed.

morale qui est déclarée coupable d'une infraction prévue par la présente loi est passible, sur déclaration de culpabilité :

- a) d'une amende maximale de 25 000 \$ et d'une amende supplémentaire maximale de 1 000 \$ pour chaque journée pendant laquelle l'infraction se poursuit, dans le cas d'une première infraction;
- b) d'une amende maximale de 50 000 \$ et d'une amende supplémentaire maximale de 1 000 \$ pour chaque journée pendant laquelle l'infraction se poursuit, dans le cas d'une deuxième infraction ou d'une infraction subséquente.

Dirigeants et administrateurs

(4) Si une personne morale commet une infraction prévue par la présente loi ou les règlements, un dirigeant, un administrateur, un employé ou un mandataire de la personne morale qui a ordonné ou autorisé la commission de l'infraction ou y a consenti, acquiescé ou participé, est partie à l'infraction et est passible, sur déclaration de culpabilité, de la peine prévue dans la présente loi pour l'infraction, que la personne morale ait été poursuivie ou non pour cette infraction.

Autres ordonnances du tribunal

- (5) Le tribunal qui déclare une personne coupable d'une infraction prévue par la présente loi peut :
 - a) malgré toute amende maximale prévue au paragraphe (2) ou (3), augmenter l'amende qui peut être imposée à la personne d'un montant équivalent au montant de tout bénéfice pécuniaire que la personne a acquis ou qui lui est revenu par suite de la commission de l'infraction;
 - b) sous réserve des paragraphes (6) et (7), ordonner qu'une amende prévue au paragraphe (2) ou (3) soit payée en plus de toute autre peine expressément prévue par toute autre disposition de la présente loi:
 - c) rendre l'ordonnance qu'il estime indiquée pour qu'il y ait conformité à la présente loi ou aux règlements.

Exception

(6) L'amende maximale qui peut être imposée en vertu du paragraphe (2) ou (3) pour chaque journée pendant laquelle l'infraction se poursuit ne s'applique pas dans le cas d'une amende journalière imposée pour une infraction visée au paragraphe 13 (4) ou 14 (6).

Idem

(7) Les paragraphes (2), (3), (4) et (5) ne s'appliquent pas à une infraction visée au paragraphe 24 (9).

Délai de prescription

- **70.4** Sont irrecevables les poursuites pour infraction à la présente loi intentées :
 - a) soit plus de deux ans après le jour où des éléments de preuve de l'infraction ont été portés pour la première fois à la connaissance d'un agent;
 - soit plus de cinq ans après que l'infraction a été commise.

Public Lands Act

Loi sur les terres publiques

Commencement

7. This Schedule comes into force on the day the Supporting Ontario's Trails Act, 2016 receives Royal Assent.

Entrée en vigueur

7. La présente annexe entre en vigueur le jour où la *Loi de 2016 sur le soutien aux sentiers de l'Ontario* reçoit la sanction royale.

Loi sur l'entrée sans autorisation

SCHEDULE 6 TRESPASS TO PROPERTY ACT

- 1. Subsection 2 (1) of the *Trespass to Property Act* is amended by striking out "not more than \$2,000" at the end of the portion after clause (b) and substituting "not more than \$10,000".
- 2. Subsection 12 (1) of the Act is amended by striking out "but no judgment shall be for an amount in excess of \$1,000" at the end.

Commencement

3. This Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

ANNEXE 6 LOI SUR L'ENTRÉE SANS AUTORISATION

- 1. Le paragraphe 2 (1) de la *Loi sur l'entrée sans autorisation* est modifié par remplacement de «d'au plus 2 000 \$» par «d'au plus 10 000 \$» dans le passage qui précède l'alinéa a).
- 2. Le paragraphe 12 (1) de la Loi est modifié par suppression de «Toutefois, aucun jugement n'accorde un montant supérieur à 1 000 \$» à la fin du paragraphe.

Entrée en vigueur

3. La présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.



1ST SESSION, 41ST LEGISLATURE, ONTARIO 64 ELIZABETH II, 2015

1^{re} SESSION, 41^e LÉGISLATURE, ONTARIO 64 ELIZABETH II, 2015

Bill 101

(Chapter 21 Statutes of Ontario, 2015)

Projet de loi 101

(Chapitre 21 Lois de l'Ontario de 2015)

An Act to proclaim Ontario Flag Day

Loi proclamant le Jour du drapeau de l'Ontario



Mr. Y. Baker

M. Y. Baker

Private Member's Bill

1st Reading	May 13, 2015
2nd Reading	June 3, 2015
3rd Reading	June 3, 2015
Royal Assent	June 4, 2015

Projet de loi de député

1 ^{re} lecture	13 mai 2015
2 ^e lecture	3 juin 2015
3 ^e lecture	3 juin 2015
Sanction royale	4 juin 2015





EXPLANATORY NOTE

This Explanatory Note was written as a reader's aid to Bill 101 and does not form part of the law. Bill 101 has been enacted as Chapter 21 of the Statutes of Ontario, 2015.

The Bill proclaims May 21 in each year as Ontario Flag Day.

NOTE EXPLICATIVE

La note explicative, rédigée à titre de service aux lecteurs du projet de loi 101, ne fait pas partie de la loi. Le projet de loi 101 a été édicté et constitue maintenant le chapitre 21 des Lois de l'Ontario de 2015.

Le projet de loi proclame le 21 mai de chaque année Jour du drapeau de l'Ontario.

2015

An Act to proclaim Ontario Flag Day

Loi proclamant le Jour du drapeau de l'Ontario

Preamble

Ontario has a rich history and diverse heritage.

From the early Aboriginal peoples who first called this land home, to Anglophone and Francophone settlers like Henry Hudson and Samuel de Champlain, to the millions of immigrants who continue to arrive on our shores from around the world, Ontario is one of the most diverse places in the world.

Ontario has been built through the hard work of generations of people, through their commitment to values such as mutual respect and acceptance and their enduring belief in and support for freedom, democracy and human rights.

Ontarians from across our province have made and continue to make great contributions to the economic, social, political and cultural life of our province, our country and the world.

First recognized on May 21st, 1965, the Ontario flag symbolizes each of these contributions as well as our rich history, diverse heritage, distinct values and shared successes. The Ontario flag represents all those who call Ontario home.

Paying tribute to the Ontario flag allows us to celebrate all Ontario citizens and their countless contributions while honouring our history, heritage, values and successes.

Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Ontario Flag Day

1. May 21 in each year is proclaimed as Ontario Flag Day.

Commencement

2. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

3. The short title of this Act is the *Ontario Flag Day Act*, 2015.

Préambule

L'Ontario a une histoire féconde et un patrimoine marqué par la pluralité.

Les peuples autochtones, les premiers à s'installer ici, les pionniers francophones et anglophones comme Samuel de Champlain et Henry Hudson, et les millions d'immigrants qui continuent d'arriver de partout font de l'Ontario l'une des régions les plus diversifiées du monde.

L'Ontario s'est bâti grâce aux vaillants efforts de générations entières, à leur attachement à des valeurs comme le respect et l'acceptation des autres, à leur croyance tenace dans la liberté, la démocratie et les droits de la personne, et à leur soutien indéfectible à ces grands principes.

Les Ontariens et Ontariennes des quatre coins de la province continuent d'apporter une contribution exceptionnelle à la vie économique, sociale, politique et culturelle de la province, du pays et du monde.

Reconnu pour la première fois le 21 mai 1965, le drapeau de l'Ontario est le symbole à la fois de cette contribution et de notre histoire féconde, de notre patrimoine diversifié, de nos valeurs distinctes et de nos succès communs. Il représente toute la population ontarienne.

En rendant hommage au drapeau de l'Ontario, nous saluons les habitants de la province et leurs contributions innombrables, et nous célébrons notre histoire, notre patrimoine, nos valeurs et nos succès.

Pour ces motifs, Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

Jour du drapeau de l'Ontario

1. Le 21 mai de chaque année est proclamé Jour du drapeau de l'Ontario.

Entrée en vigueur

2. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2015* sur le Jour du drapeau de l'Ontario.









1ST SESSION, 41ST LEGISLATURE, ONTARIO 64 ELIZABETH II. 2015 1^{re} SESSION, 41^e LÉGISLATURE, ONTARIO 64 ELIZABETH II, 2015

Bill 101

Projet de loi 101

An Act to proclaim Ontario Flag Day Loi proclamant le Jour du drapeau de l'Ontario

Mr. Y. Baker

M. Y. Baker

Private Member's Bill

1st Reading May 13, 2015

2nd Reading

3rd Reading

Royal Assent



Projet de loi de député

1^{re} lecture 13 mai 2015

2^e lecture

3^e lecture

Sanction royale

Printed by the Legislative Assembly of Ontario

(



EXPLANATORY NOTE

NOTE EXPLICATIVE

The Bill proclaims May 21 in each year as Ontario Flag Day.

Le projet de loi proclame le 21 mai de chaque année Jour du drapeau de l'Ontario.

An Act to proclaim Ontario Flag Day

Loi proclamant le Jour du drapeau de l'Ontario

Preamble

Ontario has a rich history and diverse heritage.

From the early Aboriginal peoples who first called this land home, to Anglophone and Francophone settlers like Henry Hudson and Samuel de Champlain, to the millions of immigrants who continue to arrive on our shores from around the world, Ontario is one of the most diverse places in the world.

Ontario has been built through the hard work of generations of people, through their commitment to values such as mutual respect and acceptance and their enduring belief in and support for freedom, democracy and human rights.

Ontarians from across our province have made and continue to make great contributions to the economic, social, political and cultural life of our province, our country and the world.

First recognized on May 21st, 1965, the Ontario flag symbolizes each of these contributions as well as our rich history, diverse heritage, distinct values and shared successes. The Ontario flag represents all those who call Ontario home.

Paying tribute to the Ontario flag allows us to celebrate all Ontario citizens and their countless contributions while honouring our history, heritage, values and successes.

Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Ontario Flag Day

1. May 21 in each year is proclaimed as Ontario Flag Day.

Commencement

2. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

3. The short title of this Act is the *Ontario Flag Day Act*, 2015.

Préambule

L'Ontario a une histoire féconde et un patrimoine marqué par la pluralité.

Les peuples autochtones, les premiers à s'installer ici, les pionniers francophones et anglophones comme Samuel de Champlain et Henry Hudson, et les millions d'immigrants qui continuent d'arriver de partout font de l'Ontario l'une des régions les plus diversifiées du monde.

L'Ontario s'est bâti grâce aux vaillants efforts de générations entières, à leur attachement à des valeurs comme le respect et l'acceptation des autres, à leur croyance tenace dans la liberté, la démocratie et les droits de la personne, et à leur soutien indéfectible à ces grands principes.

Les Ontariens et Ontariennes des quatre coins de la province continuent d'apporter une contribution exceptionnelle à la vie économique, sociale, politique et culturelle de la province, du pays et du monde.

Reconnu pour la première fois le 21 mai 1965, le drapeau de l'Ontario est le symbole à la fois de cette contribution et de notre histoire féconde, de notre patrimoine diversifié, de nos valeurs distinctes et de nos succès communs. Il représente toute la population ontarienne.

En rendant hommage au drapeau de l'Ontario, nous saluons les habitants de la province et leurs contributions innombrables, et nous célébrons notre histoire, notre patrimoine, nos valeurs et nos succès.

Pour ces motifs, Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

Jour du drapeau de l'Ontario

1. Le 21 mai de chaque année est proclamé Jour du drapeau de l'Ontario.

Entrée en vigueur

2. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2015* sur le Jour du drapeau de l'Ontario.







1ST SESSION, 41ST LEGISLATURE, ONTARIO 64 ELIZABETH II, 2015 1^{re} SESSION, 41^e LÉGISLATURE, ONTARIO 64 ELIZABETH II, 2015

Bill 102

Projet de loi 102

An Act to proclaim May 14 as Apraxia Awareness Day

Loi proclamant le 14 mai Jour de la sensibilisation à l'apraxie

Mr. M. Colle

M. M. Colle

Private Member's Bill

1st Reading May 14, 2015

2nd Reading

3rd Reading

Royal Assent



Projet de loi de député

1^{re} lecture

14 mai 2015

2^e lecture

3^e lecture

Sanction royale

Printed by the Legislative Assembly of Ontario





An Act to proclaim May 14 as Apraxia Awareness Day

Loi proclamant le 14 mai Jour de la sensibilisation à l'apraxie

Preamble

Apraxia of speech is a neurological motor speech disorder in which a child has difficulty rapidly, accurately and consistently producing and timing the movement sequences needed to produce speech. This is not due to weak muscles or paralysis. The child will know what he or she wants to say, but his or her brain has difficulty coordinating the muscle movements necessary to produce the words.

Proclaiming Apraxia Awareness Day in Ontario helps to raise awareness for this motor speech disorder.

Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Apraxia Awareness Day

1. May 14 in each year is proclaimed as Apraxia Awareness Day.

Commencement

2. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

3. The short title of this Act is the Apraxia Awareness Day Act, 2015.

EXPLANATORY NOTE

The Bill proclaims May 14 in each year as Apraxia Awareness Day.

Préambule

L'apraxie de la parole est un trouble moteur de la parole d'origine neurologique. L'enfant qui en est atteint a de la difficulté à produire et à coordonner avec rapidité, précision et régularité les séquences de mouvement nécessaires à la production de la parole. L'apraxie n'est pas causée par une faiblesse des muscles ou la paralysie. L'enfant sait ce qu'il veut dire, mais son cerveau a du mal à coordonner les mouvements musculaires que nécessite l'expression verbale.

La proclamation en Ontario du Jour de la sensibilisation à l'apraxie contribue à rehausser la sensibilisation à ce trouble moteur de la parole.

Pour ces motifs, Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

Jour de la sensibilisation à l'apraxie

1. Le 14 mai de chaque année est proclamé Jour de la sensibilisation à l'apraxie.

Entrée en vigueur

2. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2015* sur le Jour de la sensibilisation à l'apraxie.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi proclame le 14 mai de chaque année Jour de la sensibilisation à l'apraxie.





1ST SESSION, 41ST LEGISLATURE, ONTARIO 64 ELIZABETH II. 2015

1^{re} SESSION, 41^e LÉGISLATURE, ONTARIO 64 ELIZABETH II. 2015

Bill 103

Projet de loi 103

An Act to resolve labour disputes between the Durham District School Board. **Rainbow District School Board** and Peel District School Board, and the Ontario Secondary School Teachers' Federation

> The Hon. K. Flynn Minister of Labour

Loi visant à régler les conflits de travail entre les conseils scolaires de district Durham District School Board, Rainbow District School Board et Peel District School Board et la Fédération des enseignantesenseignants des écoles secondaires de l'Ontario

> L'honorable K. Flynn Ministre du Travail

Government Bill

1st Reading May 25, 2015

2nd Reading

3rd Reading

Royal Assent



Projet de loi du gouvernement

1^{re} lecture 25 mai 2015

2^e lecture

3^e lecture

Sanction royale

Printed by the Legislative Assembly of Ontario

Imprimé par l'Assemblée législative de l'Ontario





EXPLANATORY NOTE

The Bill addresses the labour disputes between the Durham District School Board, Rainbow District School Board and Peel District School Board, and the Ontario Secondary School Teachers' Federation. It requires the termination of any strike or lock-out and provides a mechanism for achieving memoranda of settlement of local terms.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi traite des conflits de travail opposant les conseils scolaires de district Durham District School Board, Rainbow District School Board et Peel District School Board, d'une part, et la Fédération des enseignantes-enseignants des écoles secondaires de l'Ontario, d'autre part. Il exige la cessation de toute grève ou de tout lock-out et prévoit un mécanisme pour conclure des protocoles d'accord sur les conditions négociées localement.

An Act to resolve labour disputes between the Durham District School Board, Rainbow District School Board and Peel District School Board, and the Ontario Secondary School Teachers' Federation

Loi visant à régler les conflits de travail entre les conseils scolaires de district Durham District School Board, Rainbow District School Board et Peel District School Board et la Fédération des enseignantesenseignants des écoles secondaires de l'Ontario

Preamble

The Durham District School Board, Rainbow District School Board and Peel District School Board, and the Ontario Secondary School Teachers' Federation are parties to collective agreements that have expired. Pursuant to the collective bargaining regime established by the School Boards Collective Bargaining Act, 2014, the parties have engaged in local bargaining, including conciliation with the assistance of Ministry of Labour staff, but have failed to resolve their disputes. Continuing efforts by the Ministry of Labour to assist the parties in resolving their differences have proved unsuccessful. Negotiations have reached an impasse, the parties are clearly deadlocked and strikes commenced on April 20, 27 and May 4, 2015.

Continuation of these strikes gives rise to serious adverse impacts for students and their families. The education of over 70,000 students has been disrupted. The Education Relations Commission has advised that continuation of the strikes will place in jeopardy the successful completion of courses of study by the affected students. Having regard to these serious concerns and the clear deadlock in negotiations, the public interest requires an exceptional and temporary solution so that the matters in dispute may be resolved through mediation-arbitration, and the affected students can return to school and resume their courses of study.

Therefore, her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

INTERPRETATION AND APPLICATION

Definitions

1. (1) In this Act,

"bargaining agent" means the Ontario Secondary School Teachers' Federation; ("agent négociateur")

"employees" means the employees of a listed employer who are represented by the bargaining agent and included in a listed bargaining unit; ("employés")

Préambule

Les conseils scolaires de district Durham District School Board, Rainbow District School Board et Peel District School Board et la Fédération des enseignantes-enseignants des écoles secondaires de l'Ontario sont parties à des conventions collectives qui ont expiré. Conformément au régime de négociation collective établi par la Loi de 2014 sur la négociation collective dans les conseils scolaires, les parties ont engagé la négociation locale, y compris une conciliation avec l'aide du personnel du ministère du Travail, mais elles n'ont pas réussi à régler leurs différends. Les efforts continus du ministère du Travail pour aider les parties à résoudre leurs différends se sont révélés vains. Les négociations sont au point mort, les parties sont manifestement dans une impasse et des grèves ont commencé les 20 et 27 avril et le 4 mai 2015.

La poursuite de ces grèves a des conséquences préjudiciables graves pour les élèves et leurs familles. L'éducation de plus de 70 000 élèves est perturbée. La Commission des relations de travail en éducation a émis l'avis que la poursuite des grèves compromettra le succès scolaire des élèves touchés. Compte tenu de la gravité de cette situation et de l'impasse manifeste dans laquelle se trouvent les négociations, l'intérêt public exige une solution exceptionnelle et temporaire afin que les questions en litige soient réglées par médiation-arbitrage et que les élèves puissent retourner à l'école pour reprendre leurs études.

Pour ces motifs, Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

INTERPRÉTATION ET APPLICATION

Définitions

1. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

«agent négociateur» La Fédération des enseignantesenseignants des écoles secondaires de l'Ontario. («bargaining agent»)

«employés» Les employés d'un employeur désigné qui sont représentés par l'agent négociateur et compris dans une unité de négociation désignée. («employees») "listed bargaining unit" means any of the following:

- In relation to the Durham District School Board, the bargaining unit composed of every teacher, other than occasional teachers, who is employed by the Durham District School Board and is assigned to one or more secondary schools or to perform duties in respect of such schools all or most of the time.
- 2. In relation to the Durham District School Board, the bargaining unit composed of every teacher who is an occasional teacher and who is on the Board's roster of occasional teachers who may be assigned to a secondary school.
- 3. In relation to the Peel District School Board, the bargaining unit composed of every teacher, other than occasional teachers, who is employed by the Peel District School Board and is assigned to one or more secondary schools or to perform duties in respect of such schools all or most of the time.
- 4. In relation to the Peel District School Board, the bargaining unit composed of every teacher who is an occasional teacher and who is on the Board's roster of occasional teachers who may be assigned to a secondary school.
- 5. In relation to the Rainbow District School Board, the bargaining unit composed of every teacher, other than occasional teachers, who is employed by the Rainbow District School Board and is assigned to one or more secondary schools or to perform duties in respect of such schools all or most of the time.
- 6. In relation to the Rainbow District School Board, the bargaining unit composed of every teacher who is an occasional teacher and who is on the Board's roster of occasional teachers who may be assigned to a secondary school; ("unité de négociation désignée")

"listed employer" means any of the following:

- 1. Durham District School Board.
- 2. Peel District School Board.
- Rainbow District School Board; ("employeur désigné")

"Minister" means the Minister of Labour; ("ministre")

"parties", when used in relation to a dispute, a mediationarbitration proceeding dealing with the dispute or a memorandum of settlement of local terms, means the listed employer and the bargaining agent. ("parties") «employeur désigné» L'un ou l'autre des conseils scolaires de district suivants :

- 1. Durham District School Board.
- 2. Peel District School Board.
- Rainbow District School Board, («listed employer»)

«ministre» Le ministre du Travail. («Minister»)

«parties» Relativement à un différend, à une procédure de médiation-arbitrage portant sur ce différend ou à un protocole d'accord sur les conditions négociées localement, s'entend de l'employeur désigné et de l'agent négociateur. («parties»)

«unité de négociation désignée» L'une ou l'autre des unités de négociation suivantes :

- S'agissant du conseil scolaire de district Durham District School Board, l'unité de négociation composée de tous les enseignants, à l'exception des enseignants suppléants, qui sont employés par ce conseil et qui sont affectés à une ou plusieurs écoles secondaires ou chargés d'exercer des fonctions à l'égard de telles écoles tout le temps ou la plupart du temps.
- 2. S'agissant du conseil scolaire de district Durham District School Board, l'unité de négociation composée de tous les enseignants qui sont des enseignants suppléants et qui figurent au tableau, établi par le conseil, des enseignants suppléants qui peuvent être affectés à une école secondaire.
- 3. S'agissant du conseil scolaire de district Peel District School Board, l'unité de négociation composée de tous les enseignants, à l'exception des enseignants suppléants, qui sont employés par ce conseil et qui sont affectés à une ou plusieurs écoles secondaires ou chargés d'exercer des fonctions à l'égard de telles écoles tout le temps ou la plupart du temps.
- 4. S'agissant du conseil scolaire de district Peel District School Board, l'unité de négociation composée de tous les enseignants qui sont des enseignants suppléants et qui figurent au tableau, établi par le conseil, des enseignants suppléants qui peuvent être affectés à une école secondaire.
- 5. S'agissant du conseil scolaire de district Rainbow District School Board, l'unité de négociation composée de tous les enseignants, à l'exception des enseignants suppléants, qui sont employés par ce conseil et qui sont affectés à une ou plusieurs écoles secondaires ou chargés d'exercer des fonctions à l'égard de telles écoles tout le temps ou la plupart du temps.
- 6. S'agissant du conseil scolaire de district Rainbow District School Board, l'unité de négociation composée de tous les enseignants qui sont des enseignants suppléants et qui figurent au tableau, établi par le conseil, des enseignants suppléants qui peuvent être affectés à une école secondaire. («listed bargaining unit»)

Interpretation

(2) Expressions used in this Act have the same meaning as in the *School Boards Collective Bargaining Act*, 2014, unless the context requires otherwise.

Application of Act

2. (1) This Act applies to a listed employer, the bargaining agent and the employees in a listed bargaining unit if the employer and the bargaining agent have not ratified a memorandum of settlement of local terms on or after the day this Act receives First Reading and before the day this Act receives Royal Assent with respect to that unit

Application of School Boards Collective Bargaining Act, 2014

(2) Except as modified by this Act, the *School Boards Collective Bargaining Act, 2014* applies to a listed employer, the bargaining agent and the employees.

Conflict

(3) In the event of a conflict between this Act and the *School Boards Collective Bargaining Act*, 2014, this Act prevails.

STRIKES AND LOCK-OUTS

Duties of listed employer and bargaining agent

Operation of undertakings

3. (1) As soon as this Act receives Royal Assent, a listed employer shall use all reasonable efforts to operate and continue to operate its undertakings, including any operations interrupted during any lock-out or strike in respect of local bargaining that is in effect immediately before this Act receives Royal Assent.

Termination of lock-out

(2) As soon as this Act receives Royal Assent, a listed employer shall terminate any lock-out of employees in respect of local bargaining that is in effect immediately before this Act receives Royal Assent.

Termination of strike

(3) As soon as this Act receives Royal Assent, the bargaining agent shall terminate any strike by employees in respect of local bargaining that is in effect immediately before this Act receives Royal Assent.

Same

(4) As soon as this Act receives Royal Assent, each employee shall terminate any strike in respect of local bargaining that is in effect before this Act receives Royal Assent and shall, without delay, resume the performance of the duties of his or her employment or shall continue performing them, as the case may be.

Exception

(5) Subsection (4) does not preclude an employee from

Interprétation

(2) Les expressions employées dans la présente loi s'entendent au sens de la *Loi de 2014 sur la négociation collective dans les conseils scolaires*, sauf indication contraire du contexte.

Application de la Loi

2. (1) La présente loi s'applique à tout employeur désigné, à l'agent négociateur et aux employés compris dans une unité de négociation désignée si l'employeur et l'agent n'ont pas ratifié de protocole d'accord sur les conditions négociées localement le jour où la présente loi reçoit la première lecture ou par la suite, mais avant le jour où elle recoit la sanction royale.

Application de la Loi de 2014 sur la négociation collective dans les conseils scolaires

(2) Sauf modifications apportées par la présente loi, la *Loi de 2014 sur la négociation collective dans les conseils scolaires* s'applique à tout employeur désigné, à l'agent négociateur et aux employés.

Incompatibilité

(3) En cas d'incompatibilité, la présente loi l'emporte sur la *Loi de 2014 sur la négociation collective dans les conseils scolaires*.

GRÈVES ET LOCK-OUT

Obligations de l'employeur désigné et de l'agent négociateur

Fonctionnement des opérations

3. (1) Dès que la présente loi reçoit la sanction royale, l'employeur désigné fait tous les efforts raisonnables pour faire et continuer de faire fonctionner ses opérations, notamment les opérations interrompues durant tout lock-out ou toute grève dont le motif est lié à la négociation locale et qui est en cours immédiatement avant que la présente loi ne reçoive la sanction royale.

Cessation de tout lock-out

(2) Dès que la présente loi reçoit la sanction royale, l'employeur désigné met fin à tout lock-out d'employés dont le motif est lié à la négociation locale qui est en cours immédiatement avant que la présente loi ne reçoive la sanction royale.

Cessation de toute grève

(3) Dès que la présente loi reçoit la sanction royale, l'agent négociateur met fin à toute grève d'employés dont le motif est lié à la négociation locale et qui est en cours immédiatement avant que la présente loi ne reçoive la sanction royale.

Idem

(4) Dès que la présente loi reçoit la sanction royale, chaque employé cesse toute grève dont le motif est lié à la négociation locale et qui est en cours avant que la présente loi ne reçoive la sanction royale et, sans tarder, reprend l'exercice des fonctions rattachées à son emploi ou continue de les exercer, selon le cas.

Exception

(5) Le paragraphe (4) n'a pas pour effet d'empêcher un

not reporting to work and performing his or her duties for reasons of health or by mutual consent of the employee and the listed employer.

Prohibition re strike — local bargaining

4. (1) Subject to subsection 6 (2), no employee shall strike and no person or bargaining agent shall call or authorize or threaten to call or authorize a strike by any employees in respect of local bargaining.

Same

(2) Subject to subsection 6 (2), no officer, official or agent of the bargaining agent shall counsel, procure, support or encourage a strike by any employees in respect of local bargaining.

Prohibition re strike — central bargaining

(3) No employee shall strike and no person or bargaining agent shall call or authorize or threaten to call or authorize a strike by any employees in respect of central bargaining for the remainder of the 2014-2015 school year.

Same

(4) No officer, official or agent of the bargaining agent shall counsel, procure, support or encourage a strike by any employees in respect of central bargaining for the remainder of the 2014-2015 school year.

Prohibition re lock-out — local bargaining

5. (1) Subject to subsection 6 (2), a listed employer shall not lock out or threaten to lock out any employees in respect of local bargaining.

Same

(2) Subject to subsection 6 (2), no officer, official or agent of a listed employer shall counsel, procure, support or encourage a lock-out of any employees in respect of local bargaining.

Prohibition re lock out — central bargaining

(3) A listed employer shall not lock out or threaten to lock out any employees in respect of central bargaining for the remainder of the 2014-2015 school year.

Same

(4) No officer, official or agent of a listed employer shall counsel, procure, support or encourage a lock-out of any employees in respect of central bargaining for the remainder of the 2014-2015 school year.

Strike or lock-out after memorandum of settlement of local terms $% \left(t\right) =\left(t\right) \left(t\right) \left($

6. (1) Subject to subsection (2), after a memorandum of settlement of local terms with respect to a listed bargaining unit is ratified by the parties or is deemed to have been ratified under section 17, sections 4 and 5 continue to apply in respect of those parties in respect of local bargaining.

employé de ne pas se présenter au travail et de ne pas exercer ses fonctions pour cause de maladie ou avec le consentement de l'employeur désigné.

Interdiction de grève — négociation locale

4. (1) Sous réserve du paragraphe 6 (2), aucun employé ne doit faire grève et aucune personne ni aucun agent négociateur ne doit lancer un ordre de grève à des employés pour un motif lié à la négociation locale, ni les autoriser à faire grève, ni ne doit menacer de faire l'un ou l'autre.

Idem

(2) Sous réserve du paragraphe 6 (2), aucun dirigeant ou agent de l'agent négociateur ne doit recommander, provoquer, appuyer ni encourager une grève d'employés pour un motif lié à la négociation locale.

Interdiction de grève — négociation centrale

(3) Aucun employé ne doit faire grève et aucune personne ni aucun agent négociateur ne doit lancer un ordre de grève à des employés pour un motif lié à la négociation centrale, ni les autoriser à faire grève, ni ne doit menacer de faire l'un ou l'autre, jusqu'à la fin de l'année scolaire 2014-2015.

Idem

(4) Aucun dirigeant ou agent de l'agent négociateur ne doit recommander, provoquer, appuyer ni encourager une grève d'employés pour un motif lié à la négociation centrale jusqu'à la fin de l'année scolaire 2014-2015.

Interdiction de lock-out — négociation locale

5. (1) Sous réserve du paragraphe 6 (2), l'employeur désigné ne doit pas lock-outer ni menacer de lock-outer des employés pour un motif lié à la négociation locale.

Idem

(2) Sous réserve du paragraphe 6 (2), aucun dirigeant ou agent d'un employeur désigné ne doit recommander, provoquer, appuyer ni encourager un lock-out d'employés pour un motif lié à la négociation locale.

Interdiction de lock-out — négociation centrale

(3) L'employeur désigné ne doit pas lock-outer ni menacer de lock-outer des employés pour un motif lié à la négociation centrale jusqu'à la fin de l'année scolaire 2014-2015.

Idem

(4) Aucun dirigeant ou agent d'un employeur désigné ne doit recommander, provoquer, appuyer ni encourager un lock-out d'employés pour un motif lié à la négociation centrale jusqu'à la fin de l'année scolaire 2014-2015.

Grève ou lock-out après la ratification d'un protocole d'accord sur les conditions négociées localement

6. (1) Sous réserve du paragraphe (2), après qu'un protocole d'accord sur les conditions négociées localement visant une unité de négociation désignée a été ratifié par les parties ou qu'il a été réputé avoir été ratifié en application de l'article 17, les articles 4 et 5 continuent de s'appliquer à l'égard de ces parties en ce qui a trait à la négociation locale.

Strike or lock-out after a new collective agreement

(2) After a new collective agreement with respect to a listed bargaining unit has been ratified in accordance with the *School Boards Collective Bargaining Act, 2014*, that Act governs the right of the employees in that unit to strike and the right of the listed employer to lock out those employees.

Offence

- **7.** (1) A person, including a listed employer, or a bargaining agent who contravenes or fails to comply with section 3, 4 or 5 is guilty of an offence and on conviction is liable.
 - (a) in the case of an individual, to a fine of not more than \$2,000; and
 - (b) in any other case, to a fine of not more than \$25,000.

Continuing offence

(2) Each day of a contravention or failure to comply constitutes a separate offence.

Related matters

(3) Subsection 104 (3) and sections 105, 106 and 107 of the *Labour Relations Act, 1995* apply with necessary modifications with respect to an offence under this Act.

Deeming provision: unlawful strike or lock-out

8. A strike or lock-out in contravention of section 3, 4 or 5 is deemed to be an unlawful strike or lock-out for the purposes of the *Labour Relations Act, 1995*.

Terms of employment

9. Until a memorandum of settlement of local terms has been ratified by the parties or is deemed to have been ratified under section 17, the local terms that applied with respect to the employees in the listed bargaining unit on the day before the first day on which it became lawful for any of those employees to strike continue to apply, unless the parties agree otherwise.

MEDIATION-ARBITRATION

Deemed referral to arbitration

10. If this Act applies to a listed employer and the bargaining agent in respect of a listed bargaining unit, the parties are deemed to have referred to a board of arbitration, on the day this Act receives Royal Assent, all matters remaining in dispute between them with respect to local bargaining.

Appointment of board of arbitration

11. (1) On or before the fifth day after this Act receives Royal Assent, each of the parties shall appoint to a board of arbitration a member who has agreed to act.

Grève ou lock-out après la ratification d'une nouvelle convention collective

(2) Après qu'une nouvelle convention collective visant une unité de négociation désignée a été ratifiée conformément à la *Loi de 2014 sur la négociation collective dans les conseils scolaires*, cette loi régit le droit de grève des employés compris dans cette unité et le droit de l'employeur désigné de les lock-outer.

Infraction

- **7.** (1) Toute personne, y compris tout employeur désigné, ou tout agent négociateur qui contrevient ou ne se conforme pas à l'article 3, 4 ou 5 est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité :
 - a) d'une amende maximale de 2 000 \$, dans le cas d'un particulier;
 - b) d'une amende maximale de 25 000 \$, dans tout autre cas.

Infraction répétée

(2) Chaque jour où se poursuit une contravention ou un défaut de se conformer constitue une infraction distincte.

Questions connexes

(3) Le paragraphe 104 (3) et les articles 105, 106 et 107 de la *Loi de 1995 sur les relations de travail* s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à l'égard d'une infraction à la présente loi.

Disposition déterminative : grève ou lock-out illicites

8. La grève ou le lock-out qui contrevient à l'article 3, 4 ou 5 est réputé être une grève ou un lock-out illicites pour l'application de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*.

Conditions d'emploi

9. Tant qu'un protocole d'accord sur les conditions négociées localement n'est pas ratifié par les parties ou n'est pas réputé avoir été ratifié en application de l'article 17, les conditions négociées localement qui s'appliquaient à l'égard des employés compris dans l'unité de négociation désignée la veille du premier jour où il est devenu légal pour eux de faire grève continuent de s'appliquer, sauf entente contraire entre les parties.

MÉDIATION-ARBITRAGE

Renvoi à l'arbitrage

10. Si la présente loi s'applique à l'employeur désigné et à l'agent négociateur à l'égard d'une unité de négociation désignée, les parties sont réputées avoir renvoyé à un conseil d'arbitrage, le jour où la présente loi reçoit la sanction royale, toutes les questions en litige qui continuent de les opposer en ce qui a trait à la négociation locale.

Constitution d'un conseil d'arbitrage

11. (1) Au plus tard cinq jours après que la présente loi reçoit la sanction royale, chacune des parties désigne à un conseil d'arbitrage un membre prêt à agir en cette qualité.

Extension of time

(2) The parties by a mutual agreement in writing may extend the period of five days mentioned in subsection (1) for one further period of five days.

Failure to appoint member

(3) Where a party fails to appoint a member of a board of arbitration within the time period set out in subsection (1) or extended under subsection (2), the Minister, upon the written request of either of the parties, shall appoint such member.

Third member

(4) Within 10 days after the day on which the second of the members was appointed, the two members appointed by or on behalf of the parties shall appoint a third member who has agreed to act, and such third member shall be the chair.

Failure to appoint third member

(5) Where the two members appointed by or on behalf of the parties fail within 10 days after the appointment of the second of them to agree upon a third member, notice of such failure shall be given forthwith to the Minister by the parties, the two members or either of them and the Minister shall appoint as a third member a person who is, in the opinion of the Minister, qualified to act.

Notice of appointment by party

(6) As soon as one of the parties appoints a member to a board of arbitration, that party shall notify the other party and the Minister of the name and address of the member appointed.

Notice of appointment by members

(7) As soon as the two members appoint a third member, they shall notify the Minister of the name and address of the third member appointed.

Method of arbitration

(8) The method of arbitration shall be mediationarbitration.

Vacancies

(9) If a person ceases to be a member of a board of arbitration by reason of resignation, death or otherwise before it has completed its work, the Minister shall appoint a member in his or her place after consulting the party whose point of view was represented by such person.

Replacement of member

(10) If, in the opinion of the Minister, a member of a board of arbitration has failed to enter on or to carry on his or her duties so as to enable it to render a decision within the time period set out in subsection 13 (1) or extended under subsection 13 (2) or (3), the Minister may appoint a member in his or her place after consulting the party whose point of view was represented by such person.

Prorogation du délai

(2) Les parties peuvent, par accord réciproque écrit, proroger de cinq autres jours le délai de cinq jours prévu au paragraphe (1).

Défaut de désigner un membre

(3) Lorsqu'une partie ne désigne pas de membre au conseil d'arbitrage dans le délai prévu au paragraphe (1) ou prorogé en vertu du paragraphe (2), le ministre, à la demande écrite de l'une ou de l'autre des parties, désigne ce membre.

Troisième membre du conseil

(4) Dans les 10 jours qui suivent la désignation du deuxième membre, les deux membres désignés par les parties ou en leur nom désignent un troisième membre prêt à agir en cette qualité. Ce dernier est le président.

Défaut de désigner un troisième membre

(5) Si les deux membres désignés par les parties ou en leur nom ne s'entendent pas, dans les 10 jours qui suivent la désignation du deuxième membre, sur la désignation d'un troisième membre, les parties, les deux membres du conseil ou l'un d'eux en avisent sans délai le ministre. Ce dernier désigne alors comme troisième membre une personne qui, à son avis, est compétente pour agir en cette qualité.

Avis de désignation par une partie

(6) Dès que l'une des parties désigne un membre au conseil d'arbitrage, elle avise l'autre partie et le ministre du nom et de l'adresse de ce membre.

Avis de désignation par les membres

(7) Dès que les deux membres en désignent un troisième, ils avisent le ministre du nom et de l'adresse de ce troisième membre.

Méthode d'arbitrage

(8) La méthode d'arbitrage est la médiation-arbitrage.

Vacance

(9) Si une personne cesse d'être membre du conseil d'arbitrage en raison de sa démission, de son décès ou pour tout autre motif avant d'avoir terminé ses travaux, le ministre désigne à sa place un autre membre après avoir consulté la partie dont cette personne représentait le point de vue.

Remplacement des membres

(10) Si, de l'avis du ministre, un membre du conseil d'arbitrage n'a pas commencé ses fonctions ou ne les a pas poursuivies de façon que le conseil puisse rendre une décision dans le délai prévu au paragraphe 13 (1) ou prorogé en vertu du paragraphe 13 (2) ou (3), le ministre peut désigner un autre membre à sa place après avoir consulté la partie dont cette personne représentait le point de vue.

Replacement of chair

(11) If the chair of a board of arbitration is unable to enter on or to carry on his or her duties so as to enable it to render a decision within the time period set out in subsection 13 (1) or extended under subsection 13 (2) or (3), the Minister may appoint a person to act as chair in his or her place.

Restriction

(12) No person shall be appointed a member of a board of arbitration under this Act who has any pecuniary interest in the matters coming before it or who is acting or has, within a period of six months preceding the date of his or her appointment, acted as solicitor, counsel or agent of either of the parties.

Failure of member to attend

(13) Where a member of a board of arbitration appointed by a party or by the Minister is unable to attend the first hearing at the time and place fixed by the chair, the party shall, upon the request in writing of the chair, appoint a new member in place of such member and where such appointment is not made within five days of the date of the request, the Minister shall, upon the written request of the chair, appoint a new member in place of such member.

Time for submission of information

- (14) The chair of the board of arbitration may, after consulting with the parties, set a date after which a party may not submit information to the board unless,
 - (a) the information was not available prior to the date;
 - (b) the chair permits the submission of the information; and
 - (c) the other party is given an opportunity to make submissions concerning the information.

Same

(15) If the members of a board of arbitration are unable to agree among themselves on matters of procedure or as to the admissibility of evidence, the decision of the chair governs.

Decision

(16) The decision of a majority of the members of a board of arbitration is the decision of the board, but, if there is not majority, the decision of the chair is the decision of the board.

Jurisdiction of board of arbitration

12. (1) The board of arbitration has exclusive jurisdiction to determine all matters that it considers necessary to conclude a memorandum of settlement of local terms.

Restriction on jurisdiction

(2) The board of arbitration does not have jurisdiction to determine any matter within the scope of central bargaining at the central table.

Remplacement du président

(11) Si le président du conseil d'arbitrage ne peut commencer ses fonctions ou les poursuivre de façon que le conseil puisse rendre une décision dans le délai prévu au paragraphe 13 (1) ou prorogé en vertu du paragraphe 13 (2) ou (3), le ministre peut désigner une personne à sa place pour agir en qualité de président.

Restriction

(12) Nul ne doit être désigné comme membre du conseil d'arbitrage aux termes de la présente loi s'il a un intérêt pécuniaire dans les questions dont le conseil est saisi ou s'il exerce ou a exercé, dans les six mois précédant immédiatement sa désignation, des fonctions de procureur, d'avocat ou d'agent de l'une ou de l'autre des parties.

Absence d'un membre

(13) Si un membre du conseil d'arbitrage désigné par une partie ou par le ministre ne peut pas assister à la première audience à la date, à l'heure et au lieu fixés par le président, la partie, à la demande écrite du président, désigne un autre membre à sa place. Si cette désignation n'est pas faite dans les cinq jours de la présentation de la demande, le ministre, à la demande écrite du président, désigne le remplaçant.

Date de présentation de renseignements

- (14) Le président du conseil d'arbitrage peut, après avoir consulté les parties, fixer une date après laquelle une partie ne peut plus présenter de renseignements au conseil à moins que les conditions suivantes ne soient réunies :
 - a) les renseignements n'étaient pas disponibles avant cette date;
 - b) le président autorise la présentation des renseignements;
 - c) l'autre partie a l'occasion de présenter des observations au sujet des renseignements.

Idem

(15) Si les membres du conseil d'arbitrage ne peuvent s'entendre entre eux sur des questions de procédure ou sur l'admissibilité de la preuve, le président a voix prépondérante.

Décision

(16) La décision de la majorité des membres du conseil d'arbitrage est celle du conseil. Toutefois, s'il n'y a pas de majorité, la décision du président est celle du conseil.

Compétence du conseil d'arbitrage

12. (1) Le conseil d'arbitrage a compétence exclusive pour trancher toutes les questions qu'il estime nécessaires à la conclusion d'un protocole d'accord sur les conditions négociées localement.

Restriction relative à la compétence

(2) Le conseil d'arbitrage n'a pas compétence pour trancher les questions qui entrent dans le champ de la négociation centrale à la table centrale.

Same

(3) For greater certainty, the board of arbitration does not have jurisdiction to determine any matter provided for in the memorandum of settlement of central terms entered into by the bargaining agent, the Ontario Public School Boards' Association and the Crown, dated December 9, 2014.

Resolution of disputes about jurisdiction

(4) In the event of a dispute between the parties about whether a matter is within the scope of local bargaining, the chair of the board of arbitration shall refer the dispute to the parties at the central table and the Crown to be determined in accordance with subsections 28 (3), (5), (7), (9) and (10) of the *School Boards Collective Bargaining Act*, 2014.

Time period

(5) The board of arbitration remains seized of and may deal with all matters within its jurisdiction until the memorandum of settlement of local terms has been ratified by the parties or is deemed to have been ratified under section 17.

Mediation

(6) The board of arbitration may try to assist the parties to settle any matter that it considers necessary to conclude the memorandum of settlement of local terms.

Notice, matters agreed on

(7) As soon as possible after the last member of a board of arbitration is appointed, but in any event no later than seven days after the appointment, the parties shall give the board of arbitration written notice of the matters on which they reached agreement before the appointment.

Same

(8) The parties may at any time give the board of arbitration written notice of matters on which they reach agreement after the appointment of the board of arbitration.

Time limits

13. (1) The board of arbitration shall begin the mediation-arbitration proceeding within 30 days after the last member of the board is appointed and shall make all awards under this Act within 120 days after the last member of the board is appointed, unless the proceeding is terminated under subsection 19 (2).

Extensions

(2) The parties and the board of arbitration may, by written agreement, extend a time period specified in subsection (1) either before or after it expires.

Same

(3) In the absence of an agreement referred to in subsection (2), at the request of a party, the board of arbitration may, in its discretion, extend a time period specified in subsection (1) either before or after it expires

Idem

(3) Il est entendu que le conseil d'arbitrage n'a pas compétence pour trancher une question traitée dans le protocole d'accord sur les conditions négociées centralement conclu par l'agent négociateur, l'Ontario Public School Boards' Association et la Couronne, daté du 9 décembre 2014.

Règlement des différends ayant trait à la compétence

(4) En cas de différend entre les parties quant au fait de savoir si une question entre dans le champ de la négociation locale, le président du conseil d'arbitrage renvoie le différend aux parties à la table centrale et à la Couronne pour qu'une décision soit prise à cet égard conformément aux paragraphes 28 (3), (5), (7), (9) et (10) de la Loi de 2014 sur la négociation collective dans les conseils scolaires.

Durée de la médiation-arbitrage

(5) Le conseil d'arbitrage demeure saisi de toutes les questions qui relèvent de sa compétence et peut les traiter tant que le protocole d'accord sur les conditions négociées localement n'est pas ratifié par les parties ou n'est pas réputé avoir été ratifié en application de l'article 17.

Médiation

(6) Le conseil d'arbitrage peut essayer d'aider les parties à régler toute question qu'il estime nécessaire à la conclusion du protocole d'accord sur les conditions négociées localement.

Avis: accord sur des questions

(7) Dès que possible après la désignation du dernier membre du conseil d'arbitrage, mais en tout cas au plus tard sept jours après celle-ci, les parties avisent le conseil d'arbitrage par écrit des questions sur lesquelles elles se sont mises d'accord avant sa désignation.

Idem

(8) Les parties peuvent en tout temps aviser par écrit le conseil d'arbitrage des questions sur lesquelles elles se mettent d'accord après sa constitution.

Délais

13. (1) Le conseil d'arbitrage commence la procédure de médiation-arbitrage dans les 30 jours suivant la désignation de son dernier membre et il rend toutes les sentences arbitrales visées par la présente loi dans les 120 jours suivant la désignation de son dernier membre, sauf si la procédure a pris fin en application du paragraphe 19 (2).

Prorogation

(2) Les parties et le conseil d'arbitrage peuvent, par voie d'accord écrit, proroger un délai précisé au paragraphe (1) avant ou après son expiration.

Idem

(3) En l'absence d'accord visé au paragraphe (2) et à la demande d'une partie, le conseil d'arbitrage peut, à sa discrétion, proroger un délai précisé au paragraphe (1) avant ou après son expiration.

Same

(4) If a dispute has been referred to the parties at the central table and the Crown under subsection 12 (4), the time period under subsection (1) is suspended until such time as the dispute about whether a matter is within the scope of local bargaining has been determined in accordance with subsections 28 (3), (5), (7), (9) and (10) of the School Boards Collective Bargaining Act, 2014.

Procedure

14. (1) The board of arbitration shall determine the procedure for the mediation-arbitration but shall permit the parties to present evidence and make submissions.

Consolidation

(2) Without limiting the generality of subsection (1), a board of arbitration that is the board of arbitration for more than one mediation-arbitration proceeding under this Act may, with the consent of the affected parties, consolidate any of the proceedings or parts of the proceedings as he or she considers advisable.

Application of s. 48 (12) (a) to (i) of Labour Relations Act, 1995

(3) Clauses 48 (12) (a) to (i) of the *Labour Relations Act*, 1995 apply, with necessary modifications, to proceedings before the board of arbitration and to its decisions.

Exclusions

(4) The Arbitration Act, 1991 and the Statutory Powers Procedure Act do not apply to mediation-arbitration proceedings under this Act.

Award of board of arbitration

15. (1) An award by the board of arbitration under this Act shall address all the matters to be dealt with in the memorandum of settlement of local terms with respect to the parties and the listed bargaining unit.

Criteria

- (2) In making an award, the board of arbitration shall take into consideration all factors that it considers relevant, including the following criteria:
 - 1. The listed employer's ability to pay in light of its fiscal situation.
 - The extent to which services may have to be reduced, in light of the decision or award, if current funding and taxation levels are not increased.
 - 3. The economic situation in Ontario.
 - 4. A comparison, as between the employees and comparable employees in the public and private sectors, of the terms and conditions of employment and the nature of the work performed.
 - 5. The listed employer's ability to attract and retain qualified employees.

Idem

(4) Si un différend a été renvoyé aux parties à la table centrale et à la Couronne en application du paragraphe 12 (4), le délai prévu au paragraphe (1) est suspendu jusqu'à ce qu'une décision concernant le différend quant au fait de savoir si une question entre dans le champ de la négociation locale soit prise conformément aux paragraphes 28 (3), (5), (7), (9) et (10) de la Loi de 2014 sur la négociation collective dans les conseils scolaires.

Procédure

14. (1) Le conseil d'arbitrage établit la procédure de la médiation-arbitrage, mais permet aux parties de présenter des preuves et de faire des observations.

Réunion de procédures

(2) Sans préjudice de la portée générale du paragraphe (1), le conseil d'arbitrage qui est le conseil d'arbitrage de plus d'une procédure de médiation-arbitrage prévue par la présente loi peut, avec le consentement de toutes les parties concernées, réunir n'importe lesquelles de ces procédures ou n'importe quelles parties de celles-ci, selon ce qu'elle estime souhaitable.

Application des al. 48 (12) a) à i) de la Loi de 1995 sur les relations de travail

(3) Les alinéas 48 (12) a) à i) de la *Loi de 1995 sur les relations de travail* s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux instances tenues devant le conseil d'arbitrage ainsi qu'à ses décisions.

Non-application de certaines lois

(4) La Loi de 1991 sur l'arbitrage et la Loi sur l'exercice des compétences légales ne s'appliquent pas aux procédures de médiation-arbitrage prévues par la présente loi.

Sentence du conseil d'arbitrage

15. (1) Toute sentence que rend le conseil d'arbitrage en application de la présente loi traite toutes les questions que doit traiter le protocole d'accord sur les conditions négociées localement visant les parties et l'unité de négociation désignée.

Critères

- (2) Pour rendre sa sentence, le conseil d'arbitrage prend en considération tous les facteurs qu'il estime pertinents, notamment les critères suivants :
 - 1. La capacité de l'employeur désigné de payer, compte tenu de sa situation financière.
 - La mesure dans laquelle des services devront peutêtre être réduits, compte tenu de la décision ou de la sentence arbitrale, si les niveaux de financement et d'imposition actuels ne sont pas relevés.
 - 3. La situation économique prévalant en Ontario.
 - La comparaison, établie entre les employés et des employés comparables des secteurs public et privé, des conditions d'emploi et de la nature du travail exécuté.
 - 5. La capacité de l'employeur désigné d'attirer et de garder des employés qualifiés.

Retroactive alteration of terms of employment

(3) The award may provide for the retroactive alteration of one or more local terms to one or more dates after August 31, 2014, and may do so despite section 9.

Effect of award

16. The award of a board of arbitration under this Act is final and binding on the parties and on the employees.

Deemed ratification of memorandum of settlement of local terms

17. The award of a board of arbitration is deemed to be a ratified memorandum of settlement of local terms for the purposes of the *School Boards Collective Bargaining Act*, 2014.

Costs

- **18.** The remuneration and expenses of the members of a board of arbitration shall be paid as follows:
 - 1. A party shall pay the remuneration and expenses of a member appointed by or on behalf of the party.
 - 2. Each party shall pay an equal share of the chair's remuneration and expenses.

Continued negotiation

19. (1) Until an award is made, nothing in sections 10 to 18 prohibits the parties from continuing to negotiate with a view to making a memorandum of settlement of local terms and they are encouraged to do so.

Ratification of memorandum of settlement of local terms by parties

(2) If the parties ratify a memorandum of settlement of local terms before an award is made, they shall notify the board of arbitration of the fact and the mediation-arbitration proceeding is thereby terminated.

CONSEQUENTIAL AMENDMENTS

Labour Relations Act, 1995

- 20. (1) Clause 3 (f) of the *Labour Relations Act*, 1995 is repealed and the following substituted:
 - (f) to a member of a teachers' bargaining unit within the meaning of the School Boards Collective Bargaining Act, 2014, except as provided by that Act and by the Protecting the School Year Act, 2015, or to a supervisory officer, a principal or a viceprincipal within the meaning of the Education Act;
- (2) Clause 3 (f) of the *Labour Relations Act, 1995*, as re-enacted by subsection (1), is repealed and the following substituted:
 - (f) to a member of a teachers' bargaining unit within the meaning of the *School Boards Collective Bargaining Act, 2014*, except as provided by that Act,

Modification rétroactive des conditions d'emploi

(3) Malgré l'article 9, la sentence arbitrale peut prévoir la modification rétroactive d'une ou de plusieurs conditions négociées localement, à une ou à plusieurs dates qui tombent après le 31 août 2014.

Effet de la sentence arbitrale

16. La sentence que rend le conseil d'arbitrage en application de la présente loi est définitive et lie les parties et les employés.

Protocole d'accord sur les conditions négociées localement réputé ratifié

17. La sentence que rend le conseil d'arbitrage est réputée être un protocole d'accord sur les conditions négociées localement ratifié pour l'application de la Loi de 2014 sur la négociation collective dans les conseils scolaires.

Frais

- 18. La rémunération et les indemnités des membres du conseil d'arbitrage sont versées selon les modalités suivantes :
 - 1. Une partie verse la rémunération et les indemnités du membre désigné par elle ou en son nom.
 - 2. Chaque partie verse la moitié de la rémunération et des indemnités du président.

Poursuite de la négociation

19. (1) Tant qu'une sentence arbitrale n'est pas rendue, les articles 10 à 18 n'ont pas pour effet d'interdire aux parties de continuer à négocier en vue de conclure un protocole d'accord sur les conditions négociées localement, ce qu'elles sont encouragées à faire.

Ratification d'un protocole d'accord sur les conditions négociées localement

(2) Si elles ratifient un protocole d'accord sur les conditions négociées localement avant qu'une sentence arbitrale ne soit rendue, les parties en avisent le conseil d'arbitrage et la procédure de médiation-arbitrage prend alors fin.

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES

Loi de 1995 sur les relations de travail

- 20. (1) L'alinéa 3 f) de la *Loi de 1995 sur les relations de travail* est abrogé et remplacé par ce qui suit :
 - f) au membre d'une unité de négociation d'enseignants au sens de la Loi de 2014 sur la négociation collective dans les conseils scolaires, sauf disposition contraire de cette loi et de la Loi de 2015 sur la protection de l'année scolaire, ni à l'agent de supervision, au directeur d'école ou au directeur adjoint au sens de la Loi sur l'éducation;
- (2) L'alinéa 3 f) de la Loi, tel qu'il est réédicté par le paragraphe (1), est abrogé et remplacé par ce qui suit :
 - f) au membre d'une unité de négociation d'enseignants au sens de la *Loi de 2014 sur la négociation collective dans les conseils scolaires*, sauf disposi-

or to a supervisory officer, a principal or a viceprincipal within the meaning of the *Education Act*;

REPEAL, COMMENCEMENT AND SHORT TITLE

Repeal

21. On the day this section comes into force, this Act is repealed.

Commencement

22. (1) Subject to subsection (2), this Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Same

(2) Subsection 20 (2) and section 21 come into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Short title

23. The short title of this Act is the *Protecting the School Year Act*, 2015.

tion contraire de cette loi, ni à l'agent de supervision, au directeur d'école ou au directeur adjoint au sens de la *Loi sur l'éducation*;

ABROGATION, ENTRÉE EN VIGUEUR ET TITRE ABRÉGÉ

Abrogation

21. Le jour de l'entrée en vigueur du présent article, la présente loi est abrogée.

Entrée en vigueur

22. (1) Sous réserve du paragraphe (2), la présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Idem

(2) Le paragraphe 20 (2) et l'article 21 entrent en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Titre abrégé

23. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2015* sur la protection de l'année scolaire.











1ST SESSION, 41ST LEGISLATURE, ONTARIO 64 ELIZABETH II, 2015 1^{re} SESSION, 41^e LÉGISLATURE, ONTARIO 64 ELIZABETH II, 2015

Bill 103

(Chapter 11 Statutes of Ontario, 2015)

An Act to resolve labour disputes between the Durham District School Board, Rainbow District School Board and Peel District School Board, and the Ontario Secondary School Teachers' Federation

Projet de loi 103

(Chapitre 11 Lois de l'Ontario de 2015)

Loi visant à régler les conflits de travail entre les conseils scolaires de district Durham District School Board, Rainbow District School Board et Peel District School Board et la Fédération des enseignantesenseignants des écoles secondaires de l'Ontario

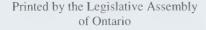
The Hon. K. Flynn Minister of Labour



L'honorable K. Flynn Ministre du Travail

1st Reading	May 25, 2015
2nd Reading	May 28, 2015
3rd Reading	May 28, 2015
Royal Assent	May 28, 2015

1 ^{re} lecture	25 mai 2015
2 ^e lecture	28 mai 2015
3 ^e lecture	28 mai 2015
Sanction royale	28 mai 2015









EXPLANATORY NOTE

This Explanatory Note was written as a reader's aid to Bill 103 and does not form part of the law. Bill 103 has been enacted as Chapter 11 of the Statutes of Ontario, 2015.

The Bill addresses the labour disputes between the Durham District School Board, Rainbow District School Board and Peel District School Board, and the Ontario Secondary School Teachers' Federation. It requires the termination of any strike or lock-out and provides a mechanism for achieving memoranda of settlement of local terms.

NOTE EXPLICATIVE

La note explicative, rédigée à titre de service aux lecteurs du projet de loi 103, ne fait pas partie de la loi. Le projet de loi 103 a été édicté et constitue maintenant le chapitre 11 des Lois de l'Ontario de 2015.

Le projet de loi traite des conflits de travail opposant les conseils scolaires de district Durham District School Board, Rainbow District School Board et Peel District School Board, d'une part, et la Fédération des enseignantes-enseignants des écoles secondaires de l'Ontario, d'autre part. Il exige la cessation de toute grève ou de tout lock-out et prévoit un mécanisme pour conclure des protocoles d'accord sur les conditions négociées localement.

2015

An Act to resolve labour disputes between the Durham District School Board. Rainbow District School Board and Peel District School Board. and the Ontario Secondary School Teachers' Federation

Loi visant à régler les conflits de travail entre les conseils scolaires de district Durham District School Board, Rainbow District School Board et Peel District School Board et la Fédération des enseignantesenseignants des écoles secondaires de l'Ontario

Preamble

The Durham District School Board, Rainbow District School Board and Peel District School Board, and the Ontario Secondary School Teachers' Federation are parties to collective agreements that have expired. Pursuant to the collective bargaining regime established by the School Boards Collective Bargaining Act, 2014, the parties have engaged in local bargaining, including conciliation with the assistance of Ministry of Labour staff, but have failed to resolve their disputes. Continuing efforts by the Ministry of Labour to assist the parties in resolving their differences have proved unsuccessful. Negotiations have reached an impasse, the parties are clearly deadlocked and strikes commenced on April 20, 27 and May 4, 2015.

Continuation of these strikes gives rise to serious adverse impacts for students and their families. The education of over 70,000 students has been disrupted. The Education Relations Commission has advised that continuation of the strikes will place in jeopardy the successful completion of courses of study by the affected students. Having regard to these serious concerns and the clear deadlock in negotiations, the public interest requires an exceptional and temporary solution so that the matters in dispute may be resolved through mediation-arbitration, and the affected students can return to school and resume their courses of study.

Therefore, her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

INTERPRETATION AND APPLICATION

Definitions

- **1.** (1) In this Act,
- "bargaining agent" means the Ontario Secondary School Teachers' Federation; ("agent négociateur")
- "employees" means the employees of a listed employer who are represented by the bargaining agent and included in a listed bargaining unit; ("employés")

Préambule

Les conseils scolaires de district Durham District School Board, Rainbow District School Board et Peel District School Board et la Fédération des enseignantesenseignants des écoles secondaires de l'Ontario sont parties à des conventions collectives qui ont expiré. Conformément au régime de négociation collective établi par la Loi de 2014 sur la négociation collective dans les conseils scolaires, les parties ont engagé la négociation locale, y compris une conciliation avec l'aide du personnel du ministère du Travail, mais elles n'ont pas réussi à régler leurs différends. Les efforts continus du ministère du Travail pour aider les parties à résoudre leurs différends se sont révélés vains. Les négociations sont au point mort, les parties sont manifestement dans une impasse et des grèves ont commencé les 20 et 27 avril et le 4 mai 2015.

La poursuite de ces grèves a des conséquences préjudiciables graves pour les élèves et leurs familles. L'éducation de plus de 70 000 élèves est perturbée. La Commission des relations de travail en éducation a émis l'avis que la poursuite des grèves compromettra le succès scolaire des élèves touchés. Compte tenu de la gravité de cette situation et de l'impasse manifeste dans laquelle se trouvent les négociations, l'intérêt public exige une solution exceptionnelle et temporaire afin que les questions en litige soient réglées par médiation-arbitrage et que les élèves puissent retourner à l'école pour reprendre leurs études.

Pour ces motifs, Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

INTERPRÉTATION ET APPLICATION

Définitions

- 1. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.
- «agent négociateur» La Fédération des enseignantesenseignants des écoles secondaires de l'Ontario. («bargaining agent»)
- «employés» Les employés d'un employeur désigné qui sont représentés par l'agent négociateur et compris dans une unité de négociation désignée. («employees»)

"listed bargaining unit" means any of the following:

- In relation to the Durham District School Board, the bargaining unit composed of every teacher, other than occasional teachers, who is employed by the Durham District School Board and is assigned to one or more secondary schools or to perform duties in respect of such schools all or most of the time.
- In relation to the Durham District School Board, the bargaining unit composed of every teacher who is an occasional teacher and who is on the Board's roster of occasional teachers who may be assigned to a secondary school.
- 3. In relation to the Peel District School Board, the bargaining unit composed of every teacher, other than occasional teachers, who is employed by the Peel District School Board and is assigned to one or more secondary schools or to perform duties in respect of such schools all or most of the time.
- 4. In relation to the Peel District School Board, the bargaining unit composed of every teacher who is an occasional teacher and who is on the Board's roster of occasional teachers who may be assigned to a secondary school.
- 5. In relation to the Rainbow District School Board, the bargaining unit composed of every teacher, other than occasional teachers, who is employed by the Rainbow District School Board and is assigned to one or more secondary schools or to perform duties in respect of such schools all or most of the time.
- 6. In relation to the Rainbow District School Board, the bargaining unit composed of every teacher who is an occasional teacher and who is on the Board's roster of occasional teachers who may be assigned to a secondary school; ("unité de négociation désignée")

"listed employer" means any of the following:

- 1. Durham District School Board.
- 2. Peel District School Board.
- Rainbow District School Board; ("employeur désigné")

"Minister" means the Minister of Labour; ("ministre")

"parties", when used in relation to a dispute, a mediationarbitration proceeding dealing with the dispute or a memorandum of settlement of local terms, means the listed employer and the bargaining agent. ("parties") «employeur désigné» L'un ou l'autre des conseils scolaires de district suivants :

- 1. Durham District School Board.
- 2. Peel District School Board.
- 3. Rainbow District School Board, («listed employer»)

«ministre» Le ministre du Travail. («Minister»)

«parties» Relativement à un différend, à une procédure de médiation-arbitrage portant sur ce différend ou à un protocole d'accord sur les conditions négociées localement, s'entend de l'employeur désigné et de l'agent négociateur. («parties»)

«unité de négociation désignée» L'une ou l'autre des unités de négociation suivantes :

- S'agissant du conseil scolaire de district Durham District School Board, l'unité de négociation composée de tous les enseignants, à l'exception des enseignants suppléants, qui sont employés par ce conseil et qui sont affectés à une ou plusieurs écoles secondaires ou chargés d'exercer des fonctions à l'égard de telles écoles tout le temps ou la plupart du temps.
- 2. S'agissant du conseil scolaire de district Durham District School Board, l'unité de négociation composée de tous les enseignants qui sont des enseignants suppléants et qui figurent au tableau, établi par le conseil, des enseignants suppléants qui peuvent être affectés à une école secondaire.
- 3. S'agissant du conseil scolaire de district Peel District School Board, l'unité de négociation composée de tous les enseignants, à l'exception des enseignants suppléants, qui sont employés par ce conseil et qui sont affectés à une ou plusieurs écoles secondaires ou chargés d'exercer des fonctions à l'égard de telles écoles tout le temps ou la plupart du temps.
- 4. S'agissant du conseil scolaire de district Peel District School Board, l'unité de négociation composée de tous les enseignants qui sont des enseignants suppléants et qui figurent au tableau, établi par le conseil, des enseignants suppléants qui peuvent être affectés à une école secondaire.
- 5. S'agissant du conseil scolaire de district Rainbow District School Board, l'unité de négociation composée de tous les enseignants, à l'exception des enseignants suppléants, qui sont employés par ce conseil et qui sont affectés à une ou plusieurs écoles secondaires ou chargés d'exercer des fonctions à l'égard de telles écoles tout le temps ou la plupart du temps.
- 6. S'agissant du conseil scolaire de district Rainbow District School Board, l'unité de négociation composée de tous les enseignants qui sont des enseignants suppléants et qui figurent au tableau, établi par le conseil, des enseignants suppléants qui peuvent être affectés à une école secondaire. («listed bargaining unit»)

Interpretation

(2) Expressions used in this Act have the same meaning as in the *School Boards Collective Bargaining Act*, 2014, unless the context requires otherwise.

Application of Act

2. (1) This Act applies to a listed employer, the bargaining agent and the employees in a listed bargaining unit if the employer and the bargaining agent have not ratified a memorandum of settlement of local terms on or after the day this Act receives First Reading and before the day this Act receives Royal Assent with respect to that unit

Application of School Boards Collective Bargaining Act, 2014

(2) Except as modified by this Act, the *School Boards Collective Bargaining Act, 2014* applies to a listed employer, the bargaining agent and the employees.

Conflict

(3) In the event of a conflict between this Act and the *School Boards Collective Bargaining Act*, 2014, this Act prevails.

STRIKES AND LOCK-OUTS

Duties of listed employer and bargaining agent

Operation of undertakings

3. (1) As soon as this Act receives Royal Assent, a listed employer shall use all reasonable efforts to operate and continue to operate its undertakings, including any operations interrupted during any lock-out or strike in respect of local bargaining that is in effect immediately before this Act receives Royal Assent.

Termination of lock-out

(2) As soon as this Act receives Royal Assent, a listed employer shall terminate any lock-out of employees in respect of local bargaining that is in effect immediately before this Act receives Royal Assent.

Termination of strike

(3) As soon as this Act receives Royal Assent, the bargaining agent shall terminate any strike by employees in respect of local bargaining that is in effect immediately before this Act receives Royal Assent.

Same

(4) As soon as this Act receives Royal Assent, each employee shall terminate any strike in respect of local bargaining that is in effect before this Act receives Royal Assent and shall, without delay, resume the performance of the duties of his or her employment or shall continue performing them, as the case may be.

Exception

(5) Subsection (4) does not preclude an employee from

Interprétation

(2) Les expressions employées dans la présente loi s'entendent au sens de la *Loi de 2014 sur la négociation collective dans les conseils scolaires*, sauf indication contraire du contexte.

Application de la Loi

2. (1) La présente loi s'applique à tout employeur désigné, à l'agent négociateur et aux employés compris dans une unité de négociation désignée si l'employeur et l'agent n'ont pas ratifié de protocole d'accord sur les conditions négociées localement le jour où la présente loi reçoit la première lecture ou par la suite, mais avant le jour où elle reçoit la sanction royale.

Application de la Loi de 2014 sur la négociation collective dans les conseils scolaires

(2) Sauf modifications apportées par la présente loi, la *Loi de 2014 sur la négociation collective dans les conseils scolaires* s'applique à tout employeur désigné, à l'agent négociateur et aux employés.

Incompatibilité

(3) En cas d'incompatibilité, la présente loi l'emporte sur la *Loi de 2014 sur la négociation collective dans les conseils scolaires*.

GRÈVES ET LOCK-OUT

Obligations de l'employeur désigné et de l'agent négociateur

Fonctionnement des opérations

3. (1) Dès que la présente loi reçoit la sanction royale, l'employeur désigné fait tous les efforts raisonnables pour faire et continuer de faire fonctionner ses opérations, notamment les opérations interrompues durant tout lock-out ou toute grève dont le motif est lié à la négociation locale et qui est en cours immédiatement avant que la présente loi ne reçoive la sanction royale.

Cessation de tout lock-out

(2) Dès que la présente loi reçoit la sanction royale, l'employeur désigné met fin à tout lock-out d'employés dont le motif est lié à la négociation locale qui est en cours immédiatement avant que la présente loi ne reçoive la sanction royale.

Cessation de toute grève

(3) Dès que la présente loi reçoit la sanction royale, l'agent négociateur met fin à toute grève d'employés dont le motif est lié à la négociation locale et qui est en cours immédiatement avant que la présente loi ne reçoive la sanction royale.

Idem

(4) Dès que la présente loi reçoit la sanction royale, chaque employé cesse toute grève dont le motif est lié à la négociation locale et qui est en cours avant que la présente loi ne reçoive la sanction royale et, sans tarder, reprend l'exercice des fonctions rattachées à son emploi ou continue de les exercer, selon le cas.

Exception

(5) Le paragraphe (4) n'a pas pour effet d'empêcher un

not reporting to work and performing his or her duties for reasons of health or by mutual consent of the employee and the listed employer.

Prohibition re strike — local bargaining

4. (1) Subject to subsection 6 (2), no employee shall strike and no person or bargaining agent shall call or authorize or threaten to call or authorize a strike by any employees in respect of local bargaining.

Same

(2) Subject to subsection 6 (2), no officer, official or agent of the bargaining agent shall counsel, procure, support or encourage a strike by any employees in respect of local bargaining.

Prohibition re strike — central bargaining

(3) No employee shall strike and no person or bargaining agent shall call or authorize or threaten to call or authorize a strike by any employees in respect of central bargaining for the remainder of the 2014-2015 school year.

Same

(4) No officer, official or agent of the bargaining agent shall counsel, procure, support or encourage a strike by any employees in respect of central bargaining for the remainder of the 2014-2015 school year.

Prohibition re lock-out — local bargaining

5. (1) Subject to subsection 6 (2), a listed employer shall not lock out or threaten to lock out any employees in respect of local bargaining.

Same

(2) Subject to subsection 6 (2), no officer, official or agent of a listed employer shall counsel, procure, support or encourage a lock-out of any employees in respect of local bargaining.

Prohibition re lock out — central bargaining

(3) A listed employer shall not lock out or threaten to lock out any employees in respect of central bargaining for the remainder of the 2014-2015 school year.

Same

(4) No officer, official or agent of a listed employer shall counsel, procure, support or encourage a lock-out of any employees in respect of central bargaining for the remainder of the 2014-2015 school year.

Strike or lock-out after memorandum of settlement of local terms

6. (1) Subject to subsection (2), after a memorandum of settlement of local terms with respect to a listed bargaining unit is ratified by the parties or is deemed to have been ratified under section 17, sections 4 and 5 continue to apply in respect of those parties in respect of local bargaining.

employé de ne pas se présenter au travail et de ne pas exercer ses fonctions pour cause de maladie ou avec le consentement de l'employeur désigné.

Interdiction de grève — négociation locale

4. (1) Sous réserve du paragraphe 6 (2), aucun employé ne doit faire grève et aucune personne ni aucun agent négociateur ne doit lancer un ordre de grève à des employés pour un motif lié à la négociation locale, ni les autoriser à faire grève, ni ne doit menacer de faire l'un ou l'autre.

Idem

(2) Sous réserve du paragraphe 6 (2), aucun dirigeant ou agent de l'agent négociateur ne doit recommander, provoquer, appuyer ni encourager une grève d'employés pour un motif lié à la négociation locale.

Interdiction de grève — négociation centrale

(3) Aucun employé ne doit faire grève et aucune personne ni aucun agent négociateur ne doit lancer un ordre de grève à des employés pour un motif lié à la négociation centrale, ni les autoriser à faire grève, ni ne doit menacer de faire l'un ou l'autre, jusqu'à la fin de l'année scolaire 2014-2015.

Idem

(4) Aucun dirigeant ou agent de l'agent négociateur ne doit recommander, provoquer, appuyer ni encourager une grève d'employés pour un motif lié à la négociation centrale jusqu'à la fin de l'année scolaire 2014-2015.

Interdiction de lock-out - négociation locale

5. (1) Sous réserve du paragraphe 6 (2), l'employeur désigné ne doit pas lock-outer ni menacer de lock-outer des employés pour un motif lié à la négociation locale.

Idem

(2) Sous réserve du paragraphe 6 (2), aucun dirigeant ou agent d'un employeur désigné ne doit recommander, provoquer, appuyer ni encourager un lock-out d'employés pour un motif lié à la négociation locale.

Interdiction de lock-out — négociation centrale

(3) L'employeur désigné ne doit pas lock-outer ni menacer de lock-outer des employés pour un motif lié à la négociation centrale jusqu'à la fin de l'année scolaire 2014-2015.

Idem

(4) Aucun dirigeant ou agent d'un employeur désigné ne doit recommander, provoquer, appuyer ni encourager un lock-out d'employés pour un motif lié à la négociation centrale jusqu'à la fin de l'année scolaire 2014-2015.

Grève ou lock-out après la ratification d'un protocole d'accord sur les conditions négociées localement

6. (1) Sous réserve du paragraphe (2), après qu'un protocole d'accord sur les conditions négociées localement visant une unité de négociation désignée a été ratifié par les parties ou qu'il a été réputé avoir été ratifié en application de l'article 17, les articles 4 et 5 continuent de s'appliquer à l'égard de ces parties en ce qui a trait à la négociation locale.

Strike or lock-out after a new collective agreement

(2) After a new collective agreement with respect to a listed bargaining unit has been ratified in accordance with the *School Boards Collective Bargaining Act, 2014*, that Act governs the right of the employees in that unit to strike and the right of the listed employer to lock out those employees.

Offence

- **7.** (1) A person, including a listed employer, or a bargaining agent who contravenes or fails to comply with section 3, 4 or 5 is guilty of an offence and on conviction is liable.
 - (a) in the case of an individual, to a fine of not more than \$2,000; and
 - (b) in any other case, to a fine of not more than \$25,000.

Continuing offence

(2) Each day of a contravention or failure to comply constitutes a separate offence.

Related matters

(3) Subsection 104 (3) and sections 105, 106 and 107 of the *Labour Relations Act, 1995* apply with necessary modifications with respect to an offence under this Act.

Deeming provision: unlawful strike or lock-out

8. A strike or lock-out in contravention of section 3, 4 or 5 is deemed to be an unlawful strike or lock-out for the purposes of the *Labour Relations Act*, 1995.

Terms of employment

9. Until a memorandum of settlement of local terms has been ratified by the parties or is deemed to have been ratified under section 17, the local terms that applied with respect to the employees in the listed bargaining unit on the day before the first day on which it became lawful for any of those employees to strike continue to apply, unless the parties agree otherwise.

MEDIATION-ARBITRATION

Deemed referral to arbitration

10. If this Act applies to a listed employer and the bargaining agent in respect of a listed bargaining unit, the parties are deemed to have referred to a board of arbitration, on the day this Act receives Royal Assent, all matters remaining in dispute between them with respect to local bargaining.

Appointment of board of arbitration

11. (1) On or before the fifth day after this Act receives Royal Assent, each of the parties shall appoint to a board of arbitration a member who has agreed to act.

Grève ou lock-out après la ratification d'une nouvelle convention collective

(2) Après qu'une nouvelle convention collective visant une unité de négociation désignée a été ratifiée conformément à la *Loi de 2014 sur la négociation collective dans les conseils scolaires*, cette loi régit le droit de grève des employés compris dans cette unité et le droit de l'employeur désigné de les lock-outer.

Infraction

- **7.** (1) Toute personne, y compris tout employeur désigné, ou tout agent négociateur qui contrevient ou ne se conforme pas à l'article 3, 4 ou 5 est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité :
 - a) d'une amende maximale de 2 000 \$, dans le cas d'un particulier;
 - b) d'une amende maximale de 25 000 \$, dans tout autre cas.

Infraction répétée

(2) Chaque jour où se poursuit une contravention ou un défaut de se conformer constitue une infraction distincte.

Questions connexes

(3) Le paragraphe 104 (3) et les articles 105, 106 et 107 de la *Loi de 1995 sur les relations de travail* s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à l'égard d'une infraction à la présente loi.

Disposition déterminative : grève ou lock-out illicites

8. La grève ou le lock-out qui contrevient à l'article 3, 4 ou 5 est réputé être une grève ou un lock-out illicites pour l'application de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*.

Conditions d'emploi

9. Tant qu'un protocole d'accord sur les conditions négociées localement n'est pas ratifié par les parties ou n'est pas réputé avoir été ratifié en application de l'article 17, les conditions négociées localement qui s'appliquaient à l'égard des employés compris dans l'unité de négociation désignée la veille du premier jour où il est devenu légal pour eux de faire grève continuent de s'appliquer, sauf entente contraire entre les parties.

MÉDIATION-ARBITRAGE

Renvoi à l'arbitrage

10. Si la présente loi s'applique à l'employeur désigné et à l'agent négociateur à l'égard d'une unité de négociation désignée, les parties sont réputées avoir renvoyé à un conseil d'arbitrage, le jour où la présente loi reçoit la sanction royale, toutes les questions en litige qui continuent de les opposer en ce qui a trait à la négociation locale.

Constitution d'un conseil d'arbitrage

11. (1) Au plus tard cinq jours après que la présente loi reçoit la sanction royale, chacune des parties désigne à un conseil d'arbitrage un membre prêt à agir en cette qualité.

Extension of time

(2) The parties by a mutual agreement in writing may extend the period of five days mentioned in subsection (1) for one further period of five days.

Failure to appoint member

(3) Where a party fails to appoint a member of a board of arbitration within the time period set out in subsection (1) or extended under subsection (2), the Minister, upon the written request of either of the parties, shall appoint such member.

Third member

(4) Within 10 days after the day on which the second of the members was appointed, the two members appointed by or on behalf of the parties shall appoint a third member who has agreed to act, and such third member shall be the chair.

Failure to appoint third member

(5) Where the two members appointed by or on behalf of the parties fail within 10 days after the appointment of the second of them to agree upon a third member, notice of such failure shall be given forthwith to the Minister by the parties, the two members or either of them and the Minister shall appoint as a third member a person who is, in the opinion of the Minister, qualified to act.

Notice of appointment by party

(6) As soon as one of the parties appoints a member to a board of arbitration, that party shall notify the other party and the Minister of the name and address of the member appointed.

Notice of appointment by members

(7) As soon as the two members appoint a third member, they shall notify the Minister of the name and address of the third member appointed.

Method of arbitration

(8) The method of arbitration shall be mediationarbitration.

Vacancies

(9) If a person ceases to be a member of a board of arbitration by reason of resignation, death or otherwise before it has completed its work, the Minister shall appoint a member in his or her place after consulting the party whose point of view was represented by such person.

Replacement of member

(10) If, in the opinion of the Minister, a member of a board of arbitration has failed to enter on or to carry on his or her duties so as to enable it to render a decision within the time period set out in subsection 13 (1) or extended under subsection 13 (2) or (3), the Minister may appoint a member in his or her place after consulting the party whose point of view was represented by such person.

Prorogation du délai

(2) Les parties peuvent, par accord réciproque écrit, proroger de cinq autres jours le délai de cinq jours prévu au paragraphe (1).

Défaut de désigner un membre

(3) Lorsqu'une partie ne désigne pas de membre au conseil d'arbitrage dans le délai prévu au paragraphe (1) ou prorogé en vertu du paragraphe (2), le ministre, à la demande écrite de l'une ou de l'autre des parties, désigne ce membre.

Troisième membre du conseil

(4) Dans les 10 jours qui suivent la désignation du deuxième membre, les deux membres désignés par les parties ou en leur nom désignent un troisième membre prêt à agir en cette qualité. Ce dernier est le président.

Défaut de désigner un troisième membre

(5) Si les deux membres désignés par les parties ou en leur nom ne s'entendent pas, dans les 10 jours qui suivent la désignation du deuxième membre, sur la désignation d'un troisième membre, les parties, les deux membres du conseil ou l'un d'eux en avisent sans délai le ministre. Ce dernier désigne alors comme troisième membre une personne qui, à son avis, est compétente pour agir en cette qualité.

Avis de désignation par une partie

(6) Dès que l'une des parties désigne un membre au conseil d'arbitrage, elle avise l'autre partie et le ministre du nom et de l'adresse de ce membre.

Avis de désignation par les membres

(7) Dès que les deux membres en désignent un troisième, ils avisent le ministre du nom et de l'adresse de ce troisième membre.

Méthode d'arbitrage

(8) La méthode d'arbitrage est la médiation-arbitrage.

Vacance

(9) Si une personne cesse d'être membre du conseil d'arbitrage en raison de sa démission, de son décès ou pour tout autre motif avant d'avoir terminé ses travaux, le ministre désigne à sa place un autre membre après avoir consulté la partie dont cette personne représentait le point de vue.

Remplacement des membres

(10) Si, de l'avis du ministre, un membre du conseil d'arbitrage n'a pas commencé ses fonctions ou ne les a pas poursuivies de façon que le conseil puisse rendre une décision dans le délai prévu au paragraphe 13 (1) ou prorogé en vertu du paragraphe 13 (2) ou (3), le ministre peut désigner un autre membre à sa place après avoir consulté la partie dont cette personne représentait le point de vue.

Replacement of chair

(11) If the chair of a board of arbitration is unable to enter on or to carry on his or her duties so as to enable it to render a decision within the time period set out in subsection 13 (1) or extended under subsection 13 (2) or (3), the Minister may appoint a person to act as chair in his or her place.

Restriction

(12) No person shall be appointed a member of a board of arbitration under this Act who has any pecuniary interest in the matters coming before it or who is acting or has, within a period of six months preceding the date of his or her appointment, acted as solicitor, counsel or agent of either of the parties.

Failure of member to attend

(13) Where a member of a board of arbitration appointed by a party or by the Minister is unable to attend the first hearing at the time and place fixed by the chair, the party shall, upon the request in writing of the chair, appoint a new member in place of such member and where such appointment is not made within five days of the date of the request, the Minister shall, upon the written request of the chair, appoint a new member in place of such member.

Time for submission of information

- (14) The chair of the board of arbitration may, after consulting with the parties, set a date after which a party may not submit information to the board unless,
 - (a) the information was not available prior to the date;
 - (b) the chair permits the submission of the information; and
 - (c) the other party is given an opportunity to make submissions concerning the information.

Same

(15) If the members of a board of arbitration are unable to agree among themselves on matters of procedure or as to the admissibility of evidence, the decision of the chair governs.

Decision

(16) The decision of a majority of the members of a board of arbitration is the decision of the board, but, if there is not majority, the decision of the chair is the decision of the board.

Jurisdiction of board of arbitration

12. (1) The board of arbitration has exclusive jurisdiction to determine all matters that it considers necessary to conclude a memorandum of settlement of local terms.

Restriction on jurisdiction

(2) The board of arbitration does not have jurisdiction to determine any matter within the scope of central bargaining at the central table.

Remplacement du président

(11) Si le président du conseil d'arbitrage ne peut commencer ses fonctions ou les poursuivre de façon que le conseil puisse rendre une décision dans le délai prévu au paragraphe 13 (1) ou prorogé en vertu du paragraphe 13 (2) ou (3), le ministre peut désigner une personne à sa place pour agir en qualité de président.

Restriction

(12) Nul ne doit être désigné comme membre du conseil d'arbitrage aux termes de la présente loi s'il a un intérêt pécuniaire dans les questions dont le conseil est saisi ou s'il exerce ou a exercé, dans les six mois précédant immédiatement sa désignation, des fonctions de procureur, d'avocat ou d'agent de l'une ou de l'autre des parties

Absence d'un membre

(13) Si un membre du conseil d'arbitrage désigné par une partie ou par le ministre ne peut pas assister à la première audience à la date, à l'heure et au lieu fixés par le président, la partie, à la demande écrite du président, désigne un autre membre à sa place. Si cette désignation n'est pas faite dans les cinq jours de la présentation de la demande, le ministre, à la demande écrite du président, désigne le remplaçant.

Date de présentation de renseignements

- (14) Le président du conseil d'arbitrage peut, après avoir consulté les parties, fixer une date après laquelle une partie ne peut plus présenter de renseignements au conseil à moins que les conditions suivantes ne soient réunies :
 - a) les renseignements n'étaient pas disponibles avant cette date:
 - b) le président autorise la présentation des renseignements;
 - c) l'autre partie a l'occasion de présenter des observations au sujet des renseignements.

Idem

(15) Si les membres du conseil d'arbitrage ne peuvent s'entendre entre eux sur des questions de procédure ou sur l'admissibilité de la preuve, le président a voix prépondérante.

Décision

(16) La décision de la majorité des membres du conseil d'arbitrage est celle du conseil. Toutefois, s'il n'y a pas de majorité, la décision du président est celle du conseil.

Compétence du conseil d'arbitrage

12. (1) Le conseil d'arbitrage a compétence exclusive pour trancher toutes les questions qu'il estime nécessaires à la conclusion d'un protocole d'accord sur les conditions négociées localement.

Restriction relative à la compétence

(2) Le conseil d'arbitrage n'a pas compétence pour trancher les questions qui entrent dans le champ de la négociation centrale à la table centrale.

Same

(3) For greater certainty, the board of arbitration does not have jurisdiction to determine any matter provided for in the memorandum of settlement of central terms entered into by the bargaining agent, the Ontario Public School Boards' Association and the Crown, dated December 9, 2014.

Resolution of disputes about jurisdiction

(4) In the event of a dispute between the parties about whether a matter is within the scope of local bargaining, the chair of the board of arbitration shall refer the dispute to the parties at the central table and the Crown to be determined in accordance with subsections 28 (3), (5), (7), (9) and (10) of the *School Boards Collective Bargaining Act*, 2014.

Time period

(5) The board of arbitration remains seized of and may deal with all matters within its jurisdiction until the memorandum of settlement of local terms has been ratified by the parties or is deemed to have been ratified under section 17.

Mediation

(6) The board of arbitration may try to assist the parties to settle any matter that it considers necessary to conclude the memorandum of settlement of local terms.

Notice, matters agreed on

(7) As soon as possible after the last member of a board of arbitration is appointed, but in any event no later than seven days after the appointment, the parties shall give the board of arbitration written notice of the matters on which they reached agreement before the appointment.

Same

(8) The parties may at any time give the board of arbitration written notice of matters on which they reach agreement after the appointment of the board of arbitration.

Time limits

13. (1) The board of arbitration shall begin the mediation-arbitration proceeding within 30 days after the last member of the board is appointed and shall make all awards under this Act within 120 days after the last member of the board is appointed, unless the proceeding is terminated under subsection 19 (2).

Extensions

(2) The parties and the board of arbitration may, by written agreement, extend a time period specified in subsection (1) either before or after it expires.

Same

(3) In the absence of an agreement referred to in subsection (2), at the request of a party, the board of arbitration may, in its discretion, extend a time period specified in subsection (1) either before or after it expires

Idem

(3) Il est entendu que le conseil d'arbitrage n'a pas compétence pour trancher une question traitée dans le protocole d'accord sur les conditions négociées centralement conclu par l'agent négociateur, l'Ontario Public School Boards' Association et la Couronne, daté du 9 décembre 2014.

Règlement des différends ayant trait à la compétence

(4) En cas de différend entre les parties quant au fait de savoir si une question entre dans le champ de la négociation locale, le président du conseil d'arbitrage renvoie le différend aux parties à la table centrale et à la Couronne pour qu'une décision soit prise à cet égard conformément aux paragraphes 28 (3), (5), (7), (9) et (10) de la Loi de 2014 sur la négociation collective dans les conseils scolaires.

Durée de la médiation-arbitrage

(5) Le conseil d'arbitrage demeure saisi de toutes les questions qui relèvent de sa compétence et peut les traiter tant que le protocole d'accord sur les conditions négociées localement n'est pas ratifié par les parties ou n'est pas réputé avoir été ratifié en application de l'article 17.

Médiation

(6) Le conseil d'arbitrage peut essayer d'aider les parties à régler toute question qu'il estime nécessaire à la conclusion du protocole d'accord sur les conditions négociées localement.

Avis: accord sur des questions

(7) Dès que possible après la désignation du dernier membre du conseil d'arbitrage, mais en tout cas au plus tard sept jours après celle-ci, les parties avisent le conseil d'arbitrage par écrit des questions sur lesquelles elles se sont mises d'accord avant sa désignation.

Idem

(8) Les parties peuvent en tout temps aviser par écrit le conseil d'arbitrage des questions sur lesquelles elles se mettent d'accord après sa constitution.

Délais

13. (1) Le conseil d'arbitrage commence la procédure de médiation-arbitrage dans les 30 jours suivant la désignation de son dernier membre et il rend toutes les sentences arbitrales visées par la présente loi dans les 120 jours suivant la désignation de son dernier membre, sauf si la procédure a pris fin en application du paragraphe 19 (2).

Prorogation

(2) Les parties et le conseil d'arbitrage peuvent, par voie d'accord écrit, proroger un délai précisé au paragraphe (1) avant ou après son expiration.

Idem

(3) En l'absence d'accord visé au paragraphe (2) et à la demande d'une partie, le conseil d'arbitrage peut, à sa discrétion, proroger un délai précisé au paragraphe (1) avant ou après son expiration.

Same

(4) If a dispute has been referred to the parties at the central table and the Crown under subsection 12 (4), the time period under subsection (1) is suspended until such time as the dispute about whether a matter is within the scope of local bargaining has been determined in accordance with subsections 28 (3), (5), (7), (9) and (10) of the School Boards Collective Bargaining Act, 2014.

Procedure

14. (1) The board of arbitration shall determine the procedure for the mediation-arbitration but shall permit the parties to present evidence and make submissions.

Consolidation

(2) Without limiting the generality of subsection (1), a board of arbitration that is the board of arbitration for more than one mediation-arbitration proceeding under this Act may, with the consent of the affected parties, consolidate any of the proceedings or parts of the proceedings as he or she considers advisable.

Application of s. 48 (12) (a) to (i) of Labour Relations Act, 1995

(3) Clauses 48 (12) (a) to (i) of the *Labour Relations Act*, 1995 apply, with necessary modifications, to proceedings before the board of arbitration and to its decisions.

Exclusions

(4) The Arbitration Act, 1991 and the Statutory Powers Procedure Act do not apply to mediation-arbitration proceedings under this Act.

Award of board of arbitration

15. (1) An award by the board of arbitration under this Act shall address all the matters to be dealt with in the memorandum of settlement of local terms with respect to the parties and the listed bargaining unit.

Criteria

- (2) In making an award, the board of arbitration shall take into consideration all factors that it considers relevant, including the following criteria:
 - The listed employer's ability to pay in light of its fiscal situation.
 - The extent to which services may have to be reduced, in light of the decision or award, if current funding and taxation levels are not increased.
 - 3. The economic situation in Ontario.
 - 4. A comparison, as between the employees and comparable employees in the public and private sectors, of the terms and conditions of employment and the nature of the work performed.
 - 5. The listed employer's ability to attract and retain qualified employees.

Idem

(4) Si un différend a été renvoyé aux parties à la table centrale et à la Couronne en application du paragraphe 12 (4), le délai prévu au paragraphe (1) est suspendu jusqu'à ce qu'une décision concernant le différend quant au fait de savoir si une question entre dans le champ de la négociation locale soit prise conformément aux paragraphes 28 (3), (5), (7), (9) et (10) de la Loi de 2014 sur la négociation collective dans les conseils scolaires.

Procédure

14. (1) Le conseil d'arbitrage établit la procédure de la médiation-arbitrage, mais permet aux parties de présenter des preuves et de faire des observations.

Réunion de procédures

(2) Sans préjudice de la portée générale du paragraphe (1), le conseil d'arbitrage qui est le conseil d'arbitrage de plus d'une procédure de médiation-arbitrage prévue par la présente loi peut, avec le consentement de toutes les parties concernées, réunir n'importe lesquelles de ces procédures ou n'importe quelles parties de celles-ci, selon ce qu'elle estime souhaitable.

Application des al. 48 (12) a) à i) de la Loi de 1995 sur les relations de travail

(3) Les alinéas 48 (12) a) à i) de la *Loi de 1995 sur les relations de travail* s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux instances tenues devant le conseil d'arbitrage ainsi qu'à ses décisions.

Non-application de certaines lois

(4) La Loi de 1991 sur l'arbitrage et la Loi sur l'exercice des compétences légales ne s'appliquent pas aux procédures de médiation-arbitrage prévues par la présente loi.

Sentence du conseil d'arbitrage

15. (1) Toute sentence que rend le conseil d'arbitrage en application de la présente loi traite toutes les questions que doit traiter le protocole d'accord sur les conditions négociées localement visant les parties et l'unité de négociation désignée.

Critères

- (2) Pour rendre sa sentence, le conseil d'arbitrage prend en considération tous les facteurs qu'il estime pertinents, notamment les critères suivants :
 - 1. La capacité de l'employeur désigné de payer, compte tenu de sa situation financière.
 - La mesure dans laquelle des services devront peutêtre être réduits, compte tenu de la décision ou de la sentence arbitrale, si les niveaux de financement et d'imposition actuels ne sont pas relevés.
 - 3. La situation économique prévalant en Ontario.
 - La comparaison, établie entre les employés et des employés comparables des secteurs public et privé, des conditions d'emploi et de la nature du travail exécuté
 - La capacité de l'employeur désigné d'attirer et de garder des employés qualifiés.

Retroactive alteration of terms of employment

(3) The award may provide for the retroactive alteration of one or more local terms to one or more dates after August 31, 2014, and may do so despite section 9.

Effect of award

16. The award of a board of arbitration under this Act is final and binding on the parties and on the employees.

Deemed ratification of memorandum of settlement of local terms

17. The award of a board of arbitration is deemed to be a ratified memorandum of settlement of local terms for the purposes of the *School Boards Collective Bargaining Act.* 2014.

Costs

- **18.** The remuneration and expenses of the members of a board of arbitration shall be paid as follows:
 - 1. A party shall pay the remuneration and expenses of a member appointed by or on behalf of the party.
 - 2. Each party shall pay an equal share of the chair's remuneration and expenses.

Continued negotiation

19. (1) Until an award is made, nothing in sections 10 to 18 prohibits the parties from continuing to negotiate with a view to making a memorandum of settlement of local terms and they are encouraged to do so.

Ratification of memorandum of settlement of local terms by parties

(2) If the parties ratify a memorandum of settlement of local terms before an award is made, they shall notify the board of arbitration of the fact and the mediation-arbitration proceeding is thereby terminated.

CONSEQUENTIAL AMENDMENTS

Labour Relations Act, 1995

- 20. (1) Clause 3 (f) of the *Labour Relations Act*, 1995 is repealed and the following substituted:
 - (f) to a member of a teachers' bargaining unit within the meaning of the *School Boards Collective Bargaining Act, 2014*, except as provided by that Act and by the *Protecting the School Year Act, 2015*, or to a supervisory officer, a principal or a vice-principal within the meaning of the *Education Act*;
- (2) Clause 3 (f) of the *Labour Relations Act, 1995*, as re-enacted by subsection (1), is repealed and the following substituted:
 - (f) to a member of a teachers' bargaining unit within the meaning of the *School Boards Collective Bar*gaining Act, 2014, except as provided by that Act,

Modification rétroactive des conditions d'emploi

(3) Malgré l'article 9, la sentence arbitrale peut prévoir la modification rétroactive d'une ou de plusieurs conditions négociées localement, à une ou à plusieurs dates qui tombent après le 31 août 2014.

Effet de la sentence arbitrale

16. La sentence que rend le conseil d'arbitrage en application de la présente loi est définitive et lie les parties et les employés.

Protocole d'accord sur les conditions négociées localement réputé ratifié

17. La sentence que rend le conseil d'arbitrage est réputée être un protocole d'accord sur les conditions négociées localement ratifié pour l'application de la Loi de 2014 sur la négociation collective dans les conseils scolaires.

Frais

- 18. La rémunération et les indemnités des membres du conseil d'arbitrage sont versées selon les modalités suivantes :
 - 1. Une partie verse la rémunération et les indemnités du membre désigné par elle ou en son nom.
 - 2. Chaque partie verse la moitié de la rémunération et des indemnités du président.

Poursuite de la négociation

19. (1) Tant qu'une sentence arbitrale n'est pas rendue, les articles 10 à 18 n'ont pas pour effet d'interdire aux parties de continuer à négocier en vue de conclure un protocole d'accord sur les conditions négociées localement, ce qu'elles sont encouragées à faire.

Ratification d'un protocole d'accord sur les conditions négociées localement

(2) Si elles ratifient un protocole d'accord sur les conditions négociées localement avant qu'une sentence arbitrale ne soit rendue, les parties en avisent le conseil d'arbitrage et la procédure de médiation-arbitrage prend alors fin.

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES

Loi de 1995 sur les relations de travail

- 20. (1) L'alinéa 3 f) de la *Loi de 1995 sur les rela*tions de travail est abrogé et remplacé par ce qui suit :
 - f) au membre d'une unité de négociation d'enseignants au sens de la Loi de 2014 sur la négociation collective dans les conseils scolaires, sauf disposition contraire de cette loi et de la Loi de 2015 sur la protection de l'année scolaire, ni à l'agent de supervision, au directeur d'école ou au directeur adjoint au sens de la Loi sur l'éducation;
- (2) L'alinéa 3 f) de la Loi, tel qu'il est réédicté par le paragraphe (1), est abrogé et remplacé par ce qui suit :
 - f) au membre d'une unité de négociation d'enseignants au sens de la *Loi de 2014 sur la négociation* collective dans les conseils scolaires, sauf disposi-

or to a supervisory officer, a principal or a viceprincipal within the meaning of the *Education Act*;

REPEAL, COMMENCEMENT AND SHORT TITLE

Repeal

21. On the day this section comes into force, this Act is repealed.

Commencement

22. (1) Subject to subsection (2), this Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Same

(2) Subsection 20 (2) and section 21 come into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Short title

23. The short title of this Act is the *Protecting the School Year Act*, 2015.

tion contraire de cette loi, ni à l'agent de supervision, au directeur d'école ou au directeur adjoint au sens de la *Loi sur l'éducation*;

ABROGATION, ENTRÉE EN VIGUEUR ET TITRE ABRÉGÉ

Abrogation

21. Le jour de l'entrée en vigueur du présent article, la présente loi est abrogée.

Entrée en vigueur

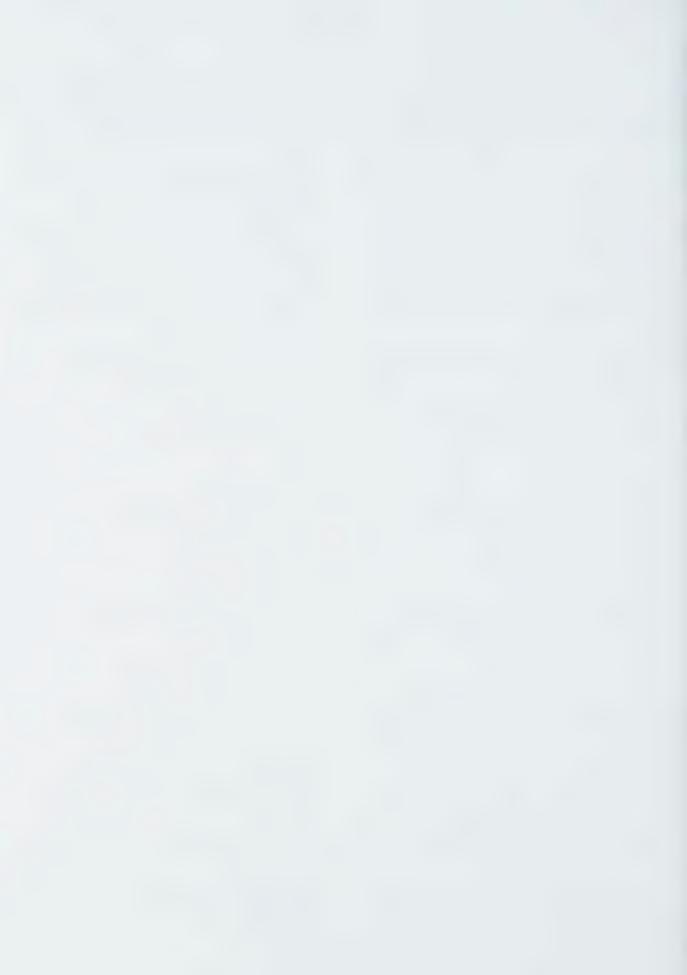
22. (1) Sous réserve du paragraphe (2), la présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

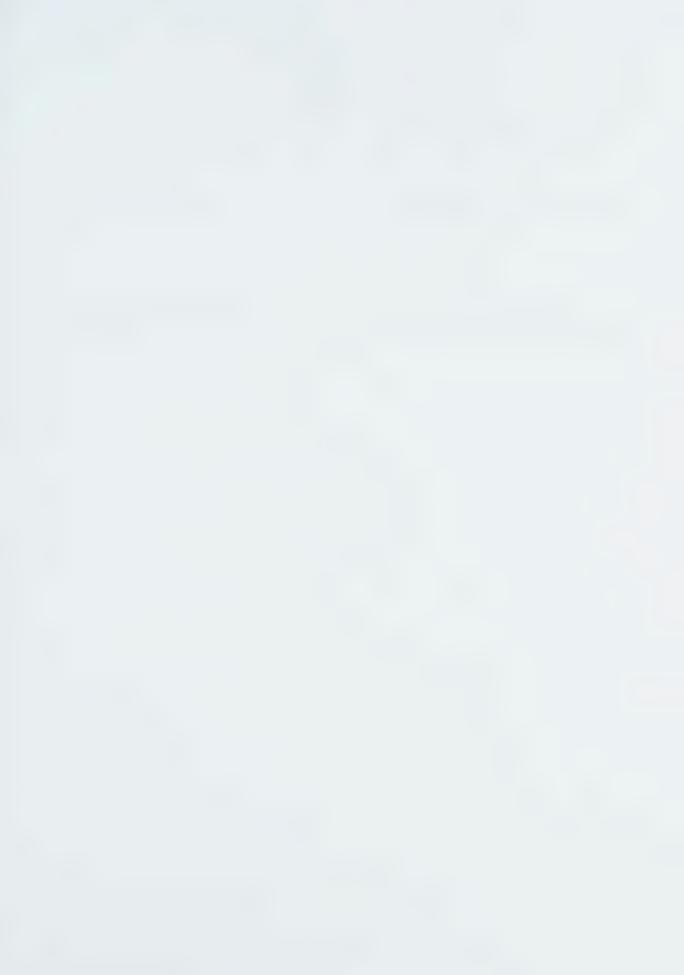
Idem

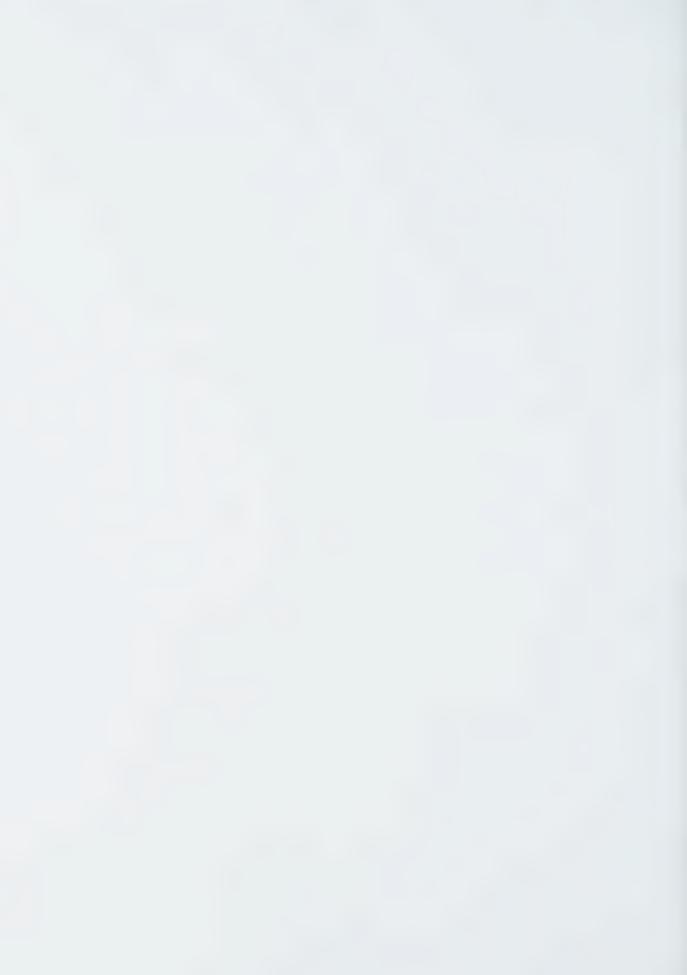
(2) Le paragraphe 20 (2) et l'article 21 entrent en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Titre abrégé

23. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2015* sur la protection de l'année scolaire.









1ST SESSION, 41ST LEGISLATURE, ONTARIO 64 ELIZABETH II, 2015 1^{re} SESSION, 41^e LÉGISLATURE, ONTARIO 64 ELIZABETH II, 2015

Bill 104

Projet de loi 104

An Act to establish the Université de l'Ontario français Loi constituant l'Université de l'Ontario français

Ms F. Gélinas



M^{me} F. Gélinas

Private Member's Bill

Projet de loi de député

1st Reading May 26, 2015

2nd Reading

3rd Reading

Royal Assent

1^{re} lecture 2

26 mai 2015

2^e lecture

3^e lecture

Sanction royale

Printed by the Legislative Assembly of Ontario





EXPLANATORY NOTE

The Bill establishes the Université de l'Ontario français. The special mission of the university is to offer a full range of university degrees and programs in French and to provide French-speaking students with the opportunity to complete all of their university coursework and studies in French.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi constitue l'Université de l'Ontario français, dont la mission spéciale est d'offrir une gamme complète de grades et de programmes universitaires en français et d'offrir aux étudiants francophones l'occasion de suivre tous leurs cours universitaires et de faire toutes leurs études dans cette langue.

An Act to establish the Université de l'Ontario français

Loi constituant l'Université de l'Ontario français

Preamble

The French language has been an historic and honoured language in Ontario for over four centuries and is recognized by the Constitution as an official language of Canada. In Ontario, the French language is recognized as an official language both in the courts and in education. The Constitution recognizes that the Franco-Ontarian community has a right to school governance, and the Franco-Ontarian community already governs a network of 450 primary and secondary schools, 12 school boards and two community colleges. However, French-speaking Ontarians currently have limited access to postsecondary programs in French.

The Legislative Assembly recognizes the contribution of the cultural heritage of the French-speaking population of Ontario and wishes to preserve it for future generations. Indeed, it is in the social and economic interest of the province to increase access to French-language postsecondary programs in all regions of the province. The creation of a French-language university in Ontario is a logical and desirable next step that would enable the Franco-Ontarian community to attain the institutional completeness in education necessary for it to flourish, thrive and fulfil its full potential.

Therefore, her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Definitions

- 1. In this Act,
- "board" means the board of governors of the university; ("conseil")
- "Minister" means the Minister of Training, Colleges and Universities or any other member of the Executive Council to whom responsibility for the administration of this Act is assigned or transferred under the *Executive Council Act*; ("ministre")
- "teaching staff" includes professors, associate professors, assistant professors, lecturers, associates, instructors, tutors and all others engaged in the work of teaching or giving instruction or in research at the university; ("corps professoral")
- "university" means the Université de l'Ontario français as established by this Act. ("université")

Préambule

La langue française joue en Ontario un rôle historique et honorable depuis plus de quatre siècles; la Constitution lui reconnaît le statut de langue officielle du Canada, et le français est reconnu en Ontario comme langue officielle devant les tribunaux et dans l'éducation. De plus, la Constitution reconnaît à la communauté franco-ontarienne le droit à la gestion scolaire, et cette communauté gère déjà un réseau de 450 écoles primaires et secondaires, 12 conseils scolaires et deux collèges communautaires. Les Ontariens et Ontariennes d'expression française n'ont cependant pour l'instant accès qu'à un nombre limité de programmes postsecondaires en français.

L'Assemblée législative reconnaît l'apport du patrimoine culturel des francophones à l'Ontario et désire le sauve-garder pour les générations à venir. Il est en effet dans l'intérêt social et économique de la province d'améliorer l'accès aux programmes postsecondaires en français dans toutes les régions de la province. La création d'une université de langue française en Ontario est donc une nouvelle étape logique et souhaitable qui permettrait à la communauté franco-ontarienne de disposer de tous les établissements scolaires nécessaires à son épanouissement, à sa pérennité et à son rayonnement.

Pour ses motifs, Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

Définitions

- 1. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.
- «conseil» Le conseil d'administration de l'université. («board»)
- «corps professoral» S'entend notamment des professeurs, des professeurs agrégés, des professeurs adjoints, des chargés d'enseignement, des associés, des instructeurs, des tuteurs et des autres personnes qui enseignent ou font de la recherche à l'université. («teaching staff»)
- «ministre» Le ministre de la Formation et des Collèges et Universités ou l'autre membre du Conseil exécutif à qui la responsabilité de l'application de la présente loi est assignée ou transférée en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*. («Minister»)
- «université» L'Université de l'Ontario français constituée par la présente loi. («university»)

University established

2. (1) A university to be known as the Université de l'Ontario français is hereby established.

Corporation without share capital

(2) The university is a corporation without share capital and shall consist of the members of its board.

Conflicts

(3) In the event of a conflict between a provision of this Act and a provision of the *Corporations Act*, the provision of this Act prevails.

Special mission

3. It is the special mission of the university to offer a full range of university degrees and programs in French to help ensure the linguistic, cultural, economic and social well-being of its graduates and to provide students with the opportunity to complete all of their university coursework and studies in French.

Objects

- 4. The objects of the university are,
- (a) to provide French-language undergraduate and postgraduate university programs that are innovative and responsive to the needs of students, the Franco-Ontarian community and employers;
- (b) to advance the highest quality of French-language learning, teaching, research and professional practice;
- (c) to contribute to the advancement of the Franco-Ontarian community;
- (d) to be a university that is governed and administered in French, and where all services are offered in French;
- (e) to promote Ontario nationally and internationally, with a particular emphasis on the economic and cultural contributions of the Franco-Ontarian community;
- (f) to facilitate exchanges with Ontario's Anglophone and Allophone educators in order to provide them with an opportunity to be immersed in a Frenchlanguage educational space; and
- (g) to facilitate access to university studies in French for French-speaking students from remote regions, or low-income families.

Powers

5. The university has all the powers necessary and incidental to its objects.

Degrees, etc.

6. (1) The university may confer degrees, honorary degrees, certificates and diplomas in any and all branches of learning.

Constitution de l'université

2. (1) Est constituée une université appelée Université de l'Ontario français.

Personne morale sans capital-actions

(2) L'université est une personne morale sans capitalactions qui est formée des membres de son conseil.

Incompatibilité

(3) Les dispositions de la présente loi l'emportent sur les dispositions incompatibles de la *Loi sur les personnes morales*.

Mission spéciale

3. L'université a pour mission spéciale d'offrir une gamme complète de grades et de programmes universitaires en français pour promouvoir le bien-être linguistique, culturel, économique et social de ses diplômés et offrir aux étudiants l'occasion de suivre tous leurs cours universitaires et de faire toutes leurs études dans cette langue.

Mission

- 4. L'université a pour mission :
- a) d'offrir en français des programmes universitaires de premier cycle et des cycles supérieurs qui soient innovateurs et qui répondent aux besoins des étudiants, de la communauté franco-ontarienne et des employeurs;
- b) de favoriser un apprentissage, un enseignement, une recherche et un exercice professionnel de langue française qui soient de la plus haute qualité possible;
- c) de contribuer à l'avancement de la communauté franco-ontarienne;
- d) d'être une université qui est gérée et administrée en français et qui offre tous ses services dans cette langue;
- e) de promouvoir l'Ontario à l'échelle nationale et internationale, en mettant l'accent en particulier sur les contributions économiques et culturelles de la communauté franco-ontarienne;
- f) de faciliter les échanges avec les éducateurs anglophones et allophones de l'Ontario afin de leur donner l'occasion de s'immerger dans un milieu scolaire de langue française;
- g) de permettre aux étudiants francophones venant de régions éloignées ou de familles à faible revenu de faire des études universitaires en français.

Ponyoir

5. L'université jouit des pouvoirs utiles à la réalisation de sa mission.

Grades et autres

6. (1) L'université peut décerner des grades, des grades honorifiques, des certificats et des diplômes dans toutes les branches du savoir.

Official language

(2) The official language of the university is French.

Same, exams

(3) All exams given at the university shall be given in French unless the board authorizes otherwise.

Affiliation

7. (1) The university may contract, affiliate or federate with other universities, colleges, research institutions and institutions of learning on such terms and for such periods of time as the board may determine.

Transfers from other institutions

(2) The university may receive programs, services and resources from other universities and institutions as may be transferred to it.

Board of governors

- **8.** (1) There shall be a board of governors of the university, consisting of not more than 25 members, as follows:
 - 1. The president of the university, by virtue of office.
 - 2. The chancellor of the university, by virtue of office
 - Three members appointed by the Lieutenant Governor in Council.
 - At least 12 and not more than 16 members, as may be set out in the by-laws of the university, appointed by the board.
 - Two members who are students of the university and who are elected by the relevant constituencies of the university.
 - Two members who are employees of the university and who are elected by the relevant constituencies of the university.

Proficiency in French

(2) All members of the board must be proficient in French at the time of their appointment or election.

By-law respecting appointments

(3) The by-laws respecting the appointment of members under paragraph 4 of subsection (1) shall provide that the members be selected having regard to equal representation from the regions of Ontario as set out in the regulations.

By-law respecting elections

(4) The board shall by by-law determine the manner and procedure for the election of members described in paragraphs 5 and 6 of subsection (1) and eligibility requirements for election to the board.

Term

(5) Subject to subsection (6), the term of office for an elected or appointed member of the board shall be not more than three years, as determined by by-law.

Langue officielle

(2) La langue officielle de l'université est le français.

Idem: examens

(3) Tous les examens donnés à l'université le sont en français, à moins d'autorisation contraire du conseil.

Affiliation

7. (1) L'université peut s'affilier à d'autres universités, collèges, établissements de recherche et établissements d'enseignement et se fédérer ou conclure des contrats avec eux, aux conditions et pour la durée que fixe le conseil.

Transferts d'autres établissements

(2) L'université peut recevoir les programmes, services et ressources que lui transfèrent d'autres universités et établissements.

Conseil d'administration

- **8.** (1) L'université a un conseil d'administration constitué d'au plus 25 membres répartis comme suit :
 - 1. Le président de l'université, d'office.
 - 2. Le chancelier de l'université, d'office.
 - 3. Trois membres nommés par le lieutenantgouverneur en conseil.
 - 4. De 12 à 16 membres, selon ce que prévoient les règlements administratifs de l'université, nommés par le conseil.
 - 5. Deux membres qui sont des étudiants de l'université et qui sont élus par leurs pairs.
 - 6. Deux membres qui sont des employés de l'université et qui sont élus par leurs pairs.

Maîtrise du français

(2) Tous les membres du conseil doivent maitriser le français au moment de leur nomination ou de leur élection.

Règlement administratif en matière de nominations

(3) Les règlements administratifs concernant la nomination des membres visés à la disposition 4 du paragraphe (1) prévoient que ces derniers sont choisis en vue d'une représentation égale des régions de l'Ontario prescrites par les règlements.

Règlement électoral

(4) Le conseil fixe, par règlement administratif, les modalités d'élection des membres visés aux dispositions 5 et 6 du paragraphe (1) ainsi que les conditions d'éligibilité au conseil.

Durée du mandat

(5) Sous réserve du paragraphe (6), le mandat d'un membre élu ou nommé du conseil est fixé par règlement administratif et ne peut en aucun cas dépasser trois ans.

Same

(6) The term of office for a member of the board who is a student of the university shall be one year.

Reappointment

(7) A member of the board is eligible for reappointment or re-election.

Limitation

(8) A person elected or appointed to the board under subsection (1) may not be a member of the board for more than six consecutive years, but is eligible for reappointment or re-election after one year's absence from the board.

Vacancies

- (9) A vacancy on the board occurs if,
- (a) a member resigns or ceases to be eligible for appointment or election to the board;
- (b) a member is incapable of continuing to act as a member and the board by resolution declares the membership to be vacated; or
- (c) the board by resolution declares a membership to be vacated for failure to attend sufficient meetings, as provided in the by-laws of the university.

Same

(10) If a vacancy on the board occurs before the term of office for which a member has been appointed or elected has expired, the vacancy shall be filled in a timely fashion, as provided in the by-laws, in the same manner and by the same body as the member whose membership is vacant was elected or appointed and the new member shall hold office for the remainder of the unexpired portion of the term of the member he or she is replacing.

Same

(11) A person elected or appointed to the board under subsection (10) may be reappointed or re-elected upon the expiry of the term that he or she was elected or appointed to complete, but is eligible for further reappointment or re-election only after one year's absence from the board.

Quorum

(12) A quorum of the board consists of a majority of its members and that majority must include at least half of the members who are not students or employees of the university.

Chair, vice-chair

(13) The board shall elect annually a chair and at least one vice-chair from among its members who are not students or employees of the university and shall fill any vacancy in the office of chair or vice-chair from among such members.

Duties

(14) The chair shall preside over the meetings of the board and if the chair is unable to act or if the position is

Idem

(6) Le mandat d'un membre du conseil qui est un étudiant de l'université est fixé à un an.

Reconduction

(7) Tout membre du conseil peut être nommé ou élu de nouveau.

Restriction

(8) Une personne élue ou nommée au conseil en application du paragraphe (1) ne peut pas être membre du conseil pendant plus de six années consécutives. Il est toutefois possible d'y être nommé ou élu de nouveau après une absence d'un an.

Vacances

- (9) Les faits suivants créent une vacance au sein du conseil :
 - a) un membre démissionne ou ne peut plus y être nommé ou élu;
 - b) un membre est dans l'incapacité de continuer à occuper sa charge et le conseil déclare celle-ci vacante par résolution;
 - c) le conseil déclare vacante, par résolution, la charge du titulaire qui omet d'assister à un nombre suffisant de réunions, selon ce que prévoient les règlements administratifs de l'université.

Idem

(10) Toute vacance qui survient au sein du conseil avant la fin du mandat du titulaire est comblée dans les meilleurs délais, conformément aux règlements administratifs, de la même manière dont le membre partant a obtenu sa charge et par la même entité qui l'a élu ou nommé. Le nouveau membre occupe sa charge pour la durée restante du mandat du membre qu'il remplace.

Idem

(11) La personne élue ou nommée au conseil pour terminer un mandat en application du paragraphe (10) peut l'être de nouveau à la fin de ce mandat. Elle ne peut toute-fois y être nommée ou élue par la suite qu'après une absence d'un an.

Quorum

(12) Le quorum se compose de la majorité des membres du conseil, constituée obligatoirement d'au moins la moitié des membres qui ne sont ni des étudiants ni des employés de l'université.

Présidence et vice-présidence

(13) Le conseil élit chaque année un président et au moins un vice-président parmi les membres qui ne sont ni des étudiants ni des employés de l'université et comble toute vacance de l'une ou l'autre charge parmi ce groupe de membres.

Fonctions

(14) Le président dirige les réunions du conseil; en cas d'empêchement ou de vacance de sa charge, un vice-

vacant, a vice-chair shall act in his or her place and, if both the chair and vice-chair are unable to act, the board may appoint a member who is not a student or employee of the university to act temporarily in their place.

Powers and duties of board

- **9.** (1) The board is responsible for governing and managing the affairs of the university and has the necessary powers to do so, including the power,
 - (a) subject to section 3, to determine the mission, vision and values of the university;
 - (b) to establish academic, research, service and institutional policies and plans and to control the manner in which they are implemented;
 - (c) to appoint and remove the chancellor;
 - (d) to appoint and remove the president;
 - (e) to appoint, promote, suspend and remove members of the teaching staff and of the administrative staff of the university;
 - (f) to establish faculties, schools, institutes and departments and to establish chairs and councils in any faculty, school, institute or department of the university;
 - (g) to govern standards for the admission of students to the university and for graduation;
 - (h) to govern matters arising in connection with the award of fellowships, scholarships, medals, prizes and other awards for academic achievement:
 - (i) to appoint committees and assign or delegate to them such duties and responsibilities as may be provided in the by-laws of the university, including authorizing them to act on behalf of the board in the matters specified in the by-laws;
 - (j) to approve the annual budget of the university and to monitor its implementation;
 - (k) to establish and collect fees and charges for tuition and other services that may be offered by the university or that may be approved by the board on behalf of any organization or group of the university;
 - to regulate the conduct of students, staff and all persons who use the property of the university, including denying any person access to the property;
 - (m) to define, for the purposes of the by-laws, the following terms: student, staff, employee, manager, professor, associate professor, assistant professor, lecturer, associate, instructor and tutor;
 - (n) to conclusively determine which body within the university has jurisdiction over any matter;
 - (o) to determine the manner and procedure for electing members described in paragraph 5 of subsection 8

président assure l'intérim. En cas d'empêchement et du président et du vice-président, le conseil peut nommer un remplaçant temporaire parmi les membres qui ne sont ni des étudiants ni des employés de l'université.

Pouvoirs et fonctions du conseil

- **9.** (1) Le conseil est chargé d'administrer et de gérer les affaires de l'université et possède les pouvoirs nécessaires à cette fin, notamment le pouvoir de faire ce qui suit :
 - a) sous réserve de l'article 3, fixer la mission, la vision et les valeurs de l'université;
 - b) établir les politiques et les plans relatifs aux études, à la recherche, aux services et à l'établissement et contrôler leur mise en oeuvre:
 - c) nommer le chancelier et le destituer;
 - d) nommer le président et le destituer;
 - e) nommer, promouvoir, suspendre et destituer les membres du corps professoral et du personnel administratif de l'université;
 - f) ouvrir des facultés, des écoles, des instituts et des départements et y mettre en place des présidents et des conseils;
 - g) régir les conditions d'admission des étudiants à l'université et les exigences de la sanction des études:
 - h) régir les questions relatives aux récompenses, notamment les bourses, médailles et prix, qui sont attribuées aux étudiants au mérite:
 - i) constituer des comités et leur attribuer ou leur déléguer les fonctions et les responsabilités que prévoient les règlements administratifs de l'université, y compris les autoriser à agir au nom du conseil en ce qui concerne les questions qu'ils précisent;
 - j) approuver le budget annuel de l'université et surveiller son exécution;
 - k) fixer et percevoir des frais de scolarité et des frais pour les autres services qu'offre l'université ou qu'approuve le conseil au nom d'une organisation ou d'un groupe de l'université;
 - réglementer le comportement des étudiants, du personnel et des autres personnes qui se trouvent sur les lieux de l'université, y compris en interdire l'accès à qui que ce soit;
 - m) définir les termes «associé», «chargé d'enseignement», «employé», «étudiant», «gestionnaire», «instructeur», «personnel», «professeur», «professeur adjoint», «professeur agrégé» et «tuteur» pour l'application des règlements administratifs;
 - n) déterminer de façon irréfragable quelle entité au sein de l'université a compétence sur une question;
 - o) fixer les modalités d'élection au conseil des membres visés à la disposition 5 du paragraphe 8

- (1) to the board, including establishing constituencies and voting practices; and
- (p) to make by-laws, resolutions and rules for the conduct of its affairs.

Board to conduct affairs in French

(2) Despite any by-law, resolution or rule made under clause (1) (p), the board shall conduct its affairs in French.

Limitation

(3) The board shall not appoint, promote, suspend or remove a member of the teaching staff or of the administrative staff except on the recommendation of the president who shall be governed by the terms of any applicable commitments and practices of the university.

Standard of conduct

(4) Every member of the board shall exercise the powers and carry out the duties of his or her office diligently, honestly, in good faith, in the best interests of the university and in accordance with any other criteria set out in the by-laws of the university.

Conflict of interest

(5) A member of the board or of a committee created by it who has a conflict of interest, as defined in the by-laws or conflict of interest policies of the university, as the case may be, in a matter in which the university is concerned shall declare his or her interest as soon as possible and no later than at the first meeting at which the matter is to be considered and, if required by the by-laws or policies, shall withdraw from the meeting during the discussion of the matter and shall not vote on the matter.

Exception, employee

(6) Despite subsection (5), a member of the board who is also an employee of the university may take part in discussing and voting on issues concerning general conditions of employment for university employees, unless the discussion and voting deals with the circumstances of the particular employee as an isolated issue, separate and apart from consideration of other employees.

Exception, student

(7) Despite subsection (5), a member of the board who is also a student may take part in discussing and voting on issues concerning students generally, unless such discussion and voting deals with the circumstances of the particular student as an isolated issue, separate and apart from consideration of other students.

First board

10. (1) Despite section 8, a first board of governors of the university shall be established on the day this Act receives Royal Assent.

Composition

(2) The first board shall be composed of at least 21 and not more than 25 members appointed by the Minister in accordance with this section.

- (1), y compris définir les groupes électoraux et fixer les modalités de vote;
- régir la conduite de ses affaires par voie de règlement administratif, de résolution et de règle.

Conduite des affaires en français

(2) Malgré tout règlement administratif, résolution ou règle visé à l'alinéa (1) p), le conseil conduit ses affaires en français.

Restriction

(3) Le conseil ne doit pas nommer, promouvoir, suspendre ou destituer un membre du corps professoral ou du personnel administratif sauf sur recommandation du président, lequel est régi par les conditions des engagements et des pratiques applicables de l'université.

Norme de conduite

(4) Les membres du conseil exercent les pouvoirs et fonctions de leur charge avec diligence et intégrité, de bonne foi, au mieux des intérêts de l'université et conformément aux autres critères que précisent ses règlements administratifs.

Conflits d'intérêts

(5) Le membre du conseil ou d'un de ses comités qui est en situation de conflit d'intérêts au sens des règlements administratifs de l'université ou de ses politiques en la matière, selon le cas, en ce qui a trait à une question qui concerne l'université déclare son intérêt dès que possible, mais au plus tard à la première réunion à laquelle la question doit être étudiée. De plus, si les règlements administratifs ou les politiques l'exigent, il doit se retirer de la réunion pendant les délibérations portant sur cette question et ne pas voter sur celle-ci.

Exception : employés

(6) Malgré le paragraphe (5), le membre du conseil qui est également un employé de l'université peut prendre part à la discussion et au vote sur une question qui concerne les conditions générales d'emploi des employés de l'université, à moins que les délibérations ne portent sur les circonstances de l'employé visé comme point à part, indépendamment de la situation des autres employés.

Exception : étudiants

(7) Malgré le paragraphe (5), le membre du conseil qui est également un étudiant peut prendre part à la discussion et au vote sur une question qui concerne les étudiants en général, à moins que les délibérations ne portent sur les circonstances de l'étudiant visé comme point à part, indépendamment de la situation des autres étudiants.

Premier conseil

10. (1) Malgré l'article 8, un premier conseil d'administration de l'université est créé le jour où la présente loi reçoit la sanction royale.

Composition

(2) Le premier conseil se compose de 21 à 25 membres nommés par le ministre conformément au présent article.

Same

- (3) The first board shall be composed of the following:
 - 1. Two persons from each of the following groups:
 - i. Fédération de la jeunesse franco-ontarienne.
 - ii. Regroupement étudiant franco-ontarien.
 - iii. Assemblée de la francophonie de l'Ontario.
- At least 15 and not more than 19 persons who provide equal representation from the following constituencies:
 - i. The following regions of Ontario, as set out in the regulations:
 - A. The Far North.
 - B. The Near North.
 - C. The East.
 - D. The Centre.
 - E. The Southwest.
 - The Franco-Ontarian university student community.
 - iii. Post-secondary education administrators.

Powers of first board

(4) The first board shall have all the powers given to the board of governors under section 9.

Dissolution

(5) The first board is dissolved on the day that a board of governors is first appointed and elected under section 8.

Academic council

11. (1) There shall be an academic council of the university consisting of the president of the university and such voting and non-voting members as may be provided for in the by-laws of the university so long as a majority of the voting members are members of the teaching staff of the university.

Purpose

(2) The academic council shall make recommendations to the board with respect to the establishment of academic standards and curricular policies and procedures of the university and the regulation of such standards, policies and procedures and shall make recommendations on such other matters as may be referred to it by the board.

Chair

(3) The president shall preside over meetings of the academic council and, if the president is unable to act, the academic council may appoint one of its members to act temporarily in his or her place.

Idem

- (3) Le premier conseil se compose des personnes suivantes :
 - Deux personnes appartenant à chacun des groupes suivants :
 - La Fédération de la jeunesse francoontarienne.
 - ii. Le Regroupement étudiant franco-ontarien.
 - iii. L'Assemblée de la francophonie de l'Ontario.
 - 2. De 15 à 19 personnes qui représentent de façon égale les intérêts suivants :
 - i. Les régions suivantes de l'Ontario, telles qu'elles sont indiquées dans les règlements :
 - A. Le Grand Nord.
 - B. Le Moyen-Nord.
 - C. L'Est.
 - D. Le Centre.
 - E. Le Sud-Ouest.
 - ii. Les étudiants universitaires franco-ontariens.
 - Les administrateurs de l'éducation postsecondaire.

Pouvoirs du premier conseil

(4) Le premier conseil possède tous les pouvoirs que l'article 9 confère au conseil d'administration.

Dissolution

(5) Le premier conseil est dissous le jour où un conseil d'administration est nommé et élu pour la première fois en application de l'article 8.

Conseil des études

11. (1) L'université a un conseil des études qui se compose du président de l'université et du nombre de membres avec voix délibérative et sans voix délibérative que prévoient ses règlements administratifs, pourvu que la majorité des membres avec voix délibérative représente le corps professoral de l'université.

Objet

(2) Le conseil des études fait des recommandations au conseil d'administration en ce qui concerne l'établissement de normes relatives aux études et de politiques et méthodes relatives aux programmes de l'université ainsi que la réglementation de ces normes, politiques et méthodes, et sur toute autre question que peut lui renvoyer le conseil d'administration.

Président

(3) Le président dirige les réunions du conseil des études; en cas d'empêchement de celui-ci, le conseil des études peut nommer un remplaçant temporaire parmi ses membres.

Quorum

(4) A quorum of the academic council consists of a majority of the voting members and that majority must include at least half of the members who are members of the teaching staff.

Duty to consult

(5) Before making a decision with respect to a matter referred to in clause 9 (1) (a), (b), (c), (f), (g) or (h), the board shall cause the president or a person designated by the president to consult with the council on the matter and the president shall report to the board on the consultation.

Chancellor

12. (1) There shall be a chancellor of the university appointed by the board in such manner as it shall determine.

Term of office

(2) The chancellor shall hold office for three years and until a successor is appointed.

Reappointment

(3) The chancellor may be reappointed.

Duties

(4) The chancellor is the titular head of the university and shall confer all degrees, honorary degrees, certificates and diplomas on behalf of the university.

President

13. (1) There shall be a president of the university appointed by the board in such manner and for such term as the board shall determine.

Powers and duties

(2) The president is the chief executive officer and vice-chancellor of the university and has supervision over and direction of the academic and general administration of the university, its students, managers, teaching staff and other employees, and such other powers and duties as may be conferred upon or assigned to him or her by the board.

Meetings

14. (1) Subject to subsection (2), meetings of the board and meetings of its permanent committees shall be open to the public and prior notice of such meetings shall be given to the members and to the public in the manner provided in the by-laws of the university.

Exclusion

(2) The board may meet in the absence of the public to discuss a matter of a personal nature concerning an individual or to discuss a confidential matter as determined in accordance with the by-laws of the university.

By-laws

15. (1) The by-laws of the university shall be open to examination by members of the public during normal business hours.

Ouorum

(4) Le quorum du conseil des études se compose de la majorité des membres avec voix délibérative. Cette majorité doit comprendre au moins la moitié des membres qui représentent le corps professoral.

Obligation de consulter

(5) Avant de prendre une décision en ce qui concerne une question visée à l'alinéa 9 (1) a), b), c), f), g) ou h), le conseil d'administration demande au président ou à une personne que désigne celui-ci de consulter le conseil des études sur la question et le président lui remet un rapport sur la consultation.

Chancelier

12. (1) L'université a un chancelier qui est nommé par le conseil selon les modalités que fixe celui-ci.

Durée du mandat

(2) Le chancelier occupe sa charge pendant trois ans et, le cas échéant, jusqu'à la nomination de son successeur.

Reconduction

(3) Le chancelier peut être nommé de nouveau.

Fonctions

(4) Le chancelier est le chef en titre de l'université et décerne tous les grades, grades honorifiques, certificats et diplômes au nom de celle-ci.

Président

13. (1) L'université a un président qui est nommé par le conseil selon les modalités et pour le mandat que fixe celui-ci.

Pouvoirs et fonctions

(2) Le président est le premier dirigeant et le vicechancelier de l'université. Il encadre et dirige l'administration des études et l'administration générale de l'université, ses étudiants, ses gestionnaires, son corps professoral et les autres employés, en plus d'exercer les autres pouvoirs et fonctions que lui attribue le conseil.

Réunions

14. (1) Sous réserve du paragraphe (2), les réunions du conseil et de ses comités permanents sont publiques et préavis en est donné aux membres et au public de la manière prévue par les règlements administratifs de l'université.

Exclusion

(2) Le conseil peut se réunir à huis clos afin de discuter d'une question de nature personnelle qui concerne un particulier ou d'une question confidentielle, jugée comme telle conformément aux règlements administratifs de l'université.

Règlements administratifs

15. (1) Les règlements administratifs de l'université peuvent être consultés pendant les heures normales d'ouverture.

Publication

(2) The university shall publish its by-laws in such manner and at such time as it considers proper.

Property

16. (1) The university may purchase or otherwise acquire, take by gift, devise or bequest and hold such property as the board considers necessary for the objects of the university, and may mortgage, sell or otherwise dispose of the same as the board, in its absolute discretion, considers appropriate.

Exemption from taxation

(2) Land vested in the university and land and premises leased to and occupied by the university are exempt from provincial and municipal taxes and development charges, so long as the vested land or leased land and premises are actually used and occupied for the objects of the university.

Protection from expropriation

(3) Land vested in the university is not liable to be entered upon, used or taken by any person or corporation, and no power to expropriate land conferred after this Act comes into force shall extend to such land unless the statute conferring the power expressly provides otherwise.

Deemed vesting in Crown

(4) All property vested in the university shall be deemed to be vested in the Crown for the public uses of Ontario for the purposes of the *Real Property Limitations Act*.

Use of property

(5) The property and the revenue of the university shall be applied solely to achieving the objects of the university.

Investments

(6) The funds of the university not immediately required for its purposes and the proceeds of all property that come into the hands of the board, subject to any trusts or conditions affecting them, may be invested and reinvested in such investments as the board, in its absolute discretion, considers appropriate and, except where a trust instrument otherwise directs, such funds may be combined with trust money belonging to various trusts in the care of the board into a common trust fund.

Borrowing

- (7) The university, if authorized by its by-laws, may, on such terms and in such amounts as the board may approve,
 - (a) borrow money and give security for money borrowed; and
 - (b) issue or give bonds, debentures and obligations as security.

Audits and reports

17. (1) The board shall appoint one or more public

Publication

(2) L'université publie ses règlements administratifs selon les modalités et aux moments qu'elle estime appropriés.

Biens

16. (1) L'université peut acquérir, notamment par achat, donation ou legs, et détenir les biens que le conseil estime utiles à la réalisation de sa mission. Elle peut également disposer de ces biens, notamment par vente ou hypothèque, selon ce que le conseil, à sa discrétion absolue, estime approprié.

Exonération de l'impôt

(2) Les biens-fonds dévolus à l'université ainsi que les biens-fonds et locaux qu'elle prend à bail et occupe sont exonérés des impôts provinciaux et municipaux ainsi que des redevances d'aménagement tant qu'elle les utilise et les occupe effectivement pour la réalisation de sa mission.

Protection contre l'expropriation

(3) Aucune personne physique ou morale ne peut entrer dans les biens-fonds dévolus à l'université, ni les utiliser ou les prendre. Ces biens-fonds sont soustraits à tout pouvoir d'expropriation de biens-fonds que confère une loi après l'entrée en vigueur de la présente loi, sauf disposition expresse à l'effet contraire de la loi en cause.

Dévolution à la Couronne

(4) Les biens qui sont dévolus à l'université sont réputés dévolus à la Couronne aux fins de la province de l'Ontario pour l'application de la Loi sur la prescription des actions relatives aux biens immeubles.

Utilisation des biens

(5) Les biens et les recettes de l'université sont affectés uniquement à la réalisation de sa mission.

Placements

(6) Les fonds de l'université qui ne sont pas requis immédiatement à ses fins et le produit des biens que reçoit le conseil peuvent être placés, sous réserve des fiducies ou des conditions auxquels ils sont assujettis, dans les placements que le conseil, à sa discrétion absolue, estime appropriés. De plus, sauf disposition contraire de l'acte de fiducie pertinent, ces sommes peuvent être combinées en un même fonds de fiducie avec les sommes appartenant à diverses fiducies qui sont confiées au conseil.

Emprunts

- (7) Si ses règlements administratifs l'y autorisent, l'université peut, aux conditions et selon les montants qu'approuve le conseil :
 - a) contracter des emprunts et les garantir;
 - b) émettre des obligations et des débentures ou les donner en garantie.

Vérification et rapports

17. (1) Le conseil charge un ou plusieurs experts-

accountants licensed under the *Public Accounting Act*, 2004 to audit the accounts, trust funds and transactions of the university at least once a year.

Financial report

(2) The university shall make a financial report annually to the Minister in such form and containing such information as the Minister may require.

Other reports

(3) The university shall submit to the Minister all other reports as the Minister may require.

Regulations

- **18.** The Lieutenant Governor in Council may make regulations prescribing the boundaries of, or otherwise describing, the following regions of Ontario for the purposes of this Act:
 - 1. The Far North.
 - 2. The Near North.
 - 3. The East.
 - 4. The Centre.
 - 5. The Southwest.

Commencement

19. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

20. The short title of this Act is the *Université de l'Ontario français Act*, 2015.

comptables titulaires d'un permis délivré en vertu de la *Loi de 2004 sur l'expertise comptable* de vérifier les comptes, les fonds en fiducie et les opérations de l'université au moins une fois par année.

Rapport financier

(2) L'université présente chaque année au ministre un rapport financier qui est rédigé sous la forme et qui contient les renseignements que précise celui-ci.

Autres rapports

(3) L'université présente au ministre les autres rapports qu'il lui demande.

Règlements

- 18. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, prescrire les limites des régions suivantes de l'Ontario pour l'application de la présente loi ou décrire ces régions autrement :
 - 1. Le Grand Nord.
 - 2. Le Moyen-Nord.
 - 3. L'Est.
 - 4. Le Centre.
 - Le Sud-Ouest.

Entrée en vigueur

19. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

20. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2015* sur l'Université de l'Ontario français.



1ST SESSION, 41ST LEGISLATURE, ONTARIO 64 ELIZABETH II, 2015 1^{re} SESSION, 41^e LÉGISLATURE, ONTARIO 64 ELIZABETH II, 2015

Bill 105

Projet de loi 105

An Act to proclaim Ethnic Media Week Loi proclamant la Semaine des médias ethniques

Mr. T. Smith



M. T. Smith

Private Member's Bill

Projet de loi de député

1st Reading May 27, 2015

2nd Reading

3rd Reading

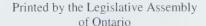
Royal Assent

1^{re} lecture 27 mai 2014

2^e lecture

3^e lecture

Sanction royale







An Act to proclaim Ethnic Media Week

Loi proclamant la Semaine des médias ethniques

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Ethnic Media Week

1. The week beginning on the first Monday in June in each year is proclaimed as Ethnic Media Week.

Commencement

2. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

3. The short title of this Act is the Ethnic Media Week Act, 2015.

EXPLANATORY NOTE

The Bill proclaims the week beginning on the first Monday in June in each year as Ethnic Media Week.

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

Semaine des médias ethniques

1. La semaine qui commence le premier lundi de juin de chaque année est proclamée Semaine des médias ethniques.

Entrée en vigueur

2. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2015* sur la Semaine des médias ethniques.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi proclame la semaine commençant le premier lundi de juin de chaque année Semaine des médias ethniques.





